

« Le Monde des livres »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14687 - 8 F

VENDREDI 17 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La décomposition du régime en Afghanistan

Le président Najibullah a tenté de fuir Kaboul

Fin de règne

QU'va l'Afghanistan, après la tentative avortée du président Najibullah pour fuir Kaboul et la quasi-matée d'un conseil de généraux sur ce qui reste de pouvoir dans la capitale? En toute certitude, quatorze ans de guerre, civile puis étrangère, lancées par le coup d'Etat communiste de 1978 relayé par l'invasion soviétique de 1979, débouchent, ces heures-ci, sur une phase nouvelle.

La déliquescence du pouvoir de l'homme mis en place par l'URSS en 1986 sera-t-elle foudroyante. Au début de l'année encore, les chancelleries étaient persuadées que le président afghan était le seul vrai élément de stabilité dans un pays fragmenté entre ses ethnies, ses tribus, ses approches opposées de l'islam. Pour odieux que fût cet ancien patron de la sinistre police politique « Khad », M. Najibullah était perçu, dès lors, comme un élément « incontournable » d'une solution de paix. C'était compter sans les impondérables.

FIN connaisseur de la moussoune afghane, ce Pashtoun avait bien vu que, de tous les bouleversements liés à la tentative communiste et à la guerre, le plus crucial était la perte de terrain enregistrée par son ethnicité, qui dirige le pays depuis un quart de millénaire. Il a bien perçu la « montée » des minoritaires de jadis - notamment des Tadjiks, dans le nord du pays mais aussi à Kaboul. C'est en voulant freiner cette « révolution » que M. Najibullah a commis, fin janvier, « la » faute : tentant de remplacer un général tadjik par un pashtoun dans une garnison-clé à la frontière de l'ex-URSS, il a déclenché une chaîne de solidarité qui a fini par l'emporter.

Des milices ouzbèkes et tamoulaises, jusque-là piliers de son régime, ont refusé de lui obéir. Le commandant moudjahidin Massoud, déjà maître du canton nord-est du pays, s'est enfoncé dans la faille, acceptant de participer, à Mazar-i-Sharif, à un « pouvoir du Nord », aussitôt perçu comme une solution alternative à celui de Kaboul. Ce développement a consterné les militaires et les dignitaires du Parti ex-communiste qui, jusque là, bon gré mal gré, voyaient en M. Najibullah l'homme de la situation.

LES efforts des Nations unies ont, eux aussi, affaibli le « maître de Kaboul ». C'est sous la vive pression du médiateur M. Benon Sevan, en effet, que M. Najibullah avait dû accepter, le 18 mars, d'annoncer sa disponibilité à remettre ses pouvoirs à une administration intérimaire instituée sous l'égide de l'ONU. Dès lors, les parties ont accéléré leur course au pouvoir. La « descente » vers Kaboul de Massoud est une claire manifestation de méfiance envers le plan de M. Sevan.

Et maintenant? Une hantise rapproche visiblement certains acteurs en apparence ennemis : celle d'une entrée en force à Kaboul du leader fondamentaliste M. Gulbuddin Hekmatyar. Cet homme réputé extrémiste pourrait en effet être tenté de jouer à son tour d'une solidarité ethnique, et tendre la main à des généraux pashtouns naguère piliers du régime communiste en vue de maintenir, sous bannière islamiste, l'ancien ordre des dominations en Afghanistan. C'est certainement ce que refusent beaucoup de « gens du Nord », pas moins « bons musulmans » pour autant, ainsi que tant d'autres Afghans préoccupés d'éviter une nouvelle guerre civile à leur pays déjà recouvert d'épreuves.

M0147 - 0417 0 - 6.00 F



M. Najibullah a démissionné de toutes ses fonctions à la présidence et au sein du parti afghan, a indiqué, jeudi 16 avril, le Quai d'Orsay. Il avait tenté de fuir Kaboul dans la nuit de mercredi à jeudi mais en avait été empêché par des officiers, selon des sources militaires afghanes. Des officiers du régime et les membres de la coalition qui a pris le pouvoir dans le Nord - milices ethniques et moudjahidins tadjiks - tentent de mettre en place un conseil militaire.

Un Pashtoun cynique

par Jean-Pierre Clerc

Avec son nom même, cet homme avait fait de la politique. Son patronyme, Najibullah - qui signifie à peu près « ami de Dieu » - lui était devenu encombrant lorsque le PDPA (Parti démocratique du peuple, communiste) avait pris le pouvoir en 1978. Il s'était donc fait appeler « Najib », nom que ses adversaires islamistes continuaient de lui donner. Mais, lorsqu'il est devenu évident que le marxisme n'avait plus d'avenir dans le

pays, il s'est inventé un prénom devenant : « Mohammed » Najibullah. Officiellement, on l'appelle « le docteur Najibullah », en référence à un titre universitaire péniblement acquis dans une spécialité rare pour un homme en pays d'islam : la gynécologie. Il est vrai qu'il n'a jamais exercé ses talents médicaux, tout occupé qu'il était par la politique.

Najibullah est l'un des six enfants d'une famille pashtounne du Pakist, au sud de Kaboul.

Lire la suite et nos informations page 4

L'OLP en mal de collégialité

De plus en plus critiqué pour sa façon de diriger M. Arafat est invité à partager le pouvoir

TUNIS

de notre envoyée spéciale

Huit jours après l'accident d'avion dont est sorti indemne M. Yasser Arafat, l'onde de choc qui a parcouru l'OLP est loin de s'être dissipée, et chacun continue de mesurer la perte immense pour la cause palestinienne qu'aurait représenté la mort d'« Abou Ammar ». Personne, même parmi ses adversaires politiques, ne remet en cause sa place à la tête de la centrale palestinienne. Mais ses critiques espèrent que les manifestations unanimes de soutien dont il a bénéficié à cette occasion le convaincront qu'il peut, sans risque, partager quelque peu les prérogatives qu'il détient seul aujourd'hui.

« Nous devons tous, et spécialement maintenant, lui faire comprendre qu'il est la seule personnalité palestinienne sur laquelle il y a un consensus et que partager ne remettra pas en cause son pouvoir », affirme un dirigeant du Fatah, le propre mouvement de M. Arafat et principale composante de l'OLP. Il faut qu'il comprenne que, pour que tout le travail fait depuis quarante ans ne disparaisse pas avec lui, comme nous l'avons tous craint, on doit se donner des institutions. La volonté de réforme dans le sens d'une direction plus collégiale et démocratique n'est pas nouvelle, mais l'accident de M. Arafat lui a donné une force accrue, à la mesure de la peur ressentie par tous.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 6

Alors que le RPR « exige » que les Français soient consultés

Le Conseil d'Etat a été saisi du projet de révision constitutionnelle

Le Conseil d'Etat devait examiner jeudi 16 avril l'avant-projet de loi sur la révision de la Constitution préalable à la ratification du traité de Maastricht. Ce texte, qui devrait être présenté au conseil des ministres du 22 ou du 29 avril, se compose de deux articles additionnels à la Constitution.

Le premier autoriserait les transferts de souveraineté pour la gestion de la monnaie et

la politique des visas. Le second accorderait aux Européens le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, en excluant qu'ils soient maires, adjoints ou membres des collèges sénatoriaux. Le RPR « exige » que la réforme soit soumise à un référendum. Toutefois, le soutien du PS et des centristes semble assurer au gouvernement une majorité au Parlement.

La recherche d'une majorité

par Thierry Bréhier

M. Jacques Chirac peut demander un référendum. Il n'a pas les moyens de l'imposer. Seul, en vertu de la Constitution, le président de la République dispose du droit de consulter directement le peuple souverain sur un projet de révision constitutionnelle, comme sur tout autre projet de loi. Pour contraindre M. François Mitterrand à user d'une arme dont il n'a pas exclu l'utilisation, mais dont il ne souhaite pas se servir au stade de la

révision de la Constitution, le RPR a besoin du soutien de l'UDF tout entière, centristes compris. Or, l'Elysée et Matignon ont fait le nécessaire pour accorder à ceux-ci les satisfactions qu'ils réclamaient.

Sans perdre de temps, les collaborateurs de la présidence de la République et du secrétariat général du gouvernement ont rédigé un avant-projet de révision. Ils ont été guidés à la fois par les propos de M. Mitterrand et par la décision du Conseil constitutionnel. Car si celle-ci n'a

pas formellement ordonné ce qu'il fallait faire, elle a clairement indiqué la direction à suivre, et surtout ce qu'il était inutile de faire. Ainsi, avant cette décision, il avait été envisagé d'ajouter un article à la loi fondamentale, ou à son préambule, qui se serait contenté d'inscrire dans la Constitution tous les transferts de souveraineté rendus nécessaires par la construction de l'union européenne.

Lire la suite page 8 et nos informations pages 7 et 8

Neuf clubs de football dans le collimateur du garde des sceaux



Lire page 13 l'article de PHILIPPE BROUSSARD

Vers le référendum

par Olivier Duhamel

Les querelles de procédure ne font que commencer. Espérons qu'elles ne masqueront pas les débats de fond, autrement décisifs, et, à cette fin, tentons de les clarifier, en distinguant ce sur quoi les uns et les autres s'accordent ou ne s'accordent pas.

1. Les consensus juridiques. Tout le monde s'accorde pour distinguer la révision constitutionnelle, obligatoire depuis la décision du Conseil constitutionnel du 9 avril 1992, et la ratification du traité de Maastricht (exactement la loi autorisant sa ratification), nécessairement postérieure à cette révision.

Lire la suite page 2
► Olivier Duhamel est professeur de droit à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

MICHEL BRAUDEAU

Le Livre de John

EDITIONS DU SEUIL

La grève de la RATP a été moins suivie que prévu

Le mouvement organisé par sept syndicats de la Régie pose à nouveau le problème des perturbations dans le service public

Lire pages 17 et 24

LE MONDE DES LIVRES

Séville Expo' 92

■ Le Nouveau Monde de Góngora ■ Deux continents, une littérature ■ Trois écrivains face à eux-mêmes ■ Toutes les Espagnes ■ Au fil des lectures

Egalement au sommaire

■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « La compagnie des fictions » ■ Histoires littéraires, par François Bort : « La zone et la littérature » ■ Le destin céleste ■ La mémoire de la haine ■ Sur le vol de deux algues ■ Immuables prisons ■ Mytère de la Croix et d'Israël ■ Lisez aussi les livres de vos enfants, par Nicole Zand

Pages 25 à 32

POINT

Les conseils régionaux

Page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 350 dr ; Hongrie, 120 F ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 16 KRS ; Thaïlande, 1,50 THB ; USA (New York), 2 \$; USA (Paris), 2,50 \$.

SCIENCE MAIS RACONTE

COLLECTION 1992

LES CLÉS DE LA VIE
MICHEL BRAUDEAU
LE LIVRE DE JOHN
EDITIONS DU SEUIL

DÉBATS

L'Europe et Maastricht

Le bon duo

par Maurice Duverger

Dans le débat politique parisien de mars dernier, l'Europe a été singulièrement oubliée. Il n'est pas sûr que Jacques Delors aurait pu mieux faire à Matignon que Pierre Bérégovoy pour tirer la gauche du marécage où les électeurs l'ont enlisée. Mais il est sûr que le départ de Bruxelles du président actuel de la Commission aurait beaucoup affaibli la Communauté dans la période difficile de l'après-Maastricht. La ratification des accords ne dépend que des Parlements nationaux. Son ambiance s'est vue troublée par les manœuvres entourant une succession imprévue. Et, surtout, l'application des textes définie dans le document dit « paquet Delors II » aurait été gravement mise en cause par une défection de son auteur.

L'intérêt de la Communauté européenne qu'il demeure à son poste. Qu'il l'ait fait en refusant de devenir premier ministre de la France, cela correspond à son sens du devoir qui devrait le pousser également à demander le renouvellement de son mandat à la tête de la Commission pour la période 1993-1994. Seul un président ayant à la fois son expérience et son autorité peut faire face aux difficultés de la mise en œuvre d'un traité dont beaucoup de dispositions sont ambiguës.

Leur interprétation initiale — qui fera jurisprudence — exige du droit si l'on veut notamment éviter une fronde parlementaire dont les prodromes commencent à se percevoir dans les Assemblées nationales comme dans celle de Strasbourg.

Le maintien de Jacques Delors jusqu'à la fin de 1994 apparaît d'autant plus nécessaire que la nouvelle procédure de désignation

du président de la Commission n'entrera en application qu'à ce moment-là.

La « consultation » du Parlement européen sur la personnalité que les gouvernements « envisagent de nommer » ouvre beaucoup de possibilités. D'autant que « l'approbation » des députés est ensuite requise pour le « collège » formé par le président et les membres de la Commission désignés « en consultation avec » lui. Si Jacques Delors partait à la fin de 1992 ou de celui-ci demandant aux citoyens d'être une majorité parlementaire qui lui permette de gouverner : tout cela ferait un bon roman de politique-fiction mais serait déplorable pour les institutions de la République et l'avenir de la nation.

Conforter les institutions

Rien n'est plus absurde que réclamer la démission du chef de l'Etat après des élections régionales. On peut le comprendre d'un député chaman qui espère une réincarnation de Louis XVI, mais pas de ceux qui se réclament du général de Gaulle. Ont-ils perdu la mémoire des paroles méprisantes de ce dernier, disant des législatives de 1967 qu'il avait failli perdre : « C'était simplement 487 compétitions locales », ne pouvant délier le président de la République des « obligations du mandat national qu'il a reçu, lui, du peuple tout entier ».

Honoré du même mandat pour sept ans, en 1988, son successeur actuel ne peut pas plus se délier avant terme de ces obligations, à moins qu'un impératif d'intérêt national ne l'exige. Tel ne serait pas le cas d'un subterfuge destiné à empêcher l'avènement d'une majorité de droite conformément aux règles démocratiques.

Certes, une manœuvre de ce genre aurait de la grandeur, en l'occurrence, par le renoncement personnel à deux ans de pouvoir suprême. Une telle sortie serait plus admissible que celle d'un président parvenu à 1995 en ayant évité une nouvelle cohabitation par une réforme proportionnelle qui engendrerait une Assemblée ingouvernable. Mais nul ne peut croire sérieusement que, après avoir été le législateur de la V^e République en la faisant accepter par « le peuple de gauche », François Mitterrand en devienne ainsi le naufragé. Il sait que les simples devoirs de sa charge sont encore plus éloignés de cette indignité que l'excès d'honneur d'un sacrifice inutile.

Inutile et nuisible. Même si une majorité de droite était élue en 1993 — ce qui n'est pas garanti à treize mois de distance, — elle devrait respecter la Constitution. Malgré ses difficultés, une nouvelle cohabitation serait plus utile au pays qu'un départ anticipé du chef de l'Etat. Non seulement en confortant les institutions qui ont fait succéder un régime efficace à l'impuissance des III^e et IV^e Républiques, mais surtout par l'expérience et l'autorité internationales de François Mitterrand.

Elles ne seraient pas affaiblies par l'avènement d'une majorité parlementaire de droite : la politique étrangère faisant désormais l'objet d'un large consensus, qui transcende la division bipolaire en unissant la plupart des socialistes, les centristes et une grande partie du RPR. Conserver jusqu'en 1995 le duo Mitterrand-Delors présente un intérêt équivalent pour la France et pour l'Europe.

leurs préférences politiques. Force est cependant de constater que, lorsque le peuple a voté une révision constitutionnelle par la voie de l'article 11, elle est entrée en vigueur. Nul ne conteste la légitimité de l'élection directe du président de la République. Différentes thèses ont été proposées pour expliquer cette validité. Le doyen Vedel a opté pour la coutume, Maurice Duverger pour la validation par le pouvoir constituant, Michel Topor pour la légitimité de l'origine de la procédure, faute de règle contraire sanctionnée.

On peut ajouter qu'il s'agit d'une convention constitutionnelle, acceptée par les pouvoirs publics, puis qu'ils n'ont pas utilisé, ni en 1962 ni en 1969, la procédure à leur disposition pour marquer leur désaccord et sanctionner une violation de la Constitution, à savoir la mise en accusation du président de la République pour haute trahison. Ils ne feraient pas davantage de même demain pour Maastricht.

Autrement dit, si le président de la République, constatant l'échec de la révision par la voie parlementaire prévue de l'article 89, décidait de recourir à la voie référendaire exceptionnelle de l'article 11, qui veut qu'il ne dispose pas de cette possibilité.

de choisir une autre voie de révision que celle prévue à l'article 89, c'est-à-dire de recourir directement au référendum par l'article 11. François Mitterrand estime qu'il dispose de cette possibilité, il l'a affirmé lors de son entretien sur les institutions accordé à la revue *Pouvoirs* en mars 1988. Valéry Giscard d'Estaing estime qu'il ne dispose pas de cette possibilité.

Notons que sur ce point l'ancien opposant devenu président et l'ancien président devenu opposant ont échangé leurs positions, confirmant que les options constitutionnelles des politiques sont déterminées par leur situation de pouvoir. Il y a trente ans, François Mitterrand refusait la révision directe par l'article 11 alors que Valéry Giscard d'Estaing l'acceptait et soutenait le référendum instaurant l'élection populaire du président par cette procédure.

3. La solution du désaccord. Les juristes sont divisés, comme les politiques — et souvent, mais heureusement pas toujours, en fonction de

Vers le référendum

Suite de la première page

S'agissant de la révision, tout le monde s'accorde aussi pour admettre que, si l'on suit la voie normale de l'article 89, il faut un vote en termes identiques de l'Assemblée nationale et du Sénat. Accord encore sur le fait qu'à l'issue de ce vote il appartient au président de la République et à lui seul de choisir entre le Parlement réuni en Congrès ou le référendum pour l'adoption définitive de la révision.

Accord aussi sur la réapparition de l'option vote par le Parlement ou référendum pour autoriser la ratification, une fois la révision votée (l'article 11 prévoit explicitement cette hypothèse, utilisée par Georges Pompidou en 1972 sans contestation juridique). Accord enfin sur le fait que, pour la ratification, le choix entre loi parlementaire ou loi référendaire appartient aussi au président de la République.

2. Les dissensus juridiques. Ils portent sur la révision constitutionnelle, c'est-à-dire sur la possibilité pour le président de la République

Le Monde
HORS-SÉRIE

LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars

156 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le deuil du communisme

La chute du communisme a été saluée avec joie. Mais tous ceux qui, à un moment ou un autre, « y ont cru » continuent de s'interroger sur la fascination qu'il a exercée et sur les conséquences de son échec.

Qui peut bien pleurer le communisme ? Après tant de crimes, de mensonges, de désillusions, son effondrement ne peut être accueilli que comme l'une des bonnes nouvelles du vingtième siècle. Et c'est bien ainsi que furent ressentis, unanimement, la chute du mur de Berlin, la libération des pays de l'Est, les initiatives de Gorbatchev, puis l'échec du putsch de Moscou. Mais la cupidité et l'ampleur de ce mouvement, et surtout le gouffre béant qu'il a fait apparaître — avec la misère économique, les affrontements nationalistes, les phénomènes mafieux, la dislocation des institutions... — ont rapidement terni cette euphorie et conduit à s'interroger, à nouveau, sur la nature réelle du communisme, sur les relations que tant d'hommes ont eues avec lui et sur le rôle qu'il a joué.

C'est à quoi s'attache la revue *Panoramas*, dans un excellent numéro présenté sous le sombre titre : « La trou noir du communisme après le naufrage ». C'est en effet à un douloureux effort de lucidité qu'invite Paul Nohret, le maître d'œuvre de cette livraison : « La lucidité, écrit-il, est la dernière exigence qu'on puisse poser à l'égard de tous ceux — dont j'ai été — qui ont participé à la fautive entreprise : nous n'avons finalement rien construit qui puisse durer. Ni système politique, ni système économique, ni collectivité humaine, ni éthique, ni même esthétique. Nous avons voulu donner corps au plus hautes aspirations humaines et nous avons enfanté des monstres historiques ».

Les experts en philosophie politique continuent évidemment de s'interroger sur la question que pose Guy Hennebelle, le directeur de la revue : « Le naufrage du communisme était-il inscrit dans ses gènes ? » Autrement dit : Staline était-il dans Marx ? Et le dérapage fatal de la révolution soviétique s'en est-il suivi ? Pour Edgar Morin par exemple, le parcours suivi par l'URSS n'avait rien d'inéluctable et résulte au contraire d'une succession d'événements hautement improbables, à la fois historiques, géographiques, militaires ou sociologiques.

L'amour du parti

Mais, par-delà ces spéculations rétrospectives, ce qui reste l'énigme majeure est la distorsion dramatique entre le résultat et les intentions, entre l'échec final et la démesure des espoirs qui l'ont accompagné. Et c'est bien ce qui explique que tant d'hommes — même parmi ceux qui ont rompu depuis longtemps avec le communisme — ne puissent contempler avec détachement ce qu'il en est advenu.

Cette douleur secrète, ce sentiment de deuil et de culpabilité mêlés sont remarquablement exprimés dans les quelques notes sur les événements de 1989-1991 rédigées par Gérard Belloin, qui fut longtemps un « permanent moyen » du parti, comme il se qualifie lui-même, avant de le quitter, au prix d'une dépression qui l'amena sur le divan. Belloin analyse comment les liens qui l'unissaient au parti étaient ceux de l'amour : amour abstrait et universel pour l'Homme, à qui il s'agissait de restituer sa bonté naturelle en l'affranchissant de l'aliénation sociale, et amour concret et proprement physique pour le parti, considéré comme une famille et une seconde mère. La psychanalyse, écrit Gérard Belloin, lui a permis d'entrevoir les causes qui l'ont conduit à se fier si déraisonnablement avec le parti. C'est-à-dire venu combler un besoin qui était en lui bien avant que le [a] intéressât à la politique ».

Une dépression, c'est probablement ce que vivent, actuellement, tous ceux qui, à un moment ou autre, « y ont cru » et qui ne peuvent éviter de ressentir une part de responsabilité personnelle dans le drame communiste.

Pour beaucoup d'intellectuels, qui, sans aller aussi loin dans

l'engagement personnel se sont joints un moment au Parti communiste, celui-ci représentait le continuant de la Révolution française de 1789, des Lumières et du combat pour le progrès scientifique, la laïcité et la liberté. Considéré comme détenteur de la science de l'Histoire, le communisme était du côté du Vrai, donc du Bien, face au chaos maléfique engendré par le capitalisme et le fascisme. « Être communiste pour quelques-uns de ma génération, écrit l'helléniste Jean-Pierre Varnet, professeur au Collège de France, c'était penser qu'on entrerait dans une période d'affrontements décisifs contre les forces du mal. Ce n'était pas seulement notre sort individuel qui se jouait, mais celui de l'humanité ».

Nicolas Racine dans le deuxième numéro que la revue *Panoramas* consacre aux « grandes causes », montre bien comment la priorité accordée au combat antifasciste a conduit de nombreux intellectuels à payer l'alliance avec les communistes par le silence sur la répression stalinienne.

L'hiver des âmes

Mais ce silence lui-même n'était pas simplement le résultat d'un cynisme choqué d'alliance avec les nazis. Pour beaucoup d'intellectuels, l'URSS, malgré ses déviances ou ses crimes, restait le lieu où s'opérait, dans la douleur, l'accomplissement d'une société différente, plus juste et plus pure. Débarassée de la misère, de l'exploitation et de l'ignorance, l'effondrement du communisme, c'est-à-dire à l'adieu à ce rêve-là, la possibilité de construire, sur terre, un autre monde que celui de l'argent, de l'inégalité et du mépris, qui triomphe partout.

Danièle Sallenave exprime bien le sens de ce deuil, dans l'article « Fin du communisme : l'hiver des âmes », que publie les *Temps modernes*. « La disparition de l'Union soviétique, écrit-elle, aurait dû nous pousser à nous souvenir, au recueillement, à la prière, plus qu'à la joie. La chute du rideau de fer a marqué la fin d'une utopie. Et, comme de tristesse, elle a importé avec elle son dernier avatar, qui était la désillusion. Cette culture des catacombes, lovée dans le communisme pour le miner de l'intérieur, mais qui en conservait le puritanisme, « l'exigence éthique », le souci de maintenir, face à l'oppression, certaines valeurs spirituelles, certains modes de vie. Pour Danièle Sallenave, plus rien désormais ne s'oppose à la marche triomphante de la société marchande. Il n'y a plus personne pour résister à « l'enfermement dans la consommation ». A l'égoïsme féroce du libéralisme déchaîné.

Plus personne ? Les socialistes ou les rattachés du communisme voudraient évidemment prouver le contraire, comme le montrent les nombreuses contributions rassemblées dans la *Revue politique et parlementaire* sous le titre : « La gauche européenne après la chute du communisme ». « A nous de redéfinir une nouvelle conception qui permette de concilier l'adaptation aux réalités contemporaines et de retrouver l'espérance », écrit l'organisateur de ce numéro, Gérard Collomb. Et le spécialiste du marxisme Georges Labica voit, dans les décomptes théoriques actuels une chance pour la démocratie occidentale, enfin débarrassée des caillottes du dogmatisme. Mais, s'il est vrai que l'homme ne vit pas que de pain, il faudra sans doute attendre longtemps, que ce deuil soit terminé, pour que l'espoir renaisse.

► *Panoramas*, 2^e trimestre 1992, n° 4, 76 F, Arléa, Collet, 21 route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau.

► *Politix*, premier trimestre 1992, n° 17, 70 F, Presses de la Fondation des sciences politiques.

► *Les Temps modernes*, mars 1992, 54 F.

► *Revue politique et parlementaire*, janvier-février 1992, n° 957, 70 F, 110, rue de Rivoli, 75001 Paris.

OLIVIER DUHAMEL

ÉTRANGER

En raison de son implication en Bosnie-Herzégovine

Washington menace la Serbie d'une mise au ban de la communauté internationale

Les Etats-Unis ont menacé, mercredi 15 avril, de faire de la Serbie « un paria de la communauté internationale » si « les autorités civiles et militaires serbes poursuivent leur agression contre la Bosnie-Herzégovine et continuent à nier les droits des propres citoyens de la Serbie ». Le département d'Etat a estimé que l'attitude de Belgrade et des forces armées serbes « dépassait les limites d'un comportement civilisé ». La CSCE a, de son côté, condamné l'intervention des forces serbes et fédérales en Bosnie.

BELGRADE

de notre correspondant

« La situation en Bosnie-Herzégovine est alarmante et tragique », a souligné l'émissaire spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Cyrus Vance, à son arrivée, mercredi 15 avril, dans l'ex-Yugoslavie pour sa sixième mission de médiation. L'annonce de l'arrivée de l'ancien secrétaire d'Etat américain, auteur du plan de paix en Croatie, n'a toutefois pas eu de répercussions sur l'intensité des combats en Bosnie-Herzégovine.

Les affrontements se sont poursuivis pendant toute la nuit de mercredi à jeudi dans la périphérie de Sarajevo, où l'on avait déjà compté

deux morts pendant la journée. Mostar, le chef-lieu de la province méridionale d'Herzégovine, a subi une nouvelle attaque à l'artillerie, alors que le centre-ville avait été bombardé dans la nuit de mardi à mercredi par l'armée serbo-fédérale. Visegrad, dans l'est de la République, a été encerclé par l'armée, qui a sommé les unités musulmanes de déposer les armes. A Bosanski-Brod, limitrophe de la Croatie, Croates et Serbes se sont affrontés à l'artillerie lourde.

Après avoir rencontré le ministre fédéral de la défense, le général Adžić, ainsi que le président de Serbie, M. Slobodan Milošević, M. Vance a « exigé » des signaux de cessez-le-feu de dimanche « qu'ils mettent en œuvre leurs engagements et qu'ils mettent fin aux combats ». Admettant que la guerre ne pouvait rien résoudre, M. Milošević a, pour sa part, affirmé être favorable à « un règlement pacifique de la crise en Bosnie-Herzégovine ». « La seule solution, a-t-il précisé, est de parvenir à un consensus entre les trois peuples constitués dans le cadre de la conférence sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine ».

D'autre part, quatre-vingt-sept intellectuels serbes de Bosnie ont condamné, dans une lettre ouverte publiée mercredi, « la politique du Parti démocratique serbe (SDS) de Radovan Karadžić ainsi que la politique de la Serbie à l'égard de la Bosnie-Herzégovine ». Réfutant la

thèse avancée par les médias serbes selon laquelle la communauté serbe de Sarajevo est menacée, ils affirment qu'« il ne s'agit pas d'un conflit interethnique, mais d'une agression pure et simple de la Serbie contre la République indépendante de Bosnie-Herzégovine ». L'un d'entre eux, M. Vladimir Stribrov, estime que les négociations sur l'avenir de la Bosnie sont vouées à l'échec « car personne ne peut accepter les revendications mégalomanes des leaders serbes qui réclament le contrôle de 65 % du territoire de la République ».

Enfin, l'attitude de l'armée serbo-fédérale a suscité une vague de défections dans ses rangs. Cent quatre-vingt-sept officiers et sous-officiers ont quitté l'uniforme depuis le week-end dernier et se sont mis à la disposition de la défense territoriale bosniaque.

FLORENCE HARTMANN

□ Deux « casques bleus » retenus prisonniers pendant vingt-quatre heures dans un quartier serbe de Sarajevo. — Deux « casques bleus » — un officier canadien et un danois — ont été retenus prisonniers pendant près de vingt-quatre heures dans un quartier périphérique de Sarajevo contrôlé par les milices serbes, selon la police bosniaque. Capturés mardi soir, ils n'ont été libérés que mercredi après-midi 15 avril, après une médiation de l'armée serbo-fédérale. — (AFP)

RUSSIE : les débats des députés à Moscou

Le Congrès plie, le gouvernement reprend sa démission

Les députés du Congrès de Russie ont voté, mercredi 15 avril, une résolution laissant à l'exécutif tous ses pouvoirs pour mener la réforme économique.

MOSCOU

de notre correspondant

La bourgeoisie qui agit le monde politique moscovite depuis près de deux semaines s'apaise, ou s'épuise. Brisant le lourd silence qu'il observait depuis plusieurs jours, M. Boris Eltsine a refusé, mercredi 15 avril, la démission du gouvernement. Cette démission, que les membres du cabinet de M. Eltsine avaient fait mine de présenter deux jours plus tôt, n'avait en fait plus de raison d'être, le Congrès des députés ayant accompli entre-temps la réforme attendue. Les élus ont en effet adopté une « déclaration de soutien à la réforme économique » par laquelle ils laissent en substance l'exécutif libre de conduire cette réforme, manière de revenir sur une précédente déclaration, elle très directive et jugée inacceptable par le gouvernement.

Certes, le Congrès — et tout particulièrement le président du Parlement, M. Khasboulatov — n'a pas capitulé en rase campagne : la journée de mercredi a encore été marquée par quelques menus accro-

chages, la « déclaration de soutien » est en certains endroits suffisamment ambiguë pour permettre une reprise des hostilités. Mais tout se passe comme si de part et d'autre on avait le sentiment d'avoir assez joué.

M. Khasboulatov a déclaré que le Parlement était disposé « à collaborer honnêtement et de manière mutuellement avantageuse » avec le gouvernement, et le secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, ainsi que le premier vice-premier ministre Egor Gaidar ont adopté de leur côté un ton inhabituellement conciliant. Il reste aussi que le Congrès n'est pas terminé, et l'examen de nouveaux projets de Constitution pourrait donner lieu à de nouveaux affrontements.

Mais les députés ont bien compris qu'ils n'avaient pas les moyens de rogner les pouvoirs de l'exécutif, et la fatigue aidant, ce débat-là pourrait être à son tour enterré. M. Eltsine restera alors libre de décider s'il veut ou non pousser son avantage et obtenir, par voie de référendum, une consécration de la prééminence du président sur le Parlement.

A vaincre sans péril...

Dans l'immédiat, tout est bien qui finit bien : le président et ses « réformateurs » ont gagné, les Occidentaux qui leur avaient apporté un soutien ostensible ont toutes raisons d'être satisfaits, et les opposants de tout poil, qui tentaient d'entraver les progrès de la Russie sur la voie de la modernisation et du marché, ont dû s'avouer battus.

D'où vient alors cet arrière-goût un peu désagréable, cette impression d'avoir assisté à une mise en scène un peu lourde ? Peut-être s'a-t-on réellement vu, comme les partisans de M. Eltsine ont voulu le faire croire, un drame dont l'enjeu n'était rien de moins que le salut de la Russie et de sa démocratie. Mais le spectacle offert ressemblait plutôt à une comédie, certes riche en rebondissements,

mais dont le dénouement était connu d'avance.

Et le scénario, qui opposait les détenteurs de la vérité à tous les autres, les hommes responsables aux irresponsables de droite et de gauche, les ministres compétents aux opposants ignorants, a déjà beaucoup servi en des temps où la Russie était tout sauf une démocratie. La télévision, en particulier, a fait preuve tout au long de la crise d'un manichéisme du meilleur cru — quand elle n'était pas occupée à diffuser d'innombrables gros plans du ministre de l'information, M. Poltoranine.

L'« opposition », conglomérat hétéroclite où dominaient des élus d'un autre âge, ne s'est pas montrée sous un aspect très reluisant et a mené son combat d'arrière-garde dans la plus grande confusion. En face, les « démocrates » les plus engagés, ceux qui ont largement payé de leur personne dans la lutte contre le totalitarisme, semblaient désormais faire une confiance totale à M. Eltsine.

Le père Gleb Iakounine et M. Bonner, la veuve d'André Sakharov, ont lancé mercredi, en compagnie du champion d'échecs Garry Kasparov et de M. Starovoïtova, conseiller du président, un appel en faveur d'une « République présidentielle », dénonçant au passage les agissements d'un Congrès qui chercherait à priver M. Eltsine de son pouvoir et, par la même occasion, ferait perdre à la Russie la main venue d'Occident. Le régime communiste avait une devise aussi simple que menaçante : « Tout le pouvoir aux soviets ». Est-ce une raison suffisante pour réclamer désormais tout le pouvoir pour le président ?

M. Eltsine, en tout état de cause, a gagné, sans grand péril, l'escamotage de « Kongres ». La vraie gloire pour lui sera de l'emporter sur le champ de bataille de la réforme économique, et cela est une tout autre affaire.

JAN KRAUZE

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

Le président Bush limite les activités politiques des syndicats, traditionnellement démocrates

Poursuivant sa course victorieuse dans le camp démocrate, le gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton a largement remporté le caucus (comité électoral) de Virginie lundi 13 avril, recueillant 52 % des suffrages contre 12 % pour son rival, l'ancien gouverneur de Californie Jerry Brown, d'après les derniers résultats. M. Clinton a reçu mardi le soutien de l'AFL-CIO, le plus puissant syndicat américain, juste après que le président Bush eut pris des mesures pour limiter les contributions des syndicats aux partis politiques.

WASHINGTON

correspondance

En signant, lundi 13 avril, un décret visant essentiellement à limiter les activités politiques des syndicats, le président George Bush avait en tête d'évidentes préoccupations électorales : dans leur grande majorité, les syndicats ont, à l'image de l'AFL-CIO, plus souvent soutenu

les candidats démocrates que ceux du Parti républicain.

Pour justifier sa décision, le président n'a pas manqué de s'appuyer sur de grands principes — notamment « l'inviolabilité de la conscience » — réaffirmés par la Cour suprême. Cette dernière avait estimé, en 1988, que les contributions obligatoires imposées aux travailleurs non syndiqués d'une entreprise devaient être utilisées exclusivement pour des activités syndicales, comme la négociation d'un contrat collectif, les relations avec l'administration, la solution des conflits du travail. Thomas Jefferson n'avait-il pas, dès 1779, jugé « scandaleux et tyrannique » d'obliger un homme à apporter une contribution financière « pour la promotion d'opinions qu'il ne partageait pas » ?

A la différence des entreprises soumises au système du *closed shop* — dans lequel les travailleurs doivent obligatoirement adhérer au syndicat — celles appliquant la règle de l'*union-shop* n'imposent pas cette obligation, mais les non-syndiqués sont quand même appelés à payer leurs cotisations pour les services rendus par le syndicat.

Le décret du président Bush

invite les entreprises travaillant pour le gouvernement à rappeler à leurs employés leur droit de ne pas adhérer au syndicat et d'obtenir un remboursement de leurs cotisations utilisées à des fins politiques. Pour permettre à ces travailleurs d'identifier les dépenses, de distinguer celles destinées à l'action politique, celles destinées à la comptabilité séparée. Selon l'Association des mécaniciens, cette exigence imposera un « lourd fardeau » aux sections syndicales locales, obligées d'embaucher du personnel spécialisé.

Deux milliards de dollars en moins

A la Maison Blanche, on évite à plus de deux milliards de dollars le montant annuel des sommes dont les syndicats se sont privés. Pour M. Kirkland, président de l'AFL-CIO, le président a voulu satisfaire les « extrémistes » de la droite de son parti par des mesures restreignant les « légitimes activités politiques des syndicats ». Ces activités, menées par les comités d'action politique (PAC), avaient beaucoup contribué à l'élection du président

Truman, en 1949, mais au fil des années, leur rôle avait diminué. Cette perte d'influence s'est concrétisée au cours des consultations présidentielles des années 80, dans lesquelles les présidents Reagan et Bush ont rallié un nombre substantiel de « cols bleus ».

L'initiative du président Bush s'inscrit dans la campagne des républicains visant à interdire ou du moins à limiter les contributions des PAC, qui ont favorisé les campagnes des « socialistes », c'est-à-dire les sénateurs ou représentants démocrates réélus dans la proportion de 90 % en 1988. Si les républicains dénoncent aujourd'hui les PAC des syndicats, ils s'accrochent bien, en revanche, de ceux des groupes d'intérêt des grandes compagnies multinationales et d'autres sociétés qui, en général, les favorisent. Néanmoins, et sans doute pour éviter le reproche d'avoir voulu seulement affaiblir le mouvement syndical, le président Bush a soutenu son appui aux projets de réforme soumis au Congrès pour arrêter ou réduire les contributions de tous les PAC.

HENRI PIERRE

□ Le Parlement du Haut-Karabakh déclare que le décès de son président était « accidentel ». — Le Parlement du Haut-Karabakh a indiqué mercredi 15 avril que la mort, la veille, de son président Artur Mikrtchian est le fait d'un « accident » dont les circonstances font l'objet d'une enquête. Les mêmes sources avaient auparavant affirmé que M. Mikrtchian avait été abattu à son domicile par des inconnus. Cette nouvelle version écarte en tout cas l'hypothèse d'un attentat azerbaïdjanais. Bakou a démenti toute implication dans l'assassinat de M. Mikrtchian. « Les accusations arméniennes ont pour but, affirme un communiqué azerbaïdjanais, de détourner l'opinion des divergences profondes qui divisent le mouvement du Karabakh, où les gens sont habitués à régler tous les litiges par les armes. » — (AFP)

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : modification du mode d'élection du président. — Le Parlement tchécoslovaque a adopté mercredi 15 avril un nouveau mode d'élection du chef de l'Etat, à la demande du président Vaclav Havel qui crai-

gnait que le système en vigueur (à la majorité des deux tiers à l'assemblée fédérale ainsi qu'à l'assemblée tchèque et à l'assemblée slovaque) ne laisse le pays sans président lors du prochain scrutin, probablement en juillet. Désormais, si aucun candidat n'est désigné au premier tour, la majorité simple sera suffisante au second tour dans chacune des trois assemblées. La durée du mandat présidentiel a été réduite de cinq à quatre ans, comme celle de la législature. — (Reuters, AFP)

□ IRLANDE DU NORD : des extrémistes protestants ont assassiné un « indicateur ». — Un groupe extrémiste protestant a revendiqué, mercredi 15 avril, l'assassinat d'un patron de pub protestant, âgé de quarante-six ans, tué par balles à Belfast dans la nuit de mardi à mercredi. La victime « a été reconnue coupable de collusion avec une section spéciale de la police (...) et a été exécutée », indique un communiqué des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF). — (AFP, Reuters)

L'application de la peine de mort

Amnesty International appelle le Texas à la clémence

Amnesty International a lancé, mercredi 15 avril, un appel à la clémence aux autorités du Texas, où doivent être exécutés sept condamnés à mort d'ici au 30 avril. L'organisation humanitaire demande notamment que soit revu le cas de M. Leonel Herrera, condamné pour le meurtre de deux policiers en 1982, malgré « des preuves flagrantes de son innocence ».

Etat américain où la peine de mort est le plus souvent appliquée, le Texas compte actuellement trois cent quarante-cinq prisonniers condamnés à recevoir une injection mortelle.

Depuis 1982, quarante-six personnes ont été exécutées au Texas, soit presque deux fois plus que dans tout autre Etat américain ayant maintenu la peine de mort.

PÉROU

L'ancien président Alan Garcia sera poursuivi pour détention d'armes

Le ministre péruvien de l'Intérieur a annoncé, mercredi 15 avril, que l'ancien président Alan Garcia sera inculpé, en tant que secrétaire général de l'APRA (opposition), de « détention, possession et usage illégal des armes à feu » trouvées au domicile de son ancien ministre de l'Intérieur, M. Augustin Mantilla Campos, actuellement détenu. Les militants de l'APRA affirment, de leur côté, que ces armes et munitions ont été préalablement déposées par l'armée. Le président Fujimori avait affirmé, trois jours plus tôt, que M. Garcia, entré dans la clandestinité le jour du coup d'Etat civil du 5 avril, n'était pas recherché, bien que son domicile soit cerné par les soldats.

Le Venezuela a, de son côté, décidé de suspendre ses relations diplomatiques avec le Pérou, pour exprimer une « claire condamnation des actions de M. Fujimori ». L'Or-

ganisation des Etats américains (OEA), qui a adopté lundi une position « modérée » se contentant de « déplorer » le coup, enverra à Lima, lundi 20 avril, une mission plus réduite que prévue, composée du secrétaire général de l'OEA, M. Joao Basa Soares, et du ministre uruguayen des affaires étrangères, M. Hector Gros Espiell. Cette mission aura la difficile tâche de tenter de renouer un dialogue entre le président et les partis politiques péruviens. M. Fujimori pourra continuer d'invoquer le soutien de la population : les premières manifestations en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel n'ont regroupé, mercredi, qu'une centaine de personnes. La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser un groupe de militants de l'APRA, qui criaient au « fascisme » devant le palais présidentiel. — (AFP, UPI, Reuters)

PRIX MÉDITERRANÉE



ROBERT SOLÉ

LE TARBOUCHE

roman

Editions du Seuil

Kaboul est investie par des groupes de moudjahidins rivaux

J-C P

ASIE

VIETNAM

L'Assemblée nationale a adopté une nouvelle Constitution

L'Assemblée nationale vietnamienne, réunie à Hanoï depuis le 24 mars, a adopté, mercredi 15 avril, après de longs débats, une nouvelle Constitution garantissant les libertés économiques. Ce texte ne remet cependant pas en cause le monopole du pouvoir exercé par le Parti communiste, qui demeure la force dirigeante de l'Etat et de la société.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

A l'issue d'une session spéciale prolongée de trois jours, les députés vietnamiens ont, à huis clos, voté un budget et, surtout, adopté une nouvelle Constitution qui remplace celle de 1960 (le Monde du 25 mars). Selon différentes sources à Hanoï, le nouveau texte, qui n'a pas encore été rendu public, garantit la propriété des moyens de production et offre de fortes garanties contre les nationalisations.

Si la terre demeure propriété de l'Etat, sa disposition peut faire l'objet de baux à long terme avec droit, pour l'utilisateur, de transfert à un tiers. Ces dispositions ont pour objet de créer les conditions d'une économie de marché et, surtout, de rassurer entrepreneurs locaux et investisseurs étrangers qui s'inquiètent encore de l'absence - ou du flou - des protections légales dont ils bénéficient.

Sur le plan politique, la nouvelle loi fondamentale traduit, avant tout, un aménagement du monopole dont dispose le PCV. Les pouvoirs du chef du gouvernement sont renforcés et la présidence du Conseil d'Etat, organe collectif, est remplacée par un chef d'Etat disposant de pouvoirs plus substantiels. Une nouvelle loi électorale définit les conditions, encore restrictives, dans lesquelles des candidats indépendants peuvent briguer la députation. Auparavant, ces candidats étaient choisis par le PCV ou présentés par les mouvements qui lui sont affiliés. Les élections législatives sont prévues en juillet et la prochaine Assemblée sera chargée de désigner un chef de l'Etat, fonctions qui ne semblent inspirer aucun des principaux dirigeants du PCV.

M. Do Muoi, secrétaire général du PCV depuis le VII^e Congrès (juin 1991), a promis « d'avantage de démocratie ». Tout en confortant la libéralisation de la vie économique, la Constitution votée mercredi indique seulement que la direction du PCV prendra quelques distances à l'égard de la gestion quotidienne du pays, offrant ainsi plus de latitude au gouvernement et à l'Assemblée nationale. Il reste à voir dans quelle mesure la représentation nationale sera élargie, lors du scrutin de juillet, et si, dans la foulée, l'actuel premier ministre, M. Vo Van Kiet, procédera à une refonte de son cabinet.

JEAN-CLAUDE POMONTI

DIPLOMATIE

En visite en Chine

Le secrétaire général de l'ONU n'a pas soulevé la question des droits de l'homme

En visite à Pékin, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a exprimé, mercredi 15 avril, l'espoir de parvenir à une « application pacifique » des résolutions du Conseil de sécurité sur la Libye par le biais des « contacts avec tous les pays concernés » qu'il souhaite maintenir « dans les prochains jours ». Au cours de ses conversations avec les dirigeants chinois - qui s'étaient abstenus sur la question des sanctions contre Tripoli - il s'est gardé de soulever le problème des violations des droits de l'homme.

PÉKIN

de notre correspondant

Les dirigeants chinois, qui s'étaient déclarés convaincus, après le massacre de Pékin en 1989, que la communauté internationale finirait par relâcher sa pression sur la Chine à propos de sa politique des droits de l'homme, viennent de renouer une petite victoire à l'occasion d'une visite officielle de deux jours de M. Boutros Boutros-Ghali. Le secrétaire général de l'ONU, venu exprimer, selon la presse chinoise, « sa gratitude envers la Chine pour ses contributions à l'ONU », n'a pas eu un mot, de son propre aveu,

sur la question des droits de l'homme durant ses conversations.

Il a en revanche souligné que « cette grande nation, membre permanent du Conseil de sécurité, a un rôle très spécial à jouer dans le système de l'ONU et sur un plan général ». Ses conversations avec les dirigeants chinois ont notamment porté sur ses projets de « pacification et de diplomatie préventive » pour l'organisation. Après une visite dans la zone économique spéciale de Shenzhen, le secrétaire général doit se rendre au Cambodge, où l'ONU a engagé l'opération de maintien de la paix la plus importante de son histoire.

Interrogé sur les droits de l'homme au cours d'une conférence de presse, il s'est expliqué sur son silence en soulignant que, « pour le tango, il faut être deux », laissant entendre que Pékin ne se sentait pas d'humeur dansante sur cette question. Tous les dirigeants de pays démocratiques, y compris le Japon, qui ont rencontré les dirigeants chinois depuis la reprise des contacts à haut niveau avaient pris soin de leur faire comprendre que ce dégel n'empêcherait pas la communauté internationale d'attendre une libéralisation politique en Chine. Peut-être M. Boutros-Ghali - qui est pourtant membre de l'Institut international des droits de l'homme - a-t-il oublié que, pour qu'une femme accepte de danser, il faut qu'un cavalier l'y invite ?

FRANCIS DERON

Sous l'égide du CICR

Reprise des négociations entre l'Irak et l'Irak sur la libération des prisonniers de guerre

GENÈVE

de notre correspondante

Vingt-cinq jours après avoir signifié au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) que ses quinze délégués en Iran devaient quitter le pays et après avoir porté contre cette organisation les accusations les plus invraisemblables - dont celle d'espionnage - le ministre iranien des affaires étrangères a dépeché des représentants de haut rang au siège du CICR à Genève, pour y rencontrer, mercredi 15 avril, leurs homologues irakiens. Les discussions sur les séquelles du conflit sanglant qui a pris fin entre les deux pays en 1988 devaient se prolonger jeudi.

Les deux belligérènes avaient violé la troisième convention de Genève, qui stipule que tous les pri-

sonniers de guerre doivent être rapatriés immédiatement à la fin des hostilités. Or, les opérations de rapatriement n'ont débuté qu'en août 1990 - 78 000 prisonniers des deux camps ont été libérés - avant d'être définitivement stoppées en février 1991, en raison de la guerre du Golfe. A Genève, on craint qu'il reste encore des dizaines de milliers de personnes détenues.

Malgré l'échec des pourparlers entamés le mois dernier entre Bagdad et Téhéran, M. Jean de Courten, directeur des opérations du CICR, a déclaré que si les discussions aboutissaient favorablement jeudi soir les prisonniers pourraient très rapidement retrouver leurs familles.

ISABELLE VICHNIAC

CORÉE DU NORD : imposantes cérémonies à Pyongyang

Le maréchal Kim Il-sung a fêté ses quatre-vingts ans dans une atmosphère d'adulation et de fin de règne

La Corée du Nord a célébré en grande pompe, mercredi 15 avril, le quatre-vingtième anniversaire du maréchal-président Kim Il-sung, récemment promu généralissime. En présence de plusieurs délégations étrangères - dont la principale était dirigée par le chef de l'Etat chinois Yang Shangkun - une centaine de milliers d'enfants ont participé aux cérémonies au stade Kim Il-sung de Pyongyang.

Selon la presse japonaise, cet anniversaire n'a pas été marqué par des dépenses aussi somptueuses que celles qu'avaient entraînées les manifestations pour le sixième anniversaire du président ; à l'occasion de ce dernier, on avait édifié une gigantesque tour en l'honneur de la pensée du président (le Djouche) et un arc de triomphe. Toutefois, des sources sud-coréennes affirment que plusieurs centaines de milliers de mousquetaires ont été tués et leur duvet utilisé pour la literie du « Grand Dirigeant ».

Contrairement à certaines rumeurs persistantes, le fils et héritier du président, le « Cher Dirigeant » Kim Jong-il, n'a pas été officiellement intronisé à la place de son père. Il a toutefois, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, en février dernier, été qualifié de « chef de notre parti, de l'Etat et de l'armée ». « Tous les membres du parti (des travailleurs, communistes) et tous les travailleurs sont unis derrière lui (...). C'est la garantie fondamentale de la victoire de la révolution coréenne (...) et le principal résultat de mes quatre-vingts ans », a indiqué mercredi M. Kim Il-sung.

M. Kim Jong-il « assume déjà pleinement la responsabilité » du pouvoir et, « en fait, toutes les affaires de notre pays sont administrées par lui ».

a indiqué le vieux maréchal dans son premier entretien donné à un quotidien américain, le Washington Times, contrôlé par la secte Moon. Il a profité de cette interview pour tendre la main à l'ennemi traditionnel américain, déclarant que « c'est le principal espoir de notre peuple et celui des Etats-Unis (...). Je souhaite l'établissement (d'une ambassade américaine) aussi vite que possible ».

Il a voulu également rassurer Washington qui, comme Tokyo et Séoul, s'inquiète des ambitions nucléaires de Pyongyang : « Nous n'avons pas besoin d'armes nucléaires et nous n'avons pas non plus de vecteurs », a-t-il affirmé avant d'assurer qu'il était « tout à fait prêt à recevoir de l'extérieur une mission d'inspection » de ses centrales nucléaires.

Un revirement humiliant

Ces déclarations conciliantes tranchent avec le triomphalisme dont fait preuve le régime à l'égard de son propre peuple. Après avoir obtenu le mois dernier une augmentation de salaire de 43,4 %, les Nord-Coréens se sont vu promettre des vêtements et du savon, 50 000 nouveaux appartements et une vie encore meilleure dans leur « paradis sur terre ». Mais la situation économique et alimentaire est telle qu'il a fallu importer 150 000 tonnes de céréales des Etats-Unis et compter sur un cadeau chinois sous forme de 400 tonnes de viande de porc.

Dans un panégyrique publié le 4 avril dans le quotidien officiel du régime, on pouvait lire que le maréchal « est tout ce qui est grand et son nom brille comme le soleil », qu'il est un « grand génie de l'humanité », « le plus grand de tous les grands hommes » et l'auteur de véritables « miracles » « sans précédent » qui ont fait de la Corée du Nord un pays « au zénith de sa prospérité ». C'est à lui que le pays doit de ne pas avoir sombré dans les ténébreux du capita-

lisme - comme l'ex-URSS - et d'être resté sur le chemin semé de roses du communisme et du kimilsungisme.

Pourtant, le bilan que l'on peut dresser aujourd'hui du règne du maréchal est désastreux : après des succès initiaux, le régime est dans l'impasse. Sa politique du djouche, d'indépendance politique et économique, a failli : l'économie périclité, elle est devenue incapable de nourrir une population appelée chaque jour à plus de travail et de sacrifices, à sauter un repas par jour pour éviter l'obésité... tandis que le rival sud-coréen accumule les prouesses économiques.

Pis encore, la chute de l'URSS a privé Pyongyang de l'un de ses deux plus puissants et plus anciens soutiens. Et il semble bien que la visite du président chinois ait au moins autant pour objectif de saluer un vieil ami que de lui faire admettre que Pékin a décidé, à son tour, de le lâcher et de reconnaître officiellement la Corée du Sud. Le fait que le ministre sud-coréen des affaires étrangères ait été reçu par le premier ministre chinois à la veille même de l'anniversaire n'est, sur ce point, pas de bon augure.

C'est au moment où le monde communiste s'effondre que le régime de M. Kim Il-sung apparaît le plus vulnérable : après avoir perdu ses alliés et son autonomie économique, il se trouve confronté à une crise de succession. Le « Cher Dirigeant », même s'il est désormais hiérarchiquement placé sur le même plan que son père, n'a toujours pas été intronisé à sa place, en raison, sans doute, de l'opposition d'une fraction substantielle des dirigeants du régime, et il n'est pas certain qu'il puisse survivre longtemps à son père. Les incantations et les imprécations n'y changent rien.

C'est sans doute pourquoi l'octogénaire potentat, qui a si longtemps soufflé le froid, soufflé désormais le chaud. Après avoir, fin 1991, fait la paix avec le Sud, entamé des négocia-

tions avec le Japon, il vient de céder aux pressions internationales en acceptant une inspection de ses installations nucléaires et tend - pour la première fois - la main aux Etats-Unis. On peut toutefois se demander si ce revirement humiliant qui revient sur plus de quatre décennies d'un national-communisme agressif - même s'il demeure dissimulé aux Nord-Coréens - suffira à sauver l'un des derniers régimes staliniens de la planète.

PATRICE DE BEER

Vient de paraître UN EVENEMENT HISTORIQUE !



384 pages 155 F
Le premier ouvrage de référence écrit par 12 historiens européens
HACHETTE Education

Paris-Toronto et rien entre les deux.

Vols non-stop Paris Toronto

Pour Air Canada, la meilleure façon de gagner du temps, c'est de ne pas en perdre. C'est par exemple notre vol direct Paris-Toronto qui vous ouvre les portes de tout le réseau nord-américain. A raison de 10 vols par semaine en pleine saison, vous êtes sûr avec Air Canada de trou-

ver le vol qui vous convient le mieux. Enfin Air Canada met à votre disposition son service « chauffeur » à Toronto pour vous faire gagner encore plus de temps. Pour plus d'informations, appelez notre service de réservations au 43.20.12.00 ou

vos agents de voyages.

*Ce service est gratuit pour nos passagers voyageant en première classe ou en classe affaires.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Air Canada

PROCHE-ORIENT

Les sanctions contre Tripoli

Plusieurs pays occidentaux ont commencé à expulser des diplomates libyens

Les autorités de Tripoli ont annoncé, mercredi 15 avril, leur intention d'expulser des diplomates du Japon et de six pays européens, dont la France, qui a exigé le départ, avant le 30 avril, de six membres de l'ambassade libyenne à Paris.

Expulsions contre expulsions : Tripoli a donc décidé de riposter après que plusieurs gouvernements occidentaux eurent procédé au « dégraisage » des missions diplomatiques libyennes, conformément aux dispositions de la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU, entrée en vigueur, mercredi, après le refus de la Libye de livrer aux justes américains et britanniques ses deux ressortissants soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie. Quelques heures à peine après la mise en place des sanctions internationales, Tripoli avait tenté, en vain, de s'opposer à l'embargo aérien. Tous les appels de la compagnie Libyan Arab Airlines qui avaient décollé, mercredi, de l'aéroport de Tripoli, ont dû rebrousser chemin. L'Egypte, la Tunisie et l'Italie, respectueux de la « légalité internationale », leur ayant fermé leur espace aérien.

Radio-Tripoli a accusé l'administration américaine, la France et le Royaume-Uni de se préparer à

lancer une nouvelle campagne colonialiste injuste et rancunière contre la Jamahiriya libyenne.

Le président George Bush a signé, mercredi, un décret qui associe officiellement les États-Unis aux sanctions contre la Libye. Mais ce texte reste pour une bonne part symbolique, dans la mesure où Washington n'entretient ni relations diplomatiques directes avec Tripoli et ne lui vend pas d'armes. Le département d'État américain a, de son côté, signifié, jeudi, à la mission libyenne aux Nations unies, l'expulsion de trois de ses douze diplomates.

Les États-Unis, par la voix d'un haut responsable du département d'État, ont indiqué qu'ils excluaient tout allègement des sanctions aussi longtemps que Tripoli n'aura pas satisfait aux exigences inscrites dans la résolution 748. Pour sa part, M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a assuré que l'embargo aérien et militaire n'était pas une mesure « punitive, mais persuasive », qui vise exactement les secteurs impliqués dans les faits reprochés à la Libye. Quant à M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, il a affirmé qu'il entendait « continuer [ses] efforts pour trouver une solution, en maintenant des contacts avec toutes les parties concernées ». Des dizaines de pays à travers le monde ont annoncé leur intention de se conformer aux déci-

sions de l'ONU. La Russie a même décidé de rapatrier, si possible par avions spéciaux, ses quelque mille cinq cents conseillers militaires. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a exprimé l'espoir, mercredi, que son pays « ne serait pas mêlé à cette affaire ». « Mais, a-t-il ajouté, nous devons naturellement nous préparer à toute éventualité ».

Des voix discordantes se sont cependant fait entendre au Proche-Orient. Ainsi, la Fédération arabe des travailleurs des transports, qui a son siège à Tripoli, a décidé, mercredi, au cours d'une session d'urgence de son conseil exécutif, de ne plus assurer la maintenance des avions américains, britanniques et français dans les aéroports arabes, a annoncé, mercredi, l'agence libyenne JANA.

Tandis que le Parlement soudanais s'est réuni, mercredi, contre « l'injustice et l'absurdité » des sanctions internationales contre la Libye, Radio-Damas a indirectement appelé au non-respect de l'embargo. La radio syrienne a invité les Arabes à « prouver à l'Occident et au monde entier qu'ils peuvent, par leur solidarité, défendre leur dignité et leur souveraineté ». Pour sa part, la presse officielle irakienne a souligné la « solidarité totale avec la Libye-arabe, victime de l'imperialisme américain ». — (AFP, Reuters)

Le président Moubarak révèle que le colonel Kadhafi lui a proposé l'« union » de leurs deux pays

LE CAIRE

de notre correspondant

Le président Hosni Moubarak a, mercredi 15 avril, implicitement incité la Libye à accéder aux demandes présentées par Washington, Londres et Paris. S'adressant aux commissions parlementaires des affaires étrangères, des affaires arabes et de la défense, le raïs a estimé que Tripoli « devait réaliser les changements intervenus sur la scène internationale (...) et prendre la décision qui permettrait d'arrêter l'aggravation de la crise afin d'épargner au peuple libyen bien des dangers ».

Le chef de l'Etat égyptien a révélé que le colonel Kadhafi lui avait proposé de déclencher l'« union » entre l'Egypte et la Libye en vue de résoudre la crise et, sans doute, d'échapper aux sanctions. M. Moubarak a précisé qu'il avait refusé la proposition

libyenne « car l'union doit être fondée sur la volonté populaire et non sur des décisions venues d'en haut ». Il a déclaré que des efforts égyptiens auprès des Occidentaux avaient permis de limiter les sanctions et a indiqué que l'Egypte continuerait de tenter de trouver une solution à la crise. L'Egypte a appliqué l'embargo aérien des Libyan Arab Airlines qui ont tenté d'atterrir au Caire. Par ailleurs, un vol d'Egypt Air pour Tripoli a été annulé. Toutefois, les autorités envisagent la préparation de l'aéroport militaire de Sidi-Barani (à 80 kilomètres de la frontière libyenne) pour faciliter les liaisons avec la Libye. Le voyageur voulant se rendre du Caire à Tripoli n'aura qu'à parcourir deux cents kilomètres en bus avant de reprendre l'avion à Tobrouk pour la capitale libyenne. D'autre part, l'Egypte envisage

d'accroître le nombre d'autobus entre l'Egypte et la Libye pour parer à un éventuel accroissement du trafic qui, mercredi, restait très limité.

Les sanctions ne semblent pas encore avoir affecté les échanges commerciaux entre l'Egypte et la Libye, et un responsable de la Chambre de commerce égyptienne a même indiqué que Le Caire était disposé à répondre à toute demande libyenne, à condition d'avoir des garanties de paiement.

ALEXANDRE BUCCIANTI

L'OLP en mal de collégialité

Suite de la première page

Huit jours après l'accident d'avion dont est sorti indemne M. Yasser Arafat, l'onde de choc qui a parcouru l'OLP est loin de s'être dissipée, et chacun continue de mesurer la perte imminente pour la cause palestinienne qu'aurait représenté la mort d'« Abou Ammar ». Personne, même parmi ses adversaires politiques, ne remet en cause sa place à la tête de la centrale palestinienne. Mais ses critiques espèrent que les manifestations massives de soutien dont il a bénéficié à cette occasion, le convaincront qu'il peut, sans risque, partager quelque peu les prérogatives qu'il détient seul aujourd'hui.

« Nous devons tous, et spécialement maintenant, lui faire comprendre qu'il est la seule personnalité palestinienne sur laquelle il y a consensus et que partager ne signifierait pas en cause son pouvoir », affirme un dirigeant du Fath, le propre mouvement de M. Arafat et principale composante de l'OLP. Il faut qu'il comprenne que, pour que tout le travail fait depuis quarante ans ne disparaisse pas avec lui, comme nous l'avons tous craint, on doit se donner des institutions. La volonté de réforme dans le sens d'une direction plus collégiale et démocratique n'est pas nouvelle, mais l'accident de M. Arafat lui a donné une force accrue, à la mesure de la peur ressentie par tous.

Réel, le malaise de l'OLP ne se limite pourtant pas aux reproches adressés à la « direction dictatoriale » de M. Arafat et s'inscrit sans doute tout autant dans la nécessaire adaptation de la centrale palestinienne à un paysage politique nouveau. Contrainte, comme tous les protagonistes du conflit israélo-arabe, de s'engager dans le processus de paix — au moment le plus défavorable pour elle — l'OLP a dû mal à concilier une certaine logique d'Etat à celle, révolutionnaire, d'un mouvement de libération qui est loin d'avoir atteint son but.

Ce malaise est d'autant plus grand que les négociations demeurent infructueuses et mobilisent toute l'attention de la direction, qui néglige les structures internes du mouvement au risque de voir celui-ci, soit s'opposer un jour à la politique des dirigeants, soit se trouver dépassé par une base radicale récalcitrante aux initiatives de M. Arafat et ainsi pris entre l'obligation d'agir avec une très courte marge de manœuvre, au sujet des pourparlers de paix, et la pesanteur d'une organisation qui le freine mais dont il ne peut se passer car elle fonde sa légitimité.

Le problème n'est pas, comme

beaucoup aimeraient le croire, entre les territoires occupés et la direction de l'OLP, mais entre les « technocrates » de l'intérieur et la rue de l'Intifada, de même qu'entre les « technocrates » de l'extérieur et les masses de l'exil qui se sentent plus ou moins abandonnées. Les institutions de l'OLP, et principalement celles du Fath, ne fonctionnent plus comme elles le devraient, puisque tout remonte au chef. Nombre de responsables n'ont pas été remplacés. Les relais dans l'opinion palestinienne sont défaillants. La crise financière que traverse l'OLP depuis la guerre du Golfe, la rendant incapable de dispenser les largesses du passé, ajoute aux difficultés.

Des branches à couper

Aucun responsable ne cherche à dissimuler un climat de crise, mais les analyses divergent quant aux solutions. Les « réalistes » ou « technocrates », qui poussent à la poursuite des négociations de paix malgré des conditions qui ne font pas la part belle à l'OLP, ne craignent pas d'affirmer que l'appareil est en pleine déliquescence, les structures inadéquates, il y a beaucoup de branches à couper, et il faut donc mettre à la retraite deux à trois mille cadres bureaucratiques qui freinent la dynamique engagée. « Nous sommes, assure l'un d'eux, dans une période transitoire où nous reconstruisons un nouveau mouvement, opérationnel à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. C'est difficile et dangereux dans la mesure où, si le processus ne donne rien, nous deviendrons des traîtres. Mais il faut en passer par là ».

Ce point de vue est contesté par d'autres responsables qui estiment qu'on ne peut pas balayer tout l'appareil tant qu'aucune perspective positive ne se dessine. « Au contraire, estime l'un d'eux, il faut le renforcer pour que nous soyons prêts à répondre à nos défis. Il s'agit surtout de renforcer l'appareil du Fath, dont la bonne marche conditionne, chacun en convient, celle de l'ensemble de l'OLP ».

C'est à ce niveau qu'apparaissent les critiques les plus sévères sur la conduite « autoritaire » de M. Arafat, accusé de négliger sa propre organisation, de concentrer tous les pouvoirs et de privilégier un entourage soumis, au détriment d'hommes compétents et tout aussi loyaux à la cause. « Arafat doit pouvoir choisir les hommes avec qui il veut travailler mais, une fois le choix fait, ces hommes doivent pouvoir travailler

tranquillement dans un cadre de responsabilité défini et sous une forme de direction collective », affirme un dirigeant, qui ajoute : « La priorité des priorités est de rétablir la confiance ».

Cette confiance est d'autant plus nécessaire que les critiques sur la manière de mener la négociation se font de plus en plus vives. Si toutes les organisations de l'OLP sont d'accord sur la nécessité d'une solution pacifique, les divergences s'accroissent à propos des « concessions » nécessaires. La signature, au mois de mars, par plus du tiers des membres du conseil national palestinien (CNP), le Parlement en exil, d'une pétition réclamant la suspension des négociations jusqu'à ce que l'OLP y soit directement représentée et que la colonisation israélienne soit arrêtée, est révélatrice d'une décadence grandissante dans les rangs palestiniens.

Rapport de forces

Favorable à une telle suspension, M. Nayef Hawathmeh, secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), affirme qu'un minimum « la délégation palestinienne doit déclarer clairement à la table des négociations qu'elle représente l'ensemble du peuple palestinien et que sa référence est l'OLP. Elle doit aussi refuser de discuter du projet d'administration civile avant l'arrêt des colonies de peuplement et la reconnaissance par Israël que la résolution 242 s'applique à l'ensemble de la Cisjordanie et Gaza ».

Résumant le danger d'une telle attitude, il estime que cela sera perçu par l'Amérique comme une négociation qui, de toute manière, sera longue et difficile. Mais, ajoute-t-il, « l'amélioration du rapport des forces est liée à une réconciliation palestinienne-palestinienne dont les conditions ne sont pas encore réunies ». M. Hawathmeh souligne que « le FDLP demande l'organisation d'élections municipales dans les territoires occupés, seul moyen d'apprécier la représentation de l'OLP et de ses composantes et de trouver de véritables représentants de l'intérieur ». Numéro deux du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) dirigé par M. Georges Habache, M. Ali Abou Mustafa estime aussi qu'il faut suspendre les négociations « pour tenter de faire sentir celles-ci du sein arabe américain ». Sans illusion toutefois, il affirme qu'elles vont continuer pour l'instant, car certains ont décidé de poursuivre mais perdent de l'influence, les résultats étant nuls. Ces divergences sont toutefois relatives, car nul n'est prêt à remettre totalement en cause l'OLP, qui donne à la quasi-totalité des Palestiniens une sorte d'identité, et parce que M. Arafat reste le symbole d'une Palestine qui se cherche.

FRANÇOISE CHIPHAUX

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M^{me} Winnie Mandela renonce à ses fonctions au sein de l'ANC

M^{me} Winnie Mandela a annoncé, mercredi 15 avril, sa démission de son principal poste de responsabilité qu'elle occupait au sein du Congrès national africain (ANC), la direction du département des affaires sociales. « Une campagne de dénigrement a mis mon mari, Nelson Mandela, l'ANC et moi-même dans une situation difficile », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse, faisant allusion aux graves accusations dont elle a fait l'objet ces derniers jours (le Monde du 16 avril).

« J'ai pris cette décision parce que

je la considère comme étant dans l'intérêt de l'ANC, dont le soutien de la cause et la politique jusqu'à la fin de mes jours », a dit celle qui était considérée comme une tenante de la ligne dure de l'organisation. Son départ était souhaité par certains responsables de l'ANC, qui jugeaient M^{me} Mandela trop encombrante à un moment où l'organisation est engagée dans des négociations qui devraient l'amener au pouvoir. Lundi, M. Nelson Mandela avait annoncé leur séparation. — (AFP, Reuters)

ALGÉRIE : un dirigeant islamiste condamné par défaut. — M. Mohamed Saïd, membre de l'instance politique suprême du Front islamique du salut (FIS), le Majlis es Choura, a été condamné par défaut, mercredi 15 avril, à dix ans de prison et 70 000 dinars (17 500 F) d'amende par le tribunal militaire de Blida, a-t-on annoncé de source judiciaire. M. Saïd, qui est en fuite, a été privé de ses droits politiques et était poursuivi pour « distribution de tracts de nature à nuire à l'intérêt national et usurpation de fonction ». — (AFP)

CAMEROUN : visite des ministres français de la coopération et de l'économie à l'occasion de la réunion de la zone franc. — M. Marcel Debarge est arrivé, mercredi 15 avril, à Yaoundé — sa première destination en Afrique en tant que ministre de la coopération et du développement — où il doit assister à la réunion des ministres des finances de la zone franc.

MALI : résultats décevants de premier tour de l'élection présidentielle. — M. Alpha Oumar Konaré,

candidat de l'Alliance pour la démocratie au Mali, a obtenu 44,95 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle du 12 avril, selon les résultats définitifs. M. Tiérou Konaté, l'un des deux candidats se réclamant de l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain, a remporté 14,51 % des voix, et M. Mountaga Tall, candidat du Congrès national d'initiative démocratique, 11,41 %. Le taux de participation a été de 23,59 %. — (AFP)

TOGO : le premier ministre de transition exerce de la course à la présidentielle. — Les partis politiques représentés au sein de l'assemblée législative provisoire ont fait barrage, mercredi 15 avril, à une éventuelle candidature du premier ministre de transition, M. Joseph Kokou Koffigoh, à l'élection présidentielle, en fixant à 45 ans l'âge minimum requis pour se présenter au scrutin d'août prochain. M. Koffigoh est né en 1948. L'assemblée a également décidé que tout membre des forces armées déstabilisant se présenterait à une préséable démissionner.

Entretien de M. Arafat avec les négociateurs palestiniens. — Les vingt-cinq délégués palestiniens aux négociations de paix israélo-arabes, qui reprendront à la fin du mois à Washington, ont rencontré, mercredi 15 avril, en Egypte, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a-t-on appris de source proche des services de sécurité égyptiens. La réunion a eu lieu au palais présidentiel d'Héliopolis, dans la banlieue du Caire. Les Israéliens ont fait savoir que cette rencontre n'affecterait pas leur participation aux pourparlers de paix. — (AFP)

LIBAN : Grève générale pour dénoncer la ruine économique BEYROUTH

de notre correspondant

Le Liban est en paix mais se débat dans des difficultés économiques insurmontables. La grève générale qui a paralysé, mercredi 15 avril, le pays a été l'expression du désarroi de la population face à une situation qui ne cesse de se dégrader.

Tout, ici, se joue autour du taux du dollar. Or son ascension est vertigineuse, et la livre libanaise a perdu 65 % de sa valeur depuis le 1^{er} février. La monnaie nationale n'était jamais tombée aussi bas, même aux plus mauvais jours de la guerre, alors que l'Etat est submergé par l'endettement. Les salaires, eux, voient leurs ressources fondre à vue d'œil.

A ce phénomène s'ajoute le reproche, adressé par la direction de la Confédération des syndicats libanais aux ministres et députés, de « dilapider » les fonds publics. Ils auraient ainsi dépensé « 410 millions de dollars en frais de voyages, de réceptions et de mobilisation ». Gabegie, corruption et incompétence : ces accusations, visant une bonne partie des gouvernants, ainsi que des fonctionnaires, sont quotidiennes à Beyrouth.

L. G.

La Tunisie s'efforce d'atténuer les effets de l'embargo aérien

TUNIS

de notre correspondant

L'espace aérien tunisien a été fermé, mercredi 15 avril, au Boeing de la Libyan Arab Airlines qui assure la liaison bi-hélicoptère Tripoli-Tunis. Quant à la compagnie Tunis Air, elle a annulé son vol prévu jeudi à destination de la capitale libyenne. Le respect par la Tunisie des sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU à la Libye s'en voit ainsi renforcé, l'embargo portant sur les livraisons de matériel militaire ne la concerne pas.

Les dirigeants tunisiens ne se sont pas prononcés officiellement, jusqu'à maintenant, sur une éventuelle réduction du personnel diplomatique libyen, demandée par les Nations unies. A Tunis, on fait remarquer qu'il est extrêmement difficile, sinon impossible, de dénicher avec précision les membres de l'ambassade libyenne, appelée « haute instance » sans structure fixe, dépendant plus ou moins directement de « comités populaires », elle est régie par un système de roulement.

En appliquant strictement la « légalité internationale », les Tunisiens redoutaient quelque peu de s'attirer les foudres de leur imprévisible et ombrageux voisin. Apparemment, il n'en est rien. En effet, dans le souci d'atténuer les effets de l'embargo aérien, les autorités locales se sont concertées avec leurs homologues libyens, mercredi, pour organiser des services spéciaux de transport par car, à l'intention des voyageurs en provenance et à destination de la Libye.

Pour le moment, la situation demeure normale au poste-front-

tière de Ras-Jedir, qui, chaque jour, enregistre habituellement une moyenne de dix à douze mille passages dans les deux sens. Le ministre tunisien du tourisme, M. Mohamed Jegham, a estimé, mercredi, au cours d'une conférence de presse, que « cet embargo n'aura pas de répercussion sur la saison touristique et qu'aucune annulation n'a été enregistrée ». Pour leur part, les milieux financiers locaux estiment que le pays pourrait tirer, à court terme, environ 1,2 milliard de francs de l'accroissement des échanges terrestres avec la Libye.

En dépit du calme ambiant, les journalistes sont empêchés — provisoirement, assure-t-on — de se rendre dans la zone frontalière. Les autorités tiennent, semble-t-il, à éviter un trop grand tapage médiatique, semblable à celui qui avait eu lieu pendant la guerre du Golfe, et qui, à les en croire, avait nui à l'image du pays par ses « exagérations ».

MICHEL DEURÉ

(Publicité)

Vous rêvez de piloter un avion ? ...vous pouvez voler seul dans... 3 mois !

Ne vous privez surtout plus de ce plaisir. Commencez par un vol d'initiation pour savoir si vous êtes bien « mordu ». Après, et à votre rythme, vous pourrez vous familiariser avec le pilotage, de la nuit vous aurez une expérience.

Mortier à bord de l'avion-restaurant pour décoller dans la bonne humeur. Une idée enfin originale pour un samedi ou un dimanche, à 45 km de Paris au milieu de la nature.

RENSEIGNEMENTS

Alexandre de Fontenay-Tessières 77818.

Tél. : (1) 84-25-31-46

كتاب النور

LA REU
MON
NEW
DA
LES A
PAR
VOL ALER
PRE
Nouvel
On ne vi

POLITIQUE

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht

Le RPR « exige » que la révision de la Constitution soit soumise à un référendum

Les députés et sénateurs RPR réunis à l'Assemblée nationale, mercredi 15 avril, ont décidé de subordonner la « position finale » du mouvement gaulliste sur la révision constitutionnelle aux « résultats de la discussion » sur le projet gouvernemental. Le RPR demande à M. Pierre Bérégovoy d'intégrer dans ce texte « cinq garanties » contre « la dérive centralisatrice que le traité de Maastricht porte en germe » et « exige » que la révision soit soumise à un référendum (nos dernières éditions du 16 avril).

Une belle et franche unanimité a clos, mercredi 15 avril, la réunion des députés et des sénateurs RPR convoquée pour débattre de la ratification des accords de Maastricht. Toutefois les parlementaires gaullistes ont déposé une position commune ambiguë, qui donne des pages aux uns et aux autres mais laisse entières les divergences apparues ces derniers jours.

En apparence, le RPR affiche une fermeté qui devrait embarrasser le

gouvernement. Non seulement il « exige », selon le mot de M. Jacques Chirac, le recours au référendum pour la révision de la Constitution, mais il réclame que le projet gouvernemental intègre « cinq garanties » contre toute « dérive centralisatrice ». La première vise à instaurer, à l'instar de ce qui se pratique en Grande-Bretagne et au Danemark, un contrôle parlementaire sur les projets de règlements et de directives du Conseil de la CEE; cette exigence n'est pas nouvelle puisque M. Pierre Mazeaud (Hauts-de-Seine) avait déjà déposé, le 26 octobre 1989, une proposition de loi allant dans ce sens. En second lieu, le RPR demande l'instauration d'un « mécanisme de contrôle juridictionnel » permettant d'éviter « les empiétements de la Communauté sur les compétences nationales », c'est-à-dire l'introduction du principe de subsidiarité dans la Constitution elle-même.

Troisième garantie exigée, le passage à la troisième phase de l'union économique et monétaire (UEM) devra être « précédé d'un nouveau débat devant la représentation nationale » car « rien n'est irréversible dans ce domaine », ont estimé les

parlementaires gaullistes. Le droit de vote aux élections municipales accordé aux ressortissants de la Communauté devra également être reconsidéré, « l'ensemble de nos deux groupes » y étant « majoritairement hostiles », selon M. Chirac. Enfin, en matière de politique des visas, le RPR rappelle que « les règles relatives au franchissement des frontières extérieures des Etats membres de la Communauté ne sauraient faire l'objet d'un abandon de souveraineté ».

Si les deux premières conditions, visant à résorber le « déficit démocratique » dont souffre la Communauté, sont acceptables par le gouvernement, et si celle qui concerne l'union monétaire ne porte pas condamnation expresse de la monnaie unique — là sera le vrai débat — celles qui portent sur le droit de vote des ressortissants européens et la politique des visas malheureusement a priori des dispositions-clés du traité de Maastricht.

Il s'agit là de concessions substantielles faites par MM. Chirac et Juppé à la centaine de membres de l'Association parlementaire pour l'Europe des nations qui, autour de MM. Pierre Mazeaud, Philippe Séguin (Vosges) et Franck Borotra

(Yvelines), ont récemment mené campagne contre les « abandons de souveraineté » induits, selon eux, par le traité de Maastricht. M. Mazeaud s'est d'ailleurs déclaré « content de l'évolution actuelle » du RPR sur le traité de Maastricht, allant même jusqu'à considérer que son association « anti-Maastricht » n'avait plus guère de raison d'exister dès lors que « nos convictions profondes sont revenues ». Cette sensibilité s'est révélée nettement majoritaire lors de la réunion de mercredi chez les députés et chez les sénateurs.

M. Pasqua en accord avec les gaullistes « historiques »

La seule surprise de la matinée est venue de M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), président du groupe au palais du Luxembourg, qui a clairement indiqué qu'il ne souhaitait pas qu'il y ait un accord, au Parlement, sur la révision constitutionnelle et donc que le traité de Maastricht soit ratifié. Même si elle ne présume pas de sa position définitive, la déclaration de M. Pasqua, en phase tant avec M. Séguin qu'avec les gaullistes « historiques » de son groupe que sont MM. Maurice Couve de Murville, Yves Guéna et Maurice Schumann, qui s'étaient tous exprimés contre Maastricht avant lui, a étonné plus d'un sénateur. M. Pasqua, qui pourrait être candidat à la présidence du Sénat en octobre prochain, s'était montré la veille beaucoup plus prudent et avait manifesté au sein de la concertation de la droite sénatoriale la volonté de ne pas heurter les convictions pro-européennes des sénateurs UDF, majoritaires au Sénat.

Au cours de la réunion de mercredi, le camp des « pro-Maastricht », pour sa part, n'a trouvé pour porte-drapeau déclaré que M. Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine), qui a fait observer que des transferts de souveraineté étaient déjà contenus dans l'Acte unique initié à l'époque où M. Chirac était à Matignon. Non sans malice, il a également relevé que les « anti-Européens » sont curieusement les mêmes qui refusent l'intervention en Irak en dénonçant la faiblesse de la France et de l'Europe, ce qui lui a valu aussitôt l'accusation de « provocateur » de la part de M. Borotra.

Sans partager nécessairement les analyses de M. Devedjian, des députés comme MM. Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise) et Jean de Lipkowski (Charente-Maritime) sont restés sur des positions modérées. M. Jacques Chaban-Delmas (Gironde) a lui-même estimé que les accords de Maastricht « ne portent qu'atteinte aux intérêts vitaux de la France ». Prudent comme à l'accoutumée, M. Edouard Balladur (Paris), dont l'opposition à la monnaie unique est connue, a tout de même constaté que, dès lors que le RPR « entre dans la discussion constitutionnelle », il exprime selon lui la volonté de ratifier le traité européen.

FREDERIC BOBIN et GILLES PARIS

Aucun grand parti allemand ne remet en cause les accords

La ratification des accords de Maastricht fait partie des grands dossiers dont le chancelier Helmut Kohl veut s'entretenir après la trêve pascale avec l'opposition social-démocrate. Les partis représentés au Bundestag ne devraient pas avoir de mal à s'entendre sur les amendements constitutionnels qui, en Allemagne comme en France, sont nécessaires pour rendre la loi fondamentale compatible avec les dévolutions de souveraineté prévues. Mais, malgré les réserves d'une partie de l'opinion, aucune formation politique n'a remis en question les traités d'union politique et monétaire.

BERLIN

de notre correspondant

La question de la ratification a été « enterrée » par les principaux partis avant même que les parlementaires n'aient eu à s'en saisir. Le jour même de la signature des accords de Maastricht, la presse populaire allemande, en prenant résolument la défense du deutschemark, avait déclenché un débat public qui a paradoxalement obligé les responsables politiques à prendre des positions sans équivoque. La confusion semée dans les esprits par les adversaires du traité a vite montré le danger qu'il y aurait à prolonger un débat propice à toutes les démagogues.

Dans la foulée de la réunification, l'intégration européenne, au moins dans les formes proposées, a suscité en Allemagne une coalition de courants politiques, jusqu'ici minoritaires, d'horizons extrêmement divers, réunis dans un brusque sursaut de nationalisme. La défense de la monnaie et la lutte contre les bureaucrates de Bruxelles ont été exploitées avec succès dans les récentes élections régionales dans le Bade-Wurtemberg et au Schleswig-Holstein par les partis d'extrême droite.

Avec des slogans plus modérés, se rejoignent sur cette ligne politique aussi bien le directeur de l'hebdomadaire *Der Spiegel* que des éditeurs de la presse conservatrice. Cette levée de boucliers n'a pas été sans effet sur le discours politique. Européen convaincu, le ministre-président chrétien-démocrate de Bade-Wurtemberg, M. Erwin Teufel, était, lors de ses réunions électorales, sur la défensive.

Les nationalistes profitent également de l'inquiétude suscitée par les coûts de la réunification pour faire valoir que l'Allemagne doit se garder de prendre trop d'engagements qui s'avèreraient impossibles à financer. Leur tâche a été facilitée par la vague de critiques à laquelle le gouvernement a dû faire face en revenant de Maastricht. Les uns lui reprochaient d'avoir pris trop de risques sur le plan monétaire, les autres de ne pas en avoir pris assez sur l'intégration

politique européenne. Ces critiques ont atteint leur point culminant avec la remise en question de l'union monétaire, au mois de mars, par le vice-président du Parti social-démocrate, M. Oskar Lafontaine, à gauche, et par le ministre bavarois de l'environnement, M. Gauweiler, à l'aile droite de la coalition au pouvoir à Bonn. Membre influent de l'Union sociale-chrétienne de Bavière (CSU) dont le président est le ministre fédéral des finances, M. Theo Waigel, M. Gauweiler avait qualifié ironiquement l'écu de « monnaie espéranto ». Pour M. Lafontaine, réaliser l'union monétaire sans une intégration politique suffisante serait courir à la catastrophe et — comme dans le cas de l'unité allemande — contraindrait les pays les plus riches à transférer des ressources considérables vers les plus pauvres. En d'autres termes, que l'Allemagne allait finir par se retrouver exsangue.

Connu pour leur sens de l'opportunisme, MM. Lafontaine et Gauweiler n'ont sans doute fait qu'amplifier des craintes largement répandues, y compris parmi les responsables de la Bundesbank et jusque dans les rangs de la CDU du chancelier Kohl. Dans une interview publiée début mars, M. Rüttgers, l'homme de liaison entre la chancellerie et le groupe parlementaire chrétien-démocrate, mettait lui-même en garde contre l'illusion de croire que l'union monétaire reviendrait à égaliser les niveaux de vie dans toute l'Europe. L'effet de leurs déclarations a été toutefois d'obliger les directions de leurs partis respectifs à couper court à une polémique dont elles n'avaient aucune envie et à réaffirmer que la voie de Maastricht était la seule possible.

Critique constructive

Réuni d'urgence, le présidium du SPD a ainsi démenti M. Lafontaine en affirmant, le 9 mars, que le parti approuverait les traités sans exiger en préalable les amendements qu'il souhaitait, qui pourraient être négociés ultérieurement, étape par étape. Cette prise de position a été le point de départ d'une contre-offensive générale. Ancien secrétaire d'Etat au ministère de l'économie, M. Otto Schlecht, président de la Fondation Ludwig Erhard, penait désespérément position pour le traité d'Union monétaire en estimant qu'il ne servait à rien d'« exciter les peurs ». « Au lieu de retomber dans un populisme nationaliste, dans un scepticisme européen, mieux vaut, disait-il, servir la bonne cause en l'accompagnant d'un critique constructive. » Dans la foulée, la CSU de Bavière, membre de la coalition, prenait, fin mars, clairement position pour les traités, comme le président du Parti libéral (FDP), M. Otto Lambdorsch.

Après les élections régionales du 5 avril, le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Wolfgang Schäuble, a indiqué que son parti ne se laisserait pas influencer par les craintes des électeurs. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a été invité à prendre part le 28 avril à la discussion qui doit avoir lieu, au sein du groupe CDU, sur la ratification et les modifications constitutionnelles à envisager. L'un des principaux changements concerne la redéfinition des compétences entre la Communauté, l'Etat fédéral et les Länder. La CSU a émis quelques réserves concernant le droit de vote des ressortissants des autres pays de la CEE. Le ministre bavarois de l'Intérieur, M. Edmund Stoiber, souhaite que ces étrangers ne puissent voter qu'après un séjour de six ans dans le pays et n'être éligibles qu'au bout de douze ans.

Si les dirigeants des principales formations reconnaissent que les traités doivent être approuvés sans changement, M. Lambdorsch souhaite en revanche que soit réglée avant ratification la question du siège des institutions, dont celui de la Banque centrale européenne, revendiqué par Francfort. Est également en discussion une déclaration où le Bundestag se réserverait le droit de se prononcer à nouveau lors du bilan du processus d'union prévu pour 1996. De nombreux parlementaires souhaiteraient obtenir des garanties pour éviter d'éventuels blocages, dans la perspective des négociations à venir sur l'approfondissement de l'union politique, jugée aujourd'hui insatisfaisante. La difficulté serait de trouver une formule qui ne remette pas en cause le caractère automatique du processus tel qu'il a été défini à Maastricht.

HENRI DE BRESSON

L'UDF continue de préférer la voie parlementaire

A l'issue de la réunion de son bureau politique, mercredi 15 avril, l'UDF a maintenu son opposition à un référendum sur la révision de la Constitution et demandé au gouvernement d'engager des consultations sur le texte du projet.

L'UDF reste ferme sur ses positions. Au cours de la réunion de son bureau politique, convoqué mercredi 15 avril, quelques heures après celle des députés et sénateurs RPR, pas une voix ne s'est élevée pour se prononcer pour le référendum que venait d'exiger M. Chirac. « Tout le monde, témoignait un des participants, continue de privilégier la voie parlementaire. Il ne faut pas s'attendre à un infléchissement sur ce point. » M. Giscard d'Estaing aura donc réussi à remettre tout son petit monde au pas, après quelques heures de flottement.

Dans un entretien à *Paris-Match*, publié le même jour, le président de l'UDF avait de nouveau expliqué le bien-fondé de cette option : « Il faut éviter à tout prix de polluer le débat sur le vrai sujet, c'est-à-dire le traité de Maastricht qui va nous engager pour longtemps, par une politisation et une personnalisation excessives. L'expérience prouve que, pour les électeurs, les référendums oscillent entre deux risques contraires : celui de l'indifférence, ce qui a été le cas pour le référendum organisé par Georges Pompidou sur l'entrée de la Grande-Bre-

tagne dans la communauté européenne, ou celui de la personnalisation, où les électeurs se prononcent pour ou contre le président de la République. Cette fois-ci, le risque le plus probable serait celui de la personnalisation du vote. Le problème de l'attitude de la France vis-à-vis de l'union de l'Europe ne doit pas dévier vers un vote pour ou contre Mitterrand. »

Certains responsables de l'UDF avaient pourtant paru faiblir, au cours de cette journée. Président du sous-groupe parlementaire RPR-UDF à l'Assemblée nationale, M. Jacques Barrot avait bien relevé qu'un référendum sur la révision de la Constitution « ne présentait pas nécessairement un intérêt très grand », mais il avait précisé que « cela ne constituait pas un point de rupture au sein de l'opposition ». Au cours d'une conférence de presse, mercredi midi, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, avait, lui aussi, expliqué que, bien entendu, son parti continuait de privilégier une révision constitutionnelle par le Parlement, mais qu'un référendum après accord des deux Assemblées « serait un hommage rendu aux Français ».

M. Giscard d'Estaing s'est donc évertué à réformer la porte que certains cherchaient à entreouvrir. Ceux-ci n'ayant point protesté, il s'est félicité de l'« homogénéité » de l'UDF face à un RPR chahuté. Certains de ses amis ne se sont d'ailleurs pas privés, au cours de la réunion de ce même bureau politi-

que, d'insister sur « les exigences » du président du RPR « correspondantes à l'esprit des institutions ». Ils lui ont reproché également de dramatiser inconsidérément l'enjeu (1). Autant d'indices attestant que M. Giscard d'Estaing ne recule pas, sur ce terrain européen, devant une nouvelle épreuve de force avec M. Chirac.

Le président de l'UDF est revenu à la charge pour demander au gouvernement d'engager des consultations. « Il est anormal et contraire à la tradition républicaine, stipule le communiqué officiel, de l'UDF, que l'opposition n'ait pas été associée à la préparation du texte de réforme constitutionnelle alors qu'aucune révision constitutionnelle ne peut aboutir sans son concours. » Sur ce dossier en tout cas, M. Giscard d'Estaing semble plus soucieux d'indiquer de se rapprocher de M. Mitterrand que de M. Chirac.

DANIEL CARTON

(1) Dans un point de vue publié dans le *Monde* du 21 décembre 1991 sous le titre « Maastricht, simple étape », M. Chirac écrivait pourtant : « Pour l'essentiel, Maastricht constitue une étape que je juge positive dans la direction d'une coopération plus étroite, plus harmonieuse entre les Etats européens (...). Dans l'ensemble, tout cela va dans une direction souhaitable et évite un débat aussi inutile que destructeur sur le « fédéralisme » ou encore sur la disparition des Etats au profit d'une hypothétique « Europe des régions ». Il conclut : « Au total, on le voit bien, Maastricht n'est donc qu'une étape, et non un aboutissement aboutissant à une situation irréversible. »

LA REUNION 3 890 F

ROME 890 F

VENISE 890 F

MONTREAL 1 990 F

NEW YORK 2 180 F

DAKAR 2 470 F

LES ANTILLES 2 600 F

PAPEETE 7 800 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS

PRIX A CERTAINES DATES

Nouvelles Frontières.
On ne vit que mille fois.

Et après le kaléidoscope grandiose des laves en fusion, rêver dans le jardin tropical d'un hôtel créole, ne vous coûtera pas plus cher que votre paire de rangers en iguane.*

* La Réunion avec Nouvelles Frontières, c'est aussi des séjours ou des circuits, avion compris, à partir de 7 870 F.

TAPEZ 36 15 NF TELEPHONEZ (1) 42 73 10 64

NOUVELLES FRONTIERES

POLITIQUE

Le débat sur la ratification du traité de Maastricht

M. Herzog (PCF) partisan d'un référendum pour «renégocier» les accords

Mis en minorité au comité central du PCF, M. Philippe Herzog, député européen, membre du bureau politique, ne désarme pas. Le chef de file des économistes du Parti communiste, qui conduisait la liste de son parti aux élections européennes de 1989, a décidé de mener campagne pour la ratification des traités de Maastricht en s'opposant à la fois au «non radical» préconisé par M. Georges Marchais et à l'argumentation de M. François Mitterrand.

Il estime que le président de la République veut «piéger la droite, qui est divisée, mais aussi piéger la gauche» quand il affirme que les accords de Maastricht ne sont pas renégociables : «De quel droit ? a-t-il demandé mercredi 15 avril, au cours d'un entretien avec la presse. Du fait du prince ? François Mitterrand se comporte comme un potentat diabolique. Il n'est pas trop tard pour revoir le contenu des traités, et ceux qui le demandent ne sont pas d'affreux arriérés. Il y a aussi, parmi eux, des patriotes et de bons Européens qui ont une autre conception de l'Europe.»

M. Herzog se déclare partisan d'une construction européenne «différente» des accords de Maastricht : «pas de monnaie unique, mais une monnaie commune» réservée «dans un premier temps aux entreprises», mise en place d'un «contrôle démocratique et social» sur les décisions des institutions communautaires, etc. Il propose donc un référendum préalable à la révision de la Constitution envisagée par M. Mitterrand.

et assorti d'une double question : «oui ou non aux textes de Maastricht ; oui ou non à la renégociation de ces textes.» Selon lui, M. Marchais commet «une faute politique lourde en prenant acte que Maastricht n'est pas renégociable» parce qu'il se fait piéger, une fois de plus, par Mitterrand.

M. Herzog veut également «prendre date». Il pense que sa proposition «peut rassembler à la fois des partisans du «non, mais...» et des partisans du «oui, mais...» aux accords, c'est-à-dire les écologistes, les socialistes partageant le point de vue de M. Jean-Pierre Chevènement, et ceux qui, à droite aussi, veulent éviter «le piège de Mitterrand».

Il reprend à son compte la démarche de M. Jack Ralite, qui souhaitait, dimanche 12 avril, devant le comité central, voir les communistes lancer des passerelles en direction des autres forces de gauche au nom d'un communisme nouveau, le «communisme» ; il annonce des actions communes avec MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et les autres militants contestataires, dans l'espoir d'induire la ligne majoritaire incarnée par M. Marchais et de participer ainsi à la recomposition du paysage politique. Sans craindre de se démarquer publiquement : «Nous vivons un moment historique pour l'Europe, souligne-t-il. En tant que citoyen, je ne me sens pas tenu par le choix du comité central.»

A. R.

La recherche d'une majorité

Suite de la première page

A demi-mot, le Conseil a écarté cette solution, pour ne pas accorder un chèque en blanc aux gouvernements français qui, dans l'avenir, négocieront de nouveaux traités allant plus loin que celui de Maastricht.

Les Européens les plus convaincus, qui, il y a quelques semaines, souhaitaient que fut posé un tel principe, ont compris qu'aller aussi loin ne pouvait que compliquer l'adoption de la réforme constitutionnelle. Le chef de l'Etat et celui du gouvernement ont partagé cette analyse. L'avant-projet de réforme, rédigé le week-end dernier, ne comprend qu'une dizaine de lignes, réparties en deux articles, qui composent un nouveau titre XIV de la Constitution. Le premier autorise les transferts de souveraineté de la France vers la Communauté européenne pour la gestion de la monnaie (et donc indirectement autorise la disparition à terme du franc au profit de l'écu) et pour la définition de la politique sur le franchissement des frontières par les étrangers (en clair la détermination, à la majorité, par le conseil des ministres de la future union européenne, des pays dont les ressortissants devront être munis de visas pour pénétrer sur le territoire des deux membres de la Communauté).

Le second article de ce projet autorise, sous réserve de réciprocité, le droit de vote des seuls citoyens des onze autres Etats de l'Union aux élections municipales françaises, en leur accordant aussi

la possibilité d'être élus dans les conseils municipaux, mais sans pouvoir y détenir des fonctions exécutives (un mandat de maire ou d'adjoint) ni être membres du collège électoral des sénateurs.

Ce texte a été transmis lundi 13 avril, en fin d'après-midi, au Conseil d'Etat. Sa section de l'intérieur l'a examiné mercredi, et son assemblée plénière jeudi 16. Elle donne seulement un avis, que le gouvernement et surtout le président de la République, qui a l'initiative des projets de révision constitutionnelle sur proposition du premier ministre, ne seront pas tenus de suivre. Le texte définitif devrait être adopté au cours du conseil des ministres du 22 ou du 29 avril.

La réunion du Congrès

Le calendrier de cette préparation pourrait, en effet, être un peu plus long que prévu, s'il est donné satisfaction à une des suggestions de l'opposition. M. Bérégovoy envisage, sans que sa décision soit arrêtée jeudi 16 au matin, de recevoir, avant la rédaction précise de son projet, des représentants des groupes parlementaires, comme l'a souhaité l'UDF et comme le lui a demandé, dans une lettre, M. Alain Fohrer, président du Sénat.

S'il le faisait, tout serait donc fait pour donner à l'UDF les satisfactions qui lui sont nécessaires pour justifier son approbation de la réforme constitutionnelle. M. Mit-

terrand en a certes besoin, mais, en fait, il lui suffit d'obtenir l'assistance d'une partie seulement de celle-ci. Le pointage du rapport des forces au Parlement suffit à le montrer.

A l'Assemblée nationale, il y aura 576 sièges pourvus lorsque le projet viendra en discussion : les suppléants des députés nommés ministres auront alors obtenu le droit de vote, mais M. Jean-Philippe Lachenaud (UDF, Val-d'Oise), démissionnaire, ne sera pas remplacé avant les prochaines élections législatives. La majorité absolue est donc de 289 voix. Il y a 271 élus socialistes et apparentés. C'est dire que le soutien des 40 députés de l'UDC suffit largement à franchir la barre, avec suffisamment de marge pour pouvoir compenser la défection des quatre ou cinq membres du PS prêts à suivre M. Jean-Pierre Chevènement dans son refus de Maastricht.

Au Sénat, contrairement aux apparences, la situation n'est pas beaucoup plus compliquée, si les élus de droite les plus convaincus se joignent des gestes faits par le président de la République. Il y a actuellement 320 sièges pourvus, puisque le suppléant de M. Marcel Rudloff, nommé au Conseil constitutionnel, est décédé. La majorité est donc de 161 voix. Or l'addition des membres du PS, du groupe centriste et du Rassemblement démocratique et européen est de 156. Il ne manque à cette alliance européenne que cinq voix pour franchir la barre, à condition même que tous les réticents votent contre. Elle devrait facilement trouver les associés nécessaires chez les 51 adhérents de l'Union des républicains et indépendants.

Au Congrès, c'est-à-dire lors de la réunion des députés et des sénateurs, un vote pourrait être un peu plus difficile à obtenir, puisque la

révision constitutionnelle doit y être approuvée à la majorité des trois cinquièmes, calculée sur les seuls suffrages exprimés. En admettant que les 896 «congruistes» votent, elle serait donc de 538. Or socialistes, centristes et RDE ne sont que 467. Seulement il faut compter avec les éventuelles abstentions. Si, par hypothèse, les 140 membres parlementaires UDF non centristes (c'est-à-dire les députés du groupe UDF et les sénateurs de l'Union des républicains et indépendants) ne prennent pas part au vote, la majorité requise tombe à 434. La minorité de blocage, celle qui peut empêcher un vote positif, est des deux cinquièmes, c'est-à-dire de 538. Or ceux qui apparaissent actuellement les plus opposés, les adhérents du PC et du RPR (en admettant que ceux-ci soient tous disciplinés), ne sont en tout que 259. Pour aboutir à leurs fins, il leur faudrait obtenir le soutien total des deux tiers des 140 membres des groupes UDF et UREI. C'est peu vraisemblable.

THIERRY BRÉNIER

o Réunion du comité directeur et des parlementaires socialistes le 29 avril. — M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, mercredi 15 avril, après la réunion du bureau exécutif, que le PS «est à 95 % pour la ratification des accords de Maastricht», seul M. Jean-Pierre Chevènement s'étant dit opposé au projet d'union européenne, en précisant qu'il s'exprimait «à titre personnel» sur cette question. Le comité directeur du PS et les élus socialistes à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Parlement européen se réuniront le 29 avril.

o Le Sénat constitue une commission d'enquête sur l'affaire Habache. — La majorité sénatoriale a constitué, mercredi 15 avril, une commission d'enquête sur l'affaire Habache. La proposition de résolution tendant à la création de cette commission a été votée par la droite. Les socialistes se sont abstenus et les communistes n'ont pas participé au vote.

o Le code des pensions militaires au Sénat. — Au cours de leur séance du mercredi 15 avril, les sénateurs ont adopté, en première lecture et à l'unanimité, un projet de loi mettant à jour des dispositions du code des pensions militaires. Ils ont aussi voté à l'unanimité un texte relatif à la responsabilité du fait des vols, pertes et détériorations des objets déposés dans les établissements hospitaliers.

CHEZ CITROËN
ARGUS* + 7000^F
OU
REPRISE 7000^F
MINIMUM

PROLONGATION
DU 14 AU
21 AVRIL

BÉNÉFICIEZ DE LA BAISSE DE LA T.V.A.

CITROËN

CITROËN et TOTAL

Le 14 au 21 avril 1992, Citroën prolonge l'offre de reprise Argus* + 7000 F ou 7000 F minimum pour tout achat d'un véhicule particulier neuf CITROËN, de cylindrée égale ou supérieure à celle du véhicule à reprendre, commandé durant l'opération et immatriculé avant le 31 mai 1992. Offre valable dans tous les points de vente Citroën participant à l'opération et non cumulable avec d'autres offres promotionnelles. * Valeur de reprise - Argus calculée en fonction du kilométrage de l'Annuaire du Jour, du kilométrage du véhicule, et d'éventuels frais de remise à l'état standard et des 15 jours de frais de vente et de gestion professionnels.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lacombe, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lacombe, président
Michel Cro, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arvis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. : MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-99-72. Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jean et M. Jean-Louis.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0393-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-85-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	469 F	572 F	750 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 550 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
Changements d'adresse détaillés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
PP. Poste PP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الفهرست

POLITIQUE

Les suites de l'affaire Touvier

M. Bérégovoy : « Les criminels doivent être punis à quelque nationalité qu'ils appartiennent »

« La France se sent meurtrie, et je comprends l'indignation qui s'est partout exprimée », a affirmé le premier ministre, mercredi 15 avril, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Laurent Fabius sur le non-lieu dont a bénéficié Paul Touvier. « En ma qualité de chef du gouvernement, je tiens à le rappeler : la loi dispose que les criminels doivent être punis, à quelque nationalité qu'ils appartiennent », a ajouté M. Pierre Bérégovoy. C'est le respect du droit qui l'impose. C'est le respect dû aux victimes de la barbarie qui l'exige. Nous le devons enfin à la mémoire de notre histoire. Les pages douloureuses de notre vie nationale ne peuvent pas et ne seront jamais effacées. On ne réhabilitera pas le régime de Vichy en calimni. Aujourd'hui, il convient avec plus de force encore qu'hier de rappeler au pays ce qu'a été la Résistance, le rôle du général de Gaulle, de Jean Moulin, de Danielle Casanova, d'Henri Frenay et de tous ceux, connus ou anonymes, qui furent les acteurs du réveil national. »

Auparavant, à la demande du premier secrétaire du Parti socialiste, l'Assemblée nationale et les membres du gouvernement pré-



sents dans l'hémicycle avaient observé une minute de silence. « Face à trop d'écrits et de paroles négationnistes, face aux thèmes qui, cinquante ans plus tard, voudraient, par un renversement ahurissant,

que la collaboration de Français vaille en quelque sorte pour eux impunité, face à ceux qui confondent les victimes et les bourreaux, qui oublient les enfants juifs qui ont été déportés et les femmes qui ont été torturées, il faut que nous disions, sans passion partisane, mais fermement, dans cette assemblée qui représente la France, que ces thèses sont des faux, qu'on n'a pas le droit de recourir par la mensonge la mémoire de cette période », avait affirmé M. Fabius.

Député communiste de la Loire et lui-même ancien résistant, M. Théo Vial-Massat a relevé que « le moment choisi par la chambre d'accusation de Paris pour rendre publique sa décision scandaleuse » correspond au cinquantième anniversaire des premières déportations. Il a regretté que les manuels scolaires laisse peu de place à la Résistance.

Jean Moulin, président du Conseil national de la Résistance, arrêté à la suite d'une dénonciation, est mort en déportation en 1943. Danielle Casanova, militante communiste, est morte à Auschwitz le 9 mai 1943. Henri Frenay, décédé le 6 août 1989, avait fondé, dès 1940, le mouvement de résistance Combat.

73 % des Français sont « choqués » par le non-lieu

Les Français sont, dans leur grande majorité, indignés par le non-lieu dont vient de bénéficier l'ancien chef militaire Paul Touvier, selon un sondage publié jeudi 16 avril par le Parisien. 73 % des personnes interrogées se déclarent « choquées », 2 % satisfaites, 16 % indifférentes, 9 % ne se prononcent pas. Ce sondage de l'Institut CSA a été réalisé auprès d'un échantillon national de 738 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Divers rassemblements de protestation ont encore eu lieu après la décision de non-lieu rendue par la chambre d'accusation de Paris. A Grenoble, Chambéry et Lyon, ce sont chaque fois plusieurs centaines de manifestants qui se sont réunis « contre une justice qui trahit la mémoire ». A Paris, un millier de personnes ont défilé silencieusement jusqu'au Mémorial de la déportation.

Dans un communiqué, le Syndicat de la magistrature (gauche) déplore que « les magistrats de la cour d'appel de Paris, s'engageant en apprentis historiens, aient motivé leur décision en se référant à une lecture aussi partielle et contestable du régime de Vichy ». L'Association professionnelle des magistrats (droite) relève pour sa part qu'« il est moins dans le rôle du président de la République de porter une appréciation sur les décisions des juges que d'assurer les conditions de leur indépendance et de les protéger ».

contre les attaques excessives ». M. Michel Barot, grand maître de la Grande Loge de France, a estimé, mercredi 15 avril : « Dans un temps où certains veulent ignorer les crimes contre l'humanité commis par l'Etat français pendant l'Occupation, il est de notre devoir de maintenir la mémoire de ceux qui périrent, victimes de cette barbarie, pour éviter que quiconque puisse réveiller les vieux démons de l'humanité ».

Dans le Figaro daté du 16 avril, André Frossard estime que la décision juridique de crime contre l'humanité est « extraordinairement complexe » et « mauvaise ». Il relève que les magistrats de la chambre d'accusation « passent un peu vite (sur le « statut des juifs », grave blessure faite à l'honneur de la France ».

Présent, quotidien d'extrême droite, note pour sa part : « Il fallait que Paul Touvier soit rudement innocent, il fallait que son renvoi en cour d'assises soit absolument impossible sans une énorme forfaiture pour que la cour d'appel ait osé prononcer le non-lieu malgré la pression intense et hurlante de la classe dirigeante dans son ensemble, politico-médiatique et religieuse au grand complet. » Le journal ajoute : « Il n'y a pas de victimes de Touvier. Le rôle de Touvier a été d'en diminuer le nombre. »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 15 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits.

• Diverses dispositions relatives à l'éducation nationale

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la validation d'acquis professionnels par des diplômés et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale.

1. - S'il justifie d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans une activité correspondant à un diplôme universitaire ou à un diplôme technologique du second degré, le candidat à ce diplôme pourra obtenir que cette expérience soit validée. Il sera ainsi dispensé de certaines épreuves.

La validation des acquis professionnels du candidat sera prononcée par un jury comprenant des enseignants-chercheurs, en majorité, et des personnes compétentes dans les matières du diplôme.

La promotion des personnes exerçant une activité professionnelle et la mise en œuvre du droit à la formation continue seront ainsi facilitées.

2. - Les procédures de recrutement des personnels des établissements d'enseignement supérieur ont été en partie déconcentrées par des décrets adoptés au conseil des ministres du 15 janvier 1992.

Le projet de loi complète ce dispositif en permettant au ministre de l'éducation nationale de déléguer aux chefs d'établissement son pouvoir de nomination et de gestion des maîtres de conférence et des personnels non enseignants.

• Code pénal

Le garde des sceaux, ministre de la justice a présenté un projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur.

La réforme du code pénal a déjà donné lieu à quatre projets de loi, qui portent chacun sur un livre du nouveau code : livre I consacré aux dispositions générales, livre II sur les crimes et délits contre les personnes, livre III sur les crimes et délits contre les biens, livre IV sur les crimes et délits contre l'Etat, la nation et le paix publique. La discussion de ces projets de loi est déjà très avancée.

Le projet de loi achève la réforme en adaptant de nombreuses lois aux dispositions du nouveau code. Plus d'une vingtaine d'autres codes, tout particulièrement le code de procédure pénale, et une cinquantaine de lois particulières sont ainsi modifiés.

• Activités physiques et sportives

(Le Monde du 16 avril.)

• Manutention dans les ports maritimes

(Le Monde du 16 avril.)

• L'aide aux pays de l'est de l'Europe

Le ministre de l'économie et des finances a présenté une communication sur le rôle de la France dans l'aide apportée aux pays d'Europe centrale et orientale.

La mise en place de régimes démocratiques et le succès des réformes engagées par ces pays dans le but d'opérer une transition vers l'économie de marché sont essentiels au maintien d'une zone de paix, de prospérité et de liberté en Europe.

Depuis le début de ce processus, la France joue un rôle actif.

Elle a contribué à la mobilisation rapide des aides multilatérales, notamment celles apportées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, la Communauté économique européenne et la Banque européenne de reconstruction et de développement.

Sur le plan bilatéral, notre assistance financière a pris des formes diversifiées afin de s'adapter à la variété des besoins des économies en transition. L'assistance technique, l'aide à l'exportation et l'appui aux opérations d'investissements, qui correspondent aux besoins prioritaires de ces pays, ont été particulièrement encouragés.

Ainsi, depuis l'origine de cette évolution historique pour l'Europe, la France n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir les nouvelles démocraties dans leur reconstruction.

Le ministre a également rendu compte de la première assemblée annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement qui s'est tenue à Budapest les 13 et 14 avril 1992.

Une exposition à l'Hôtel de Ville de Paris

« Le temps des rafles »

Il leur aurait suffi de sortir de leur bureau, de traverser le marché aux fleurs, de passer la Seine par le pont d'Arcole, et de pénétrer dans l'Hôtel de Ville par la rue de Rivoli. Quelques pas leur auraient suffi, et MM. Jean-Pierre Henne, Jean-Paul Dupertuy et Yves Chagny, magistrats à la cour d'appel de Paris, qui n'ont jamais décalé de propos antisémites dans « aucun discours du maréchal Pétain », ni trouvé dans la France de Vichy de « proclamation officielle que le juif est l'ennemi d'Etat » seraient pu visiter une bien intéressante exposition.

Intitulée « Le temps des rafles », cette exposition est gratuite et, sauf prolongation, ouverte au public jusqu'au 9 mai (1). Point n'est été besoin que les trois magistrats s'attardassent dans les salles les plus « dures », celles qui, à la fin de l'exposition, recueillent les terminus du voyage, les barbelés, les chambres à gaz, les crématoires. Les premières salles auraient suffi, consacrées à ces

jours de 1940 où l'on voyait simplement germer l'innommable.

Voilà, début octobre 1940, que sont promulguées par le maréchal Pétain des lois portant sur les juifs. Éliminés de la fonction publique, limités d'abord par un nombre de clauses, puis totalement éliminés des professions libérales, les juifs se voient interdits de voyager, ou de posséder une radio, une bicyclette, un téléphone, d'entrer dans un jardin, un théâtre, un cinéma, une piscine, des bains-douches. Ils sont écartés du recensement, et l'interdiction administrative suit : on les classe par noms (fiche bleue), par nationalité (fiche bleue), par domicile (fiche bleue) et par profession (fiche jaune). Ces fiches s'envoient très utiles lors des rafles ultérieures, précisément.

Installé en 1941, le Commissariat général aux questions juives coordonne l'application de cette politique. Il s'enquiert auprès de l'armée du nombre d'officiers et

de sous-officiers juifs radés des rangs. Il fait parvenir dans les provinces des livres de propagande. Il vérifie l'origine raciale des artistes exposés au Salon d'automne 1941.

Si Vichy, par crainte des réactions, renonce à imposer l'étoile jaune à l'instar de l'occupant dans la zone Nord, les candidats aux emplois publics doivent attester, sous la foi du serment, être non juif, marié à une femme non juive, et n'avoir ni dans leur famille, ni dans celle de leur femme « aucun parent juif en ligne directe jusqu'à la troisième génération, ascendante ou descendante ».

Dans une circulaire courroucée, le directeur régional du service d'aryanisation économique du Commissariat régional de Toulouse précise que la formalité s'applique même au clergé. « Si l'abbé Pilate avait ordonné un recensement des juifs, estime ce haut-fonctionnaire, Jésus-Christ lui-même s'y serait conformé. Le plus humble de ses représentants

sur terre doit donc se soumettre aux obligations de la loi, parce que l'humilité est une vertu chrétienne ».

« Et nos chaussures ? »

Plus tard, viendront les rafles, auxquelles la police française, sous les ordres du délégué général René Bouquet, prêterait largement la main. D'abord parqués dans les camps de Pithiviers, de Beaune-la-Rolande, administrés par la préfecture du Loiret, ou de Drancy, gardés par des uniformes français, les juifs en partent pour les camps de la mort au rythme de trois trains par semaine. Des réactions de la population à ces mesures, l'exposition donne une image nuancée, des « collabos » à ces « justes » qui sauveront des juifs, en passant par ce citoyen indigné qui s'adresse au Commissariat aux affaires juives :

« Monsieur le commissaire,

« Des milliers de juifs ont été envoyés dans des camps de concentration. Je n'y vois aucun inconvénient et je m'en moque, n'étant ni pro ni antisémite. Mais ce dont je ne me moque pas, ce sont des incidences de cette mesure que l'administration n'a pas prévues, naturellement. J'avais donné à réparer deux paires de chaussures presque neuves (des coins d'acier à poser) à un petit cordonnier de la rue Lemaître dont je ne savais rien, si ce n'est qu'il travaillait fort bien. Quand je suis allé rechercher ces chaussures, j'ai trouvé la boutique fermée et le savetier dans un camp !!! Et nos chaussures ? Devons-nous sortir en pantoufles ? N'étant certainement pas le seul dans ce cas, je vous... » Etc., etc. Tant il est vrai qu'on ne saurait penser à tout.

DANIEL SCHNEIDERMAN

(1) L'exposition sera fermée les 19 et 20 avril.

Après la démission de M. Alexis Félix (PS)

Dordogne : M. Gérard Fayolle (RPR) est élu président du conseil général

M. Gérard Fayolle (RPR) a été élu, mercredi 15 avril, au premier tour de scrutin, président du conseil général de la Dordogne par 26 voix contre 20 à M. Bernard Bioulac (PS), président sortant, et quatre à M. Francis Colbac (PC). M. Alexis Félix (PS) avait été élu à ce poste le 3 avril au bénéfice de l'âge, grâce à l'appoint d'un transfuge du RPR, qui affirmait avoir été « acheté » par le PS, mais il s'était démis de ses fonctions le 10 avril sous la pression des dirigeants de son parti.

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Dans un premier temps, M. Bernard Bioulac, qui ne pouvait pas ignorer les opérations de « braconnage » menées par ses proches dans le camp adverse, avait estimé qu'il appartenait à la justice de faire la preuve d'éventuelles transactions financières, qu'il jugeait pour sa part inconcevables. En attendant, il était hors de question de céder aux pressions des élus RPR et UDF

qui réclamaient la démission d'Alexis Félix. Mais le retournement de l'affaire, l'intervention de M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, et le discours moralisateur de M. Pierre Bérégovoy à l'Assemblée nationale avaient finalement convaincu les socialistes périgourdins de céder à leurs adversaires politiques la présidence du conseil général.

Apparemment terminée sur le plan politique, l'affaire pourrait connaître un épilogue judiciaire. La plainte déposée il y a quelques jours par plusieurs élus de droite sur la base de l'article 106 du code électoral, qui punit ceux qui donnent ou promettent libéralités, faveurs, emplois publics en vue d'influencer un vote, a été prise très au sérieux par la justice. Il aura fallu moins d'une semaine à l'antenne de police judiciaire de Périgueux pour entendre les différents protagonistes et terminer son enquête préliminaire. Le dossier a été transmis au parquet général de la cour d'appel de Bordeaux, qui ne s'est pas encore prononcé sur les suites à donner.

Confronté à M. Jean Burg, le conseiller général socialiste qui l'avait convaincu de changer de camp et à deux employés du départe-

ment, M. René Barou a maintenu ses accusations. Il affirme que son collègue lui a proposé 200 000 F dans un premier temps, puis 400 000 F. M. Burg considère pour sa part que M. Barou l'a mal compris. 200 000 F, c'est ce que représente une vice-présidence de conseil général : 400 000 F, c'est peut-être ce à quoi il aurait pu prétendre s'il avait bénéficié de vacances supplémentaires. Des divergences existent aussi au sujet des propositions d'emploi formulées. M. Barou évoque des promesses fermes. Ses interlocuteurs socialistes ont expliqué aux policiers que le sujet avait été simplement envisagé.

Déclarations contradictoires

Ces déclarations contradictoires, jointes à la personnalité fantasque de M. Barou, qui jure toujours ses grands diex qu'il a voté de travers parce qu'on avait mis une drogue dans son café la veille du scrutin, ne sont peut-être pas de nature à motiver l'ouverture d'une information judiciaire, voire à justifier un simple renvoi devant le tribunal correctionnel.

Le seul élément véritablement

intéressant en possession des enquêteurs ne concerne pas M. Barou. Il s'agit d'une cassette remise à la police par un conseiller général UDF. Celui-ci, qui exerce la profession d'assureur, avait enregistré, peu de temps avant l'élection du président, les offres que lui avait faites au téléphone un membre du cabinet de M. Bioulac. Au dire de ce conseiller général, il se serait vu confier le portefeuille des assurances du département s'il avait accepté de voter à gauche. C'est du moins ce que lui certifiait son interlocuteur, qui s'était cependant pas le pouvoir de prendre une telle décision.

Parallèlement à la saisine de la justice, le préfet de la Dordogne a demandé à l'inspection générale de la police nationale d'effectuer une enquête sur le comportement des inspecteurs des renseignements généraux. L'attitude de l'un d'entre eux a été dénoncée publiquement par les élus de la majorité. Quelques heures après l'élection surprise de M. Félix, il avait remis à la presse locale une confession de M. Barou où ce dernier expliquait qu'il n'était pas celui qui avait trahi.

La conduite de ce policier doit-elle être mise sur le compte d'une

erreur d'appréciation personnelle ou est-elle le reflet des effets pervers d'une fréquentation trop assidue entre les pouvoirs locaux et des fonctionnaires ayant perdu le sens de leur devoir de réserve ? Pour l'instant, il est trop tôt pour le dire. Seule certitude, l'image de marque des renseignements généraux de la Dordogne aura du mal à sortir indemne de l'affaire Barou.

DOMINIQUE RICHARD

[Né le 11 octobre 1937 au Bugue (Dordogne), licencié ès lettres, M. Gérard Fayolle a été d'abord enseignant à Périgueux, puis rapporteur du Haut Comité de la langue française de 1967 à 1974. Il s'est tourné alors vers l'édition en devenant directeur littéraire de Média International de 1974 à 1979. Pendant la cohabitation, entre 1986 et 1988, M. Chirac lui avait confié la rédaction en chef des publications périodiques du service d'information et de diffusion (SID) du premier ministre. Camille de son plus jeune âge, M. Gérard Fayolle a été de ceux qui ont aidé M. Yves Guéna à s'implanter en Dordogne au début des années 60. Conseiller général du Bugue depuis 1979, maire de la commune depuis 1983, conseiller régional, M. Gérard Fayolle dirige le Centre régional des lettres d'Aquitaine. Il a écrit plusieurs livres, parmi lesquels la Vie quotidienne en Périgord au temps de Jacques-le-Croquant.]

POINT / LES CONSEILS RÉGIONAUX

Entrée des écologistes et renforcement du Front national

Après le scrutin du 22 mars, les conseils régionaux ont élu leur président le 27 mars, à l'exception de la Haute-Normandie et du Nord-Pas-de-Calais, où cette désignation ne s'est faite que le 30. En Corse, où le mode de scrutin prévoyait deux tours, l'exécutif a été installé le 2 avril. Quant à la Lorraine, le soupçon qui pesait sur les conditions de l'élection de M. Jean-Marie Rausch a conduit ce dernier à se démettre le 30 mars de sa présidence, qui est revenue le 4 avril à M. Gérard Longuet.

La droite détient, comme avant le renouvellement, vingt des vingt-six présidences de conseils régionaux (vingt et un en métropole, plus l'Assemblée de Corse, et les quatre régions monodépartementales d'outre-mer). Si elle a perdu la Bourgogne au profit de la majorité présidentielle (M. Jean-Pierre Solson) et la Réunion au profit de M. Camille Sudre (divers), en revanche elle a gagné la Guadeloupe aux dépens du PS et retrouvé la Lorraine qui lui avait échappé depuis le rattachement, en 1988, du centriste Jean-Marie Rausch, à la majorité présidentielle.

A l'intérieur de la droite, les changements ont été modestes : le RPR détient sept pré-

sidences (Bretagne, Champagne-Ardenne, Corse, Pays de la Loire, ainsi qu'Aquitaine, Ile-de-France et Haute-Normandie, dans ces trois dernières régions avec changement de titulaire) ; le Parti républicain passe de huit à neuf (Centre, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes, auxquelles s'est ajoutée la Lorraine) ; le Centre des démocrates-sociaux conserve sa seule présidence (en Alsace), tout comme la Parti social-démocrate avec la Picardie ; l'UDF perd la Bourgogne et garde l'Auvergne. Enfin, les « divers droite » perdent la Réunion.

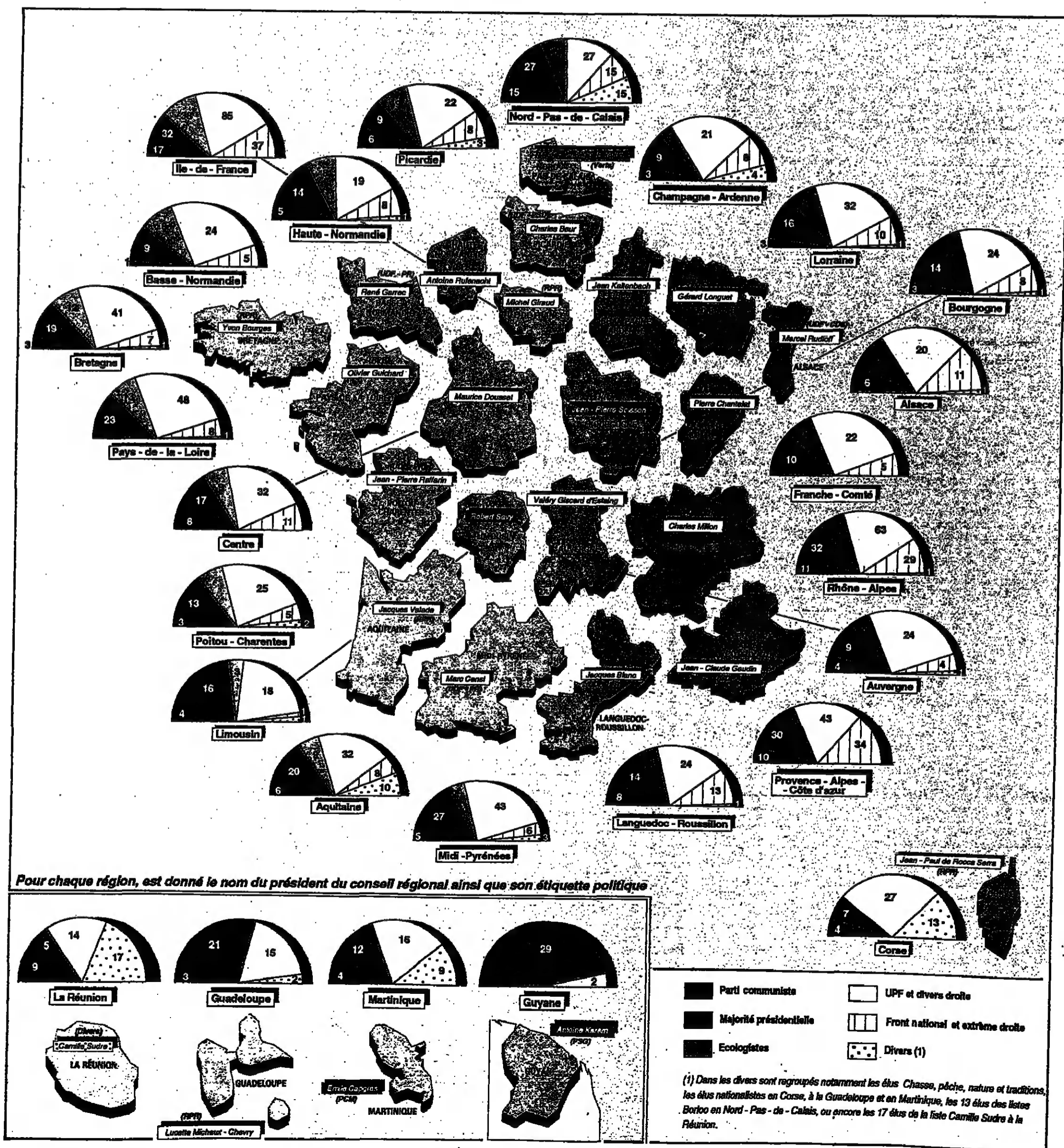
De son côté, le Parti socialiste et ses alliés de la majorité présidentielle, dont les représentants contrôlaient six exécutifs régionaux, en ont perdu quatre dont la Lorraine et la Guadeloupe. En outre, les Verts ont conquis leur bastion du Nord-Pas-de-Calais, et le Parti communiste martiniquais a obtenu au bénéfice de l'âge, après négociation avec le Parti progressiste martiniquais, la présidence qu'occupait ce dernier. Le PS conserve le seul Limousin, et en Guyane c'est un représentant

du Parti socialiste guyanais qui a succédé à un « divers gauche ».

La répartition des 1 880 conseillers régionaux dont les 51 membres de l'Assemblée de Corse s'établit ainsi : 135 pour le Parti communiste, 440 pour l'ensemble de la majorité présidentielle, 213 pour les écologistes (élus des Verts et de Génération Ecologie confondus), 763 pour l'Union pour la France (qui présentait dans la quasi-totalité des départements des listes communes au RPR et à l'UDF) et les « divers droite », 241 pour l'extrême droite (essentiellement du Front national) et 88 « divers » (dont les élus de Chasse, pêche, nature et traditions).

Le Parti communiste n'a toujours pas d'élu en Alsace ni en Guyane, et il a perdu ceux qu'il avait en Franche-Comté et dans les Pays de la Loire où siègent désormais des communistes qui ont rompu avec leur parti. Les écologistes, qui n'avaient que trois sortants, sont désormais présents dans les vingt et un conseils régionaux de métropole. Il en est de même pour le Front national, absent des conseils régionaux d'outre-mer et de Corse.

ANNE CHAUSSEBOURG



JUSTICE

Au tribunal de Paris

Les poursuites des professeurs Gallo et Zagury contre «le Monde»

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M^{re} Jacqueline Cochard, a prononcé le 20 mai dans deux procès intentés par le Monde et notre collaborateur Franck Nouchi. La première poursuite émane du professeur Robert Gallo, directeur de recherches au National Cancer Institute de Bethesda (Maryland, États-Unis), qui demande 500 000 F de dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'il estime avoir subi du fait de la publication d'un article paru dans nos éditions du 18 septembre 1991.

A l'audience du mercredi 15 avril, M^{re} Dominique Pivonia, conseil du professeur Gallo, a engagé l'affaire en quelques minutes. L'article du 18 septembre 1991 n'aurait eu qu'un but : présenter son client comme «un falsificateur, un menteur et un voleur». Trois

termes que l'avocat a successivement l'accusation de falsification se déduirait de la première partie de l'article où le journaliste écrivait : «Selon un rapport préliminaire du National Institute of Health (NIH) - dont la teneur a été révélée par le Chicago Tribune le 15 septembre, le professeur Gallo a tout simplement «censuré» son principal collaborateur, l'empêchant d'écrire, l'article annonçant qu'il avait découvert le virus du sida, qu'il avait utilisé pour ce faire comme «virus de référence» celui que le professeur Montagnier (Institut Pasteur, Paris) lui avait adressé quelques mois plus tôt.

Selon M^{re} Pivonia, les sources sont discutables dans la mesure où le journaliste du Chicago Tribune, M. John Crowder, même avec soigneusement une campagne de presse destinée à nuire à la réputation du professeur Gallo. D'autre part, il y aurait eu une «utilisation frauduleuse» d'un rapport préliminaire du NIH, qui était confidentiel, et le FBI serait chargé d'une enquête pour déterminer dans quelles conditions il a pu être remis à la presse. En outre, le professeur Gallo a mal traduit, car son acception américaine correspond plutôt à une «évaluation» d'un texte écrit par M. Mikulas Popovic, un Tchèque maîtrisant mal l'anglais technique. Sur ce point, M^{re} Pivonia a déclaré, défendant du Monde, «ce qui est le fait est que le mot «virus» n'a pas été utilisé au mot «virus».

Il fallait bien constater que la suppression de la référence au virus français dans l'article avait bien été faite à l'initiative du professeur Gallo. L'avocat a insisté sur le fait que le professeur Gallo n'avait jamais engagé de poursuites contre le Chicago Tribune.

La suite de l'article évoquait le fait que le professeur Gallo n'a cessé de mentir, affirmant qu'il n'avait pas fait pousser le virus de Pasteur en ligne continue. L'affirmation donne lieu à de longs débats techniques où les avocats font assaut de compétences inattendues en virologie. Reste l'accusation de vol que M^{re} Pivonia considère comme un propos particulièrement «mauvaisant».

Les comités d'éthique du Zaïre

Cependant, M^{re} Baudouin constate que l'article contient la phrase : «On saura dans quelques semaines, à l'occasion de la publication du rapport définitif du NIH (...), si l'on peut ou non conclure que le professeur Gallo a délibérément «volé» le virus de l'Institut Pasteur». Une phrase qui, selon l'avocat, n'est pas diffamatoire et qui doit être placée dans son contexte. Car, pour M^{re} Baudouin, «n'est-ce pas légitime, compte tenu de l'importance considérable et croissante de la recherche sur le sida, de s'interroger sur ce qui doit être la rigueur scientifique?».

Cette dernière phrase est également prononcée dans la poursuite engagée par le professeur Zagury. Il s'agit, cette fois, d'un article concernant le pillage du site du Programme de lutte contre le sida à Kinshasa. Dans les six dernières lignes, le journaliste notait : «Les responsables du comité d'éthique de Kinshasa n'ont jamais été informés des travaux effectués par le professeur Zagury dans leur pays». Pour M^{re} Bernard Dartevielle, conseil du professeur Zagury, il s'agit d'un propos diffamatoire visant un scientifique «qui est dans le collimateur du journaliste depuis près de six mois». Et l'avocat soutient qu'un comité national pour la lutte contre le sida au Zaïre et un comité d'éthique, créé en 1986, ont été informés des expérimentations effectuées par le professeur Zagury sur des sujets humains. M^{re} Baudouin rétorque que l'article se borne à dire que le comité d'éthique de Kinshasa n'était pas informé, «une phrase qui n'est pas diffamatoire». Mais c'est la même phrase, réplique-t-il, qui est reprise dans leur contrôle effectif en 1986, notamment, que l'un des membres du comité d'éthique de Kinshasa se trouve être un collaborateur du professeur Zagury. «L'ordre du jour de la séance du comité d'éthique de Kinshasa du 14 février 1987», proteste M^{re} Dartevielle en reprochant au journaliste «une opération de dénigrement».

MAURICE PEYROT

DÉFENSE

M. Joxe annonce une centaine de mesures de dissolution ou de regroupement d'unités militaires

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a annoncé, jeudi 16 avril, plus d'une centaine de mesures de restructuration (dissolution ou regroupement d'unités) pour 1993. Elles concernent les trois armes, et touchent 24 000 militaires, dont 18 000 appelés et 4 750 personnels civils.

«Ces mesures sont nécessaires pour adapter les forces armées à la configuration de la défense et à la configuration de la défense nationale, et à la configuration de la défense du territoire», a-t-il ajouté.

Outre la dissolution de la 8^e division d'infanterie implantée à Amiens et celle de la base aérienne 124 de Strasbourg-Entzheim (le Monde du 16 avril), le plan prévoit notamment la dissolution de :

de l'état-major du 7^e corps d'armée implanté à Baden (Allemagne) et de deux régiments de soutien associés. En ce qui concerne la Marine, les bâtiments de la flotte de surface seront concentrés sur Brest et Toulon. Le dispositif de l'aéronautique navale est également touché, avec la fermeture progressive de la base aéronavale de Fréjus-Saint-Raphaël et le transfert à Landivisiau d'appareils stationnés à Hyères.

Les services de soutien de l'armée de terre, ainsi que le service de santé des armées seront l'objet de mesures de rationalisation. C'est ainsi que les unités d'application de services de santé de Paris, Marseille et Toulon seront regroupées à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris, et que la fermeture des hôpitaux thomasiens militaires sera poursuivie.

Enfin, «des mesures d'incitation à la mobilité géographique et professionnelle» seront proposées aux personnels des établissements de la délégation générale pour l'armement (DGA), en vue d'une amélioration de leur productivité.

ENVIRONNEMENT

Compétences élargies pour son ministère

M^{me} Ségolène Royal ministre des paysages

M^{me} Ségolène Royal a annoncé, déjà classée neuvième dans la hiérarchie des ministres du gouvernement - «avant les ministères techniques comme l'équipement et l'industrie», - la voie dotée de compétences élargies depuis le conseil des ministres du 15 avril. Le gouvernement a en effet décidé que le ministre de l'environnement devra contre-signer les déclarations d'utilité publique de tous les grands projets d'infrastructure. M^{me} Royal participera donc de plein droit aux décisions politiques concernant les transports, l'urbanisme et l'aménagement de l'espace rural.

Le nouveau ministre se voit transférer en outre des compétences exercées auparavant par le ministère de l'équipement, comme la protection des paysages et le classement des sites urbains. Elle va aussi exercer une «cotutelle» sur l'Office national des forêts, avec le ministre de l'agriculture, et sur le Muséum national d'histoire naturelle, avec le ministre de l'éducation nationale. Le gouvernement Bérégovoy

administre ainsi la preuve que, même après le départ d'un ministre activiste comme le fut Michel Latorre, l'écologie se situe dans les rouages de l'administration française.

Pour marquer cet adoucissement, M^{me} Ségolène Royal avait convié le presse, mercredi 15 avril, à une brève «prise de contacts», conclue par un apéritif résolument régional - «tortueaux fromages, chabichou et vin d'Anjou des Deux-Sèvres», comme elle s'appelle elle-même, a annoncé son intention d'engager une politique ambitieuse de l'environnement, centrée sur trois thèmes : défense du patrimoine naturel et des paysages et tant urbains que ruraux ; égalité d'accès des citoyens à la nature ; création d'emplois liés à l'environnement. Sa mission ? «Faire sentir quelques verrous techniques et psychologiques». C'est ainsi qu'elle compte organiser une «journée sans voitures», pour faire sentir le vertou psychologique du citoyen automobiliste.

ROGER CANS

Une commission rogatoire internationale a été lancée contre Marlon Brando

Une commission rogatoire internationale a été lancée depuis un mois et demi par le juge d'instruction Max Gatti à l'encontre de Marlon Brando, après avoir, jeudi 16 avril, à Paris.

Cette démarche signifie que la justice française ne se satisfait pas du verdict des juges américains qui, en février 1991, avaient condamné Christian Brando, le fils de l'acteur, à dix ans de prison pour le meurtre, dans la ville de Marlon Brando à Hollywood, de Dag Drollet, le concubine de sa sœur Cheyenne. En effet, c'est le témoin nouveau dans un dossier déjà riche en rebondissement, Cheyenne Brando, qui est inculpé de complicité dans cette affaire, aurait mis en cause son père, Marlon Brando, lors d'un interrogatoire, en février dernier.

La procédure d'une commission rogatoire internationale permet à un témoin d'être entendu dans son pays d'origine mais d'une procédure longue. Dans une lettre adressée au nouveau juge d'instruction chargé du dossier, M. Jean-Bernard Taliercio, et parvenue à la presse, M^{re} Jacques Vergès, défenseur de Cheyenne Brando, fait savoir qu'il renonce à assurer la défense de son client, car Marlon Brando «refuse de venir en France devant un tribunal de son choix pour être entendu comme témoin». M^{re} Vergès souligne que «la construction juridique entre les faits de Cheyenne Brando et ceux de Marlon Brando lors de l'interrogatoire de Cheyenne Brando le 14 février dernier (il celle-ci mettait en cause son père, n'a ainsi fait que s'aggraver».

■ Affaire Urbia : plainte contre le juge Jean-Pierre. - Une plainte pour violation du secret de l'instruction, déposée contre le juge Thierry Jean-Pierre, a été confiée, mercredi 15 avril, à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Le juge Jean-Pierre est à l'origine d'une enquête sur le financement du Parti socialiste dans la Sarthe. La plainte émane de M. Jacques Justorjens, conseiller régional PS du Mans, inculpé en janvier dernier d'usage de faux par le juge Renaud Van Ruymbeke, chargé d'instruire le dossier Urbia. M. Thierry Jean-Pierre, M. Justorjens accuse le juge d'avoir violé le secret de l'instruction dans son livre Bon appétit, paru le 16 avril (le Monde du 5 avril).

■ Rejet de la requête en suspension de M. Claude Bertrand. - La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mercredi 13 avril, la requête en suspension légitime présentée par M. Claude Bertrand, ancien chef de cabinet de M. Michel Rocard, qui avait demandé la suspension de l'instruction de la plainte déposée contre lui par M. Bertrand, qui demandait la suspension de l'instruction de la plainte déposée contre lui par M. Bertrand, qui demandait la suspension de l'instruction de la plainte déposée contre lui par M. Bertrand.

■ Le sénateur Calmejian (RPR) inculpé de corruption. - M. Robert Calmejian, sénateur (RPR) de Seine-Saint-Denis, inculpé de corruption, a été inculpé, mercredi 13 avril, de corruption et de recel d'abus de biens sociaux, par M. Guy Joly, président de la troisième chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. La justice lui reproche d'avoir obtenu, en 1988, un contrat de 10 millions de francs avec la ville de Villemonble. Le directeur de cette société, M. Matyszewski, quarante-neuf ans, inculpé, dans cette procédure, de corruption et abus de biens sociaux.

encaissé sur son compte personnel des chèques émanant de la société Eurocon, dirigée par l'ex-brigadier de police Daniel Voiry, et du cabinet Françoise Leroux, dirigé par son épouse, Françoise Voiry, elle-même inculpée, et dont le monnaie (environ 1 million de francs) était versée à Daniel Voiry. Ce dernier avait été inculpé en décembre 1990 à la suite de son audition par la police judiciaire. Le sous-brigadier Kelai a été inculpé de complicité judiciaire. D'autre part, le magistrat instructeur a notifié les inculpations de faux, usage de faux et abus de biens sociaux à M. Paul Poquet, cinquante-neuf ans, directeur d'une agence immobilière domiciliée à Paris. Il est soupçonné d'avoir versé, par le biais de fausses factures, 800 000 F de commissions à la société Eurocon. Il a été mis en liberté.

■ Le sénateur Calmejian (RPR) inculpé de corruption. - M. Robert Calmejian, sénateur (RPR) de Seine-Saint-Denis, inculpé de corruption, a été inculpé, mercredi 13 avril, de corruption et de recel d'abus de biens sociaux, par M. Guy Joly, président de la troisième chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. La justice lui reproche d'avoir obtenu, en 1988, un contrat de 10 millions de francs avec la ville de Villemonble. Le directeur de cette société, M. Matyszewski, quarante-neuf ans, inculpé, dans cette procédure, de corruption et abus de biens sociaux.

Quatre sociétés de pompes funèbres poursuivies à Grenoble

Pots-de-vin à la morgue

Les responsables de quatre sociétés de pompes funèbres des Alpes-Maritimes et agents de l'administration hospitalière, en plus de la morgue de Nice, comparaissent mardi 14 avril devant le tribunal correctionnel de Grenoble. Tous inculpés de corruption active ou passive. L'ancien directeur de la SA Les Pompes funèbres réunies Lamy-Trouvain, M. Gaston Robaut, adjoint RPR au maire de Nice, ainsi que son fils Olivier, qui lui succéda en 1987, sont également poursuivis pour faux en écritures privées et de faux monnaie.

GRENOBLE

Le directeur de l'hôpital Pasteur de Nice, qui accueille plus de 70 000 personnes qui résident dans cette ville, a été inculpé, au milieu des années 80, le champ de la morgue des sociétés qui se partagent le «marché» de la mort. Les sociétés de pompes funèbres y dépachaient quotidiennement leurs représentants en nombre et fournitures de deuil, pour des sommes considérables. L'embaumement des corps et leurs spécialistes des cérémonies. Leur activité était orchestrée par les fonctionnaires de l'hôpital en charge du lieu de transit, qui orientaient les familles vers telle ou telle entreprise. En échange de leurs services, les sociétés de pompes funèbres versaient des pots-de-vin de 600 F pour une crémation et de 1 000 F pour un enterrement traditionnel. Ces agents hospitaliers parvenaient ainsi à doubler aisément leurs revenus salariaux de fonctionnaires.

À partir de 1986, la concurrence entre les sociétés présentes sur le marché devint si vive que certaines entreprises commencèrent à poursuivre les autres, les accusant de «chasse» aux morts. Aussitôt, leur chiffre d'affaires s'effondra et plusieurs d'entre elles disparurent dans le silence des clients. La société Pompes funèbres de la région (PFV), qui jusqu'alors n'avait d'entrer

dans le jeu, finit par porter plainte. L'enquête conduite par la police révèle que cette pratique des pots-de-vin avait cours depuis de nombreuses années à Nice, dans la plupart des grandes villes françaises.

560 000 francs détournés en trois ans et demi

Elle permit d'établir que le président-directeur général de la société Pompes funèbres réunies Lamy-Trouvain, M. Gaston Robaut, avait signé en 1977 une convention qui prévoyait explicitement la création d'une «société noire» destinée à rémunérer les agents hospitaliers et les rabatteurs des familles. Entre le 1^{er} janvier 1985 et le 31 août 1988, 560 000 F furent détournés par la direction régionale de Nice. M^{re} Robaut, adjoint au maire de Nice, en tant que conseiller civil, a alimenté le propre trésor noir.

Dans son réquisitoire, le procureur général, par la voix de M. Jean-Louis Berges, a souligné qu'à partir de 1985, à la morgue de l'hôpital Pasteur de Nice, la corruption s'était développée d'une façon foudroyante et qu'une entreprise avait cassé le monopole exercé par les sociétés de pompes funèbres dans le traitement des personnes décédées, principalement les Pompes funèbres générales (PFG).

Ces distributions ont en effet obtenu la quasi-totalité des contrats de pompes funèbres pour les enterrements dans les villes de plus de dix mille habitants. Au milieu des années 80, les PFG étaient l'offensive commerciale d'un nouveau venu sur le marché de la mort, la société de pompes funèbres dirigée par M. Michel Lamy. Les agents hospitaliers purent alors se montrer plus exigeants sur le prix des corps. Contre ces derniers, accusés de corruption passive, le procureur public a réclamé des peines d'un an à deux ans de prison. Le jugement a été mis en délibéré.

CLAUDE FRANCILLON

MÉDECINE

Selon un rapport de l'OMS

Une «épidémie» de maladies cardio-vasculaires apparaît dans les pays en voie de développement

«Comment le monde?», s'interroge l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à l'occasion de la publication de l'annuaire de statistiques sanitaires mondiales 1991. Une seule réponse s'impose après la lecture de ce document : mal.

Chaque année, cinq millions de personnes meurent dans le monde d'une maladie ou d'un accident. Il n'y a pas de doute que dans certains pays d'Amérique latine et d'Afrique, le taux de mortalité est inférieur à 10 %. Sans parler de l'Afrique, où le taux avoisine parfois 2 %. Cependant, les parasitoses tropicales et intestinales, la situation n'est guère plus brillante. Plus de deux milliards de personnes, soit 40 % de la population mondiale, sont exposées au risque de paludisme. Deux cent millions de personnes sont actuellement atteintes de bilharziose. Quant aux leishmanioses, elles figurent parmi les parasitoses qui se répandent le plus rapidement : 12 millions de personnes en sont atteintes dans 80 pays et l'on ne compte pas moins de 350 millions de personnes exposées.

Seul fait positif, on observe une réduction spectaculaire de la dracunculose, une maladie due au ver de Guinée. Le nombre de cas dans le monde serait actuellement inférieur à 3 millions, et les pays comme l'Inde et l'Afghanistan sur le point d'éradiquer cette maladie.

Pour ce qui est de la couverture vaccinale, on commence à observer les premiers effets bénéfiques du

programme élargi de vaccination lancé par l'OMS en 1979 contre le tétanos, la rougeole, la diphtérie, la coqueluche, la poliomyélite et la tuberculose. La vaccination aurait, en 1990, permis d'éviter 3,2 millions de décès par rougeole, tétanos, coqueluche, ainsi que les paralysies liées à la poliomyélite.

Enfin, les enfants de moins de cinq ans, le nombre de décès est passé de 13,5 millions en 1985 à 12,9 millions en 1990. Trois millions étaient dus à une maladie diarrhéique et 880 000 à la rougeole (en 1985, la rougeole était responsable de deux millions de décès). En outre, 2,8 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts des suites d'une infection respiratoire aiguë en 1990. L'OMS estime enfin que le nombre de décès d'enfants atteints de sida «va probablement subir une augmentation sensible à l'avenir, notamment en Afrique subsaharienne».

Enfin, si la baisse de la mortalité cardio-vasculaire se poursuit dans les pays développés, en revanche, note l'OMS, «les signes d'une épidémie naissante de maladies cardio-vasculaires dans les pays en voie de développement sont de plus en plus apparents». Ainsi, en Amérique latine, des projections font apparaître que dans vingt-cinq ans, le nombre de décès liés aux maladies cardio-vasculaires sera cinq fois plus important que celui des décès par maladies infectieuses ou parasitaires. En 1990, conclut le rapport de l'OMS, l'espérance de vie était en Afrique de l'ordre de 52,6 ans contre 72,8 ans en Europe.

F. N.

SOCIÉTÉ

ESPACE

Le 50^e tir de la fusée Ariane

Lancements en chaîne

La Ariane, dont c'était le cinquantième tir, a mis en orbite dans la nuit du 15 au 16 à 1 h 25 (heure française) deux satellites de télécommunications : Inmarsat-2 F4 pour le compte de l'organisation internationale de télécommunications maritimes Inmarsat, et Télécom-2 B pour celui de France-Télécom et du ministère français de la défense.

KOUROU

Le notre envoyé spécial

Treize petites minutes de retard, le lancement parfait pour ce cinquantième tir de la fusée Ariane. Quatre-vingt-cinq satellites ont été lancés à partir de Kourou (Guyane) depuis le tir de la première Ariane 1 en décembre 1979, en passant par la première Ariane 3 le 4 août 1984, la première Ariane 4 le 13 juin 1988, la première Ariane 5 le 17 décembre 1991. En dépit de cinq échecs en vol, cette série a permis à l'Arianespace de conquérir plus de la moitié du marché mondial des services de lancement, et lui offre l'occasion de bien mieux servir son client. Pour marquer ce cinquantième tir, l'Arianespace a réalisé un sans-faute avec le premier lancement d'une Ariane 4 « dopée » grâce à l'adjonction d'un troisième étage allongé. Comme les trois quarts des satellites civils lancés dans le monde, les deux passagers de ce vol étaient des militaires de télécommunications.

— Inmarsat-2 F4 (1 300 kilos), construit par British Aerospace et destiné aux communications (jusqu'à 10 liaisons simultanées) avec des navires, des avions et des véhicules terrestres; il sera placé au-dessus de l'Atlantique.

— Télécom-2 B (2 300 kilos), construit par Alcatel et Alcatel, sera placé au-dessus du golfe de Guinée. Il assurera des liaisons téléphone et télévision entre la métropole et les DOM-TOM, des liaisons interentreprises

et télévision sur l'Hexagone et des communications pour le compte de l'armée et le système Syracuse 2, reliant à terme 110 stations (navires, sous-marins, avions, véhicules...) de l'Atlantique à l'océan Indien.

Télécom-2 B doit remplacer en juillet le vieillissant Télécom-1C. Il reprendra alors la diffusion de TF1, A2 et M6 assurée par ce satellite. Il servira aussi de secours à son jumeau Télécom-2A, lancé en décembre dernier. Après avoir retransmis les images des Jeux d'Albertville, Télécom-2A devait, à partir de la mi-avril, être le vecteur d'un « bouquet » de huit chaînes de télévision, thématiques et payantes.

Mais le différend qui oppose Canal Plus et les industriels à propos de la diffusion utilisée sur ce satellite, Socam ou Canal+ (le 6 mars), n'est toujours pas tranché. Ce différend retarde le vrai décollage commercial de la télévision par satellite en France. Mais que les deux parties trouvent chez nos voisins croissent régulièrement, et dépassent plusieurs millions tant en Grande-Bretagne qu'en Allemagne. Preuve que les satellites en France d'Ariane n'aboutissent pas forcément à des lancements en chaîne.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

ÉDUCATION

Un millier d'enseignants contre les réformes

Les croisés de l'instruction publique

« La situation est dramatique, le système s'organise... » Invités par l'association *Enseignants de l'avenir*, un millier de professeurs se sont réunis à Paris, mercredi 15 avril, pour en faire la démonstration. Se présentant eux-mêmes comme les « croisés de l'instruction publique », pourfendeurs acharnés de la « réforme de l'enseignement », ils n'ont pas eu de mal à dénoncer le « système pédagogique » qui caractérise, à leurs yeux, les projets engagés depuis quelques années.

« Nous sommes en état de guerre », affirmait ainsi M. Claude Lobry, initiateur de cette action. M. Jean-Noël Gaudy et promoteur d'une lettre ouverte au président de la République, réclamant le retrait de la réforme des lycées, l'arrêt des projets d'incinération, la suppression des instituts de formation des instituteurs (IUFM) et le maintien du baccalauréat dans sa forme actuelle. Il était

relayé par le philosophe Alain Finkielkraut, venu crier son « effarement, sa colère, son désespoir » devant la « dérive idéologique de la réforme de l'enseignement des humanités à l'école ». M. Jacques Muglioni, ancien doyen de l'inspection générale de philosophie, dénonçait la « guerre sainte menée contre l'instruction publique ». M^{me} Anne Souriau, présidente de l'Association des professeurs de philosophie, voyait en ces projets une « dérive idéologique » que M^{me} Zerhinger, présidente de la Société des agrégés, fustigeait le vendredi dernier au sein des enseignants IUFM. M. Roger Debray, lui-même, pourtant en séjour à Séville, avait tenu à exprimer, par une lettre, sa solidarité avec ces camarades professeurs. Restait à M. Lobry à inviter ses collègues à « former des dissidents pour vaincre ». On se sépara ainsi sans Marseillaise.

Ch. G.

NUCLÉAIRE

Inauguration de la nouvelle unité de La Hague

La Cogema retraitera d'ici deux ans 800 tonnes de combustibles irradiés

Tout au long de la presque totalité du Cotentin, sur une zone barbare par les vents, l'usine La Hague (Manche) pratique, depuis 1967, l'art difficile du retraitement. Des milliers de tonnes de combustibles irradiés ont déjà passé dans ces installations gérées par la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema), filiale du CEA.

L'essentiel des matières radioactives est retraité par le vieil atelier UP-2, construit à l'origine pour accueillir les combustibles « métal » provenant de la filière uranium naturel-graphite-gaz (UNGG), puis modifié à partir de 1972 pour recevoir les combustibles « oxyde », produits par les nombreux réacteurs de la filière uranium enrichi.

Les Français, leaders incontestés

Quelque 4 000 tonnes de combustibles oxyde ont ainsi été retraitées dans cet atelier qui doit faire l'objet d'une profonde remise en état avant d'être remplacé par une nouvelle installation, l'UP-3. C'est cette unité ultra-moderne d'une valeur de 27,8 milliards de francs, mise en service le 23 août 1990, que la Cogema a inauguré officiellement, le mardi 14 avril, en présence de nombreux spécialistes étrangers, du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn et de l'ancien ministre et administrateur du Commissariat à l'énergie atomique, M. André Giraud, à l'origine, avec Georges Besse, de ce projet dans les années 70.

Le retraitement des combustibles irradiés, pour lequel les Français sont les leaders incontestés, est une opération délicate, que bien peu de pays dans le monde (France, Grande-Bretagne, Japon, CEA) maîtrisent industriellement. Les « cendres » laissées par les réac-

teurs nucléaires contiennent, outre des déchets hautement radioactifs que sont les produits de fission (3 %), des quantités minimes de matières réutilisables comme l'uranium (96 %) et le plutonium (1 %). Et comme une tonne de déchets énergétiques à quelque 22 000 tonnes de pétrole, on comprend l'intérêt du travail accompli par les équipes du CEA.

Pour l'heure, seule l'UP-3 fonctionne à un rythme d'environ 300 tonnes de matières retraitées par an et n'atteindra, selon M. Jean Syrota, PDG de la Cogema, sa pleine capacité (1 000 tonnes par an) que dans deux ans, ce qui permettra de retraiter sur dix ans les 7 000 tonnes de combustibles étrangers envoyés par vingt-neuf compagnies d'énergie à La Hague. Dans le même temps, sortira de l'usine la nouvelle usine UP-2 800 qui permettra de répondre aux besoins d'EDF et d'autres producteurs de la filière.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Le commandant Cousteau demande la fermeture d'une centrale nucléaire bulgare. — Après avoir mené une étude de sûreté dans la centrale nucléaire de Kozlodouk, en Bulgarie, le commandant Cousteau a demandé la fermeture des quatre petits réacteurs les plus anciens, car « il y a de la sécurité de tous les Européens ». Comme les deux réacteurs de 1 000 mégawatts, beaucoup plus modernes, ne peuvent subvenir aux besoins du pays, le commandant Cousteau lance un appel aux Européens pour qu'ils fournissent à la Bulgarie l'électricité qui lui manque, soit une centaine de millions de dollars par an. « C'est possible, a-t-il dit, car les Européens ont une tension existentielle ».

CATASTROPHES

Deux nouvelles coulées sortent de l'Etna

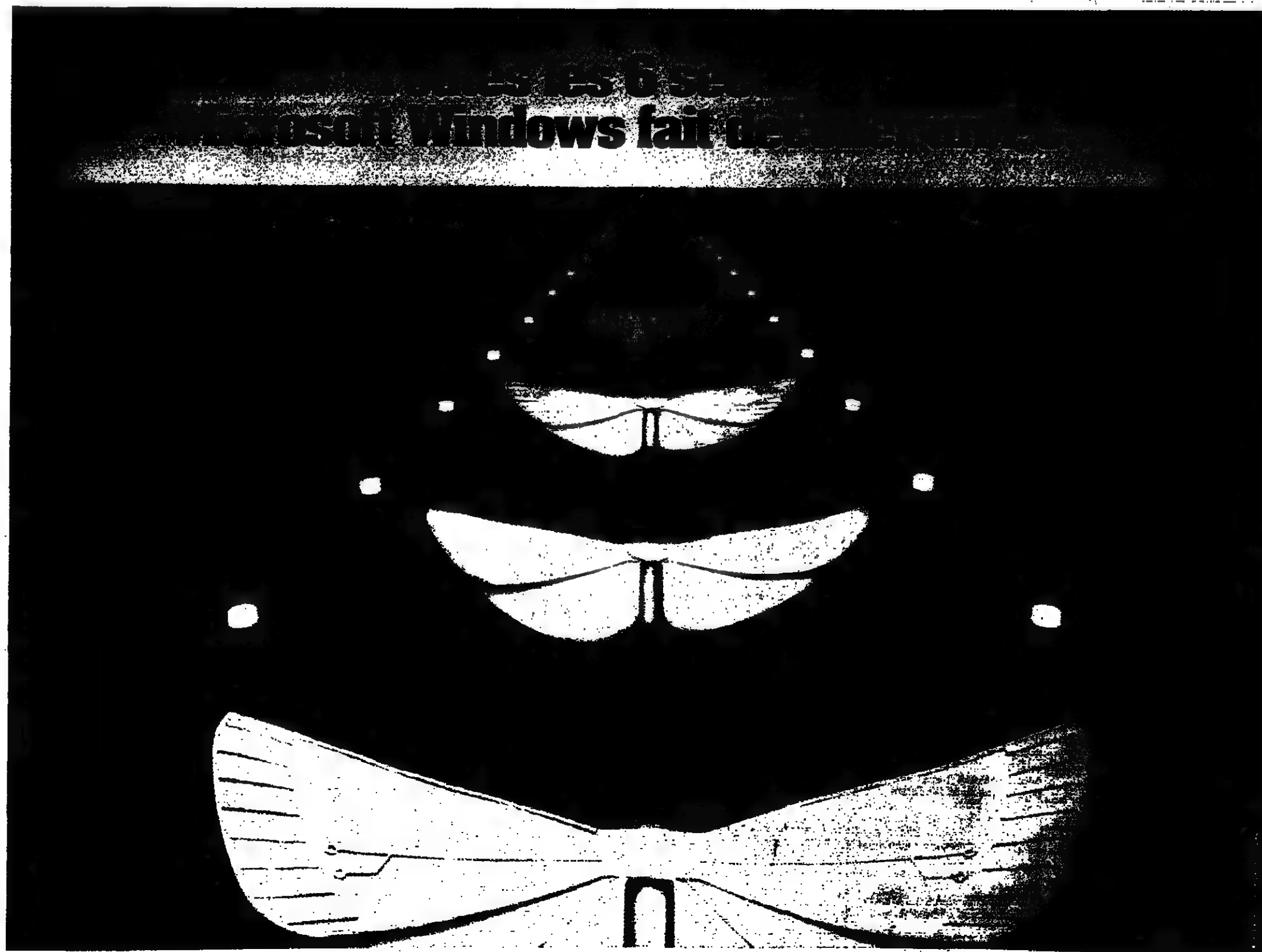
Après avoir ralenti dans la nuit du 14 au 15 avril et dans la journée du 15, l'écoulement de la lave de l'Etna a repris dans la nuit du 15 au 16 avril. Deux coulées sont maintenant d'écoulement situées sur le flanc du volcan et descendent les pentes de celui-ci. Elles ne constituent pas encore un danger pour Zafferano-Etna, mais, si le flot se tarit, cette nouvelle coulée pourrait descendre, comme la précédente, jusqu'au voisinage de ce village. Malgré les efforts des militaires, les

liens, il semble bien que les tunnels par lesquels la lave descend sans arrêt — et sans vite — n'ont pas été mis « hors service ». Ils pourraient ainsi servir aux nouvelles coulées.

La situation est plus dramatique au Nicaragua, où le volcan Cerro Negro, situé à quelque 110 kilomètres au sud-ouest de Managua, s'est réveillé violemment, le 9 avril, après avoir dormi pendant vingt et un ans. Deux personnes tombées des toits d'un immeuble ont été tuées, ainsi que des quantités de matériel ont été détruits.

Vingt mille personnes ont été obligées de fuir : leur hébergement et leur nourriture posent des problèmes insolubles aux autorités nicaraguayennes. De plus, les cendres volcaniques risquent de compromettre — au même degré — les prochaines récoltes.

La situation catholique (108, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07) a ouvert une souscription en faveur des sinistrés du Nicaragua. CCP Paris 737 G, mention « Nicaragua ».



هكذا من النضال

SPORTS

FOOTBALL : grâce à son match nul (2-2) contre Feyenoord Rotterdam

Monaco en finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe

En obtenant un match nul, à 2, sur le terrain du Feyenoord Rotterdam (Pays-Bas), les Monégasques se sont qualifiés, mercredi 15 avril, pour la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. L'AS Monaco est le cinquième club français, après Reims, Saint-Etienne, Bastia et Marseille, à se qualifier pour une finale européenne. Celle-ci aura lieu à Malte à Lisbonne et opposera l'AS Monaco au Werder de Brême (Allemagne). L'AS Monaco n'a pu trouver un accord financier avec les dirigeants de Feyenoord, TF1 n'a pu diffuser le rencontre comme prévu.

ROTTERDAM

de notre envoyé spécial

A côté du stade Louis-II, joli petit bibelot en terre cuite, le « kuip » du Rotterdam ramène à une immense fête de famille. La foule de ferraille résonne des chants joyeux de 50 000 supporters du Feyenoord, qui invoquent la splendeur passée de leur club sans jamais renoncer à s'amuser. Mercredi soir, les jeunes de Rotterdam n'auraient peut-être pas crié si fort. Ils n'ont pas réussi à appeler les esprits de leur équipe, défaits beaucoup plus rapidement que les enclaves métalliques. Ils sont seulement parvenus à sortir les Monégasques de leur léthargie du match aller.

Rotterdam, les joueurs de Principauté ne sont plus. Ils sont contents de l'objectif : marquer des buts en profitant d'un nombre limité d'occasions. Ils n'ont certes pas

complètement renoncé à se compliquer la vie en concédant un match nul qui les aura fait trembler au cours d'une fin de partie désordonnée. Mais l'important est acquis depuis longtemps. Deux buts avaient vengé celui inscrit par les Néerlandais à Monaco. En accédant enfin à une finale, les Monégasques conjuraient leur malchance européenne et leur marginalité française. Mieux : ils étaient adoués nouveaux preux chevaliers, à subir la dernière épreuve de la quête du Graal du football français, ce trophée européen qui échappe obstinément à leurs créateurs depuis trente ans. Dans les vestiaires, cette perspective de finale européenne ne semblait pas éveiller les Monégasques euphoriques. Peut-être parce qu'ils savaient que les précédents candidats

rendraient un nouvel échec encore moins supportable. Peut-être aussi parce qu'ils commencent à songer à leur match de samedi prochain à Paris, à ce pied de nez définitif qu'ils pourraient infliger aux joueurs de Bernard Tapie, en leur déposant du championnat après leur avoir fait la vedette européenne.

Paradoxalement, c'est le joueur de l'équipe qui a déjà embrassé la Coupe d'Europe qui paraissait le plus ému. A la fin du match, Rui Barros - vainqueur de la Coupe de l'UEFA avec la Juventus en 1991 - a pendu au son capitaine, Jean-Luc Ettori. Le minuscule attaquant portugais a eu l'air presque pleuré : il disputait sa finale européenne à Lisbonne, devant un public. « Vous promettiez-il, peut-être un optimiste sur sa capacité

habitants de la capitale à oublier qu'il était le club ennemi de Porto, ils ont 80 000 à venir me voir à soutenir Monaco. » Pour réaliser ce rêve et battre les Néerlandais, Rui Barros n'a pas hésité. Il a fait l'impasse sur une méchante douleur au ménisque. Il a surtout offert le premier but à l'attaquant portugais, qui se chargeait lui-même du second, d'une de ces passes que les

159 centimètres rendent si improbables (49').

Le Portugais, âgé de vingt-six ans, s'était signalé, ces dernières semaines, par un gaspillage généralisé d'occasions de but, par maladresse.

Mercredi, au milieu des géants bataves, il a retrouvé une grande partie de cet art, qui en fait une sorte de lutin de l'attaque, prêt à jaillir lorsque tout le monde l'a

oublié. Ainsi, il ressemble-t-il plus seulement à un club que par la modestie. Lui aussi, il a oublié cette paralysie des matches à sommet. Lui semble aujourd'hui capable d'être un grand joueur. Et comme les joueurs de l'AS Monaco, il sait que celui de Lisbonne sera crucial.

JÉRÔME FENOGLIO

La gestion des équipes professionnelles

Le ministre de la justice demande l'ouverture d'une information judiciaire contre neuf clubs

Le ministre de la Justice, M. Michel Vauzelle, a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 15 avril, l'ouverture d'une information judiciaire contre neuf clubs de football professionnels. Selon de bonnes sources il s'agit de sept clubs évoluant en première division (Cannes, Toulouse, Nantes, Lille, Montpellier, Paris-Saint-Germain et l'Olympique de Marseille), un en deuxième division (Nice) et un en troisième division (Racing 92). Cette décision est l'aboutissement logique des diverses enquêtes fiscales et judiciaires menées depuis 1989. « Au cours de ces investigations, un certain nombre d'irrégularités ont été constatées », indique le communiqué du garde des sceaux.

Ces enquêtes ont mis en évidence les pratiques en vigueur en France et dans la plupart des autres pays : le versement de fortes sommes à des

« intermédiaires » lors des transferts de joueurs ; les non déclarations, « déguisées » en prêts fictifs ; l'existence de « réseaux d'images » implantés dans les paradis fiscaux, qui versent des sommes aux joueurs les plus célèbres en partie rémunérés à l'étranger (sommes non déclarées en France). La présence, dans cette liste, de l'Olympique de Marseille, le club que préside le ministre de la ville, M. Bernard Tapie, était prévisible. L'OM aurait des prêts fictifs à certains joueurs. Le 4 juillet 1991, le procureur de la République de Marseille, M. Claude Drapeau, a demandé un rapport adressé au ministre de la Justice, l'ouverture d'une information judiciaire pour faux, de faux en écriture de confiance et de faux en signature. Dès lors, ce dernier, qui a toujours affirmé encourir des sanctions « fiscales mais pas pénales », n'est susceptible d'être inculqué de ces délits, de même que M. Michel Hidalgo, alors directeur du club phocéen, et deux de ses collaborateurs, MM. Jean-François Bernes et Alain Laval. Le 10 février, le parquet de Marseille se proposait d'ouvrir une information judiciaire « provisoire »

contre les clubs pour faux (le 12 février). Le dossier était confié au doyen des juges d'instruction de Marseille, M. Bernadette Augé.

Le Racing 92, qui figure également dans la liste des clubs concernés, devra faire l'objet d'une information judiciaire à propos de sa gestion du temps où il évoluait en première division sous l'appellation Matra Racing. Son président, le PDG de Matra, M. Jean-Luc Lagardère, qui a depuis renoncé à ses ambitions dans le football.

« Seul le traitement judiciaire permettra de faire équitablement, de manière complète, la part des irrégularités de gestion et celle des véritables cas d'enrichissement personnel ou de corruption », assure le ministre au sujet des neuf clubs inculqués. La décision de M. Vauzelle est intervenue le jour même où son homologue de la jeunesse et des sports, M. Frédéric Bredin, présentait en conseil des ministres un projet de loi visant notamment à « simplifier la gestion des clubs sportifs professionnels plus modestes et plus nombreux » (Le Monde du 16 avril).

PHILIPPE BROUSSARD

EN BREF

■ **RUGBY** : L'essai vaudra cinq points. - L'International Board (IRB), organisme de tutelle du rugby international, a annoncé, jeudi 16 avril, d'importants changements de règles. L'essai vaudra désormais cinq points au lieu de quatre, afin de modifier l'équilibre entre celui-ci et le coup de pied de pénalité ou le drop, qui valent trois points. Un essai transformé vaudra désormais sept points. Les nouvelles règles, qui concernent aussi les touches, les pénalités et les mêlées, visent également à promouvoir un jeu plus rapide et plus spectaculaire en réduisant les interruptions de jeu. Elles entreront en vigueur au début de la prochaine saison.

■ **CYCLISME** : Giorgio Furlan remporte la Flèche wallonne. - L'Italien Giorgio Furlan a remporté, mercredi 15 avril, la cinquante-sixième édition de la classique cycliste la Flèche wallonne. Il a devancé le Français

Gérard Rué et l'Italien Davide Casnati.

■ **Un sponsor sur liste noire**. - Un club français sponsorisé par une société libyenne n'est pas du goût de M. François d'Aubert. Dans une question écrite adressée au gouvernement, mercredi 15 avril, le député (UDF) de la Mayenne a jugé « particulièrement choquant » que l'AS Monaco soit parrainé par la Tanouf. Cette société pétrolière, dont le nom apparaît sur les maillots des footballeurs, est « contrôlée par l'Etat libyen » et « figure sur la liste noire qui vient d'être publiée par le département du Trésor américain et où figurent les sociétés considérées comme des agents illicites ». M. d'Aubert demande au ministre de la jeunesse et des sports, M. Frédéric Bredin, et au ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, « quelles mesures ils entendent prendre pour que cesse cette situation particulièrement choquante ».



Microsoft

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

Microsoft Windows 3.11, le système d'exploitation le plus performant et le plus sûr. Avec Microsoft Windows 3.11, vous pouvez profiter de toutes les fonctionnalités de votre ordinateur.

Microsoft Office 3.11, la suite bureautique la plus complète. Avec Microsoft Office 3.11, vous pouvez travailler plus efficacement et plus facilement.

Microsoft Access 3.11, le système de gestion de base de données le plus puissant. Avec Microsoft Access 3.11, vous pouvez organiser et gérer vos données de manière optimale.

CULTURE

CINÉMA

Indochine, ton nom est femme

Une grande saga romanesque avec Catherine Deneuve, splendide, qui aura des stars mythiques des années 30

INDOCHINE
de Régis Wargnier

C'est, d'abord, une voix - on reconnaît celle de Catherine Deneuve - qui parle à quelqu'un, on ne sait pas qui, on le saura à la fin. La voix parle du passé, elle raconte une histoire d'un autre temps, d'une autre façon de vivre. Ensuite surgissent les images d'un cérémonial de funérailles asiatiques : barques, des musiciens, des tentes, du deuil, une parade funèbre très impressionnante. Et des visages qui se précèdent, celui de Catherine Deneuve au milieu de tout. Le film *Indochine*, il est par Régis Wargnier. Et il est après *Amant* et *Dien Bien Phu*, cela n'a aucune importance, cela n'appelle aucune comparaison avec l'Indochine de Marguerite Duras revisitée par Jacques Anouilh et l'Indochine des derniers combats, des derniers sacrifices militaires rappelés, pour l'honneur et la nostalgie, par Pierre Schoendoerffer.

L'Indochine de Régis Wargnier, celle très précisément des années 30, est une femme qui se nomme Eliane Devries. Et cela ne saurait nous surprendre de la part d'un cinéaste qui, dans ses deux films précédents, s'est déjà attaché à des femmes hors du commun. Jane Birkin pour *Amant*, il a écrit (avec Erik Orsonna, Louis Gardel et Catherine Cohen - étonnante équipe) le scénario de son troisième film pour Catherine Deneuve, et le rôle d'Eliane Devries est un cadeau royal.

Eliane a trente ans. Née en Indochine, privée très tôt de mère, elle a grandi auprès de son père, un colonisé dont elle dirige la plantation d'hévéas (richeesse économique de la colonie). À la suite d'une rude blessure d'amour, elle s'est pas mariée. Elle a adopté une princesse d'Annam, orpheline des sa petite enfance, dans les gènes les biens importants avec les Indochinois. Camille (Linh Dan Pham) sa fille. Riche, indépendante, énergique, superbement belle, Eliane Devries appartient à la bonne société blanche de Saigon. Elle n'a jamais vu la France et, au fond d'elle-même, elle est « asiatique ».



Catherine Deneuve dans « Indochine », de Régis Wargnier.

Camille, adolescente, doit épouser un cousin, Tush (Eric Nagler), fils d'un homme d'affaires. Pour Eliane et son ami Guy Asselin (Jean YVES), chef de la sûreté, tout mal léché, qui lui demande, en vain, de l'épouser, les jeunes gens représentent l'élite indochinoise de demain.

Mais lorsque surgit, telle une apparition romantique, le beau lieutenant de marine Jean-Baptiste Le Guen (Vincent Perez), elle bascule. Eliane se laisse séduire, devient une liaison. Un incident fortuit transforme Jean-Baptiste en « héros » de Camille, qui en tombe amoureuse. On exile le lieutenant sur un îlot du Tonkin qui est

un petit paradis. On marie Camille. Elle s'enfuit, pour Jean-Baptiste, prix de mille dollars. Les deux sont pris en charge par les rebelles communistes. Héroïne du monde des « Blancs » où elle a été élevée, Camille deviendra la Princesse rouge au cours d'un périple par l'épave du bague. Jean-Baptiste mourra. Eliane restera seule, sans homme à l'île. Elle aura deux fois mère sans avoir enfant. Une Indochine succède à l'autre. Camille, invisible,

à Eliane. C'est splendide parce que les clichés romanesques sont évacués, évidents, transcendés par le lyrisme d'une mise en scène qui lie étroitement le décor, les décors, les costumes, les sons, la musique; parce que les interprètes, Deneuve surtout, sont dirigés par les stars. Hollywood mythique des années 30, et ce n'est pas par hasard.

Régis Wargnier, dans une superproduction qui n'a pas craint les risques, a recréé une tradition du romanesque cinématographique qui n'appartient pas à nos jardins à la française. Après être passé du réalisme psychologique au lyrisme tragique

en deux films, il réactive, dans celui-ci, le mélodrame romanesque à la Frank Borzage. Avec des moyens différents, mais un esprit, une conception du cinéma semblables.

Il nous emporte dans une atmosphère enflée, des émotions, des sentiments, des passions, des aventures, des destins marqués par un environnement social, économique, politique, exact sur le fond, ultra-romanesque dans sa représentation. La rencontre d'Eliane et de Jean-Baptiste dans une vente aux enchères, les scènes mondaines avec son grand uniforme, les attentats, les scènes d'amour, le marché aux esclaves de l'île maudite, la vision

de d'Along, dont on a la fois l'insupportable et presque onirique l'atmosphère maléfique, bien de quoi s'enthousiasmer. À foudre, un cœur.

Vincent Perez et Linh Dan Pham incarnent toute la tragédie d'un amour en éclats, Jean YVES, présence géniale et Dominique Blanc, l'acte de Wargnier, surprend, une fois de plus, par sa métamorphose en « petite Blanche » en chanteuse cabaret.

Il aime Eliane à la fois qu'elle Catherine Deneuve, comédienne, admirable type romanesque, l'acte de l'amour, maîtrise ardente, tempérament réactions passionnelles extérieures. Catherine Deneuve (pour laquelle Gabriella Pescucci, créatrice des costumes européens, a inventé d'extraordinaires toilettes d'époque, et qui en change à chaque séquence) est la femme et le mythe. Dans la scène du bague, milieu d'une foule dépeuplée, apparaît en robe de crêpe mauve une capeline, en retour, la retrouvée. Et dans la finale, le tourné, regardant le lac Lemau comme d'habitude la baie d'Along, Catherine Deneuve, par un simple regard, qui résume toute la vie d'Eliane, bouleversante.

JACQUES SICIER

Un roman *Indochine* a été tiré du film par Christine de Montaigne. C'est un récit bien écrit, un ouvrage éprouvé qui rend compte surtout du scénario et des personnages. Éditions Fayard, 280 pages, 110 F. Autre publication dérivée : film, un coffret avec reproduction de l'affiche en couleur, un album qui en raconte l'histoire, avec les photos de tournage de Jean-Marie Laroc, Cet album est accompagné de la bande originale d'*Indochine* (musique Patrick Doyle) sur disque compact. Éditions Ramses, Cinéma-Reffet, 185 F.

Le cœur en quarantaine

APRÈS L'AMOUR
de Diane Kurys

Où sont les fraîcheurs du monde menthe ? Et les émois du cœur de Coup de foudre ? Diane Kurys dans plusieurs de ses films précédents a su nous la leçon d'une chronique sentimentale très fortement autobiographique, disant, elle, si pleine de notations sensibles, de la vie d'adulte, qu'elle pouvait toucher le plus grand

Plus, elle se rapproche de la vie présente, peut-être parce que la mémoire, la nostalgie, ne peuvent pas faire jouer leur rôle sans, plus il lui est difficile, t-il, de rassembler dans une fiction cohérente, les fils de son existence.

Elle écrit *Après l'amour*, le blues de la pré-quarantaine, la mélancolie brouillonne des adolescents de mai 68 qui crurent pouvoir larguer les amarres, ils se font pas

leur âge mais, revers de la médaille, n'ont pas non plus beaucoup grandi. Lola (Isabelle Huppert) est une jeune femme, son ami de toujours, qui l'a quittée le temps d'épouser Marianne (Lio) et de lui faire deux enfants. Avant de lui revenir. C'est alors que Lola a un coup de soleil pour Tom (Hippolyte Girardot), lui-même marié à Elisabeth et père de famille.

Les cœurs battent, les portes claquent, les femmes légitimes sont nerveuses, les amants sont clandestins, les couples incertains. Il ne se passe finalement rien que de très

Certaines scènes sont agréables, sonnent bien, des petites notes, fragiles de vérité. Mais vite on retombe dans une routine très mode. Ainsi les professions exercées par les protagonistes (romancière, architecte, musicien) apparaissent de pure décoration et les décors peignent inutilement touristiques. Diane

Kurys dit que les femmes sont des créatures libérées et tous les hommes des esclaves. Elle dit que la liberté avant, pendant, après l'amour, le monde la revendique et que personne n'en veut. Elle dit des choses de bon sens, avec une caméra sans passion, sans beaucoup d'émotion, sur une musique fluide d'Yves Simon.

Bernard Girardot se montre très juste, très charmant, avec une dégaîne désarmée à la James Stewart, plein de cette indécision dévastatrice des vrais polygames. Isabelle Huppert, en revanche, déçoit pour une fois, elle ne s'engage pas, regarde son personnage d'un peu haut, sans sympathie particulière. Et nous, on reste là, vague, flou, et simpliste, elle redonne assez bien la violence ironique des histoires. Barry Sonnenfeld, réalisateur des *Famille Addams* - succès aux États-Unis - en fait, physiquement, des acteurs (Anjelica Huston, Judith Mahna, Raul Julia, Christopher Lloyd) sont fidèles à leurs modèles, tout comme le sont les personnages. Mais, si Barry Sonnenfeld a conservé la sophistication sulfureuse de *Chas Addams*, il en a gardé perdu le sourire. Dès lors, son film s'enfonce dans une sorte de mélancolie, dans un humour BCBG qui bientôt s'efface d'ennui.

DANIELE HEYMANN

La nef des fous

LA DIVINE COMÉDIE
de Manoel de Oliveira

Une grande et belle demeure entourée d'un jardin surplombé d'une vision de l'éternité. Mais, lorsque apparaît, dans le parc, un homme et une femme nus, que la femme tend à l'homme, pommé, et qu'un serpent ondule l'herbe, on comprend avant même l'arrivée des infirmiers que l'on est dans un asile d'aliénés. Le ton est donné : cette *Divine Comédie* est une parabole sur la comédie humaine, à partir du péché originel.

Celle qui se prend pour Eve se refuse désormais à cet Adam (qui est son mari) pour attendre à la sainteté. D'autres pensionnaires se réfugient dans la vie, la mort, la réflexion sur la vie, la mort, la résurrection, bref, sur la civilisation occidentale qui est l'état actuel.

On voit bien où veut en venir Manoel de Oliveira, le grand vieillard du cinéma portugais. Et les esprits insuffisamment préparés à ces préoccupations fondamentales peuvent se laisser gagner par un respectueux ennui. Reste un art de filmer, d'une manière fascinante, des formes et des visages, la rigueur des cadrages, le travail sur la lumière, les couleurs. Cela s'appelle le style.

J.S.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 22 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des ventes de tableaux et d'objets d'art

MERCREDI 22 AVRIL

- 1 - Tableaux modernes et contemporains. Ventes, art nouveau.
- 2 - Art déco. - M^{me} MILLON, ROBERT.
- 3 - 18^{ème} siècle. - M^{me} ROGEON.
- 4 - Livres, M. Courvoisier, expert. Bijoux.
- 5 - Mobilier. - M^{me} CARDINET-KALCK.
- 11 - Livres, Dentelles, Bibelots, Meubles. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- 12 - Styles et objets d'écriture. - M^{me} JUTHEAU, M. Tatignat.

JEUDI 23 AVRIL

- 3 - Bijoux. Orfèvrerie. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
- 12 - Tableaux et timbres-poste. - M^{me} LENORMAND, DAYET.

VENREDI 24 AVRIL

- 1 - Tableaux modernes et contemporains. Art déco. - M^{me} CHAMBERLAND, OIAFFERI, VÉRAC, DOUTREBENT. Tél. : 45-22-30-13.
- 2 - Tab. bib. mob. - M^{me} BENOIST.
- 5 - Livres et musique. Tableaux modernes. Art déco. Meubles et objets d'art XVIII^{ème}. - M^{me} DELORME.
- 7 - 11 h : Estampes. 14 h : Tableaux modernes. Art déco. - M^{me} COUTURIER, DE NICOLAY et M^{me} DAUSSY-RICQUES.
- 12 - Livres et timbres-poste. - M^{me} LENORMAND, DAYET.
- 14 - Jouets, Poupées, Dentelles. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- 16 - Tableaux. Bijoux. Timbres-poste. - M^{me} CARDINET-KALCK.

BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Harpe (75005), 47-42-78-01.
BOISGARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 11, rue d'Alsace (75002), 47-27-02-14.
CARDINET-KALCK, 17, rue La Harpe (75005), 48-24-06-11.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, RICQUES, 46, rue de la Harpe (75005), 45-22-30-13.
DELORME, 14, rue de la Harpe (75005), 45-22-30-13.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LENORMAND, DAYET, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 47-70-88-38.

**THEATRE
OUVERT
JARDIN
D'HIVER**

**LISBETH
est
complètement
Pétée**

d'Armando Llamas
en scène de
Michel Didym

La voix folle d'un poète, servie par un quintette en pleine forme. LE MONDE
Humour déjanté. LIBERATION

42 62 59 49

Grand-mère est une sorcière

LA FAMILLE ADDAMS
de Barry Sonnenfeld

Entre-deux-guerres et ensuite, Chas Addams a dessiné l'histoire d'une famille modeste, riche et unie, tranquille, habitant une demeure seigneuriale. Un rêve américain, à ceci près que la grand-mère est une sorcière ayant engendré des enfants pervers, qui ont eux-mêmes donné naissance à une gamine. Bombée à un gamin trop gros. Finalement, au sens littéral, ils ne se plaisent que dans les blagues morbides. Les parents sont magnifiques, en particulier la mère, sombre vamp aux ongles acérés, aux sourcils sataniques.

Amateur de films d'épouvante, Chas Addams installe autour de sa famille un univers décalé, calmement funèbre, où rien n'est à l'air normal, où la marche du temps et de la vie se font sans cesse menacés par un infime grain de sable qui fait basculer la raison. Il renverse le sens des

avec cynisme et flegme : « Félicitations, dit l'infirmière au nouveau qui dans le couloir de la maternité, c'est bébé. »

Chaque dessin est un délice, mais il est difficile de les transporter en personnages vrais. Une série télévisée en a été tirée, diffusée il y a deux ou trois ans sur Canal +. Finalement, dans sa forme assez brute et simpliste, elle redonne assez bien la violence ironique des histoires. Barry Sonnenfeld, réalisateur des *Famille Addams* - succès aux États-Unis - en fait, physiquement, des acteurs (Anjelica Huston, Judith Mahna, Raul Julia, Christopher Lloyd) sont fidèles à leurs modèles, tout comme le sont les personnages. Mais, si Barry Sonnenfeld a conservé la sophistication sulfureuse de *Chas Addams*, il en a gardé perdu le sourire. Dès lors, son film s'enfonce dans une sorte de mélancolie, dans un humour BCBG qui bientôt s'efface d'ennui.

C.G.

du 18 mars au 19 avril 1992

**L'HISTOIRE DE KANDU
ET
PRAMLOTHA**

Malavika, Nita Klein
Mohammad Torabi, Babak Pezeshknia
avec le concours de la Fondation pour l'archaïsme

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**RADIO
Le Monde
TÉLÉVISION**

28 AVRIL -
**LE PRINTEMPS
DE BOURGES**

Plus de 4000 minutes de spectacle

DAVE STEWART
YMA SUMAC
MECANO
GARLAND JEFFREYS
JAN WOBBLER
CHARLIE COUTURE
THE SILENCERS
LEON REDBONE
VALERIE LEMERCIER
MY BLOODY VALENTINE
JACQUES HUGELIN
THE POGUES
JOE STRUMMER
MADREDEUS
BAYOU RENEGADE
HENRI SALVADOR
JOE COCKER
JULIETTE GRÉCO
ZBDA
ANDRÉ-PHILIPPE GAGNE
STEEL PULSE
STEPHAN EICHEN
LBO KOTIKI
PENLIPS
THE RAMONES

Contour Postale

INFORMOS/LOC (16) 48 24 30 50
Minitel 3615 + PDS

CULTURE

MUSIQUES

Chanter sous le vent

Une zarzuela du dix-huitième siècle revisitée par le baroque

MADRID

de notre envoyé spécial

Edifié dans un quartier périphérique de Madrid, le Théâtre de la Vierge est un grand bâtiment rectangulaire de briques beige-rosé prolongé sur sa droite par une longue galerie de monumentales arcades couvertes. Il est posé à l'extrémité d'un long engazonné et planté d'arbres. Le théâtre est assez curieuse, mélange de théâtre antique (les fauteuils installés en éventail sur des gradins qui grimpent raide) et de la salle traditionnelle (deux étages de galeries supportées par des minces colonnes couronnées par des mascarons).

La salle d'environ mille places est décorée de recouvert de grands carreaux de terre cuite, plafond noir et chaises soulignées d'une rangée de minuscules ampoules électriques aux couleurs

changeantes, ciel bleu plus effet. Son cadre de scène surplombe une fosse d'orchestre en arc de cercle qui avance vers le public. Un balcon de bois, qui rabaisse son toit la salle.

On ne bien sûr se situer aux couleurs du baroque. Et l'acoustique est bonne. Vient à la scène de *Amor* (un titre qui l'on pourrait traduire par « l'Amour »), la zarzuela composée par Juan Antonio Zamora, qui y était donnée, du 11 au 17 avril, par une troupe de chanteurs, d'acteurs et de danseurs espagnols accompagnés par l'Orchestre baroque de Limoges placé sous la direction de Christophe Cohn, permettait d'apprécier la simplicité qui régnait aussi bien à la voix parlée, à la voix chantée qu'à l'orchestre. Eckhard Khale,

altiste « limougeaud » et... ingénieur spécialisé dans l'acoustique des salles à l'Ircam, n'était pas le moins enthousiaste.

Cette zarzuela prenait place dans la programmation musicale de « Madrid capitale européenne de la culture » qui a été belle aux ensembles français de musique baroque : Madrid résonne encore du triomphe d'Ayos de Lully dans les Arts « Flo » de Christie, et la capitale de la Castille attend son tour ainsi que celui de Philippe Herreweghe (qui avait exhumé, il y a quelques années un étonnant *Requiem* de Palestrina à Paris).

Examinée dans le détail, cette production de *Viento* est la dictée de *Amor* peut être critiquée. Notamment la mise en scène de Juanjo Granda qui mériterait d'être davantage ressassée et certains des décors pauvres de Martin Lopez, un scénographe qui fut limité, il est vrai, par un budget mesuré. Mais jugée dans son ensemble, cette zarzuela étonne par sa grâce, son humour et sa haute tenue musicale. Constantement inspirée, variée dans ses effets, la musique de Nebra (restituée par Alicia Lesano qui s'est battue pour elle), annonce Mozart tout en étant d'une incontestable couleur espagnole. Mais son Espagne ne se résume pas à un chromo. Elle aussi éloignée des zueles du XIXe siècle que Boieldieu l'est de France. Bibliothèque de la cour, Nebra lisait à peu près toute la musique écrite en son temps. Ceci explique cela.

Rôles et conventions archétypes

L'intrigue de cet opéra-comique est si compliquée qu'une représentation ne nous a pas permis de tout à fait la comprendre, d'autant que le texte parlé et chanté est en espagnol ancien. Mais nous y avons reconnu quelques rôles et conventions archétypes de cette époque : un mage, des amoureux rivaux, des nymphes, l'Amour, Zéphyr, le fils du vent, un couple de servants, et une fin triomphale. Adaptée pour la scène française, cette zarzuela ne passerait pas inaperçue. Bonne nouvelle, elle doit être enregistrée prochainement par Audisid qui, ces temps-ci, investit beaucoup dans la musique espagnole.

L'abondante double distribution réunit les chanteurs parlant, mais les acteurs ne chantent pas, à une exception près, était d'une grande tenue. Elle était cependant dominée par la colorature Pilar Jurado. Sa présence scénique, sa beauté, sa voix au timbre coloré, son étendue,

technique impeccable, la de son vibrato extraordinaires. Dire qu'elle est chanteuse à mi-temps (Jurado est professeur de fugue et de contrepoint au Conservatoire royal supérieur de musique de Madrid) qu'elle se consacre au répertoire contemporain (elle vient de créer la dernière œuvre de Luis de Pablo) Son triomphe fut permis à l'entendre en France par une production originale et ambitieuse. L'ensemble impeccable, il y avait l'enthousiasme et la qualité d'écoute mutuelle qui la marque et fabrique de belles formations baroques. Qu'il ait remporté un tel succès devant un public espagnol venu en famille et peu habitué à cette esthétique d'interprétation, malgré Jordi Savall, témoigne une fois de plus la validité d'une démarche esthétique que notre époque reçoit cinq siècles plus tard.

Un autre qui incite le ministère français de la culture à augmenter la subvention annuelle dévolue à Christophe Cohn (elle s'élève, pour le moment, à 800 000 F, soit une somme inférieure au budget d'un concert d'une de nos formations symphoniques parisiennes). Pour une soixantaine par an, des conférences, colloques, des expositions à vocation internationale, c'est peu.

L'Etat vient de débiter 4 millions de francs pour créer un festival de musique baroque à Versailles jetant le trouble dans le milieu concerné (1). N'y avait-il des priorités plus essentielles à assumer ? Musiciens du Louvre de Minkowski, la Grande Compagnie (liste non limitative) tirent le diable par la queue et l'Opéra-Comique est étranglé par une subvention qui lui permet que survive.

ALAIN LOMPECH

(1) Sur un budget de 16 millions, les 12 millions restants ont été trouvés auprès de mécènes à titre de comparaison, le prestigieux Festival de Bayreuth ne reçoit que 50 000 F de subvention annuelle de la part du ministère de la culture.

DANSE

Orientales

Colloque animé sur la danse orientale à la Maison des cultures du monde

Si la danse orientale n'est pas née nommée « danse du ventre » par les voyageurs puritains des dix-huitième et dix-neuvième siècles - on dit que cette appellation aurait été pour origine les légionnaires de Bonaparte au retour d'expédition d'Égypte - le colloque qui s'est tenu le 11 avril à la Maison des cultures du monde n'aurait peut-être pas eu lieu : il s'agissait, en effet, de donner à la danse orientale, art subtil, la place qu'elle mérite. Trop réduite à la danse de bordel pour un Flaubert qui voyagea en Égypte et au Proche-Orient, les maisons closes en cafés pour hommes, elle lutta contre l'obstination des idées reçues.

Chorégraphe, danseuse, native de l'île de Djérba, Leila Haddad, première intervenante du colloque, monte au front en s'appuyant sur l'histoire. Mésopotamie, Crète, grottes de Hoggar ou de Tassili, si l'on ne sait pas où la danse orientale a commencé, partout elle a laissé sa trace. Danse sacrée, bien sûr, danse de fécondité et de vie. Témoignage du pouvoir des femmes, peut-être même d'un système matriarcal, dans une société où la naissance n'était pas comme le résultat de l'acte sexuel. D'où le désir des hommes de danser dans l'espoir de s'approprier la possibilité d'enfanter.

Mais plus que la jalousie masculine, comme dans les religions monothéistes, avec leur notion de péché, qui est à l'origine des danses. La liste des répressions s'allonge comme une liane. Retenons le fait d'éclat du pacha égyptien qui, en 1824, fit exécuter quatre cents danseuses en 1824 : elles refusèrent de quitter Le Caire pour un exil en haute vallée du Nil. C'est ainsi que quelques hommes, quelques femmes, reprirent à leur compte la danse orientale, l'exagérant outrageusement.

Complexité et raffinement

Dévoyée, ridiculisée, la danse fut assimilée aux danses de prostitution, nourrit l'imaginaire de l'Occidental, provoquant, en revanche, l'admiration des femmes qui la découvraient, le plus souvent au sein de la famille, dansée par l'ensemble des femmes. Ce que nous explique Denise Brahimi, professeur de littérature comparée à Paris-VIII. La danse orientale est un art qui ne se joue que le ventre, elle est aussi

des doigts, des mains, des épaules, du bassin, où chaque muscle est entraîné à capter le rythme de la musique.

Elle correspond à la complexité et au raffinement de la musique arabe. Elle se transmet par les femmes. Elle s'apprend par mimétisme car il n'y a pas, jusqu'à ce jour, de livres ou de cours en Orient, un bien alors caché, l'intégrisme favorisant pas l'essor de la danse. Karine Saporta démontre alors que la danse contemporaine s'est fondée sur des inversés : le puritanisme anglo-saxon ayant mis un terme à la sensualité originelle. Elle dit combien elle-même a souffert de se plier à certaines techniques d'apprentissage. Elle évoque les résistances du corps qui sont des incompatibilités culturelles. L'après-midi, danse-thérapie (M. Rebol-Salze), danse et psychiatrie (Pierre Benghozi) et danse de cabaret (Sylvie Khaled et Djamilia Henrich-Chebra) ont partagé le temps de parole. Les deux danseuses de cabaret défendaient leur pratique qui, elles, a permis à la danse orientale de ne pas mourir.

On aborde aussi l'influence du cinéma, les grandes danseuses comme Gamal, si trop disparue, Naima Akef, et Taïya Carioca, de quatre-vingts ans, qui vint danser au cours de la récente émission de Frédéric Mitterrand consacrée aux artistes du Ramadan. On apprend aussi que l'émir du Qatar, le prince de la danse, le grand maître de la danse orientale, est au Caire pour convaincre Samia Gamal d'être présente à une rétrospective de ses films.

La polémique entre les partisans de la danse de cabaret et ceux de la danse artistique fait rage. Le soir, Leila Haddad réunit une sorte de *Grandes Danseuses* : elle-même accompagnée par l'ensemble musical Al Kindi, elle exécuta la *Danse des sept volles*, celle de Salomé qui, par la fascination qu'elle dégageait, donna l'affluence du public. Leila Haddad leur donna une deuxième chance.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Leila Haddad dansera le 23 mai, à 20 h 30 au Théâtre du Forum, à Nice, dans le cadre de la manifestation Africaine. Tél : 03-84-24-37.

28 AVRIL - 3 MAI

LE PRINTEMPS DE BOURGES 92

Plus de 4000 minutes de musique

France Inter

DAVE STEWART
YMA SUMAC
MECANO
GARLAND JEFFREYS
JAH WOBBLE
CHARLÉLIE COUTURE
THE SILENCERS
LEON REDBONE
VALÉRIE LEMERCIER
MY BLOODY VALENTINE
JACQUES HIGELIN
THE POGUES
JOE STRUMMER
MADREDEUS
BAYOU RENEGADE
HENRI SALVADOR
JOE COCKER
JULIETTE GRÉCO
ZEBDA
ANDRÉ-PHILIPPE GAGNON
STEEL PULSE
STEPHAN EICHER
LEO KOTIKE
PENFLEPS
THE RAMONES ...

Centre France

INFOS/LOC (16) 48 24 30 50
Minitel 3615 + PDB

Points de vente : • Bourges : Carrefour, Espace Printemps • Paris : Virgin Megastore • Lyon : Adeco.

Ministère de la Culture et de la Communication, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Conseil Général du Cher, Conseil Régional du Centre, Ville de Bourges, Maison de la Culture de Bourges, ADAMI, Fonds de Soutien de la Chanson, des Variétés et du Jazz, Fondation pour la Création Musicale, SACEM, STEDIDAM, BRP, SCPP

CORRESPONDANCE

Rouault ne fut pas un « suppôt de Satan »

Après la publication à 7 ans de l'article de Geneviève Bruni « Georges Rouault en Enfer », nous avons reçu d'Isabelle Rouault, la fille du peintre, la lettre suivante :

« On a le droit de juger l'œuvre d'un peintre. Par contre, avant de porter un jugement sur un homme que l'on n'a pas connu et à qui qu'il fut « insupportable », à qu'il fut un « suppôt de Satan », il conviendrait de prendre connaissance de ses écrits (en particulier de sa correspondance), de sa vie, de ses convictions... Tous ceux qui l'ont fait avec sérieux à propos de Georges Rouault s'accordent à penser que son œuvre est indéchiffrable si on la sépare de sa spiritualité.

« Ces filles et ces clowns, Jacques Maritain, ces chœurs monstrueux et misérables, captées en les accords sourds et les prémisses transparentes de la plus complexe maîtrise, c'est la blessure du Pèché, c'est la tristesse de la Nature déchue, pénétrée par un regard sans conviction et un art qui ne pille pas. Ainsi cet art pathétique a une signification profondément religieuse. Car la qualité religieuse d'une œuvre ne dépend pas de son sujet, mais de son esprit. »

GALERIE ARIEL
Peintures
R.E. GILLET
GALERIE ARIEL
Rive Gauche
Sculptures

Le Loto a fait 36 millionnaires à Paris et 35 dans les Bouches-du-Rhône*

*Depuis le 12 septembre 1990.



Et si Dédé il était pas monté à la capitale, ça aurait fait 36.

LOTO

100% des gagnants ont tenté leur chance.

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et
jours fériés de 10 h à 22 h.

CUBISMES TCHÉQUES, 1910-1925.
Jusqu'au 17 mai.

LOUIS I. KAHN, LE MONDE DE L'ARCHITECTE. Grande galerie. Jusqu'au 4 mai.

MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANS-MANCHE. Du Forum. Jusqu'au 24 mai.

MOSCOU S'AFFICHE. Jusqu'au 24 mai.

GEORGES ROUAULT. Première période 1903-1920. Grande galerie. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 mai.

JOSEF SVOBODA, SCÉNOGRAPHIE. Foyer. Jusqu'au 1^{er} juin.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-48-14). Mer-
ven, sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de
10 h à 21 h 45, 9 h à 18 h.

Fermé le lundi.

ARCHITECTURES DE SPECTACLE. Exposition-dossier. Jusqu'au 31 mai.

ARTS INCOHERENTS, ACADEMIE DU DÉSIRABLE (1882-1893). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 31 mai.

LE CABARET DU CHAT NOIR. Exposition-dossier. Entrée : 45 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 24 mai.

GUIMARD. Entrée : 32 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 24 mai.

PHOTOGRAPHIES DE LOUIE FULLER. Exposition-dossier. Entrée : 17 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 31 mai.

UN AMI DE TOULOUSE-LAUTREC : MAXIME DETHOMAS. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 24 mai.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS (1988-1991). Jusqu'au 29 juin.

CLODION, SCULPTEUR (1738-1814). Hall Napoléon. Entrée : 3 F. Jusqu'au 29 juin.

HOMMAGE À CHARLES STERLING (1901-1991). Des primitifs à Miro. Jusqu'au 21 juin.

SOUVENIRS DE VOYAGES : AUTOGRAPHES ET DESSINS FRANÇAIS DU XIX^e. Pavillon Flore. Entrée : 31 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 18 mai.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. Table ronde avec R. Sorin, M. Thévoz, M. Camus et J. Bollyer, sam. 11 avril à 18 h.

LE GRAND JEU. Entrée : 35 F (compartiment de l'exposition SIMA). Jusqu'au 21 juin.

FRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération à l'autre. Jusqu'au 21 juin.

SIMA. 1954-janvier 1962. L'œuvre de l'exposition le Grand Jeu. Jusqu'au 21 juin.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau. Général-Eden. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 12 juillet.

Ché des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Leprieux (40-06-80-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.

APPAREIL PHOTO. Espace Claude-Bernard. Entrée : 1 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 10 mai.

ART. PHOTO. Images. Espace Claude-Bernard. Entrée : 45 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 10 mai.

Galerie nationale du Jeu de Paume

1, av. de la Concorde (42-60-59-59). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.

ANNE HONGROIS. FILMS ET

VIDÉOS EN HONGRIE DEPUIS 1945. Jusqu'au 24 mai.

ELLSWORTH KELLY, LES ANNÉES FRANÇAISES 1948-1954. GUZANNE LAFONT. 30 F. Jusqu'au 24 mai.

MUSÉES

LES VITI 70 : UN D'ARTISTES. Jusqu'au 24 mai.

ARGENT D'ARGENTINE. Argentine des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-48-59-59). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

AUTOGRAPHES DE LEE FRIEDLANDER. Centre national de la photographie. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

RICHARD PARKES. Jusqu'au 10 mai.

YVES BRAYER ET PARIS. Donation de Mme Yves Brayer. Centre national de la photographie. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

MARCEL BOVIS. RÉTROSPECTIVE. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

CENDRIERS D'ALLOUARD. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

CENT JARDINS À PARIS ET EN ÎLE-DE-FRANCE. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

VIDÉOS EN HONGRIE DEPUIS 1945

Body, Forgacs, Centre national de la photographie. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

ELLSWORTH KELLY, LES ANNÉES FRANÇAISES 1948-1954. GUZANNE LAFONT. 30 F. Jusqu'au 24 mai.

MUSÉES

LES VITI 70 : UN D'ARTISTES. Jusqu'au 24 mai.

ARGENT D'ARGENTINE. Argentine des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-48-59-59). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

AUTOGRAPHES DE LEE FRIEDLANDER. Centre national de la photographie. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

RICHARD PARKES. Jusqu'au 10 mai.

YVES BRAYER ET PARIS. Donation de Mme Yves Brayer. Centre national de la photographie. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

MARCEL BOVIS. RÉTROSPECTIVE. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

CENDRIERS D'ALLOUARD. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

CENT JARDINS À PARIS ET EN ÎLE-DE-FRANCE. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.

LES DESCHAMPS. ÉLÉMENTS DE PRINTEMPS. 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h

Nouvelle table ronde pour les usagers

Trop de grève tue la grève

La France détient, l'OCDE, le record de syndicalisation le plus bas des pays industrialisés, avec officiellement 10 % de syndiqués. En outre, près de la moitié des établissements les plus importants ignorent ce qu'est un syndicat. Conclusion : la meilleure grève salariale, la commencer par ceux qui travaillent en France, n'est guère du syndicalisme que l'image déformée des arrêts de travail répétés de la RATP.

Il faut croire que la plupart des syndiqués de la Régie s'en moquent comme de leur première grève. Ils peuvent s'enorgueillir d'un résultat digne du livre des records du syndicalisme : chaque année, ils déposent quelque sept cents préavis de grève. Ce sont surtout les syndicalistes des autres entreprises qui subissent les conséquences de ces comportements qui, s'ils reflètent la mauvaise qualité du dialogue social et la surchauffe que vivent huit syndicats concurrents, ne témoignent pas — au moins que l'on puisse en dire — d'une imagination débordante. C'est sans doute par le fait du hasard si, en France, les non-syndiqués arrivent en tête des élections d'entreprises.

Les syndicalistes des entreprises italiennes, eux, ont choisi d'autres pratiques. Lassés du corporatisme, ils ont proposé un code de bonne conduite. Parlement, qui l'a accepté. Cette « autorégulation du droit de grève », dont est garante une haute instance, consiste à éviter les arrêts de travail simultanés ou avant les périodes de vacances. Au lieu, les trois syndicats italiens comptent environ dix millions d'adhérents. Quatre fois plus qu'en France... Fin 1988, la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) a encouragé une démarche de « dialogue social ». Mais les autres organisations, comme le gouvernement de M. Michel Rocard, n'avaient pas jugé bon de négocier sur ce thème.

En jouant ainsi avec le feu, les syndicats français — dont les dirigeants nationaux, même s'ils n'en pensent pas moins, ne condamnent pas leurs collègues de la RATP — risquent, demain, de se voir imposer une réglementation du droit de grève dans les services publics. Un trop de grève tue la grève. Un surest de peut-être possible.

Sur les lignes de la RATP, un gentleman's agreement est intervenu entre les conducteurs et la direction. En cas d'agression d'un agent, le personnel renonce à travailler, en échange, la RATP s'engage à informer et à indemniser le public. Tout le monde y gagne.

JEAN-MICHEL NORMAND

■ Mine de Salsigne : accord sur le plan social. — Un accord sur le plan social est intervenu, mercredi 15 avril, qui met fin au conflit qui opposait les mineurs de Salsigne (Aude) et les pouvoirs publics depuis six mois. D'un montant de 10 millions de francs, ce plan sera proposé à chacun des 330 salariés de la dernière mine aurifère de France, mise en liquidation judiciaire le 15 février. Ce sera offert un congé de conversion de dix mois, rémunéré sur la base de 90 % du dernier salaire. Ils recevront en outre leurs indemnités conventionnelles (un dixième de salaire par année d'ancienneté) et une prime exceptionnelle de licenciement d'un montant équivalent. Le plan a été signé par la CGT, la CFDT, la CGC et un syndicat indépendant.

Les syndicats et la direction campent sur leurs positions à la RATP

La grève a été « partielle », jeudi 16 avril, à l'appel des principales organisations syndicales. Elle a été imaginée comme une dernière tentative de conciliation, la table ronde convoquée mercredi 15 avril par la direction de la Régie autonome des transports parisiens n'aura donc donné aucun résultat.

Alors que M. Christiane Blanc, PDG de la RATP, avait choisi d'inviter les syndicats et les associations d'usagers à débattre sur « la qualité du service public », la somme de la compatibilité entre le droit de grève et le maintien d'un service minimum — les organisations syndicales ont, comme prévu, boycotté la réunion (le Monde du 16 avril).

Néanmoins, malgré tout au titre de la Régie, mercredi 15 avril, les sept principales organisations syndicales de la RATP — CGT, FO-Atmic, CFDT, CFTC, USI (indépendants) ainsi que les autonomes du SAT et du GATC (toutes catégories) — ont confirmé leur appel à une « forte mobilisation » pour la grève du jeudi 16 avril et levé les agents de la RATP à une manifestation unitaire le même jour.

■ Mais comment se fait-il que la direction aurait finalement décidé d'élargir le débat à nos

revendications, notamment sur la décentralisation des services de la Régie, précisait un syndicaliste. Dans une déclaration commune, les syndicats ont à nouveau dénoncé le « refus de dialogue » de la direction et condamné la « provocation » de la table ronde, qui, selon elles, « vise à détourner les revendications d'usagers, prises en charge (...) par les services de manœuvre des transports, les libertés individuelles et collectives ».

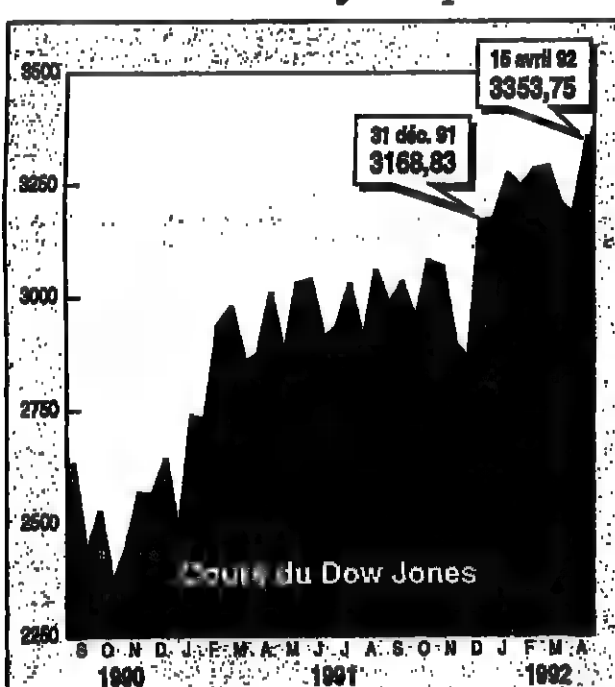
Politique

de la « chaîne vide »

Cette direction, l'issue d'une réunion de plus de trois heures, a été marquée par la « chaîne vide » des syndicats présents — FO-Exécution, CGC et les autonomes de la SAM (machinistes) — et les associations d'usagers (FNAUT ou FUT). Constatant que ces syndicats ne représentent que 10 % des quelque 30 000 salariés de la RATP, M. Jean-Paul Bailly, directeur adjoint de la Régie, a regretté la politique de la « chaîne vide » des syndicats et a annoncé la convocation d'une nouvelle table ronde pour le mois de mai.

C. P.

Le Dow Jones toujours plus haut



En s'ajoutant, mercredi 15 avril, 47,62 points (+ 1,4 %) pour finir à 33 533,75 points, le Dow Jones new-yorkais vient, pour la première fois depuis le début de l'année, à franchir un nouveau seuil historique. Ce regain d'activité, qu'elle végétait depuis plusieurs semaines, a été réamorcé depuis que la Réserve fédérale (Fed) a assoupli sa politique de crédit en provoquant une baisse d'un quart de point du taux interbancaire au jour le jour (Fed Funds) le 9 avril. La progression a été très sensiblement amplifiée avec la publication de résultats trimestriels d'entreprises jugés encourageants, notamment ceux de la General Electric. Tous ces éléments ont contribué à confirmer la reprise américaine — un bond de 1,4 % des ventes des entreprises pour février et une hausse de 0,2 % de la production industrielle — ont été le moteur de la hausse.

Approuvant l'adhésion des Républiques ex-soviétiques

Le FMI évalue à plus de 100 milliards de dollars sur quatre ans les besoins de l'ancienne URSS

Avant la session de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les 27 et 28 avril à Washington, dont l'axe à l'ex-URSS sera le thème majeur, le FMI a dressé mercredi 15 avril une première estimation des besoins financiers à court et à moyen

NEW-YORK

de notre correspondant

« L'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés ces pays est sans précédent. Elle va au-delà de ce que l'on entend généralement par le concept de transformation économique. Ces peuples sont en train de créer de nouvelles structures à partir de rien dans un laps de temps très court », a indiqué lors d'une conférence de presse M. Michel Camdessus. Le directeur général du Fonds monétaire international a ajouté que, durant les quatre prochaines années, les besoins des anciennes Républi-

ques soviétiques, Russie comprise, devraient dépasser les 100 milliards de dollars sous forme d'aide étrangère qui devrait provenir du FMI, de la Banque mondiale, des pays industrialisés et d'investisseurs privés. Un chiffre qui, rappelle-t-il, est conforme à l'estimation avancée en juillet 1991 par M. Mikhail Gorbatchev lors du sommet de Londres, lorsque les Sept ont refusé d'établir un « chèque en blanc » à l'égard de l'ex-URSS et de celui qui était encore le président de l'Union soviétique.

Le directeur général du FMI a aussi indiqué qu'au cours des quatre prochaines années le Fonds devrait

fournir à ces pays entre 25 et 30 milliards de dollars sous forme de prêts. De son côté, la Banque mondiale devrait leur verser 12 milliards d'ici 1995, les propos tenus récemment par le président de cet organisme, M. Lewis Preston. M. Camdessus a toutefois lié l'octroi de cette aide du FMI à la poursuite d'un programme de réformes économiques qui devront être « excellentes ». Dans ces conditions, le premier prêt du Fonds à la Russie pourrait intervenir dès juillet, en attendant que soient conclus « très rapidement » d'autres accords avec les autres Républiques. Ces pays, qui ont été très largement dépressés

étant destinés aux Républiques, estime M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds, précisant que la majeure partie de cette assistance servira à financer des importations de produits essentiels, tels que des denrées alimentaires et des pièces de rechange.

ment 156 membres), les Républiques de l'ancienne URSS pourront détenir au total une participation de 4,66 % au capital du FMI. La quote-part de la Russie, de loin la plus importante pour une population de 150 millions d'habitants, sera de 3 % du capital. L'Ukraine aura une participation de 0,69 % et celle des autres Républiques variera entre 0,03 % pour la plus petite (l'Éstonie) et 0,17 % pour la plus importante (le Kazakhstan). Hors la Russie, les quatorze Républiques comptent 130 millions d'habitants au total.

SERGE MARTI

Dans le secteur des fils et fibres pour tapis

Contestation autour du projet de rapprochement de Rhône-Poulenc et de la SNIA

Après la CGT, c'était au tour, mercredi 15 avril, de la CFDT de s'inquiéter du projet de rapprochement entre le groupe Rhône-Poulenc et la SNIA, filiale de Fiat, dans le secteur des fils et fibres pour tapis. Un projet qui, repu, en l'état, un accueil bienveillant au ministère de l'Industrie et qui permettrait, selon les responsables du groupe nationalisé, de consolider une activité à l'heure où les rumeurs de restructuration à l'échelle du continent se multiplient.

« Nous sommes depuis des mois confrontés à des restructurations continues de Rhône-Poulenc et tous ces mouvements apparaissent aux yeux de nombreux salariés comme erratiques », expliquait, mercredi 15 avril, M. Jacques Khabitz, secrétaire général de la Fédération unitaire des industries chimiques CFDT, au terme de deux journées de travail menées près des deux usines du groupe chimique. Les participants se sont ensuite rendus au siège de la firme, à Courbevoie, pour demander l'ouverture de négociations sur leurs conditions de travail et faire part de leur inquiétude sur certaines activités du groupe.

Outre le devenir du site de Salindres dans le Gard, qui produit du CFC (accusé d'être responsable de la détérioration de la couche d'ozone),

leurs interrogations portent sur l'avenir envisagé à partir de juillet entre Rhône-Poulenc et la SNIA, une société du groupe Fiat, dans le domaine des fils polyamides (PAP) pour tapis et moquettes et des fibres polyamides. Une nouvelle société détenue, pour moitié chacun, par les deux groupes doit en effet rassembler leurs activités respectives dans ce domaine et se hisser au premier rang des producteurs européens avec 26 % du marché (le Monde du 2 avril). L'argument a été suffisamment percutant au ministère de l'Industrie pour que, consulté — il s'agit ici d'une rectification de frontière d'une société publique, — il ait accueilli favorablement les intentions françaises.

Nouveau statut

Mais, tel quel, le projet a suscité un tollé syndical. FO s'est élevée contre « le démantèlement annoncé du polyamide ». La CGT a dénoncé « l'un des projets les plus nocifs que la direction ait proposés ces dix dernières années ». La CFDT a exprimé « avec force » son « désaccord ». S'estimant insuffisamment informés, deux autres salariés du groupe Rhône-Poulenc, lundi 13 avril, le comité central d'entreprise qui devait étudier ce projet. Si la CFDT ne conteste pas la nécessité économique de s'associer pour mieux résister aux regroupements qui se préparent — le britannique ICI, par exemple, cherche un partenaire et a sollicité

l'américain Du Pont, — elle se retrouve aux côtés de la CGT pour s'inquiéter du devenir des salariés de ce secteur.

Les deux groupes ont signé l'accord, les quatre usines rattachées à cette société n'auront plus le statut juridique de Rhône-Poulenc, mais un nouveau contrat. Une première dans ce groupe nationalisé, où sur un même site — à Arzon ou à Valence, — des travailleurs pourraient ne plus avoir l'avenir la même « perspective ». Le nouveau statut sera « aussi favorable » qu'actuel, précise la direction de Rhône-Poulenc. Elle précise que ce changement a été demandé par le partenaire italien pour créer une société indépendante et dynamique.

L'argument laisse les syndicats dubitatifs. La CFDT s'inquiète du devenir des salariés de Rhône-Poulenc Fibres qui resteront en dehors du rapprochement franco-italien : le fil polyester, non concerné par l'accord, est nettement moins rentable et prometteur que les polyamides. La CGT accuse même la SNIA de « jouer le rôle de fossoyeur », soulevant le groupe italien de vouloir s'approprier les marchés du français pour mieux le liquider. Excessif ? Sans doute, mais les accusations et soupçons porteraient-ils à la charge des syndicats n'avaient vu les salariés de la filière textile de Rhône-Poulenc passer de 21 000 à 30 000 en 1971 à 3 000 aujourd'hui.

DOMINIQUE GALLOIS
PIERRE-ANGEL GAY

Lourdes pertes pour VEV, bénéfices pour Zannier

Restructurations dans le textile et l'habillement

Sept cent trente-sept millions de pertes pour VEV (Vitos Établissements Vitoux) en 1991 : 32 millions de bénéfices pour le groupe Zannier testé par la reprise de Poron (Aberbe). Les deux groupes, qui ont rendu publics leurs résultats, mercredi 15 avril, poursuivent, dans un marché difficile, des opérations et restructurations, privilégiant leurs marques phares et se désengageant partiellement ou totalement de la production. Au détriment, pour l'heure, de l'emploi.

L'expression est parfois galvaudée. Mais, cette fois, c'est bien une thérapie de choc qu'administre depuis neuf mois au groupe VEV — PDG, M. Pierre Barberis. Des cessions d'activités en série — Penne et Flipo, Sabatier — la majorité du contrôle de Gravographe, un chiffre d'affaires en baisse de 38 % (3,55 milliards de francs l'an dernier contre 5,74 milliards en 1990) — 13 %, encore, le périmètre constant : les effectifs ayant déjà fondus de 1 400 salariés ; des dirigeants qui « valent » — suppression du poste de numéro deux, cinq des huit patrons du groupe remplacés — ou qui peuvent se le tenir pour dit. L'avis financier publié mercredi 15 avril ne fait pas exception à cette gestion interne plus rigoureuse menée par des équipes souvent renouvelées. M. Barberis aime l'expression « colter »

ché. Il s'y emploie, poursuivant le recadrage de VEV sur ses métiers de base — le travail de la laine et l'aval — quelques grandes marques.

Après la vente en janvier de trois unités de coton peigné et la fermeture en Espagne de l'usine de fils de Logrono, se profilent les cessions de la Société française du lin (SFL) et des Chaussons du Lézard (production de chaussettes). La Laine de Roubaix passe ses plâtes (le Monde du 23 novembre 1991) et Pingouin, victime du fil à tricoter, poursuit sa diversification. Dans l'habillement, la filiale Interfil dirigée par M. Louis Simon, ancien PDG de Dior, délaisse les articles de bain et de sport pour se concentrer sur son métier d'origine, la maille, et sa marque la plus porteuse, Rodier.

Redressement lointain

Lors de l'arrivée de M. Barberis, VEV était en état de faillite virtuelle. Aujourd'hui, le redressement apparaît sinon hypothétique, du moins encore lointain. Créer vraiment la surprise — « on n'est pas très loin des lourdes pertes anticipées par M. Barberis », déclare un spécialiste du dossier, — l'annonce, mercredi, de 737 millions de pertes nettes consolidées pour 1991 (après 800 millions en 1990) témoigne quand même des difficultés rencontrées. Un chiffre — impressionnant — qui a été largement dépassé les 397 millions de plus-value

de cession de filiales — les 354 millions d'abandon de créances — en 1991. Le résultat d'exploitation n'est en effet fortement dégradé, passant de -103 millions de francs en 1990 à -510 millions. « L'exercice 1992 (...) restera lourdement déficitaire », prévient VEV.

Le groupe Zannier (marques « Z » et Kickers notamment) ne cesse ces efforts, même si l'acquisition de l'entreprise troyenne Poron (Aberbe) le contraint à une remise à plat. Pour 1991, le chiffre d'affaires a été de 1,77 milliard de francs (y compris six mois d'activité de Poron), en hausse de 37 %. Le bénéfice net consolidé est de 13 millions de francs, malgré 20 millions de pertes consolidées de l'exercice précédent.

Comme VEV, le groupe réduit le nombre de ses marques (arrêt d'Yves Saint Laurent et de Coup de cœur), réduit les emplois (429 suppressions d'emplois chez Poron, le quart des effectifs). Avant de vendre l'ensemble des usines textiles de la firme troyenne. « Notre objectif est bien de céder la totalité des ateliers, après de longues négociations », précise, mercredi 15 avril, le PDG, M. Roger Zannier, lors d'une conférence de presse. Les gagnants du monde du textile ne sont pas M. Barberis.

P.-A. B.

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

La clôture du vingt-neuvième MIP-TV à Cannes

A la télévision, la qualité ne paie pas

Le vingt-neuvième Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), qui s'est achevé mercredi 15 avril à Cannes, a montré que les programmes de télévision de tous les pays se nivelent par le bas. Crise financière plutôt que crise de l'imagination, mais aussi rattrapage du grand public sur le bas du gamme de la « fast-TV ».

CANNES

de notre envoyé spécial

L'adrénaline sera l'une des valeurs sûres des années 90. En matière de télévision, il s'agit de fidéliser son audience, de se faire connaître en urgence. *Aviation disasters*, un film de minutes produit par la société américaine A. Forêt Chu, sur les catastrophes aériennes. *Hémoglobine et frissons*, un film de genre à peine allégué, une série de treize à une demi-heure, intitulée « Forces spéciales », est proposée par Discovery Channel : jouissance assurée pour les maniaques du buzz, du canon longue portée, et des films de la télévision militaire.

Ceux qui aiment voir courir des voitures s'adressent à la chaîne par télé ou à la télévision par câble. Les maisons, ceux qui aiment le catch, les épreuves sportives, les courses de hors-bord ou de motos, ceux qui aiment le sexe sous toutes ses formes, ceux qui s'interrogent sur la parapsychologie et la communication extraterrestre, ceux qui voudraient savoir s'il est des gens capables de garder un orang-outang chez eux pour de l'argent, ou qui acceptent de voir dévoiler leur vie sexuelle devant quinze millions de téléspectateurs, que tous ceux-là n'attendent pas à faire pression sur leur diffuseur préféré : non seulement ces programmes de télévision existent, mais ils étaient disponibles au MIP-TV.

La médiocrité innée et générale des programmes de télévision au niveau mondial fait le

symptôme d'un double paradoxe. Le premier est qu'en matière audiovisuelle la qualité ne paie pas. C'est une idée reçue de prétendre que producteurs et diffuseurs investissent dans la constitution de vastes catalogues d'œuvres de qualité, lesquelles pourraient ensuite être rentabilisées et exportées au mieux, au pire, comme l'expliquait M. John Kelleher, directeur général de NVC Arts, une société de production américaine spécialisée en musique classique, dans un livre publié dans *New Daily*, le journal du MIP-TV, ce ne sont pas les programmes de qualité qui fidélisent le public, mais les programmes de qualité.

Au contraire, les chaînes commerciales, qui n'ont pas de programmes de qualité, mais qui ont des programmes publicitaires, ont des programmes de qualité. C'est le cas de la chaîne américaine A. Forêt Chu, qui a des programmes de qualité, mais qui n'a pas de programmes publicitaires. Et les programmes de qualité, ceux-là seuls assurent de vastes audiences. Et les programmes de qualité, ceux-là seuls assurent de vastes audiences. Et les programmes de qualité, ceux-là seuls assurent de vastes audiences.

L'argent manque

Le second paradoxe est qu'il n'y a pas d'argent. Le maître mot du vingt-neuvième MIP-TV était incontestablement « money ». Cette déroute est devenue si rare dans le monde audiovisuel que les Américains ont donné toute morgue à produire des programmes de qualité. Ils ont aujourd'hui des programmes de qualité, mais ils n'ont pas d'argent. D'où des accords de coproduction ou de cofinancement tous azimuts entre partenaires de tous les pays. A quoi ça sert ? A un double phénomène : la hausse des coûts de production (et notamment des coûts salariaux) et la baisse des recettes publicitaires. La multiplication de l'offre de programmes, sur le satellite que sur le câble, est

Etats-Unis et en Europe. Le Portugal d'une véritable fragmentation de l'audience. Les grands réseaux américains ABC, CBS et NBC, qui captaient 90 % de l'audience, voient aujourd'hui leur audience chuter à 70 %. Ils ne peuvent donc plus capter une recette publicitaire suffisante pour financer un échelonnement de programmes variés.

Comme l'expliquait David Lander, directeur général de Mortenson and Co, une société américaine spécialisée dans le conseil audiovisuel, « le MIP-TV est un colloque dans l'industrie des programmes, une heure de dramatique coûte aux Etats-Unis 1,4 million de dollars (soit 8 millions de francs environ). Dans le meilleur des cas, une chaîne ne pourra investir que 950 000 dollars. Elle ne pourra financer le reste que par des ventes à l'étranger (de 150 000 à 350 000 dollars) et par la syndication (c'est-à-dire par la location de ses programmes à d'autres chaînes de télévision). Pour peu que l'un ou l'autre de ces marchés fasse défaut, le producteur est en danger. La coproduction ou le cofinancement, avant même le premier coup de manivelle, devient alors l'unique moyen de réduire le risque. C'est ce qui explique que tant de producteurs des Etats-Unis tournent aujourd'hui leurs yeux vers l'Europe », conclut David Lander.

YVES MAMOU

M. Bernard Tapie a créé sa participation dans TFI. Bernard Tapie Communication, filiale à 89,88 % de Bernard Tapie Finance SA (BTF), a été créée le 14 avril, sur le marché boursier à participation de 1,66 % (350 000 actions) qu'il détenait dans le capital de TFI. Le prix de cession n'a pas été communiqué, mais, selon l'agence Reuters, il serait de 428 francs l'action, soit un cours légèrement inférieur à celui de la clôture.

Avant le débat sur l'audiovisuel

L'opposition met vivement en garde l'indépendance du CSA

Le débat sur l'audiovisuel, prévu avant fin avril à l'Assemblée nationale, promet d'être chaud. Le nouveau secrétaire d'Etat à la communication, M. Jean-Noël Jeanneney, a indiqué aux députés, mercredi 15 avril, qu'il porterait sur l'avenir du réseau de la Cinq, « l'Europe » aux problèmes de la presse écrite et de la radio.

M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial RPR, a déclaré « qu'il serait inconcevable que le gouvernement présente la Cinq », ce que, une fois revenue au pouvoir, l'opposition ne se sentirait pas engagée par une décision imposée par le gouvernement qui ne respecterait pas les règles élémentaires de la transparence et de la concurrence. Le député RPR des Hauts-de-Seine, qui a été élu à la tête d'un conseil de collectivités territoriales au projet de loi de la Cinq de M. Silvio Berlusconi (le Monde du 15 février) mais sans donner suite, a noté que « la fréquence doit être réattribuée suivant les procédures prévues par la loi ».

Le vice-président de l'UDF, M. Alain Madelin, a déclaré que « le CSA a le devoir, dans les délais les plus courts, de lancer un appel à candidatures » pour la reprise de la Cinq. Mais il a ajouté que l'opposition n'accepterait pas « un fait accompli » l'installation de la SEPT sur la Cinq. « Le gouvernement a le devoir d'écouter les réglementations qui touchent le secteur audiovisuel, pour permettre la réalisation d'une nouvelle Cinq généraliste, mais aussi un équilibre de l'ensemble du paysage audiovisuel français », a poursuivi M. Madelin en demandant l'adoption d'un projet de loi, afin de confier « nouvelles missions au CSA », qui doit « faire la preuve de son indépendance ».

Le président du CSA, M. Jacques Boutet, qui présentait jeudi 16 avril, son rapport annuel, répondant à ces critiques, déjà exprimées par M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, accusant le CSA, dans le Point, de « non-assistance à la télévision en danger ».

INDUSTRIE

Malgré un chiffre d'affaires en stagnation

PSA dégage un bénéfice de 5,5 milliards de francs

Prudent, M. Jacques Calvet, président de PSA-Peugeot-Citroën, avait il y a quelques mois prédit un résultat négatif de 4,5 milliards de francs pour l'exercice 1991. Grâce à l'amélioration des performances de son groupe durant le second semestre, la réalité, telle qu'elle ressort de son bilan présenté jeudi 16 avril, dépasse ses espérances, avec un bénéfice net de 5,5 milliards de francs.

Un chiffre, certes en régression de 40 % par rapport à celui de 1990, mais qui place PSA en tête des constructeurs français pour sa rentabilité. Cette baisse de résultat a été compensée par Peugeot mais aussi et surtout par Citroën, qui termine l'exercice avec une perte de 38 milliards de francs contre un bénéfice de 1,438 milliard en 1990.

Sur un marché automobile en baisse de 4,2 % dans le monde, les constructeurs français ont donc bien fait leur jeu. Renault a terminé 1991 avec un chiffre d'affaires de 166 milliards de francs et un résultat net de 3,06 milliards.

A la tête de son principal concurrent, l'Hexagone, PSA n'a pourtant pas profité pleinement de l'augmentation du marché allemand, pays dans lequel il a néanmoins vendu 40 000 véhicules de plus que l'année précédente.

Pour M. Calvet, le résultat du groupe est « la mise en application de trois maîtres mots : flexibilité, réactivité et simplicité ». Ce qui lui a permis de réduire rapidement sa production de 7,8 % à 1,168 milliard de francs, tout en augmentant de 6 % tout en maintenant des stocks exagérément gonflés en raison d'une mauvaise anticipation du retournement de conjoncture survenu en 1990. En outre, les lancements de deux modèles en 1991, la ZX en mars et la 106 en septembre, ont com-

ment à sentir leurs effets sur le second semestre.

Néanmoins, la meilleure adaptation à la conjoncture n'a pu éviter une baisse de 36 % du résultat d'exploitation (10,1 milliards de francs en 1991). Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le maintien de deux gammes de véhicules, Peugeot et Citroën, impose un niveau élevé d'investissements : 6,7 milliards de francs en 1991, soit 4,2 % du chiffre d'affaires. En outre, l'augmentation du prix des équipements, leur plus grande sophistication, n'a pu être répercutée sur le prix de vente en raison de la guerre des prix qui sévit dans l'industrie.

Tout en étant pessimiste quant à l'évolution du marché automobile en 1992, en tablant sur une baisse de 1 % en Europe, M. Calvet est confiant pour son groupe. S'il projette un marché allemand, il estime en revanche que les marchés espagnol, britannique et français évolueront à la hausse.

ANNIE KAHN

Lyonnais-Dumex réorganise son pôle BTP

Le groupe Lyonnais-Dumex avait annoncé la couleur à la fin janvier en pronostiquant pour l'exercice 1991 un résultat net en baisse. Quoique sévère, la chute a été limitée à 18 %, avec un bénéfice net (part du groupe) de 1,168 milliard de francs, dernière pour un chiffre d'affaires consolidé de 87,5 milliards. Responsable principal de cette contre-performance : le secteur de l'immobilier, qui affiche des pertes de l'ordre de 700 millions de francs, et celui des travaux publics - plus de 370 millions de déficit pour la filiale Dumex.

Tirant la leçon de ces coûteuses déconvenues, M. Jérôme Monod, le numéro un incontesté du groupe, a annoncé, le 15 avril, une réorganisation de son pôle BTP. Désormais, l'Entreprise (une vingtaine de milliards de francs de chiffre d'affaires) va quitter l'orbite de Dumex, société d'un poids équivalent mais lourdement déficitaire, pour devenir une « filiale directe » de la maison-mère.

Remise en ordre qui confirme la prise de pouvoir des dirigeants de la Lyonnaise, les « hommes de l'eau », au détriment des « constructeurs » de Dumex, M. Jean-Paul Parayre en tête. Les bons résultats de la branche « eau » autorisent une stratégie de prise de pouvoir par M. Monod et son équipe. En 1991, elle a déposé près de 2 milliards de francs (pour un chiffre d'affaires de 28,7 milliards), soit un quasi-doublement par rapport à l'exercice antérieur. Rien de tel pour assicurer le pouvoir.

J.-P. T.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

Commerce extérieur : excédent de 2,2 milliards de marks en février. - L'excédent commercial de l'Allemagne (réunifiée) s'est élevé à 2,2 milliards de marks (7,5 milliards de francs) au mois de février, alors que le solde positif avait été de 60 millions de marks seulement en janvier. Les importations, dont la forte progression a pesé sur les résultats du commerce extérieur de l'Allemagne depuis la réunification, ont faiblement diminué entre janvier et février, passant de 54,3 milliards de marks à 52,7 milliards. Les exportations sont restées pratiquement stables, à 54,9 milliards.

Prix : + 0,4 % en mars. - La hausse des prix à la consommation a atteint 0,4 % en mars, contre 0,6 % en février, selon les résultats définitifs publiés mercredi 16 avril par les services statistiques allemands. Malgré ce ralentissement, l'indice s'est accru de 4,8 % en glissement annuel fin 1992, comparé à mars 1991, alors que l'indice provisoire tablait sur 4,7 %. En février, l'inflation s'était élevée à 4,3 % en glissement annuel.

ETATS-UNIS

Production industrielle : + 0,2 % en mars. - La production industrielle des Etats-Unis a augmenté de 0,2 % en mars, contre 0,5 % en février, a annoncé la Réserve fédérale mercredi 16 avril. C'est la première fois que cet indicateur, en hausse pendant deux mois consécutifs depuis les mois de juin et juillet 1991. Les ventes des entreprises ont pour leur part enregistré une hausse de 1,4 % en mars, selon les statistiques du département du commerce.

une offre exclusive NEUBAUER



Du jamais vu dans l'automobile ! Commandez votre PEUGEOT avant le 30 avril 1992. TOUT VOTRE ENTRETIEN (révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre) est GRATUIT pendant 3 ans !

NEUBAUER

* Offre valable pour toutes les commandes de tout PEUGEOT de 21 ans. 1991, pour une durée de 3 ans ou 50 000 km, à l'exception du carburant et des pièces d'usure. * Contrat SEPS, non cumulable avec d'autres offres promotionnelles NEUBAUER.

4, rue de Châteauneuf 75008 PARIS ☎ 42.85.54.34 • 11, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.83.59.52 • 8, rue de la République 75002 PARIS ☎ 42.81.16.88 • 221, bd. Angoulême-François 93200 ST-DENIS ☎ 48.33.60.00

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14

25, rue Frédéric-Sauton. F. dim. Park.

12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours un bon rapport qualité-prix, dans le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36

9, pl. Saint-André-des-Arts, 6. T.l.j.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déjeuner, Dîner, Souper. Grillades, Choucroutes, Poissons, Coquillages. Salers pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
MARAIS TURENNE
BEAU 2 PCHS 3 RUE
80 m² TT OFF. ASCENSEUR
1 700 000 F. 48-04-84-48

4^e arrdt
HOTEL DE VILLE, imm.
rénovée. 4 portes-fenêtres.
Terrasse 20 m². Asc. Par.
1 430 000 F. 48-04-35-35

5^e arrdt
BUTTE-CHAUMONT
Belle maison. 110 m².
110 m². 110 m². 110 m².
1 100 000 F.

16^e arrdt
BO MURAT
Belle 2 P. 42 m².
Living 21 m² + ch. 14 m².
Perte cuis. double, s.d.b. b.
REF. NEUF. TRÈS CALME.
950 000 F. 42-80-16-23
ou 47-70-05-01

PASSY, BEAU 2 P.
S/rue. Cuis. 11 m². Asc.
Imm. pierre de taille.
1 380 000 F. 48-04-35-35

17^e arrdt
MÉTRO GUY-MOULIET
Imm. brique. BEAU STUDIO
s/rue. Kitch. sal. de b.
11 m². 11 m². 11 m².
TEL : 46-62-73-43

19^e arrdt

BUTTE-CHAUMONT
Belle maison. 110 m².
110 m². 110 m². 110 m².
1 100 000 F.

92
Haut-de-Seine
BOULOGNE
Maison M. Serrant
110 m². 110 m². 110 m².
1 100 000 F.

BREGUET
47-58-07-17

94
Val-de-Marne
NOGENT-S/MARNE
EXCEPTIONNEL

BREGUET
47-58-07-17

achats
Belle 2 P. à 4 P. PARIS
11 m². 11 m². 11 m².
11 m². 11 m². 11 m².
46-62-73-43

maisons individuelles

Paris
Collaborateur du Journal
recherche appartement.
Paris, 100 m² env. Préf.
appartement, même avec
travaux, mais clair et calme.
Sous-sol rénové. 6031.
ou 11000000.
16/17, r. du Col. P. J. J.
qui m'appelle

Paris
DE LA BAK 240 m² sur
500 m². Clair. Calme.
Sous-sol rénové. 6031.
ou 11000000.
16/17, r. du Col. P. J. J.
qui m'appelle

PARVILLON S/JARDIN
PART. LOUE A ALÉRIA
parvillon rénové 80 m² env.
+ suite + jardin.
12 000 F + charges.
Judi 18 avril : 12 h 30.
17, rue Montbrun, Paris 14^e

RUE DES MARTYRS
4 pièces. 63 m². 3^e ét.
7 800 F + charges.
42-81-04-16, après 18 h.

RUE VAUGELAS
Imm. rénov. 2 PCHS.
belle, balcon, pers. 5 200 F
+ ch. L.P. : 40-85-06-04.

RUE BOLEAU
Imm. anc. Beau 2 PCHS. cuis.
double, s. d'eau. 5 200 F
+ ch. L.P. : 40-85-06-04.

7^e RUE DE LILLE
BEAU STUDIO, et cte.
Parfait état. Clair.
cuisine. 5 300
CAISS. : 45-06-43-43.

maisons individuelles

Paris
Collaborateur du Journal
recherche appartement.
Paris, 100 m² env. Préf.
appartement, même avec
travaux, mais clair et calme.
Sous-sol rénové. 6031.
ou 11000000.
16/17, r. du Col. P. J. J.
qui m'appelle

PARVILLON S/JARDIN
PART. LOUE A ALÉRIA
parvillon rénové 80 m² env.
+ suite + jardin.
12 000 F + charges.
Judi 18 avril : 12 h 30.
17, rue Montbrun, Paris 14^e

RUE DES MARTYRS
4 pièces. 63 m². 3^e ét.
7 800 F + charges.
42-81-04-16, après 18 h.

RUE VAUGELAS
Imm. rénov. 2 PCHS.
belle, balcon, pers. 5 200 F
+ ch. L.P. : 40-85-06-04.

RUE BOLEAU
Imm. anc. Beau 2 PCHS. cuis.
double, s. d'eau. 5 200 F
+ ch. L.P. : 40-85-06-04.

7^e RUE DE LILLE
BEAU STUDIO, et cte.
Parfait état. Clair.
cuisine. 5 300
CAISS. : 45-06-43-43.

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
46-62-73-43

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

pour passer votre annonce

TEL : 46-62-73-43 • 46-62-75-13

المنزل

Retour aux
à Wal

GROUP

126 000
LECTEURS
du Monde
exercent
une
PROFESSION
LIBÉRALE
Le Monde
leur
premier
titre
d'information
(PSE)

ÉCONOMIE

FINANCES

Salaires et revenus en forte hausse

Retour aux « golden years » à Wall Street

Alors que la Bourse de Tokyo n'en finit pas de s'effondrer, le New York Stock Exchange poursuit sa progression. Le 13 avril, prenant prétexte des bons résultats de la firme Alcoa, l'indice Dow Jones a mis 14,53 points à son actif, clôturant la séance à 3 269,90 points. Jour après jour, les golden boys, indifférents à la récession, retrouvent les années fastes de Wall Street.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le 13 avril 1991, Manhattan a perdu 100 000 emplois, dont la moitié dans le seul secteur financier. Actuellement, la ville de New-York subit encore un taux de chômage de 10,9 %, très supérieur à la moyenne nationale (7,3 % en février dernier). Pourtant, indifférent à la crise, Wall Street est au mieux de sa forme. En 1991, la Bourse américaine a grimpé de plus de 20 % et le mouvement se poursuit, de façon plus modérée il est vrai, depuis le début de l'année. Pour le plus grand bonheur des firmes de courtage new-yorkaises, qui ont enregistré l'année dernière des résultats record. Et à la grande satisfaction de leurs dirigeants, dont les salaires et les primes ont maintenant dépassé leurs niveaux de 1987, lorsque Wall

Street flambait avant de connaître le krach du mois d'octobre, suivi - exactement deux ans plus tard à la même période - d'une autre secousse qui a fortement ébranlé la première place financière mondiale.

En 1991, les quelque 330 firmes de courtage opérant dans la City new-yorkaise ont enregistré un bénéfice total de 3,9 milliards de dollars (1), dépassant largement le précédent record de 3,6 milliards, à partir de revenus qui, selon le cabinet Keefe Worldwide Information Services Inc., ont atteint 41,9 milliards de dollars, en hausse de 10 milliards sur l'année précédente.

Récompenses aux dirigeants

Dans le même temps, la rémunération versée par Wall Street à ses golden boys (et à quelques golden girls) a grimpé de 18 % en moyenne pour atteindre 21 milliards de dollars l'année dernière, ce qui correspond à une moyenne de 98 000 dollars par salarié contre 80 000 en 1987. À l'inverse des spécialistes en fusions et acquisitions des banques d'investissement, dont les revenus ont chuté de 30 % à 30 % en 1991, les professionnels opérant sur les marchés ont vu leurs salaires et leurs primes augmenter de 25 % à 40 %, voire doubler dans certains cas.

Cette fois, le « petit personnel » a

été un peu oublié, constate le magazine *Crain's New York Business*. Au cours des « années rugissantes », réceptionnistes et secrétaires recevaient couramment entre 5 000 et 10 000 dollars de primes en fin d'année. En 1991, ces récompenses sont plutôt allées, outre les brokers opérant sur les marchés, aux principaux dirigeants des firmes concernées. Ainsi, M. William A. Schreyer, patron de Merrill Lynch, le numéro un de la profession, a perçu 4,5 millions de dollars de salaires et de primes. Pratiquement le triple de ce qu'il avait gagné l'année précédente.

Le cas le plus typique est sans doute celui de M. Howard L. Clark, patron de Shearson Lehman Brothers, qui, avec des revenus annuels de 2,1 millions de dollars en 1991, a gagné 500 000 dollars de plus que M. James D. Robinson, le président du groupe American Express dont Shearson est une filiale. Ironie de l'histoire, c'est M. Robinson qui avait nommé, il y a deux ans, M. Clark, en remplacement de M. Peter A. Cohen, pour redresser la firme, qui en proie à de graves difficultés. Depuis, la fille a fait mieux que la mère. Ce qui mérite récompense.

GERGE MARTI

Un dollar = environ 5,6 francs.

Souffrant d'une baisse de rentabilité

Les sociétés de Bourse affichent une perte de 600 millions de francs en 1991

Malgré une « cure d'amaigrissement » entamée depuis plus de trois ans, les sociétés de Bourse de la place parisienne n'ont pas encore réussi à gagner l'argent au cours de l'exercice qui vient de s'écouler. Ainsi, les cinquante-cinq sociétés qui comptent encore la place - dont une sixième préfèrent toujours ne pas faire usage de leur droit de négociation (plus pudiquement dites « sommeil ») - ont enregistré en 1991 une perte globale de 600 millions de francs, un « trou » de 666 millions de francs en 1990.

Selon M. Pierre Esteve, président de l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB), qui présentait ses résultats mardi 14 avril, les raisons tiennent surtout à une conjoncture défavorable et à une visibilité, qui traduit notamment par une baisse du volume des transactions sur actions. Cette baisse du volume s'est inévitablement repercutée sur les résultats, par les sociétés de Bourse. Un niveau de charge très élevé, malgré les efforts de la Société des Bourses françaises pour poursuivre

une politique d'abaissement des tarifs, a aussi pesé sur le résultat net ex-charges.

Ainsi, depuis que les charges d'agent de change ont officiellement été déduites du résultat de Bourse en 1984, elles ont représenté un bénéfice de 417 millions de francs pour la première année, puis 303 millions de francs l'année suivante. Les premières pertes sont apparues en 1988 avec un trou de 666 millions de francs. L'exercice qui vient de s'achever se situe donc par une perte estimée à 600 millions de francs. Parallèlement à ces résultats, le courtage net sur action avait rapporté aux ex-charges 2,5 milliards de francs en 1990, avec un taux de courtage moyen de 0,28 % pour revenir à 2,4 milliards de francs en 1991 pour un taux de courtage tombé à 0,17 %.

Effort de restructuration

Pour remédier à leurs difficultés persistantes, les sociétés de Bourse ont poursuivi leurs efforts de restructuration et leur cure d'amaigrissement. Ainsi, de 5 340 personnes en 1981 à 4 000 début septembre 1991, il y a eu une baisse des effectifs de l'ordre de 9 %.

Cela étant, l'AFSB ne se contente pas de la situation actuelle de la Bourse, elle fait des propositions dans le but de relancer et de développer le marché français. À la suite d'une enquête menée par Andersen Consulting, elle a mis en évidence l'absence de clarté du système actuel de tarification et préconisé la mise en place de rémunérations diversifiées, à l'image des pratiques internationales. Les deux propositions sont indispensables au développement des conditions économiques d'exploitation des sociétés de Bourse.

L'association préconise aussi l'amélioration de la compétitivité du marché en matière de transactions sur actions. L'amélioration de la liquidité est un enjeu connu de la place de Paris : la suppression de l'impôt sur la Bourse. Il est évident qu'un non-résident préférerait s'adresser à un intermédiaire qui lui procurerait les mêmes services sur une place étrangère - notamment londonienne - à un moindre coût fiscal. Comme le dit M. Esteve, la Société des Bourses françaises réalise sur le système anglais SEAQ International des travaux importants.

F. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Fédérative Crédit Mutuel

BILAN 1991

Le Conseil de surveillance de la Banque fédérative du Crédit mutuel, réuni le 26 mars 1992 sous la présidence de M. Etienne Piffault, a arrêté les comptes de l'exercice 1991, présentés par M. Michel Lucas, président du Directoire.

Le total bilan a progressé de 51 % pour atteindre 101,9 milliards de francs au 31 décembre 1991.

Les fonds de la clientèle (hors CDN) ont augmenté de 6,3 % et les crédits de 10,3 %.

Le produit net bancaire s'est établi à 1 177 millions de francs et le bénéfice net à 454 millions de francs, contre 290 millions l'an passé, soit en progression de 60 %.

Le résultat net du Groupe Alsace, Lorraine et Franche-Comté (CFC) locales et Banques fédérales ressort à 900 millions de francs, soit en progression de 27 % par rapport à 1990.

Après affectation des résultats, les fonds propres de la BFCM dépasseront 2,5 milliards de francs et ceux du Groupe seront de 10,3 milliards de francs, soit 9,1 milliards un an plus tôt.

126 000 LECTEURS du Monde exercent une PROFESSION LIBÉRALE. Le Monde est leur premier titre d'information. (IPSOS 91)

GFC GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 8 avril 1992, sous la présidence de M. Roger Papaz, pour examiner les comptes de l'exercice et prendre connaissance de l'activité de la société.

La fusion avec la Société GFI, intervenue en 1991, permet d'établir une comparaison significative. Cependant, il est indiqué que les recettes locatives se sont élevées à 344 389 000 F. A patrimoine comparable, pour les deux sociétés fusionnées, l'augmentation ressort à 4,14 %.

Le bénéfice net s'est établi à 253 665 000 F, comprenant pour 15 120 000 F de plus-values nettes de cessions d'immeubles. Il sera proposé à l'Assemblée générale de décider la distribution d'un dividende de 27 F par action contre 24 F au titre de l'exercice précédent.

L'immeuble de bureaux de 5 055 mètres carrés et 111 mètres carrés de commerces d'Issy-les-Moulineaux, mis en location en juillet 1991, se loue progressivement. À ce jour, 66 % des surfaces sont louées. L'immeuble de bureaux de Suresnes de 2 700 mètres carrés a été terminé à la fin du 1^{er} trimestre 1992, sa commercialisation est en cours. Enfin, l'immeuble de bureaux de Levallois de 459 mètres carrés sera livré au mois de juin 1992.

BARRICK

AMERICAN BARRICK RESOURCES CORPORATION UNE PERFORMANCE RECORD EN 1991 DEVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE MINE D'OR "MEIKLE MINE"

American Barrick Resources Corporation a annoncé pour l'année 1991 un bénéfice net en hausse de 59 % à 92,4 millions de dollars US, soit 58,2 millions de dollars US, soit 45 % par action, pour la même période en 1990.

Le revenu des opérations en 1991 s'élève à 157,4 millions de dollars US par rapport à 108,7 millions de dollars US en 1990.

American Barrick a annoncé l'exploitation d'une nouvelle mine dans le cadre du développement Purple Vein appelée "Meikle Mine", près de Goldstrike (Nevada), d'une production moyenne annuelle de 400 000 onces d'or.

La production d'or en 1991 s'est accrue de 30 % à 789 846 onces contre 596 220 onces en 1990. American Barrick devrait produire en 1992 près de 1,2 millions d'onces d'or. Les réserves d'or d'American Barrick s'élèvent à 25,3 millions d'onces à fin 1991, en augmentation d'environ 25 % en un an.

En 1991, American Barrick a vendu l'once d'or au prix moyen de 433 dollars US, grâce à sa politique de couverture, contre un prix moyen Comex de 392 dollars US l'once. Sa politique de couverture sur les trois prochaines années garantit à American Barrick un prix moyen de 425 dollars US l'once d'or.

SICAV DE BANQUES POPULAIRES			
L'ÉPARGNE ACTIVE			
	Valeur liquidative de l'action en F	Actif net en MF	Performance sur 1 an (Cours au 1/1/91)
pour dynamiser vos placements en accordant à tous les marchés			
FRUCTIFRANCE	902,26	2.494,45	+ 10,58 %
FRUCTIFRANCE	1.145,45	488,75	+ 5,94 %
FRUCTIVALOR	478,45	561,56	+ 2,41 %
AAA	1.098,14	590,00	+ 8,62 %
FRUCTIMMO	24,88	191,56	- 6,60 %
pour valoriser votre capital à moyen ou long terme			
FRUCTI-CAP	40,16	823,98	+ 6,70 %
PATRIMOINE-RETRAITE	214,57	805,40	+ 8,24 %
FRUCTI-ÉPARGNE	32,72	113,15	+ 7,21 %
FRUCTI-PREMIERE	11.167,48	101,10	+ 9,48 %
FRUCTIDOR	232,54	11,10	+ 8,18 %
SICADEN	700,61	207,41	+ 8,41 %
pour gérer vos liquidités en toute sécurité			
VALORG	2.017,68	654,90	+ 8,17 %
FRUCTI-ASSOCIATIONS	34,74	9.403,97	+ 8,53 %
FRUCTI-COURT	116,40	18.420,14	+ 9,26 %

BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

BNPI

BNP INTERCONTINENTALE

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE : +43,6 %

Le Conseil d'Administration de la BNP INTERCONTINENTALE, réuni sous la présidence de M. Michel THOMAS, a arrêté les comptes de l'exercice 1991 au cours de sa séance du 13 avril 1992.

Le résultat net consolidé du groupe a fortement augmenté (+ 37,4 %) pour s'établir à 200,3 millions de francs. La quasi-totalité de ce résultat est due aux performances, en nette progression, le produit net bancaire du groupe dépassant le milliard de francs. Par ailleurs, l'apport des sociétés filiales en équivalence a permis de relever le résultat net de la BNP (Luxembourg) de 106,53 millions de francs contre 77,63 millions précédemment.

La BNPI maison-mère a réalisé 263,3 millions de francs de bénéfices nets, affichant une augmentation de 26,4 % à laquelle ont participé ses filiales - Agence de Paris, Agence de la Réunion, Liban, Maurice et Chypre. De plus, la BNPI a obtenu quatre importants mandats d'arrangement pour des opérations de financement d'investissements outre-mer.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale 1992 :

- Un dividende de 16,50 francs par action procurant un revenu, avant fiscalité, de 24,75 francs, en progression de 13,8 %, soit un rendement de 8,7 % sur le cours moyen de l'année 1991. La distribution globale augmente de 19 % compte tenu de l'augmentation de capital consécutive au paiement du dividende en actions en 1990. L'option sera mise en œuvre au titre de l'exercice 1991.

- Une augmentation de capital par incorporation de réserves en distribuant 1 action gratuite pour 10 anciennes.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

GROUPE

BNP

VIE DES ENTREPRISES

Malgré 200 millions de francs de pertes en 1991

Air France sur la voie de la convalescence

Air France a connu un exercice 1991 bien moins catastrophique qu'on aurait pu s'y attendre et que le groupe ne le font paraître. Bien sûr, avec un résultat net consolidé, part du groupe, déficitaire de 200 millions de francs au lieu de 717 millions en 1990, la situation semble vraiment rose. Mais, si on se regarde de plus près, on s'aperçoit que les paramètres financiers de la compagnie nationale ont évolué dans le bon sens.

Le chiffre d'affaires, en 1991, de 14,4 milliards de francs, a été atteint par le trafic de la ligne de l'Atlantique et du trafic économique qui s'est ensuivi. On a vu une diminution de 1,1 milliard de francs de charges d'exploitation, le redressement du résultat d'exploitation est perceptible puisqu'il est positif de 213 millions de francs, alors qu'il était déficitaire de 1,14 milliard de francs un an plus tôt.

Les opérations exceptionnelles ont rapporté un peu moins qu'au cours de l'exercice précédent, soit 1,5 milliard de francs, contre 1,9 milliard, la vente de l'actif de Montparnasse n'ayant pas été totalement réalisée. Les provisions pour restructurations (dont la détermination et l'accompagnement du plan social) que le président d'Air France, M. Bernard Attali, a estimées à 1,5 milliard de francs en 1991, ont été de 1,4 milliard de francs en 1992. La dette brute d'autofinancement de la compagnie a baissé de 434 millions de francs à 2,56 milliards de francs.

On a vu, parmi les filiales, la compagnie UTA, en voie d'absorption, réaliser le meilleur résultat net de 108 millions de francs, alors qu'Air Inter perd

45,5 millions. Presque toutes les filiales non absorbées sont bénéficiaires, à l'exception de la filiale Méditerranée, qui affiche un profit de 10 millions de francs (Le Monde du 7 avril).

1992 a commencé curieusement. Le trafic de l'ensemble du groupe a reparté sur une trajectoire de croissance de 19 %, ce qui permet de retrouver les niveaux atteints en 1990. Les moyens-courriers continuent de partir de l'attention économique, alors que les vols long-courriers sont fréquents, avec une mention spéciale pour l'Amérique du Nord, en progression de 11 % par rapport à 1991. Les fluctuations du marché des avions ont permis à M. Bernard Attali d'espérer un retour à l'équilibre avant l'été 1993.

A. F.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ACQUISITIONS

Dynastion reprend une filiale d'Alko. - Le groupe diversifié Dynastion vient de prendre le contrôle d'une filiale française du groupe allemand Alko. La firme a acquis la société P.C.A. (Produits Chimiques Auxiliaires de Synthèse), qui réalise environ 300 millions de francs de chiffre d'affaires. La société, dont le siège social est à Longjumeau (Essonne), emploie quelque 370 salariés et possède deux usines de production à Courtenot (Orne) et Bourgoin-Jallieu (Isère). P.C.A. développe, fabrique et distribue des spécialités chimiques pour l'industrie, notamment la pharmacie, la parfumerie, la photochimie et le pétrole.

Talpa achète Givrafruits. - La société Teissier, spécialisée dans les sirops, a acquis Givrafruits, une société qui produit et distribue des sirops de menthe (sirops de menthe à la menthe), pour la somme de 26,4 millions de francs. La société Givrafruits a réalisé un chiffre d'affaires de 54,5 millions de

francs pour un bénéfice net de 1,3 million de francs.

ALLIANCE

L'équipementier automobile Montupet s'allie avec FIAT. - L'équipementier automobile Montupet s'allie avec le groupe FIAT, qui va lui apporter ses activités de fonderie d'aluminium, métier du groupe français, moyennant une participation dans son capital. Le nouvel ensemble, qui devrait être créé avec une rétroactivité au 1^{er} janvier, emploiera environ 5 000 personnes et représentera un chiffre d'affaires de l'ordre de 3,5 milliards de francs en 1992. Sa création va permettre à Montupet de développer ses activités de fonderie d'aluminium, notamment la pharmacie, la parfumerie, la photochimie et le pétrole.

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

La vente de la filiale de la

</

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 16 AVRIL.

Cours relevés à 13 h 30

Competition										Règlement mensuel										Competition										VALEURS									
VALEURS										VALEURS										VALEURS										VALEURS									
Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	Competition	Cours	Premier	Deuxième	%	
4575	CAFE 3%	4550	4500	4500	-1 10															220	Gén. Minors.	220	225	225	100														
381	BANQ. T.P.	850	807	807	-0 34															335	Gén. Indigne.	330	338	338	100														
196	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1465	Rhône T.P.	1448	1448	1448	0 00															11	Haras P.L.	23	23	23	100														
1020	Rhône Port.	1620	1620	1620	0 00															30	Harmony Gold	28	28	28	100														
1355	Saint Gobain T.P.	1820	1820	1820	0 00															10	Heulein Packard	454	10	454	100														
740	AACOR.	762	762	762	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
90	Air Lydian.	770	770	770	0 00															43	Huach.	35	35	35	100														
500	Alcazar-Holston.	608	608	608	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
1080	ALP.	1080	1080	1080	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
325	A.L.F.P.I.	340	340	340	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
450	AGF-Bd. Média.	512	512	512	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
181	Alcatraz.	181	181	181	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
152	Amer. N. Média.	152	152	152	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
181	Ass. Inc. Média.	181	181	181	0 00															34	Huach.	35	35	35	100														
181	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
770	Bd. Indigne.	800	805	805	0 00															355	Muscat.	355																	
481	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
817	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
1405	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100														
625	Comp. Lyon.	720	682	682	-0 52															425	Gén. Milprou.	470	47	47	100									</					

COMPTANT (sélection)

BICAV (collection)

15/4

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Émission	Rechart	VALEURS	Émission	Rechart	VALEURS	Émission	Rechart	VALEURS	Émission	Rechart
Obligations						Etrangères																	
Emp. 12.5/77	120 80	7 40	CLM	1475	1475	Pais France	220	220	Austria	210 00	204 47	France	485 40	471 35	Pré-Assurances	25084 42	25084 42						
Emp. 12.5/78	100	7 40	CLT/RAI	2282	2282	Pais Orléans	220	210	Argentine	128 73	151 13	France Perm.	108 06	106 40	Profiat	100 70	976 20						
Emp. 12.5/79	101 25	8 10	Cogit	350 30	348	Parisienne	310	310	Austral	7082	7389 54	France-Région	1241 81	1206 84	Charv.	337 86	134 33						
Emp. 12.5/80	108 96	8 28	Compagnie	354 00	351	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
Emp. 12.5/81	100 90	8 06	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
DAT 10% 5/2000	107 85	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
DAT 9.5% 12/1987	107 85	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10	783 34						
FTT 11.25/86	105 46	8 10	Ca Indus	350 00	350	Paris Orléans	310	310	Autriche	282022 34	282022 34	France-Région	34 87	34 87	Delvaux	808 10							

Cote des Changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 16/4	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 16/4
			achat	vente			
Etats Unis (1 usd).....	5 589	5 612	5 3	5 8			
Ecu.....	9 838	9 836					
Allemagne (100 dm.).....	336 830		328	343		\$1100	806500
Autriche (100 sch.).....	1 655		15 9	19		\$1100	806500
France-Bas (100 fr.).....	300 700		290	310	Napoléon (20f.).....		350
Italie (100 li.).....	4 500		4 2	4 7	Francs F (10 f.).....		444
Danemark (100 kr.).....	57 375			10 2	Francs Suédois (20 f.).....		348
Gde-Bretagne (1 l.).....	9 885		2 5	3 2	Francs Lirins (20 f.).....		347
Grèce (100 dr.).....	2 802			97	Gouvernins.....		436
Suède (100 kr.).....	93 840		356	370	Francs 20 dollars.....		2100
Suisse (100 frs.).....	88 470		89	97	Francs 5 dollars.....		1080
Norvège (100 kr.).....	48 110		46 8	49 8	Francs 10 dollars.....		700
Portugal (100 esc.).....	5 391		5 7	6	Francs 50 piroas.....		2265
Espagne (100 pes.).....	3 941		4 5	4 9	Francs 100 piroas.....		363
Portugal (1 S esc.).....	4 228			4 2			

Gay Diggins	190 10	Garage	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Lecturers de Mond...	190 10	George Valera...	440 27	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Nichols		Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Particip. Particip	350	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Quarent		Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Rovato N.V.	217 40	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Se-Glob-Strallage	1000	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
SE-FL	1800	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
S.M.T. Gough	190	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
S.P.A. et R.	336 80	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30
Wanam	890	Selfish capt	6292 14	East Oppenheim	567 15	MAP Premium Dir.	10366 92	10030 30

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comin

VILLES

Pour lutter contre les effets pervers de la décentralisation

Le Conseil d'Etat propose un durcissement des règles d'urbanisme

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, devait rendre public, jeudi 16 avril à Paris, un rapport du Conseil d'Etat (1) qui avait été demandé en 1990 par M. Michel Rocard, alors premier ministre. La haute juridiction administrative formule plus de soixante propositions qui, si elles sont adoptées, entraîneront un renforcement, parfois très sévère, du cadre de l'urbanisme.

Un certain nombre d'entre elles sont extrêmement toulou, d'une technicité qui les rend hermétiques au grand public. Elles visent à renforcer les règles de l'urbanisme français qui, mal supportées par les bourgeois de la décentralisation, ont subi d'importantes modifications. Ainsi, l'autorisation de lotissement, ZAC, permis de construire, droit de préemption, sont aujourd'hui à la discrétion des maires. Ceux-ci abusent souvent de l'une ou l'autre de ces compétences par la loi : celle de modifier la règle du jeu fondamental qu'est le plan d'occupation des sols. Les communes à l'ouest de Paris, qui ont environ 40 % des POS, consacrent les deux tiers de leur territoire à l'habitat. Les communes de l'est, qui ont environ 10 % des POS, consacrent les deux tiers de leur territoire à l'habitat. En outre, les communes se permettent très souvent d'appliquer leur plan sans même qu'il ne soit approuvé.

Les préfets, auxquels est confié le contrôle de la légalité de ces pratiques, sont d'une timidité qui frise la complaisance. Le Conseil d'Etat note que sur 737 décisions d'urbanisme prises en 1989, 7 000 seulement, soit 1 %, ont fait l'objet d'observations de l'Etat, et que 272 ont été déférées par le préfet à un tribunal administratif. Or, le rapport du Conseil d'Etat souligne que les préfets s'abstiennent chaque année de former un recours.

Résultat : la loi et la puissance

public, au sein du groupe de travail, par les représentants des élus locaux, qui redoutent une amputation de leurs pouvoirs. Afin d'inciter les préfets à faire leur métier de contrôle de légalité, les conseillers proposent que toute demande d'arrêt de travaux, formulée par un représentant de l'Etat, ait un effet suspensif immédiat.

Pour que leurs collègues des tribunaux aient à leur disposition des arguments dissuasifs, les membres du Conseil d'Etat demandent que les infractions soient proportionnelles aux profits illicites réalisés par les auteurs de la violation (multiplication par dix du plafond des sanctions), et que les peines d'emprisonnement soient prévues dans la première infraction. Enfin, ils souhaitent que les ordonnances de démolition soient exécutées d'office, et qu'elles soient inscrites au plan public.

C'est dans un souci de simplification que les juges administratifs, qui ont une opération d'urbanisme en vue, ont pu, par la voie législative, et que leurs propositions les plus dracونيennes rencontreront une opposition ferme. M. Paul Quilès, sous-secrétaire de l'équipement, a indiqué récemment par deux fois qu'il attendait le rapport pour présenter un projet de loi portant réforme du code de l'urbanisme. La présence de son successeur, M. Jean-Louis Bianco, lors de la publication du rapport, est au moins un gage de continuité.

Enfin, le Conseil d'Etat se souvient que nombre des propositions formulées par lui en 1973 sur le même sujet ont été reprises dans la loi sur l'urbanisme votée moins de deux ans plus tard. (1) L'Urbanisme : pour un droit plus efficace, Conseil d'Etat, La Documentation française 1992, 203 p. 90 F.

Remèdes de cheval

Le groupe de travail constitué de 34 membres et présidé par M. Daniel Labatouille, a travaillé durant un an pour élaborer une thérapeutique adaptée à ce que le rapport appelle la « pathologie » de l'urbanisme. La prescription ne compte pas moins de 61 propositions d'importance variable. Les plus sévères s'appliquent à des situations de crise.

Ainsi, les communes qui tentent de remplacer les équipements publics par des équipements privés (SDAU), considérés comme dérogés à la règle, sont soumises à un contrôle renforcé par l'Etat, les régions ou les départements, portant sur des espaces plus vastes, voyant plus loin et encadrant solidement les POS. Pour que ces derniers ne soient qu'un simple moyen de spéculation, le rapport suggère qu'ils soient plus révisibles que tous les autres et qu'ils soient soumis à une dérogation à cette règle - en cas d'urgence ou pour cause d'intérêt général - serait l'avis d'une commission, présidée par un juge administratif. Ces dispositions sont vivement discutées.

Après le retrait de la garantie d'emprunt de la Ville de Paris

L'Aquaboulevard va construire 15 000 m² de bureaux pour se renflouer

La Ville de Paris a décidé, lundi 13 avril, de retirer sa garantie d'emprunt (150 millions de francs) au centre de loisirs aquatiques Aquaboulevard, situé porte de Sèvres, dans le 15^e arrondissement. En contrepartie, la municipalité de la capitale autorise les promoteurs du complexe à construire 15 000 m² de bureaux sur une partie du terrain qu'il occupe.

La Ville de Paris a décidé, lundi 13 avril, de retirer sa garantie d'emprunt (150 millions de francs) au centre de loisirs aquatiques Aquaboulevard, situé porte de Sèvres, dans le 15^e arrondissement. En contrepartie, la municipalité de la capitale autorise les promoteurs du complexe à construire 15 000 m² de bureaux sur une partie du terrain qu'il occupe.

Après le retrait de la garantie d'emprunt de la Ville de Paris

CARNET DU MONDE

Naissances

Christine DURVILLE, Philippe LETRECHVILLY et Hugo ont la joie d'annoncer la naissance de Jules,

le 13 avril 1992, à Paris, 1, rue des Fontaines, 92310 Sèvres.

Catherine RAI, Michel BRUNET, Juliette et Charlotte, sont heureux d'annoncer la naissance de Remy,

le 5 avril 1992, à Paris, 1, rue des Fontaines, 92310 Sèvres.

Monique et Antoine PIERRE, Isabelle et Alexandre, se rejoignent de la naissance de Valentin,

le 7 avril 1992, à Paris, 35, rue Yves-Noté, 92300 Nanterre.

Mariages

M^{me} Germaine CHOCHET, M. et M^{me} Jean-Louis CHIFFICHAN, M. et M^{me} HIROKO-KOHAMURA, sont heureux d'annoncer le mariage de Jérôme et Massala,

qui a eu lieu le 13 avril 1992, au Palais de Samode, Samode, Inde.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-20-04
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 36 F
Abonnés et actionnaires : 85 F
Communications diverses : 100 F
Thèmes divers : 35 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6780

1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI

HORIZONTALEMENT

1. Peut-être empoisonner quand ils sont gâtés. - II. Comme un chou. - III. Comme un très mal. Répondent pour les cendres. - IV. Fume à l'étranger. - V. Ateindre quand elle est très haute. - VI. Préfixe. Un cri dans la forêt. - VII. Dieu dans la Bible. Capitale étrangère. - VIII. Rendue en partant. Une fille devenue belle. - IX. Qui font beaucoup de bruit. - X. Tont le pré. - XI. Sorte de croche. Adverbe.

VERTICALEMENT

1. Perdent leurs dernières lettres. - 2. Azurée. - 3. Fangeuse. - 4. Azurée. - 5. Fangeuse. - 6. Fangeuse. - 7. Fangeuse. - 8. Fangeuse. - 9. Fangeuse. - 10. Fangeuse. - 11. Fangeuse.

Solution du problème n° 5759

Horizontalement
I. Dénouement. - II. Équilibre. - III. Fruitier. - IV. Ré. - V. Air. - VI. Ibidem. - VII. Clou. - VIII. Hg. - IX. Gg. - X. - XI. Sg.

Verticalement
1. Dénouement. - 2. Agréable. - 3. Rau. - 4. Tr. - 5. Ducs. - 6. Agg. - 7. Oris. - 8. Sg. - 9. Tg. - 10. Sg. - 11. Sg.

GUY BROUTY

Décès

M. Ronald Bessis, M. Hugh-Jeff Bessis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emile BESSIS, comédien général, le 15 avril 1992.

Les obsèques auront lieu le vendredi 17 avril, à 10 h 30, au cimetière du Montparnasse.

11, rue des Fontaines, 92310 Sèvres.

Sainte-Foy-lès-Lyon. Douala. Abou-Dhabi.

M^{me} Robert DESPLACES, M. et M^{me} Jacques Desplaces, M. et M^{me} petite-fille, M. et M^{me} Pierre Grandjean et leurs enfants, M^{me} Adèle Revellin-Palcoz, sont parents et amis, font part du décès de

M. Robert DESPLACES, ancien député, le 15 avril 1992, à Paris, soixante-quinze ans.

Les funérailles seront célébrées en l'église Saint-Thérèse-de-la-Plaine, rue de Commandant-Charcot, le vendredi 17 avril, à 11 heures, à Sainte-Foy-lès-Lyon.

M. René Guyonard, son épouse, M. et M^{me} Jean-Yves Guyonard, M. et M^{me} François Guyonard, M. et M^{me} Philippe Allais, M. et M^{me} Bernard Guyonard, M. Dominique Guyonard, M. et M^{me} Arbel, M. Jacques Pitoz, M. André Guiter, M. et M^{me} Yves Housiau, ses neveux et nièces, Et leurs enfants, Et sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} René GUYONARD, née Marie-Thérèse Jossais, survenue le 7 avril 1992, à Paris, l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale le mardi 14 avril, à 10 heures, au cimetière de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Raymond et Anne-Marie et leurs enfants et petite-fille, Jean-Pierre et Yvette Menanteau et leurs fils, Michel et Françoise Lopez et leurs enfants et petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père,

Pierre MENANTEAU, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, officier des Arts et des Lettres, Officier des Palmes académiques, inspecteur honoraire de l'enseignement national, des lettres, survenue le 7 avril 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu, le vendredi 10 avril, au cimetière de Pantin (Vendée).

42, avenue J.-G. Giscard, 06200 Nice. 211, rue Paul-Doumer, 92110 Nanterre. 31, rue de Malakoff, 75008 Paris.

Les obsèques de la Vierge de Notre-Dame de la Vierge ont été célébrées le vendredi 10 avril, au cimetière de Pantin (Vendée).

Pierre MENANTEAU, président honoraire de la Maison de poésie, 11 bis, rue Balis, 75009 Paris.

Jean-Emile REYMOND, M. et M^{me} honoraire, ancien ministre d'Etat de la principauté de Monaco, commandeur de la Légion d'honneur, repose auprès de sa femme à Mollans-sur-Ouvèze, le 15 avril 1992.

THÈSES
Tarif Étudiants
55 F la ligne H.T.

Le Père provincial des pères Saint-Sacrement, communautés de France, font part de leur peine à l'occasion du décès de

Père Charles MICHEL-JEAN, survenue le 14 avril 1992, à Paris, soixante-dix-neuvième année.

Il vous prie de participer ou de vous unir d'intention à la messe de sépulture qui sera célébrée le mardi 21 avril, à 11 h 30, en la chapelle de « Corpus Christi », 23, rue de Friedland.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Robert ROY, née Madeleine Girault, docteur en droit, administrateur civil HC, survenue le 12 avril 1992, à Paris, quatre-vingt ans.

De la part de M. et M^{me} Pierre Sautois, Et toute la famille, Parents et alliés.

Les obsèques auront lieu en l'église de Saint-Vincent-de-Paul, le mardi 21 avril, à 11 heures.

14, rue René-Coty, 75290 Montvilliers.

Les familles Cohen-Vidico, Juillard, Lescaze, Sautois, Prunet et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles SAADA, survenue à Paris le 7 avril 1992, à Paris, quatre-vingt-dix ans.

Cohen-Vidico, 10, rue Vandermans, 75011 Paris.

M^{me} Marie Sadoun, ses enfants, M. et M^{me} Guy Sadoun, M. et M^{me} Alain Sadoun, M. et M^{me} Pierre Bitoun, M. et M^{me} Michel Sadoun, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

David SADOUN, survenue le mercredi 15 avril 1992, à Paris, l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 17 avril, à 10 h 15, au cimetière de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille ne reçoit pas.

Rectificatif

On nous prie de rappeler le décès de

Katori MAKINO, compositeur, survenue le 13 avril 1992, à l'âge de cinquante-deux ans.

De la part de Rose-Marie Fayolle, son épouse, Yutaka, son fils, Et toute la famille.

32, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris.

(Le Monde du 15 avril)

Communications diverses

L'Institut Charles-de-Gaulle annonce la sortie du Tome III de la « De l'Etat à la Nation » sur la modernisation économique, l'administration, l'éducation, la recherche scientifique et technique (en toutes les langues) à 3, rue Solferino, Paris-7.

Nos abonnés et nos bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde » sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par 11

Le Monde

Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant de la publication, François de la rédaction, Jacques Guiz, directeur de la gestion, Manuel Lucbert, secrétaire général.

Ensemble : Jean-Marie Colombet, Robert Solé, directeur de la rédaction, Yves Agnès, Jacques Aréat, Thomas Ferenczi, Philippe Herremann, Jacques François, directeur.

Directeurs : Michel Bourin-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1987), André Laurens (1987-1991).

RÉDACTION : 15, RUE FAUGUET, 75001 PARIS CEDEX 13, Tél. (1) 40-65-25-26, Télécopie : 40-65-25-99, ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT CROISSANT, 92452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tél. (1) 40-65-30-10, Télécopie : 40-65-30-10.

Après le retrait de la garantie d'emprunt de la Ville de Paris

L'Aquaboulevard va construire 15 000 m² de bureaux pour se renflouer

La Ville de Paris a décidé, lundi 13 avril, de retirer sa garantie d'emprunt (150 millions de francs) au centre de loisirs aquatiques Aquaboulevard, situé porte de Sèvres, dans le 15^e arrondissement. En contrepartie, la municipalité de la capitale autorise les promoteurs du complexe à construire 15 000 m² de bureaux sur une partie du terrain qu'il occupe.

Cette affaire arrive à un moment où le complexe de loisirs du 15^e arrondissement, dont le coût de construction est estimé à 400 millions de francs, connaît un taux de fréquentation correct. Depuis son ouverture, près de six millions de visiteurs sont venus à Aquaboulevard. Plus de deux millions d'entre eux ont participé à une activité payante. Selon les services de la Ville, le résultat brut d'exploitation croît régulièrement et a été, en 1990, de 14 millions de francs. Les évalés de la capitale ont également remarqué que l'attitude des actionnaires rassemblés autour des promoteurs du centre (Forest Hill, SAE, Lyonnaise des Eaux et Indoguez) est positive. Ceux-ci ont en effet assuré leur participation au capital de 70 millions de francs et viennent de décider de porter prochainement les fonds propres à 150 millions de francs.

J. P.

GRAPHOLOGIE

CONFÉRENCE organisée le 17 et le 18 AVRIL 1992, menée par M. J.-Pierre Martial Monfils, psychographe, membre SFDG, qui répondra aux questions des chefs d'entreprise responsables de recrutement. Cette conférence suivie d'un dîner et d'un débat libre. Pour réserver, appeler 48-52-17-17.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue de la Paix, 45-63-12-66

MINITEL 11 CODE A3T puis 11

Vente au public immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 23 AVRIL 1992, à 11 heures, EN UN LOT :

UN APPARTEMENT à GENNEVILLIERS (92)

18, rue Gabriel-Péri - 92 Cave

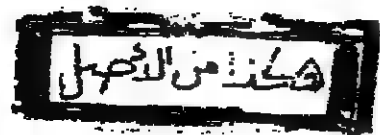
M. à P. : 180 000 F

MALMAISON, tél. : 47-04-30-30. Au greffe de l'U.C.L. de NAVYBURE, où le cahier des charges est déposé. Pour : M. COCHIN, huissier de justice, 11, rue Jean-Edeline, MALMAISON - 92, tél. : 47-04-30-30.

COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI A PLUS DE 2000 M

LES MENUIRES 90 LA PLAGNE 105 LES ARCS 100 PESEY/VALLANDRY 100 TIGNES 115 ARGENTIERE MT-BLANC 140

ENCORE ENVIE DE GRAND SKI ? TIGNES, 365 JOURS PAR AN - RÉSERVATIONS : 79.06.35.60



RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

IMAGES

Trois fois rien

... qui se souhai-
raient films et vidéo, et la
cassette offerte à l'intéressé.
Orde d'idée? Peut-être, mais
les patients interrogés se
satisfaient de l'innovation. Pen-
chant mal placé pour les con-
naître? douteux ou il leur a
constitué quelques munitions
judiciaires... L'hôpital, au
savoir... L'hôpital, au
rien... L'hôpital, au
du... L'hôpital, au
France.
Tous les médecins hospitaliers
ont donc... L'hôpital, au
méprisants, tous les hôpitaux ne
tiennent pas du... L'hôpital, au

Ville encore une fois première
de violence. Le houra se traverse

par un rivièrre, li Muse. Ou plénst,
dràit, c' la rivièrre a disparu, la
tèrra a avall li mince d' d'au.
Où est-elle passèe? Comment
est-elle possible? Géologues,
hydrologues, ont vèrs plancher
devant les enfants. On s'est
rendu au t'rain. La disparition
a donné matière à des
maquettes, des schémas, des
poèmes. Tout cela ne fait pas
l'eau, mais témoigne que
l'eau n'est pas morte, ne peut pas
gagner par la sclérose, ni que
l'école n'est pas seulement une
voici à fabriquer des livres.

de grands placards publicitaires mentionnant les condamnations infligées par le tribunal aux coupables d'excès de vitesse. Il peut inciter un chauffard potentiel à pied, M. le préfet bien sûr de la fonction publique.

Trois fois rien? Sans doute. Mais il est évident que les médias - et pas seulement la télévision - apparaissent trop souvent comme des moulins à café, et que ce n'est pas pour rien que, dans ces moments de crise d'alarme, pourquoi se priver de rappeler de vieux temps que nos petits chiens peuvent être la plus grande joie?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ▶ signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeu

TF 1

20.00 Journal, *Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.*

20.50 Cinéma : *L'inspecteur Laverdi* de Claude Chabrol (1985).

22.50 Magazine : *Ex libris.*
Révoltes. Invités : Françoise de Closets (*Tout le monde*), Claude Angeli et Stéphane Mendel (*Plein air*), Sébastien Soudant; Pierre Samet (*Les Gars de Paris*), Marie-France Garaut et Philippe Sagaut (*De l'Europe en général et de la France en particulier*).

0.05 Journal et *Météo.*

A 2

19.58 Journal, *Journal des courses et Météo.*

20.50 Magazine : *Envoiyé spécial.*
Innocents de guerre. de Kazuo Mochizuki; *Séville : Expo '82.* de Jean-François Delisle et Jean-Louis Melin.

22.15 Cinéma : *Le Juge Fayard dit le Juvif.* □
Film français d'Yves Boisset (1976).

Magazine : Laval et encore Bravo.

22.25 Journal et **Midi**.
22.50 Sport : Basket-ball.
 Foot Four **(TV)**, match
 pour les 1^{re} et 2^e places, à **Lille**.
0.10 Courts-métrages.

CANAL PLUS

19.20 Magazine : **Nulle part ailleurs**.
20.31 Le **Journal** du cinéma.
20.35 Cinéma : Plaisir d'amour. ■■
 Film français de Nelly Kaplan (**1981**).
22.15 Flash d'informations.
22.20 Cinéma : Road House. □
 Film américain ■■ Rowdy Harrington
 (1989) (v.o.).

0.10 Téléfilm : Chien et Chat.
 De Philippe **Belloué**.

M 6

19.54 Six minutes d'informations,
 ■■■ M 6 Finances.
20.00 Série : Madame **and son**.
20.30 Météo.
20.40 Cinéma :
 La Plus Grande Histoire
 jamais contée. ■
 Film américain de George Stevens (1965)
 Avec ■■■ von Sydow, Dorothy McGuire,
 Robert Loggia.

23.55 Météo des neiges.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : **Télévision**.
Rédiffusions.

Vendredi 17 avril

TF 1	
17.20	Série : Tarzan.
17.45	Série : Premiers baisers.
18.15	Jeu : Une famille en or.
18.50	Feuilleton : Santa Barbara.
19.20	Jeu : La Roue de la fortune.
19.50	Défilé : Le Bobote Show (m. 1.10).
20.00	Journal, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
20.45	Variétés : Tous à la une. Avec Haroun Taziefi, Pierre Perret, Renaud, Jean-Louis Murat, François Valéry, Thierry Pastor, Léo Sassi, Anne.
22.40	Concert : Roch Vézina. En direct du Trocadéro.
0.00	Sport : Boxe. Super mi-moyens : Laurent Boudouani-Ricky Holmes; Poids légers : Angel Monaghan-Gary Elmer; Super-légers : Jean-Pierre...

22.45 Journal • Météo.
23.05 Magazine : Musicales.
Les Leçons de ténors, de Couperin.

0.05 Les Entrepreneurs d'Océaniques.
Tavernier, au Téton, Alexan-
dres et les autres.

CANAL PLUS

17.30 Magazine : Rapido.
18.00 Canaille paluche.

En continu jusqu'à 20.30

18.30 Le Top.
19.20 Magazine : Suite part ailleurs.
20.30 Téléfilm : L'Obsession de Sarah Hardy.
De Jerry London, avec Sara Ward, Martin
Woods.

22.00 Documentaire : Une partie
de la vie est spéciale.
22.45 Flash d'informations.
22.56 Le Journal du Midi.

23.00 Cinéma : Retour vers le futur 2.
Avec Michael J. Fox, Christopher Lloyd, La-
Thompson. (1989).

0.45 Cinéma : Menace sur l'île.
Film américain de Roger Young (1987).
Avec Michael Keaton, Rae Dawn Chong,
Liane Langland (v.o.).

MC

19.00 Série : La Petite Maison
dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations,
Midi, M 6 France.

20.00 Série : Matins et soirs.
20.30 Capital.
Le monde du sommeil.
20.40 Téléfilm : Le Domaine du crime.
De Charles Verhaeghe, avec Al McGraw, Jo-
anne Van der Grinten.

22.25 Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Emotions,
charme et érotisme.
23.50 Capital.

0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.00 Documentaire : **Il y a un parallèle.**
21.00 **Magazine** : **Mégamix.**
21.55 **Magazine** : **Le temps.**
22.00 **Le Roman de Fauvel.**

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le Rythme et la Raison.** Sur la trace des maîtres 4, nouveaux 11, anciens.

20.30 **Dramatique : Le Rire d'un automne étouffé,** d'après L.-Céline.

22.40 **Les Nuits magnétiques.** Benjamins bleus. 3. Spectacles, formations, médias.

0.05 **Du Rire à l'indemnié.** Avec France Bordeaux 1. Vêtement inconnu.

0.50 **Musique : Code.** Les jazzmen 11, visions d'Innes (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Danes hongrois, pour orchestre n° 3 et 10, de Brahms ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur op. 11, de Chopin ; Symphonie n° 7 en la majeur op. 92, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de France, dir. Heinz Walberg ; sol. : **Philippe Penneret**, piano.

21.15 Ainsi le nuit... **Beethoven**, Moussorgski, Boccherini, **Philippe Penneret**, piano.

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue. Par **Philippe Penneret** Clarinet. Jazz SVP : **Philippe Penneret**, hier : Tous les programmes.

LA SEPT

16.45 Théâtre : Le **Malin** du monde **dentel**. Place de Millington Syngé, mise en scène de Jacques Nichet.

18.15 Flash d'informations (et à 19.55, 20.55, 21.45, 23.15).

19.00 Documentaire : Le Grand **Jack**. De Herméngilde Chission.

20.00 Documentaire : The Highly **Unlikely**. De Matt Cullum.

21.00 Téléfilm : **Andréa Malton**, l'ami de mon père. De Frédéric Renard.

21.50 Téléfilm : Le Siècle des Lumières. De

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : **Le Rythme et la Raison.** Sur la trace des matures sonneurs. 5. Airs anciens pour (2).

20.30 [] archives. **L'aventure** [] (2).

21.30 Musique : **Black & Blue.** Toots Thielemans (2).

22.40 **Les Nuits magnétiques.** [] blues. 4. [] (2).

0.05 **Du jour au lendemain.** Dans la bibliothèque de... Michel Cournot.

[] **Musique : Coda.** Les jazzmen et leurs violons d'Arcos (3).

FRANCE-MUSIQUE

Champs-Elysées) : (en) du
Jean du () l'Assemblée Instrumental
Stradivari et la Paillote de Lorraine, dir.
Pierre Cao ; sol. : Gök Turk, Stéphan
Verdès, Jesse-Marie Hoffmann, soprano, David
Collard, Jean Gillet, bariton, ténor, Philippe
Hertenloch, baryton-basse.

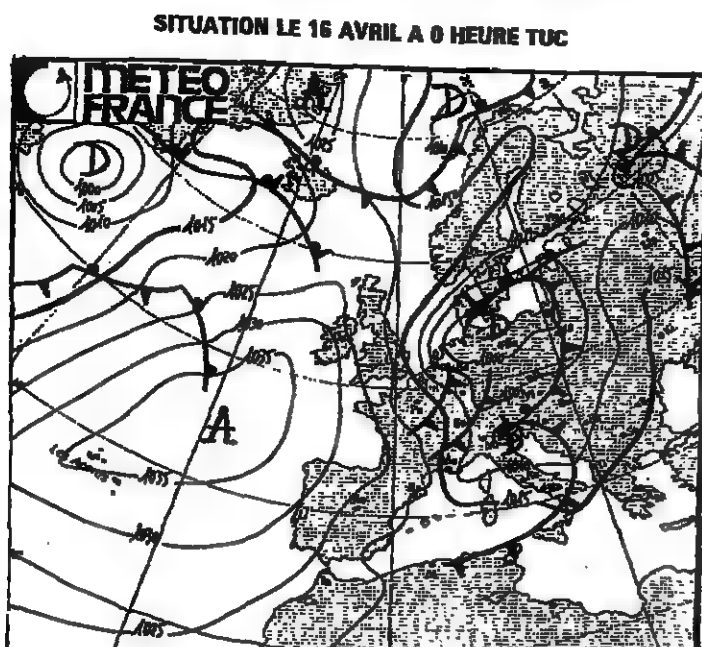
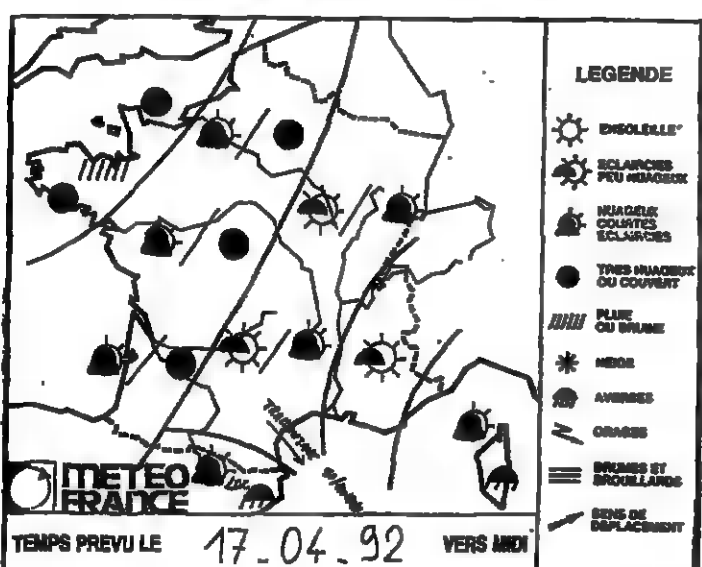
23.10 Jazz club, par Claude Carrière et
mes. En direct de l') Mériédia à Paris :
() et ()
Solomon, saxophones, Danny Caron,
guitare, Ruth Davies, contrebasse, Gaylord
Barré, batterie.

1.00 Les Voix de la nuit, par Henri Garabé,
Gérald de Fauré, par Berthe Monnet,
soprano.

**La télévision en 16/9 :
A2 une largeur d'avance.**

ANTENNE 2 retransmet **LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE GYMNASTIQUE**

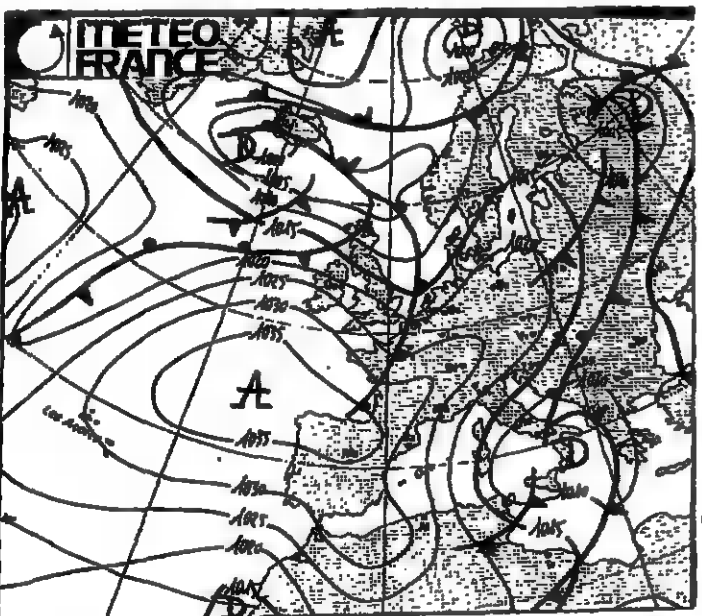
■ vendredi 17 avril, 15h au dimanche 19 avril, 19h. **■** par satellite sur TDF2 en 16/9 stéréo
3615 A2 : Tous **■** programmes 16/9

**PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL 1992**


En deux ou trois jours les nuages progresseront vers l'est. Ils couvriront une bonne partie du pays sauf le quart ouest. Il pleuvra en Bretagne, Pays de Loire, Normandie, Picardie.

Nord, Ile-de-France. ■ pluies a plus faibles ■ Poitou-Charentes. ■ Les températures minimales a ■ dans l'intervalle du ■ et ■ 7 degrés près ■ L'après- ■ températures ■ inférieures ■ saisonnières : ■ degré ■ 12 degrés ■ au ■ degré ■ degré ■

PRÉVISIONS POUR LE 18 AVRIL 1992 À 1 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé									
Valeurs extrêmes relevées entre le 15-04-1992 à 18 heures TUC et le 15-04-1992 à 6 heures TUC									
18-04-1992									
FRANCE									
AGACU	16	18							
ALGER	17	19	1	1	1	1	1	1	1
BORDAUX	17	19	1	1	1	1	1	1	1
BRENET	10	12	1	1	1	1	1	1	1
CLUSE	10	12	1	1	1	1	1	1	1
COGNAC	10	12	1	1	1	1	1	1	1
DIJON	10	12	1	1	1	1	1	1	1
GRANVILLE	10	12	1	1	1	1	1	1	1
LYONS	11	13	1	1	1	1	1	1	1
LYON	11	13	1	1	1	1	1	1	1
MARSEILLE	16	18	1	1	1	1	1	1	1
NANCY	10	12	1	1	1	1	1	1	1
NANTES	10	12	1	1	1	1	1	1	1
NICE	17	19	1	1	1	1	1	1	1
PARIS-MONTS	17	19	1	1	1	1	1	1	1
PAU	13	15	1	1	1	1	1	1	1
PERPIGNAN	13	15	1	1	1	1	1	1	1
REIMS	10	12	1	1	1	1	1	1	1
STRASBOURG	14	16	1	1	1	1	1	1	1
STRASBOURG	13	15	1	1	1	1	1	1	1
ÉTANGER									
ALGER	22	24	1	1	1	1	1	1	1
AMSTERDAM	10	12	1	1	1	1	1	1	1
ATHÈNES	20	22	1	1	1	1	1	1	1
BANGKOK	25	27	1	1	1	1	1	1	1
BARCELONE	20	22	1	1	1	1	1	1	1
BELGRADE	10	12	1	1	1	1	1	1	1
BERLIN	10	12	1	1	1	1	1	1	1
BRIKELLES	10	12	1	1	1	1	1	1	1
CAIRO	20	22	1	1	1	1	1	1	1
DALAT	20	22	1	1	1	1	1	1	1
DUBAÏ	25	27	1	1	1	1	1	1	1
GENÈVE	10	12	1	1	1	1	1	1	1
HONGKONG	25	27	1	1	1	1	1	1	1
ISTANBUL	10	12	1	1	1	1	1	1	1
JERUSALEM	10	12	1	1	1	1	1	1	1
LAHORE	10	12	1	1	1	1	1	1	1
LISSABON	10	12	1	1	1	1	1	1	1
LONDRES	10	12	1	1	1	1	1	1	1
LOS ANGELES	21	23	1	1	1	1	1	1	1
LUXEMBOURG									
MADRID	20	22	1	1	1	1	1	1	1
MARRAKECH	20	22	1	1	1	1	1	1	1
MEXICO	20	22	1	1	1	1	1	1	1
MILAN	10	12	1	1	1	1	1	1	1
MONTREAL	10	12	1	1	1	1	1	1	1
MOSCOW	10	12	1	1	1	1	1	1	1
NAIROBI	20	22	1	1	1	1	1	1	1
NEW DELHI	25	27	1	1	1	1	1	1	1
NEW YORK	10	12	1	1	1	1	1	1	1
OSLO	10	12	1	1	1	1	1	1	1
PALMA-DEJAMA	20	22	1	1	1	1	1	1	1
PEKIN	10	12	1	1	1	1	1	1	1
PRAGUE	10	12	1	1	1	1	1	1	1
RIO DE JANEIRO	20	22	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25	27	1	1	1	1	1	1	1
SINGAPOUR	25								

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document  le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

(Document) **le support technique spécial de la Météorologie nationale.**

Lancée par les huit principaux syndicats

La grève à la RATP a provoqué des perturbations moins fortes que prévu

La grève à la RATP n'était, jeudi 16 avril en milieu de matinée, que «partiellement» suivie par les agents de la régie, selon la direction. Selon ses chiffres, les lignes de métro fonctionnaient à 50 %, à l'exception de deux d'entre elles, en service à seulement 15 %. Le RER A a pu assurer 100 % des trajets, alors que le ligne B est restée fermée. Côté bus, le trafic a été assuré à 30 %.

Six heures : le brouhaha matinal de la gare Saint-Lazare est en retard, ce matin. A l'heure où les trains livrent habituellement leurs cohortes de voyageurs à la capitale, les pas résonnent étrangement dans le grand hall reliant la rue d'Amsterdam à la rue de Rome. Marie n'est pas étonnée. En ouvrant son kiosque à journaux, coté cour du Havre, elle confie, amusée, qu'elle a l'habitude : «Les gens qui partent ont l'air de ne pas vouloir prendre leur voiture. La foule arrivera plus tard. A l'exception de ceux qui, comme Pierre, n'ont décemment pas de chance. Sa voiture est en panne. Et c'est le jour de la grève ! Il ira à Boulogne à pied.

Les autres s'engouffrent machinalement dans les couloirs de métro. Ils ont écouté la radio : un métro sur trois. Il faut essayer. Côté cour de

Rome, un tableau noir a été placé en équilibre sur les tourniquets. «Pis de trafic sur les lignes 4, 6, 7, 8, 9, 11, 12 et 13. Les autres perturbées. Au guichet, l'agent suit le crépitemment de l'imprimante du télé qui l'informe. D'ici 9 heures, il sortira quatre fois pour corriger le tableau. Des voyageurs lui demandent des précisions : «C'est réduit, il faut attendre sur les quais.» Certains hésitent, d'autres abandonnent et vont tenter leur chance du côté des bus et des taxis. Christine s'est organisée : elle attend son bus 80 de 6 h 35. S'il ne passe pas, elle reviendra dans le métro.

«C'est jamais la grève totale, confie-t-elle, on peut toujours se débrouiller.» A 8 h 00, les flots de voyageurs sont plus denses, les mines plus affaissées. La plupart se dirigent, vers la station de taxi. Mais la file est déjà imposante : une centaine de personnes trépident. Heureusement, il ne pleut pas. Mais les voitures sont rares : elles arrivent au comptegoutte. L'ambiance est pourtant à la bonne humeur : «Ils ont raison de faire grève», lancent des jeunes filles. «Tu parles, bougonne derrière, un homme, c'est nous qui payons.» «Ils ont raison sur toute la ligne», lui répond, espiègle, l'adolescente, déclenchant les rires autour d'elle. D'abord surprise, elle finit par saisir sa boutade involontaire. Après un quart d'heure d'attente, beaucoup s'interrogent.

Le tableau noir est plus encourageant : seules les lignes 7 et 11 sont

fermées. Investis par une foule plus compacte, les tourniquets, en libre fonctionnement, dénotent plus d'un usager. Les uns passent leur ticket, les autres hésitent, regardent autour d'eux, puis, amusés, franchissent les barrières. Certains ne remarquent même pas : ils sautent par-dessus. L'habitude. Mais Jacques n'a pas le choix. Sa ligne est fermée. Il sort du côté de la place Gabriel-Péri, vers le bus 27. Une centaine de personnes sont déjà agglutinées à l'arrêt. L'agent de la RATP vient juste de coller une feuille. «Un seul bus 27 sur la ligne habituellement. Un sur 30 pour le bus 26». Parti d'Ivry à 8 h 30, le 27 n'est pas encore passé. Il faut attendre, la radio a annoncé 13 kilomètres de bouchon pour atteindre Bercy.

A 8 h 30, la circulation a envahi les rues de la Péninsule, du Havre et Saint-Lazare. Les piétons se consolent un peu en observant le boquet des véhicules. Jusqu'aux motos qui hésitent, halètent, ragent, brimées dans leur fougue habituelle. A la Madeleine, les automobilistes les observent, envieux. Sur le trottoir, une jeune fille avance d'un pas décidé. Elle porte un sac à dos et des chaussures de marche. «A chaque grève, j'en profite pour faire un peu de sport», dit-elle. C'est beau d'observer Paris le matin, non ?

OLIVIER PIOT

M. Michel Vauzelle veut contribuer à «la restauration de la sécurité morale»

Dans sa déclaration de politique générale, le 8 avril dernier, M. Bérégovoy avait affirmé sa volonté de «vider l'abcès de la corruption». «J'ai demandé au garde des sceaux de pousser les feux de la justice et du châtiment pour les responsables», avait déclaré le premier ministre.

Lors de la séance des questions au gouvernement, le ministre de la Justice, M. Michel Vauzelle, qui intervenait pour la première fois devant l'Assemblée nationale, a précisé, mercredi 15 avril, les conditions dans lesquelles il entend conduire son action, pour contribuer «au rétablissement intégral de l'état de droit, à l'incorruptibilité, à l'irréprochabilité, à la transparence de la vie politique et à ce qu'il a appelé «la restauration de la sécurité morale». «Corruption et corruptionnistes doivent être punis sans retard, sans faiblesse ni indulgence, et sans pouvoir se prévaloir d'autres garanties que celles de la loi», a déclaré M. Vauzelle.

En revanche, l'innocent, l'homme honnête, celui qui ne s'est pas enrichi personnellement par la fraude, celui-là ne doit pas être inquiété ni même non plus que sa famille et ses amis. «S'il exerce des responsabilités politiques, il faut évaluer sa carrière ne soit brisée par l'atmosphère de sa réputation. Il faut évaluer aussi qu'un climat de suspicion ne s'installe progressivement à tout le monde politique».

Le ministre de la Justice a rendu hommage aux magistrats : «Quelle que soit la décision prise par le juge, elle doit être motivée, elle doit pouvoir être contrôlée par notre confiance et notre respect. Il n'est pas acceptable que le juge en 1981, et ces hommes et ces femmes ont fait un choix de «difficile, un choix qu'ils assument cependant avec une discipline, un dévouement et une rigueur morale hors de pair. Méritant l'intérêt particulier que nous nous sommes donné le ministre de la Justice au cours des

mois à venir, je serai pour ma part très attentif en ce qui concerne les décisions à l'égard de ce qui relève de l'autorité judiciaire et ce qui relève de l'autorité des élus de la nation».

Télé Free-DOM pourrait être légalisée

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est approuvé à lancer un appel à candidatures pour le lancement d'une télévision hertzienne dans les départements d'outre-mer (DOM) et notamment à la Réunion. Cet appel d'offres, en principe ouvert à l'importation quel candidat, permettrait surtout à M. Camille Sudre, nouveau président du conseil régional de la Réunion et président de Télé Free-DOM de déposer un dossier.

En retour de cet acte de bonne volonté, la chaîne de télévision dont M. Sudre est le président, et qui a repris ses émissions régionales depuis le 27 mars, serait, après délibération, choisie et légalisée. Le CSA semble prêt à tenir compte du changement politique intervenu à la Réunion et à éviter tout mouvement de mécontentement au sein de la population.

Fortes hausses de l'indice du coût de la construction. L'indice du coût de la construction (ICC) s'est établi au quatrième trimestre 1991 à 1 002 contre 996 au troisième trimestre, et 952 à la fin de 1990, ce qui porte la hausse depuis un an à 5,25 %. Depuis le début de l'année, l'ICC augmente plus rapidement que l'indice des prix de détail, ce qui risque de tirer les loyers vers le haut, puisqu'il sert de référence à leurs révisions.

Le projet de réforme portuaire

La CGT dénonce l'«oukase» gouvernemental pour «casser» le statut des dockers

Le bureau de la CGT de la Seine-Saint-Denis, mercredi 15 avril, l'approuvant par le conseil des ministres du projet de loi réformant le statut des dockers, y voyant un «acte de sabotage de toute solution négociée», et a mis en garde contre une «aggravation» du conflit (Le Monde du 16 avril).

Selon la confédération, «en refusant toute concertation et tout débat démocratique, en tentant d'imposer par l'oukase la casse du statut des dockers (...), le gouvernement prend la responsabilité de l'aggravation et de l'accentuation du conflit», qui a conduit les dockers à observer vingt-cinq mouvements de grève depuis octobre 1991.

En revanche, les milieux patronaux expriment leur satisfaction. Les chambres de commerce, qui gèrent de nombreux ports, précisent qu'elles sont «prêtes à accompagner cette importante réforme de modernisation». Pour sa part, l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM) estime que le projet adopté en conseil des ministres «forme un tout cohérent». «Le texte gouvernemental, ajoute-t-elle, tranche avec le flou et les imprécisions de la loi régissant la profession depuis 1947».

A Rouen, un signalé correspondant Etienne Banzet, le directeur de l'Union des usagers du port, M. Pierre-Marie Hébert, a déclaré : «Deux choses ont été franchies avec l'adoption de la loi. Aujourd'hui, sa présentation, nous attendons la troisième avec le vote du Parlement, en espérant qu'il interviendra le plus vite possible en profitant d'un consensus politique rare».

A nos lecteurs

L'impression du Monde du mercredi 15 avril (numéro daté jeudi 16) a été perturbée par un arrêt de travail dans nos ateliers de Paris et à l'imprimerie d'Ivry. Une réunion d'information des ouvriers du Livre, au sujet de la situation au sein du Syndicat de la presse parisienne (SPP) a eu lieu le 10 et 15 avril, à la suite de quoi un début de production, ce qui a retardé la sortie du journal d'environ une heure. La direction du Monde considère comme inadmissible qu'une telle réunion d'information ne se soit pas tenue en fin d'après-midi, à une heure qui n'aurait pas gêné la fabrication du journal.

A cause de cet arrêt de travail, la seconde édition n'a pas pu être distribuée à Paris, près de la moitié de la diffusion en banlieue a dû être reportée au lendemain, et un tiers seulement des abonnements pour la vente de la soirée ont été réalisés. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser les désagréments subis du fait de ces perturbations.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Messagerie noire

J'ai une collègue, elle a ce qu'on appelle un enfant à la clé, la clé de l'appart. Il la porte à son cou et, après l'école, il rentre seul à la maison, où elle ne le rejoindra qu'en fin de journée. Tout le temps pour lui de faire son goûter - Tu as des chocolats dans le placard - et ses devoirs, au son de la radio. Skyrock en règle générale. Et là, entre deux pubs, il attrape au vol un numéro de téléphone, celui d'une ligne un peu spéciale, la ligne de la peur.

Il tapote les huit chiffres et il tombe sur un disque qui lui raconte une attendrissante histoire : il était une fois deux frères de trois et cinq ans, Abel et non, pas Pierre, ils se disputent une petite auto. L'aîné file une formidable berbe au caduc, dont les yeux se révulsent. Premières gouttes de sang. Ambiance sonore plein tube, cris et gémissements. Le pauvre se réfugie à la cuisine, son tortionnaire sur les talons. Lui qui crève les yeux et le lard de coups de couteau. Cris et hurlements. Ça SPLASCH ! fait HAAAAH ! La mère, enceinte de trois mois, débarque en plein carnage et se fait évanter par ce chérubin, cet ange de la mort qui tien-

que la pétoche de sa vie au gamin de ma copine.

Elle me raconte ça, hors d'elle, et aussi sec j'appelle l'ami Denis Parier-Daville, conseiller de la Fédération des familles françaises. Il confirme de sa voix tranquille : Absolument, j'ai là un constat qu'une histoire parmi d'autres : sous prétexte de lutte anti-tabac, un bébé de vingt mois, brulé par le mégot d'une cigarette jeté par un passant dans son poussette, culbute sous un autobus. Sa mère, le voyant réduit en bouillie, se précipite. Elle est décapitée par une voiture. La mère à l'avant, et le tout ponctué de ricanelements sardoniques.

A raison de 3,65 F la communication - il s'en est donné 286 millions en 1990 -, ces messages à touches noires ou roses représentent un chiffre d'affaires de plus d'un milliard. Les messages, vu qu'ils sont partagés fifty-fifty par une entreprise privée et par... Devinez qui ? Ben, tiens, nos chères, très chères Télécom. L'horreur, c'est simple comme un coup de fil !

L'affaire du Banco Ambrosiano

M. Carlo De Benedetti condamné à six ans de prison

Près de neuf ans après la banqueroute frauduleuse du Banco Ambrosiano, M. De Benedetti, président du groupe informatique Olivetti et du holding CIR, a été condamné jeudi 16 avril par un tribunal de Milan à six ans et quatre mois de prison. Cette décision ne sera exécutoire qu'après l'utilisation de toutes les procédures d'appel par M. De Benedetti. Trente-deux autres personnes, dont l'ancien chef de la loge P2, M. Celli, ont été condamnées. M. De Benedetti avait été vice-président et actionnaire du Banco Ambrosiano de novembre 1981 à janvier 1982, avant de céder le contrôle au financier M. Calvi, qui avait entraîné l'établissement à la catastrophe en juin 1982. La Cour a estimé que M. De Benedetti n'avait pu ignorer les faits. (Reuters).

Mort de Sammy Price, «roi du boogie-woogie»

Le pianiste américain Sammy Price, surnommé «le roi du boogie-woogie», est mort mardi soir 4 avril à Harlem (New-York). Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Price s'est notamment produit au cours d'une longue carrière aux côtés du clarinettiste Sydney Bechet et du saxophoniste Lester Young et King Curtis. Né à Honey-Grove (Texas) en 1906, Price avait appris à jouer du piano avec le pianiste Pitman, avant de former sa propre troupe. Arrivé à New-York en 1937, il devint pianiste pour la maison de disques Decca et accompagna notamment Rosetta Tharpe, Lee Brown et Evelyn Knight. Se produisant dans plusieurs clubs new-yorkais, il participe en 1948 au Festival de jazz de Nice.

LE GRAND "VRAC" DE LA MODE...

Des milliers de tissus nouveaux à admirer, palper, comparer, ou choisir en toute liberté. Ils sont si nombreux... Des prix bas, ils vous font voir votre insouciance, vous retrouvez enfin le plaisir d'acheter. Une Mode cosmopolite, gaie, vivante, créative, parfois exotique. Des tissus «en vrac» depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

NOUVELLES COLLECTIONS

avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 690 F
PANTALONS 890 F JUMES 1 100 F
1 000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET DRAPES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SOMMAIRE

DÉBATS

L'Europe et le monde : Le grand duo, par Maurice Duverger. Duverger : Le deuil du communisme, par Maurice Duverger. 2

ÉTRANGER

Le Congrès pile, le gouvernement reprend sa démission... 3
Afghanistan : la famille du président Suharto critiquée pour ses activités commerciales... 4
Corée du Nord : le maréchal Kim Il-sung a été fêté quatre-vingt ans dans une atmosphère... 5
et fin... 5

POLITIQUE

Le débat sur la ratification du traité de... 7 et 8
Dordogne : M. Fayolle (RPR) est élu président du conseil général... 9
Les suites de l'affaire Touvier... 9

POINT

Les conseils régionaux... 10

SOCIÉTÉ

Au tribunal de Paris : les professeurs Gallo et Zagury... 11
Le 60^e tir de la fusée Ariane : lancement... 12

SPORTS

Football : Monaco en finale de la Coupe d'Europe... vainqueurs de coupe... 13
Le ministre de la Justice demande l'ouverture d'une information judiciaire contre neuf clubs professionnels... 13

CULTURE

Le roman, de Michel Wargnier : une grande œuvre romanesque avec Catherine Deneuve... 14
Musique : une zarzuela du dix-huitième siècle... 14

Les réactions suscitées par le baron de... 15
Danse : un colloque animé par la danse orientale à la Maison des cultures du monde... 16

LIVRES • IDÉES

Le nouveau monde de Genghis Khan... 17
La Croix et d'Iraël... Trois siècles de l'Espagne face à eux-mêmes... 18
Toutes les Espagnes... La feuilleton... 19
Michel... François... L'histoire, par Jean-Pierre Rioux... 25 à 32

ÉCONOMIE

Les restructurations dans le textile et l'habillement... 17
Les banques et la fiscalité campent sur leurs positions à la RATP... 17
Le dégel d'un habitant de 5,5 milliards de francs... 18
Une perte de 600 millions... 19

Services

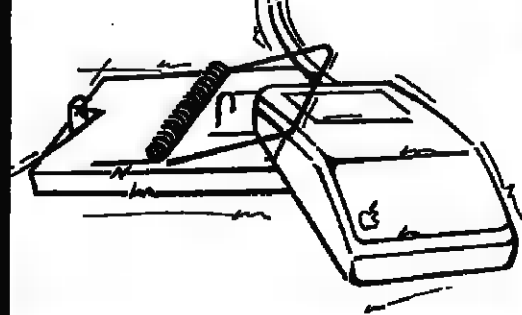
Abonnements... 8
Annonces classées... 18
Carnet... 22
Loto... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Mots croisés... 23
Radio-télévision... 23
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» daté 16 avril 1992 a été tiré à 457 882 exemplaires.

LES PROJETS SECRETS D'APPLE

SI VOUS NE DONNEZ PAS L'INDISPENSABLE A LIRE VOTRE SOURIS VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER



EXCLUSIF 20 photos inédites

Apple ne cesse de brasser des idées, d'inventer des constructions d'irréductibles prototypes. SVM Mac dévoile en exclusivité les projets secrets qui préfigurent les machines du futur. Avant-première : la reconnaissance d'écriture. Et comme chaque mois, le cahier pratique pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh.

SVM Mac

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

NOUVEAU : 36 17 SVM MAC 2 LE TEXTE INTÉGRAL DE TOUS LES NUMÉROS DE SVM MAC 1991/92

Deux continents

Entre l'Europe et l'Amérique, deux continents se rejoignent. SVM Mac vous propose une collection de cahiers pratiques pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh. Chaque cahier contient 20 photos inédites des projets secrets d'Apple, des informations exclusives sur les machines du futur, et des conseils pratiques pour optimiser votre utilisation de Macintosh.

DES LIVRES



SÉVILLE EXPO'92

Le Nouveau Monde de Gongora

Dieu est mort, tout est silence emporté : l'œuvre du plus grand des poètes espagnols était un opéra invisible et muet

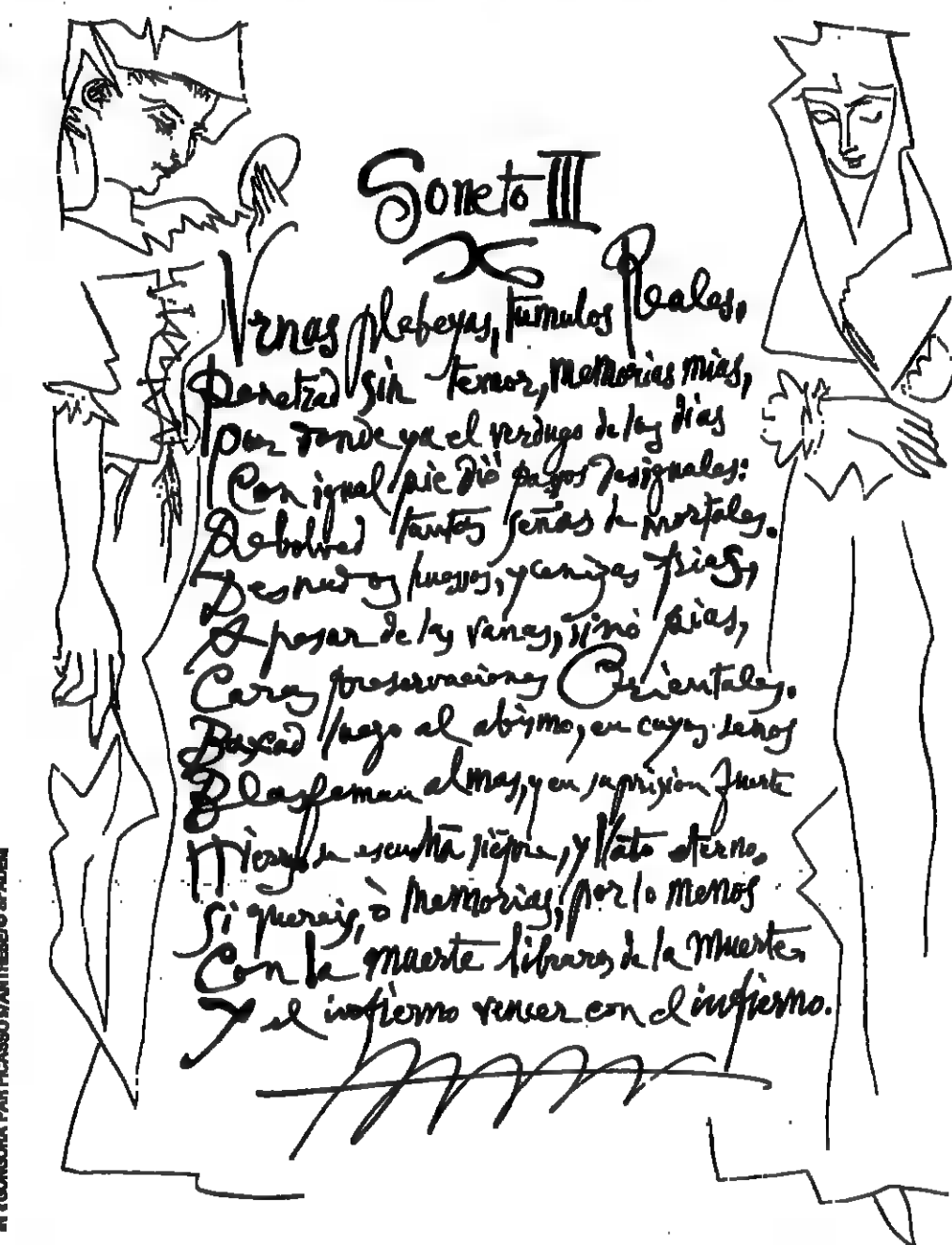
En 1947, Picasso recopie à la plume des sonnets de Gongora et met à dessin dans leurs marges. C'est étonnant : le poète du plus grand et du plus controversé des poètes espagnols, un peintre espagnol en exil, se voulant poète lui-même, éprouve la nécessité de replonger cette musique de mots, cette vibration vivante de langue, dans le cubisme ? Surréalisme ? Communiste ? Indéfiniment

Non, il est en train de dire quelque chose de beaucoup plus révolutionnaire et gênant : je perçois, moi, Picasso, seul désarmé, la tradition la plus haute de mes origines. Je ne l'ai métamorphosée, cette tradition, que pour mieux l'affirmer, répondant ainsi à la violente négation de l'Histoire. Oui, oui, je suis l'héritier direct de Velázquez, de Velázquez parle avec la même énergie la délicatesse que Gongora, ces radieux printemps torrides du début du dix-septième siècle. Sur scène : Shakespeare, Cervantes et, bientôt, la grande rafale classique française. Le point sûr, la certitude nerveuse, est là.

Qu'est-ce qui attire ainsi Picasso chez l'Espagnol ou le Flamand andalou ? La souplesse de la technique technique et l'accent héroïque, la métaphysique d'éléments irradiés sur fond de nuit. Si une belle femme est morte, on dira qu'elle était « l'orgueil du soleil », un « être au vent ». A une jeune fille en fleur, on conseillera de jouer vite « du vent, du front, des lèvres, des cheveux » avant de devenir « fumée, poussière, ombre, rien ».

La célébration, en hommage à soi-même, sa propre cité natale (pour Gongora : Cordoue) « de tous les glorieux aussi bien par les épées que par les plumes ». On se confronte enfin à la disparition totale avec une insolence inouïe : « Les plébéiennes, les tombeaux royaux, pénétrés sans crainte, ô ma mémoire ! Retourne ces signes de l'éternité mortelle ! Ces défunts, ces cendres froides ! L'âme, le blasphème des âmes, le bruit des fers et des pleurs éternels ! Si je puis, ô ma mémoire ! Te faire de la main par la mort et l'enfer par l'enfer ».

L'occultisme suspect qu'est Gongora ne le laisse clairement entendre : Dieu est mort, tout est silence emporté ; les espaces infinis sont désormais en effrayant plus d'un, à moins de recourir à la discipline d'ivresse de réels, les fables, les romans, n'ont plus aucune garantie stable : l'Amérique à nous comme une gigantesque halluci-



« Le Sonnet III » de Gongora, « les Urnes plébéiennes, les tombeaux royaux », illustré par Picasso.

nation niant l'ancien monde ; aucune Inquisition, d'où qu'elle vienne, n'y pourra rien. Les de sentiments : une nouvelle physique atomique. Pas d'érotisme simplement humain : chaque passage de l'homme veut jouir de lui-même.

Etrange chapelain, un rapport policier dit qu'il se rarement aux exercices du cœur ; qu'il parle trop pendant l'office divin ; qu'il assiste, malgré les interdictions, à des danses de tauraux ; qu'il vit enfin d'un jeune

homme, s'occupe jour et nuit de choses frivoles, fréquente des femmes et des vices, a l'air du temps, mais une opposition acharnée des écrivains plus réalistes de l'époque, Lope de Vega, Quevedo.

A tout cela, Gongora oppose un terme magique : *soledad*. Une telle telle qu'elle ouvre sur la représentation d'un opéra invisible : *mozar, gozar, jouer ; mudo, muet* : « là les deux mots qui reviennent à cette poésie, hautement indifférente à la morale sociale, au monde des

mœurs. Il module une fête douce, violente, bondissante, cascade, tourmente : nymphes, silènes, amazones, bacchantes, faunes, fées, dieux. Le but, toujours le même : Un accomplissement biomécanique, tordu, réclamant d'innombrables préparatifs. Pour le Solitaire (aux antipodes, on doute, de de Fort-Royal), la réalité se déroule selon « la poudre du temps » plus « séric », comme s'il fallait absolument vaincre, ou violer, une dité de base. Il s'agit de forcer le silence dans ses retranchements,

faire advenir le monde depuis la mer n'est pas sourde, l'érudition trompe. Le soleil, les oiseaux, les arbres, la brume, les ruissellements, les rochers, les apparitions de corps, sont uniquement pour son Orphée joue en espagnol, et il est le droit puisque une énorme continent insoupçonné lui. Une solitude, ce sont mille illuminations au sens de Rimbaud.

« Le monde croît, les vagues se multiplient. » On trouve un « froid tombeau bleu dans les cendres du jour ». Les îles, au loin, sont une « flotte immobile ». Le livre « fait de sa beauté comme autant d'oreilles qu'il lave de pierres ». Les garçons et les filles, dans un silence insouciant de péché, vont et viennent sans but et il n'est pas de silence auquel l'âme ne réponde. Le paradis n'est ni terrestre, ni céleste, mais suspendu. Ici « le monde se prolonge en la bourgeoise des forces ». Comme dans les tableaux de Titien ou la Tempête de Shakespeare, le monde est une mécanique aérienne, sans justification. A batallas de campo de pluma : le champ d'amour, champ de plumes. Tous les phénomènes, depuis les vagues et pour toujours, convergent vers ce « champ », sous la discipline et puissante direction de Vélas.

C'est ainsi que Gongora l'absolu, dans son pari sur la langue, devient le poète universel de « l'or brulé », consacré par « les minuscules diaphanes du vent ». Le jeune-vieux satyre Picasso avait donc raison avec ses minotauriques et ses mousquetaires : Gongora l'anticipateur, depuis sa vision plus large que tous les massacres sourds du vingtième siècle, qui montre la voie de la dépense, gratuite et fulgurante, à l'Europe et au monde entier.

Philippe Sollers

Bibliographie. - Œuvres de Gongora traduites en français : *Sonnets*, traduit par Philippe Sollers, Mago, frontispice d'Orlando Pelayo, La Différence (1991) ; *Poliphème* de Galatée, traduit par Michèle Gendreau-Massoloux, bilingue, Corti (1990) ; *Treize sonnets* et un fragment de *Solitude*, traduits par Philippe Jacquot, bilingue, La Dogana (Genève, 1984) ; *Première solitude*, traduit et présenté par Robert Marteau, La Différence, « Orphée », n° 87. Signalons également Gongora, *Œuvres complètes*, Darmanet, Seghers, « Œuvres d'aujourd'hui » n° 13.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

La compagnie des fictions

John Updike et Mario Vargas Llosa sont deux maîtres du roman parvenus à l'âge où l'on peut juger de sa valeur comme de son art. L'auteur de *Centaur* écrit : « L'écriture est un recueil d'éléments sur la littérature dans lesquels il fait preuve de remarquables dons de pédagogue. »

Page 26

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François

Le zinc et la littérature

Il y a deux sortes de littérature en France : celle des salons et celle des bistros. Dans la première on trouve la marquise de Sévigné, la comtesse de La Fayette et Marcel Proust. Dans la seconde, Paul Verlaine, Jacques Prévert, Antoine Blondin, Léon-Paul Fargue appartenait à la seconde catégorie qui est quelquefois mésestimée. Pour en imaginer pourtant une civilisation sans cafés.

Page 28

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux

Sur le vol de deux aigles

Deux livres synthétiques et savants qui renouent avec l'analyse de l'âme nationale et poussent la méditation critique sur le passé mais aussi l'avenir de deux peuples européens. André Robert retrace l'Histoire culturelle du monde russe de l'an mil à nos jours et Thomas Nipperdey propose ses réflexions sur l'histoire allemande.

Page 28

Immuables prisons

Dans son livre clair et précis sur la Prison républicaine, Robert Badinter fouille la réalité pénitentiaire à l'aube du vingtième siècle pour tenter de répondre à une question toujours d'actualité : peut-on changer la prison ?

Page 29

Deux continents, une littérature

Entre l'Espagne et l'Amérique latine, un aller-retour continu

La guerre civile a interrompu les expériences novatrices de Max Aub, Sender et Ayala. Les fascistes imposaient l'exaltation du nationalisme. Quelques écrivains osaient revenir à un réalisme du dix-neuvième siècle, tandis que les non-conformistes qui pratiquaient le *tremendismo* (peinture violente de la réalité) étaient traqués par la censure, y compris Camilo José Cela, et la Famille de Pascual Duarte, en 1939, n'a pu être publiée qu'en 1942.

Au réalisme le *tremendismo* succède ce qu'on a appelé la « génération des années 50 », avec Juan Goytisolo, Juan García, Hortalano, Caballero Bonald, Lopez Salinas... qui se bornaient à introduire la lutte des classes dans la littérature.

C'est dans ce contexte des années 60 que se produit à Barcelone le phénomène littéraire du « boom ». L'éditeur Seix-Barral, voulant en finir avec le réalisme social, crée le prix Biblioteca Breve que vont gagner Mario Vargas Llosa, le péruvien, Carlos Fuentes, mexicain, et Guillermo Cabrera Infante, cubain. L'histoire ne faisait que se répéter. Rubén Darío était arrivé à Madrid en 1892 pour représenter son pays aux grandes festivités du quatrième centenaire de la Découverte. L'Espagne venait de perdre la guerre de Cuba et sa dernière colonie d'outre-mer. « L'Espagne amputée, souffrante, vaincue, n'est pas encline, c'est sûr, à la littérature », écrit-il. Et c'est lui, le Nicaraguayen, qui allait redonner vie à la langue et à la poésie espagnoles.

Aucun des auteurs dont le nom a été associé à ce « boom » ne se prêtait consciemment à ce qui fut une opération commerciale bien vue du franquisme. Commencait alors le « miracle économique » espagnol. Carmen Balcells, aujourd'hui agent littéraire de quatre Prix Nobel, allait se charger d'exporter les œuvres aux quatre coins du monde. L'immense marché d'Amérique latine s'ouvrait à l'industrie du livre, et M. Fraga Iribarne se voyait contraint d'adoucir la rigueur de la censure.

Ramon Chao
Lire la suite page 31

Lire page 30 les entretiens avec Juan Benet, Juan Marsé et Félix de Azúa.

CLAUDE DELARUE

CLAUDE DELARUE
Le Triomphe des éléphants

ROMAN

ÉDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

ÊTRE SOI A JAMAIS

Mémoires

John Updike.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Mirese Akar.
Gallimard, « Le messager », 100 p., 125 F.

LA VÉRITÉ

PAR LE MENSONGE

Essais sur la littérature

Mario Vargas Llosa.

Traduit de l'espagnol par Albert Besson.
Gallimard, « Le messager », 236 p., 125 F.

ON écrit pour se trouver, se rassembler, pour durer plus longtemps que la vie. On écrit pour raconter, dire la vérité, le mensonge. Comment devient-on écrivain, parvient-on jamais à le faire autrement que par ce curieux mensonge, ce défilé qu'est la fiction ? Telle sont les questions qu'aborde dans ses dernières années de la collection « Le Messager », dirigée par Jacques Sallénave, les Mémoires de John Updike, un recueil d'essais de Mario Vargas Llosa, deux maîtres du roman parvenus à l'âge où l'on peut commencer à juger de sa vie comme de son art.

John Updike, né en 1932, a écrit une vingtaine de romans traduits dont *Cœur de lièvre*, *Le Centaure*, les *Sorcières d'Eastwick*, les séries des *Bech* et des *Richards* (1), ne s'arrêtant pas jusqu'à présent aux événements douloureux et périlleux de l'autobiographie. Avec raison, du reste, il ne veut pas attendre d'avoir un long passé derrière lui et d'y voir un peu plus clair, si possible, que dans les jeunes années. Les six chapitres de ces Mémoires ont d'abord paru en *Chroniques* et sont maintenant réunis dans une seule édition. En fait, et parce qu'Updike est un parfait virtuose, il se relie entre eux avec aisance et compose en ses volets un autoportrait dont le titre anglais (*Self-consciousness*) signifie conscience de soi, mais aussi timidité, gêne de se sentir observé. L'ambiguïté veut pour tout le livre.

Un jour de 1980, Updike se retire à Shillington, Pennsylvanie, la petite ville de son enfance, près de laquelle sa mère vit toujours dans une ferme, lui-même pour une saison dans des bagages égarés entre deux maisons et qu'on doit lui apporter. Il attend sur le trottoir devant le cinéma où sa mère et sa fille regardent *Being There* avec Peter Sellers, il écoute et se souvient. Le souvenir d'Updike est toujours très précis et d'une précision presque fantastique.

Il revêt comme la loupe les étalages de bonbons du bazar Henry, dans lequel leur splendeur multicolore, les bonbons enguirlandés, les cours de récréation. Il se souvient de son père, qui avait la manie d'être assis dehors, là où sont les gens. « La rue, la maison où j'ai vécu, j'ai vécu sans relief, d'une façon modeste, toutes simples ; mais la pompeuse simplicité constituait leur secret précieux, mystique, j'avais senti tout cela, la certitude de son existence : leur message s'était révélé capable de fournir en matière un écrivain, livre après livre [...] La conscience de soi de l'écrivain, qui le fait tant vilipender, est en réalité une façon d'être attentif, tourné vers l'extérieur. » Et les déboires de ce père qui s'écroule par une pièce d'enseignement après la *Grande Dépression*, mais mal payé, un peu humilié, chahuté, ont nourri chez lui un puissant esprit de vengeance et d'indignité. Il lui a fallu autre chose que les siens, il allait leur montrer à tous ce que c'était que le nom d'Updike.

POISONS

Léon-Paul Fargue.

Gravures de Mary Burgin.
Le temps qu'il fait, 116 p., 115 F.

NON, L.-P.F. n'est pas le glorieux revanchard d'une Ligue pour la France éternelle. Ce n'est pas non plus un homme à initiales. Léon-Paul Fargue. Cet écrivain de 100 ans séjourne sur le plateau de l'hiver 1976 à l'automne 1947. Il habite rue Coquillière, dans le premier arrondissement, et mourut boulevard du Montparnasse. Toute une vie pour aller à la rive droite à la rive gauche... L.-P.F. avait de la répugnance à quitter Paris. Il craignait sans doute de s'enrhumer ailleurs, comme Henri Calet et comme Antoine Blondin. C'était probablement le résultat d'une heureuse éducation, mais il croyait que l'existence était faite pour les promenades. N'ayant pas été assez persuadé du contraire, il a passé la sienne à se promener. C'était logique.

Il connaissait « le plaisir » jours de l'occupation d'une occupation inutile, comme l'a dit Maurice Maeterlinck. A la fin nocturne et flâneur de jour, L.-P.F. conjugait les (mauvais) genres. Il faisait des « déjeuners du soleil » et des « dîners de lune » à Montparnasse, à Montmartre ou sur les bords du canal Saint-Martin. Il fréquentait aussi les cimetières, car il se montrait civil avec les morts comme avec les vivants. Il devint l'ami de Valéry Larbaud à l'enterrement de Charles-Louis Philippe. Des amitiés qui neissent dans les cimetières ? Pourquoi pas. Je n'ai rien contre.

Naturellement, Léon-Paul Fargue ne se présentait jamais à l'heure dans les dîners. C'était son rituel. Un jour où il n'était que l'avant-dernier, il

accueillait le dernier arrivant avec ces mots : « Tiens ! Voilà Fargue. » Très souvent, il semblait revenir du loin, ce qui provoquait la curiosité. Car on admirait et l'on envie les gens qui paraissent « rentrer de quelque part ».

L.-P.F. écrivait des livres pour se réjouir de ses déambulations : *Espaces*, *Le Paris, Haute solitude*, ou *Refuges*. L'un d'entre eux, qui s'intitulait *Poisons* et qui parut en 1946, ne fut tiré qu'à 220 exemplaires. C'était pour se réjouir de la chance de la lire. A moins qu'elles ne l'aient prêté à beaucoup d'amis... Tout cela, mais ne fait pas grand monde. Par bonheur, on aime de rééditer ce livre, et chacun devrait le mettre parmi ses lectures de printemps. C'est un livre (délicieux) de souvenirs et de réflexions sur les villes de Paris ou de province.

Il y a deux types de littérature en France : celle des bistrotiers et celle des bistrots. Dans la première, on trouve notamment la marquise, la comtesse et le petit Marcel, je veux dire la chère Sévigné, la chère La Fayette et Marcel Proust. La seconde catégorie, qui rassemble Paul Verlaine, Jacques Prévert, Antoine Blondin et beaucoup d'autres, est beaucoup mésestimée. Ce qui est très injuste. Essayez, en effet, d'imaginer une civilisation sans cafés, une ville sans bistrotiers... Quelle misère et quelle tristesse ! La plupart

LE FEUILLETON
de Michel Branda

John Updike : parfait virtuose.

La compagnie des fictions

CETTE vocation, il la tient aussi de sa mère, qui lui a transmis un psoriasis héréditaire et transmis, révisé à l'âge de six ans par une explosion de boutons roses sur le visage blanc du petit Updike. Cette maladie qui le met « en guerre avec sa peau » ne se soignait, dit-il, l'ignorance de la médecine, que par des expositions au soleil. Le psoriasis a régné sur le malade, réglé ses déménagements, son emploi du temps, la destination de ses vacances. Il s'est senti exclu de la plupart des réunions à cause d'un peu, ne se voyant que comme un artisan claquerné et invisible.

Et après des années de cohabitation avec le psoriasis, il sentit que la maladie fut le prix à payer pour être soi-même. « Seul le psoriasis pouvait être un petit garçon tout à fait anodin, et qui

plus est, un garçon qui aimait ce qui était anodin, quotidien, ce qui jouissait de la sécurité des choses peu tapageuses, et faire de lui un écrivain prolifique, flexible, assez impitoyable. Qui était donc ma création, mon implacable besoin de produire, une parodie de la génante surproduction du monde ? » De même, le bégaiement dont il a souffert très tôt (on ne peut tout citer, mais la description de ses handicaps et de leurs conséquences à long terme est à la fois une drôle et d'une rare pertinence psychologique) a joué un rôle en lui montrant la possibilité qu'ont les corps de faire de se dire non l'un à l'autre.

Updike s'explique aussi sur ses prises de position politiques. Il fut, très modérément, plutôt « pour » l'intervention américaine au Vietnam, tant que l'on put croire que des élections libres étaient possibles au Sud. Il est patriote, pas révolté contre son pays, fier de l'Amérique et de son histoire. Le tout avec excès. Updike est l'antifanatique par nature. A la fin d'une page superbe et hilarante (p.181) sur les années hippies 1965-1972, il conclut : « Il y avait une innocence éternelle dans le mouvement hippie, une innocence du jeune animal humain qui évoquait Blake et, en même temps, le napoléon et la révolution. » Par ailleurs il écrit un long chapitre généalogique à ses deux petits-enfants de couleur et termine par un essai sur l'immortalité et l'angoisse, une célébration de l'oubli de soi comme remède à l'insomnie que nous relisons sans faute à la prochaine panne de sommeil, tant elle est apaisante et lumineuse.

MARIO VARGAS LLOSA, cinquante-six ans, auteur du *Conversation avec la cathédrale*, et d'une quinzaine de romans traduits en français (2), a recueilli un ensemble de vingt-cinq romans, préfaces consacrés à des auteurs américains qui lui ont inspiré le *Madame Bovary* des mondes, *L'Orgie perpétuelle* et le *Docteur Jivago*. C'est un lecteur fin et cultivé, dont l'appétit et la curiosité sont universels et qui a de remarquables dons de pédagogue. Ses lectures sont donc fort intéressantes, mais trop longues. Sans être fou des longues phrases érudites, on peut difficilement s'en tenir à la page en moyenne sur des romans de ce genre. C'est un qu'il faut pour les présenter, les situer, en souligner l'originalité, comme on peut le faire dans un journal, du la place est mesurée. Llosa le sait bien, qui a écrit tout un livre, *L'Orgie perpétuelle*, à l'un de ses romans favoris, *Madame Bovary*.

Néanmoins, on ne saurait passer à côté du texte intéressant de ce recueil, intitulé *La Vérité par le mensonge*, d'un brio très nabokovien, où Llosa s'en prend à un « serpent de mer », une question que tout romancier se pose un jour dans sa vie : et tout ce que nous sommes, là, tout ce que c'est vrai ? Question idiote et lancinante à laquelle on ne peut répondre que par non, mais quel ce ne serait plus un roman mais un document, un récit historique, un reportage, les catégories ne manquent pas qui prétendent à la vérité. Mais question posée, l'inquisition espagnole qui interdit les romans dans les colonies américaines, sous prétexte qu'ils ne racontaient pas des « faits réels ».

C'est pourtant pour voir le monde rassemblé bien à ces romans de *Chimène* que Don Quichotte s'est mis en route. Pour entrer dans cet espace entre le réel et le fiction. « L'Imagination est un don démoniaque qui creuse toujours un abîme entre ce que nous sommes et ce que nous voudrions être, entre ce que nous avons et ce que nous désirons ». Les romans sont des mensonges librement consentis qui nous permettent comme en film de vivre au-dessus de cet abîme.

(1) La plupart des romans d'Updike sont publiés chez Gallimard, *Cœur de lièvre* et *Le Centaure* sont parus au Seuil.
(2) Les livres de Vargas Llosa sont édités chez Gallimard.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le zinc et la littérature



Léon-Paul Fargue 92

des Français rendraient tout à leur ticket d'entrée. Ils changeraient de pays ou de planète.

D'après L.-P.F., qu'ils soient modestes ou prestigieux, les cafés abritent « les secrets les plus intéressants de la vie française à partir de 7 heures du soir ». Il y rencontrait des gens qui philosophaient sur Pythagore et Shakespeare, deux verres de rouge. Et leurs

intimités étaient accompagnées par la dernière chanson d'Edith Piaf. Le « zinc », pour Léon-Paul Fargue, c'était « le miroir aux

hommes qui s'accoutument à songer ». Allez savoir pourquoi, mais ce miroir a mauvaise réputation... C'est beau, les alouettes. Et les gens qui ont « soif d'alcool et d'amour » sont moins intéressants que les carriéristes. Il est vrai que l'absolu donne très soif. Et l'on voit tous les jours, dans les bistrotiers, des chercheurs d'infini qui prennent comme un dernier verre.

L.-P.F. est un observateur. Il est une ethnographie sentimentale. Il évoque les formes diverses d'urbanité, la « poli-

arrive, comme l'écrit L.-P.F., que « l'assemblée des bouteilles, dans le coin du patron, ressemble à un jury ». Et, sans attendre le verdict, le mélancolique revient sournoisement, avec ses mauvais airs de voleur.

Cependant, Léon-Paul Fargue n'exclut personne. Les buveurs heureux et les buveurs malheureux participent, au même titre, à « la symphonie du vin ». Ce n'est pas l'homme qui prend le long d'une vie. Ce petit chef-d'œuvre de littérature « bistrotière » se termine par un éloge des terrasses : « Une des choses les plus précieuses du café, pendant les beaux jours, et même pendant les mauvais jours, c'est sa terrasse. La terrasse de café remplace pour nous l'homme en plein air que nous pourrions concevoir pour nous l'homme. Elle est la première marche de ce grand escalier où nous avons le droit de nous croire libres, célèbres, riches, aimés, ou du moins en état de sympathie avec le monde. C'est un bruit de jeunes filles, d'ombrelles, de fiacre et de poésie confuse. » Voilà décidément un bréviaire pour les âmes distraites de nos époques paresseuses.

L.-P.F. avait un remords : celui de ne pouvoir citer tous les bistrotiers où il lui arriva « d'être heureux, entouré de camarades, de pensées consolantes, de d'épaules de demoiselles ». Il faut noter, au passage, le rapprochement entre les pensées consolantes et les épaules de demoiselles. L.-P.F. confondait sans doute les unes et les autres. Je ne veux lui donner tort. Rien ne vaut les épaules pour échapper à la pesanteur quotidienne et se reconforter un peu.

LE MONDE DES LIVRES

HISTOIRE

Immuables prisons

Robert Badinter se demande pourquoi la III^e République naissante fut incapable de réformer le système pénitentiaire. Ses explications valent pour aujourd'hui

LA PRISON RÉPUBLICAINE
de Robert Badinter.
Fayard, 432 p., 140 F.

Le livre de Robert Badinter sur la Prison républicaine a les allures d'un classique d'histoire. L'auteur a décrypté, pour les faire parler, les archives du début de la III^e République et en a tiré une solide charpente, chevillée par une foison de notes, de statistiques et de références bibliographiques. Ce nouvel ouvrage a les qualités de son Condorcet (1) : clarté et précision. Mais sous l'érudition de l'universitaire affleure une interrogation insistante, celle d'un acteur politique. Si Robert Badinter fouille ainsi la réalité pénitentiaire à l'aube du vingtième siècle, c'est pour tenter de répondre à une question toujours brûlante : peut-on changer la prison ?

En attendant de se faire, un jour peut-être, l'historien de sa propre expérience, l'ancien garde des sceaux laisse percer un fatalisme communicatif : hier comme aujourd'hui, l'univers carcéral paraît désespérément immuable. Pourquoi ?

A l'inverse des décennies qui ont précédé, la période qui va de l'affirmation de la République à la première guerre mondiale a été négligée, sauf exception, par les historiens de la prison. Beaumont et Tocqueville dominent de leurs écrits (2) les réflexions sur le système pénitentiaire à l'époque de la monarchie de Juillet. Et les recherches de Foucault sur la naissance de la prison (3) s'arrêtent à la première moitié du dix-neuvième siècle, là où, peu s'en faut, Robert Badinter prend le relais.

L'originalité de celui-ci est de mettre l'accent sur la permanence

et la vanité du discours réformiste. De 1871 à 1914, l'ardeur des fondateurs de la Société générale des prisons est suffisamment contagieuse pour obtenir de chambres conservatrices le vote de projets destinés à remédier à l'état misérable des établissements pénitentiaires. Un demi-siècle s'est écoulé depuis que l'écoulement s'est inquiété de cette situation. Mais il n'en est résulté aucune amélioration notable. La prison reste le « *noviciat de la récidive* », faute de volonté politique.

Exclusion sociale

Tandis que la République naissante tente de se donner ainsi bonne conscience, les tenants de la fermeté rodent leurs arguments, aux accents devenus familiers. En 1883, la Chambre débat d'une proposition du sénateur Béranger tendant à limiter le nombre des récidivistes. Le texte prévoit l'incarcération des détenus dans des cellules individuelles. Les délinquants d'occasion seraient soustraits à l'influence des malfaiteurs chevronnés. La prison cesserait d'être l'école du crime. Convaincu, lui aussi, que la prison corrompt, Waldeck-Rousseau combat néanmoins ce projet. Il lui oppose une mesure radicale, qui sera adoptée : la rélegation, c'est-à-dire la déportation des récidivistes dans les colonies.

Cette loi d'exclusion sociale sera suivie de peu d'effet. Il y a loin des grandes réformes à leur application. Robert Badinter n'a néanmoins pas tort de voir dans la faveur dont jouit, un temps, la rélegation, un changement de philosophie pénitentiaire. En 1883, l'idéologie carcérale est encore celle de la Révolution, qui considère que la prison doit à la fois

punir et amender le condamné. Déporter les malfaiteurs réputés incorrigibles, c'est rompre avec ce discours. C'est nier que l'homme soit perfectible.

A Waldeck-Rousseau, lors du débat de 1883, s'oppose le grand Clemenceau. Un quart de siècle plus tard, Clemenceau est au pouvoir, avec tous les pouvoirs. Les tenants d'une politique humaniste auraient-ils partie gagnée ? Hélas ! Le défenseur passionné de Dreyfus, qui a connu la prison sous l'Empire et en a éprouvé les supplices, la crasse, la malnutrition et la promiscuité, s'est mué en « premier fils de France ». On attendait de lui qu'il adoucisse la condition des détenus. Il améliore celle des gardiens. Ce que Robert Badinter appelle avec des mots d'aujourd'hui « *le lobby pénitentiaire* » est déjà à l'œuvre.

La conclusion qu'il tire de la trahison de Clemenceau et de celle, plus tard, de Briand, est amère : « *La prison républicaine ne pouvait être qu'à l'image de la société de l'époque : dure aux pauvres, sévère dans ses pratiques disciplinaires.* » Cette République qui croit au progrès mais lui préfère l'ordre est coupable, aux yeux de Robert Badinter, de double langage. Mais il lui reproche aussi de n'avoir pas su saisir la chance qui s'offrait à elle, au tournant du siècle, de réformer le système carcéral. C'est une époque bénie où, sous l'effet de l'instruction obligatoire et de l'amélioration du niveau de vie, de l'instauration du sursis et des libérations conditionnelles, le nombre des délinquants, des récidivistes et des détenus baisse, fortement. Jamais pareille occasion ne se représentera. Au lieu de profiter de l'aisance financière qui en découle pour améliorer le sort des détenus, le gouvernement ne fait rien.

Avant Robert Badinter, Michel Foucault avait lui aussi relevé, dans *Surveiller et punir*, que le projet de réformer l'univers carcéral est consubstantiel au discours sur les prisons, même si la « *technologie barbare* » qui nourrit cette fièvre réformatrice s'est presque toujours révéillée stérile. Pour quelle raison ? Les réponses de Robert Badinter et de Foucault divergent, bien que le premier projette d'organiser avec le second le séminaire sur la prison républicaine dont ce livre est le fruit.

Surveiller et punir parcourt les siècles à grandes enjambées, à la recherche de la vérité de la prison. L'approche de Robert Badinter est, par comparaison, plus orthodoxe. Il s'en tient à une stricte chronologie et, tandis que Foucault décèle dans l'institution pénitentiaire l'archétype de la « *société de surveillance* », l'ancien ministre de la justice préfère se demander « *pourquoi la prison, toujours dénoncée, toujours critiquée, est si difficile à transformer.* »

C'est qu'aux yeux de l'opinion, soutient-il, la privation de liberté reste un châtiment insuffisant. La prison doit, en plus, être un lieu de tournant. Autrement, elle ne serait pas dissuasive. Elle doit rester « *mistrable pour accueillir les misérables* ». Voilà son lot irrédutible, malgré les velléités réformatrices qui jalonnent son histoire toujours recommencée.

Bertrand Le Gendre

- (1) En collaboration avec Elisabeth Badinter. Fayard, 1988.
- (2) *Écrits sur le système pénitentiaire en France et à l'étranger*. Tome IV (deux volumes) des œuvres complètes d'Alexis de Tocqueville. Gallimard, 1984.
- (3) *Surveiller et punir*. Gallimard, 1976.

RELIGIONS

Mystère de la Croix et d'Israël

La douloureuse histoire des relations entre les Eglises chrétiennes et le peuple juif

LA RECONNAISSANCE
Le Saint-Siège
les juifs
et Israël

d'André Chouraqui.
Robert Laffont, 266 p., 100 F.

L'énigme qu'explore ici André Chouraqui est l'une des plus douloureuses de l'histoire. Comment comprendre, à échelle humaine, que, pendant deux millénaires, les juifs, descendants des prophètes, et les chrétiens, héritiers des apôtres, fils d'un même Dieu, d'une même terre, d'un même Livre, réunis dans la même persécution romaine, aient été séparés par un monstrueux mur de haines ? Mystère inouï que celui de la Croix, ce « *bois d'infamie* » où Jésus reste pendu, torturé, devenu le symbole du « *martyre du peuple juif dans la nuit sanglante de ses exils* ».

Juif né en terre d'islam (Algérie), grandi en terre chrétienne (France), mari sur celle de ses ancêtres (Israël), André Chouraqui conte, par le menu, la longue traque de son peuple, les étapes de

son interminable calvaire qui, des croisades au ghetto de Varsovie en passant par les bûchers de l'Inquisition, semble devoir à l'infini répéter la passion de celui au nom duquel tant de crimes furent commis.

L'auteur explore les racines historiques et théologiques de l'anti-judaïsme chrétien. La « *bouche d'or* », le fameux Jean Chrysostome, vénéré comme Père de l'Eglise, « *crachait du feu contre les juifs* » et tous les conciles de l'histoire ont traité de cette question juive, obsessionnelle, creusant — la différence de vocation, de culture, de langue entre l'Eglise et la Synagogue.

Ce livre résonne des fureurs bruyantes, des coupables silences, des rendez-vous manqués qui sont la trame des relations entre juifs et chrétiens, entre Jérusalem, la ville des prophètes, et Rome, celle des diplomates. André Chouraqui restitue les dialogues entre Théodore

Herzl et Pie X, entre Golda Meir et Paul VI, la « *femme d'Etat* » et l'« *homme de Dieu* ». Dans ces pages, les plus originales du livre, la partie juive demande au pape de reconnaître l'aspiration sioniste, puis l'Etat d'Israël et le « *non possumus* » qui conclut chaque entretien traduit l'aveuglement d'une Eglise qui rappelle celui de la condamnation de Galilée. « *Et pourtant, elle tourne* », disait le génial astronome. « *Et pourtant, nous existons* », dit le peuple d'Israël.

Le mystère hante André Chouraqui. La haine et la revanche jamais. Ami des chrétiens, il montre tout le chemin parcouru depuis la Shoah et la création de l'Etat d'Israël. Si Pie XII est resté, jusqu'à la fin, muet dans l'ignorance d'Israël, Jean XXIII (1958-1963), Paul VI (1963-1978), Jean-Paul II sont les papes des temps nouveaux, où la réconciliation est possible, la « *reconnaissance* » amorcée : dans les textes et dans les

gestes symboliques, comme en 1987 la visite du pape à la synagogue de Rome.

Mais la « *pleine reconnaissance* », qui serait l'établissement de relations diplomatiques formelles entre le Saint-Siège et l'Etat d'Israël — et la fin de l'histoire — se fait attendre. Elle bute sur des considérations qu'André Chouraqui évacue sans doute un peu vite comme l'avenir des territoires occupés, les droits des Palestiniens et le statut de Jérusalem. « *Israël et le Saint-Siège sont deux Etats nés des récondites de la Bible, dit-il, minuscules sur Terre, mais géants au ciel et dans l'Histoire. L'Eglise et Israël ont mis 2000 ans avant de se rencontrer autrement que pour se combattre. Il leur faudra probablement du temps pour apprendre à vivre et à aimer ensemble.* » Incrédule devant une si loquace histoire de haines, André Chouraqui termine par un acte de foi.

Henri Tincq

Autres parutions

• *Leçons paradoxales sur les juifs et les chrétiens*, d'André Paul. — Théologien chrétien, André Paul est l'un des meilleurs spécialistes du judaïsme ancien. Christianisme et judaïsme sont, pour lui, des « *faux jumeaux* ». Le premier serait même antérieur au second : le christianisme est né d'une crise, vieille de trois siècles avant Jésus-Christ, de la société juive et de ses institutions sacrées comme le Temple. Quant au judaïsme, comme système cohérent, il est né en réalité après la destruction du Temple, basé non plus sur le culte du bâtiment sacré, mais sur celui, exclusif, de la Torah. Un livre qui a provoqué un vif débat. (Desclée de Brouwer, 236 p., 135 F.)

• *Interpréter*, ouvrage collectif en hommage à Claude Geffré. — Claude Geffré, dominicain, est l'un des

meilleurs théologiens français, spécialiste de la question herméneutique et des religions comparées. Les Editions du Cerf et l'UER de théologie de l'Institut catholique de Paris lui rendent hommage, en réunissant une série de contributions originales écrites par quelques grands noms de la philosophie et de la théologie : Paul Ricoeur, Giuseppe Alberigo, Jean-Pierre Jossa, Bernard Dupuy, Christian Duquoc, Mohamed Arkoun, Johann Baptist Metz, etc. On lira notamment un magistral article de Joseph Doré, doyen de la faculté de théologie de la Catho de Paris, consacré aux principaux courants de la théologie française depuis Vatican II. (Cerf, 328 p., 180 F.)

• *Les voies de l'unité chrétienne*, d'Oscar Cullmann. — Le grand théologien protestant Oscar Cullmann,

qui vient de fêter ses quatre-vingt-dix ans, est l'un des meilleurs spécialistes de la question œcuménique. Reprenant les grandes thèses de son livre de 1966 *L'Unité par la diversité*, il s'explique sur sa vision de la réunification chrétienne, comme communauté d'« *Eglises-sœurs* ». (Cerf, 104 p., 99 F.)

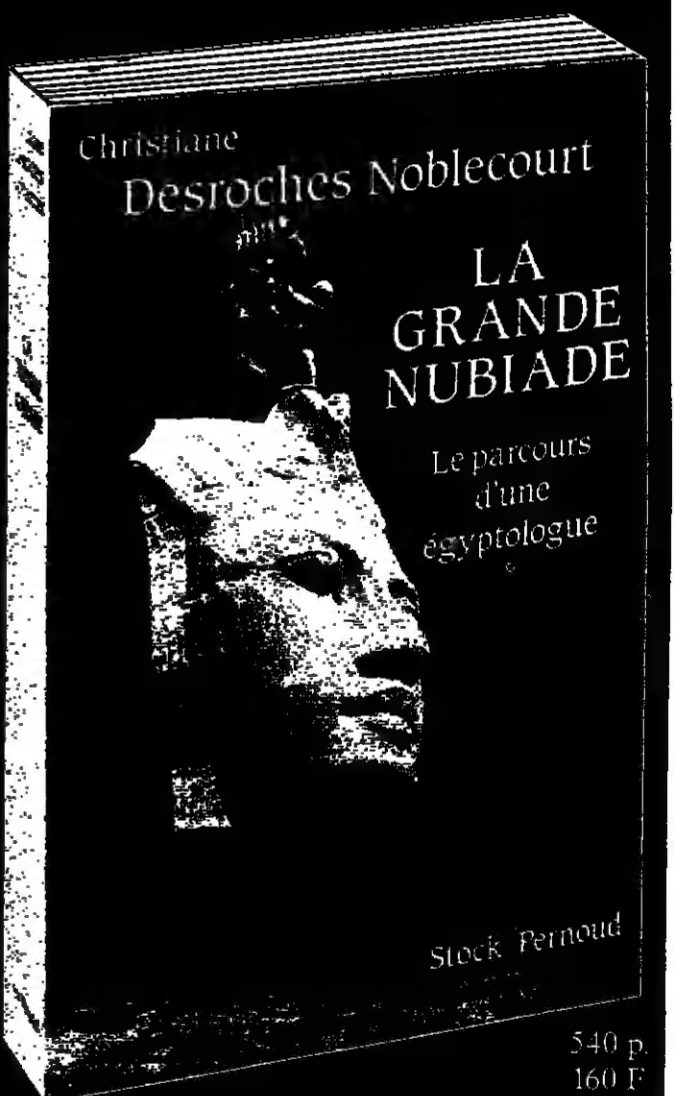
• *La Trace d'un visage*, de Bruno Chem. — Ce très beau livre suggère que le christianisme est la religion des « *visages* » : visage du Dieu de la Bible transmis par l'icône, visage humain du Christ, qui nous renvoie à un troisième, celui de l'Autre, qui est le pauvre. L'Eglise est la « *communauté* » de ces trois visages. (Centurion, 180 p., 99 F.)

Christiane DESROCHES NOBLECOURT le parcours d'une égyptologue

Un événement.
Annette Colin-Simard. *Le Journal du Dimanche*

Elle a sauvé de la noyade les temples d'Abou-Simbel, fait venir à Paris le trésor de Toutankhamon, dévoilé les secrets de Ramsès II. Drôle, volubile, passionnée, Christiane Desroches Noblecourt raconte le parcours d'une égyptologue dans « *La Grande Nubiade* ».

Guillemette de Saigné, *Le Point*



Christiane Desroches Noblecourt, la plus célèbre égyptologue vivante, vient de publier ses Mémoires. Du haut de ses recherches et de ses souvenirs, plus de vingt siècles nous contemplant.

Lactitia Cénac, *Figaro Madame*

Christiane Desroches Noblecourt retrace dans « *La Grande Nubiade* » l'équipée d'une aventure passionnante où se croisent Toutankhamon, De Gaulle, Onassis, Nefertiti, Nasser, Mubarak.

Françoise Ducout. *Elle*

« *La Grande Nubiade* » est un récit rapide, baigné d'humour, truffé d'anecdotes, de portraits...

Jean David. *VSD*

Stock/Pernoud

CENTRE POMPIDOU



COLLECTION
GRANDS FONDS

LECTURE
PAR J.-P. VINCENT
Salle d'actualité - B.P.I.
Jeudi 23 avril, 18h30
D. Bassez - P. Guyon
P. Ravella - H. Voignier

CHEYNE. EDEITEUR



Trois écrivains face à eux-mêmes

Ramon Chao, journaliste, écrivain (*Le Lac de Côme*, Balland 1986, la *Maison des lauriers-roses*, Bourgois 1988, *Onetti*, Plon 1990) a rencontré trois romanciers emblématiques de la littérature espagnole contemporaine. Juan Benet, né à Madrid en 1927, a marqué un tournant du roman ibérique en publiant en 1967 *Tu reviendras à Région*. Parmi ses autres romans, traduits en France aux Éditions de Minuit, *l'Air d'un crime*, *Dans la pénombre*. Il est

également l'auteur d'un recueil de textes critiques, *la Construction de la tour de Babel* (Noël Blandin). Juan Marsé, né à Barcelone en 1933, a été publié en France dès 1967 grâce à Maurice-Edgar Coindreau (*Enfermé avec un seul jouet*, Gallimard). Mais il a fallu attendre la fin des années 80 pour qu'on découvre vraiment ici l'un des «grands» du roman espagnol avec *l'Obscure histoire de la cousine Montés* (Bourgois), le *Fantôme du cinéma Romy*

(Gallimard) et *Adieu la vie, adieu l'amour*. Felix de Azua, né à Barcelone en 1944, professeur d'esthétique et de philosophie, essayiste, poète, romancier, est le plus connu des représentants de la jeune littérature. Son roman *Histoire d'un idiot racontée par lui-même* (traduit en France en 1987 chez Sylvestre Messinger) a connu un énorme succès. Son dernier livre, *Journal d'un homme humilié* (Gallimard, 1991), raconte l'histoire d'un bourgeois de

Barcelone qui décide de rompre avec son milieu étouffant pour essayer de découvrir la réalité de son pays.

Plutôt que de s'en tenir au jeu classique de l'interview, Chao a relu les livres des trois écrivains, ainsi que les déclarations qu'ils ont pu faire dans des entretiens précédents. Il les fait commenter et expliciter les propos qui lui paraissent le mieux éclairer leur œuvre et leur personnalité.

Juan Benet : « L'impertinence est plus utile que la mesure »

« Si tant est que la solitude soit une maladie provoquée par le manque de compagnie, ce ne sera jamais dans l'acquisition de celle-ci qu'on pourra tenter d'y remédier. »

« Je voudrais qu'il soit bien clair qu'avec les gens je m'entends très bien et très mal. Le nombre d'êtres humains qui existent pour moi se situe entre sept et cent, au maximum mille. Non pas que l'humanité ne procure aucune émotion : une foule observant deux minutes de silence pour protester contre la violence me paraît quelque chose d'émouvant, mais l'humanité est anonyme et par principe hostile. Quand je me trouve avec des individus merveilleux, je ne peux oublier qu'ils font partie de cette humanité. »

« Si la vérité ressemble à quelque chose, c'est aux ténueurs qui se referment après l'éclair de l'erreur. »

« Je me sens mal à l'aise dans le doute. Lorsque je comprends que je me suis trompé, je remonte jusqu'à la source de l'erreur, ce qui me permet de fouler de nouveaux sentiers. »

« Ne vous laissez pas mener par l'échec, allez-y par vos propres moyens. »

« Le trajet de l'erreur est plus intéressant que celui de la réussite. Il est plus riche, plus dense et plus vaste. Il y a des êtres à l'instinct inflexible, comme les insectes, qui vont de succès en succès. Je trouve cela lamentable, parce qu'il n'y a pas place pour la méditation. »

« La plus grande influence de ma vie, c'est celle de Faulkner. C'est ma raison d'être comme écrivain. »

« Des paragraphes, des livres entiers de Faulkner m'ont permis de relâcher, comme chez Conrad par exemple, lequel est parfois irritant. Je me rappelle une phrase du chapitre 6 ou 7 de

Lumière d'aout : « La mémoire croît avant que la connaissance se souvienne. » Cette inversion des termes m'a littéralement traumatisé. »

« Une certaine littérature expérimentale essaye d'évacuer la pensée comme ingrédient premier du livre. »

« Je me réfère à un courant qui, commencé au début du siècle, se poursuit encore. Moi, je n'éprouve jamais d'intérêt pour aucune sorte de livre moderne. J'ai, par contre, toujours ressenti beaucoup d'attraction pour les classiques : c'est pourquoi je m'efforce d'écrire d'une manière très précise, en respectant la grammaire et la syntaxe. Il n'y a, à ma connaissance, aucune œuvre expérimentale qui ait rompu avec les modèles, au vrai sens du terme. »

« L'écrivain est le style. »

« Le sens des mots leur vient de l'usage et il y a peu à faire avec le langage. Par contre, on peut travailler le style, l'étage supérieur où se repose le langage. Mes livres – je le dis au cas où cela intéresserait quelqu'un – il faut les lire en faisant abstraction du symbolisme et en s'en tenant aux mots. Il y en a qui cherchent dans *Moby Dick* la parabole de la lutte de l'homme contre une espèce déterminée d'animal, ou entre le Bien et le Mal. Mais on en retire davantage de plaisir en prenant la baleine pour un capitaine et le capitaine pour un capitaine. »

« L'Espagnol est celui que Molière aurait appelé « le triomphant imaginaire ». »

« En général, l'Espagnol est un peu conard, en dépit de tous les lieux communs qu'on peut entendre sur le courage et la race. Notre guerre civile, par exemple, n'a pas été une guerre où l'on a risqué autre chose que des vies individuelles, bien qu'il y ait eu quelque chose d'une aventure collective. Les Espagnols se sont

trouvés confrontés à la guerre civile et l'ont assumée, mais pas comme des forgerons d'Histoire. »

« J'ai inventé Région pour faire le roman urbain. »

« Bien que cela puisse paraître présomptueux, mon style a à voir avec la littérature épique, parce qu'en créant un univers il est nécessaire de le présenter depuis ses origines. J'ai prétendu créer un espace nouveau et cela exige un effet de style pour lui donner vraisemblance et un poids propre, de telle sorte que le lecteur s'y installe facilement. La littérature qui se réfère à des faits ordinaires ne requiert pas de hauteur de style. Cela est vrai, y compris pour Joyce, qui était un chroniqueur mondain. Joyce a jonglé avec le style, l'a parodié jusqu'à l'embrouiller, mais ne l'a jamais élevé. Ceux qui ont contribué à le relever, dans ce siècle, sont Faulkner, Proust et Kafka. »

« Pour moi, le roman commence où termine l'auteur. »

« Qui : mon roman est dépersonnalisé. Surtout si on le compare aux petites autobiographies de quartier qu'on nous inflige et qui ne savent raconter rien d'autre que la dernière affaire qu'ils abandonnent. »

« J'aurais voulu être ministre universel de l'histoire. »

« Qui : pour mettre en prison Walt Disney, Maurice Chevalier et Gene Kelly. Avec torture, et aucun traitement de faveur. »

« J'aime aller dans la vie avec des idées radicales. »

« D'une certaine manière l'impertinence est plus utile que la mesure ! Elle peut faire du tort mais a le mérite de se situer dans un extrême et de ne pas tomber dans le lieu commun. Il faut fuir le moyen terme, la médiocrité. En littérature il y a tant de bons livres à lire qu'il ne faut pas perdre son temps avec des choses qui ne nous enrichissent pas. C'est pourquoi je lis peu d'œuvres contemporaines. »

Juan Marsé : « Les dictatures peuvent tuer le langage »

« J'écris en espagnol parce que ça me plaît. »

« J'ai prononcé cette phrase, irrité par les déclarations du directeur de la politique linguistique de la Généralité. Ce monsieur avait dit, en substance, que pour être un citoyen digne de ce nom en Catalogne, il faut savoir parler et écrire en catalan. Je trouve comique que ce monsieur ignore que la Catalogne est un pays bilingue. Il l'a été lorsque le franquisme réprimait l'usage du catalan et il l'est maintenant que le catalan est en plein essor, ce dont je me réjouis. Le fait que nous soyons le petit voisin d'un pays plus important sur les plans culturel et linguistique produit chez certains un complexe d'infériorité que, pour ma part, je n'éprouve pas. Enfant, je parlais catalan avec mes parents et mes amis. Et je le parle encore chez moi avec ma femme et mes enfants, mais j'écris en espagnol. »

« Pourquoi ? Cela est dû à ma formation de lecteur. On parle du lien de l'écrivain à la langue, en oubliant qu'il subit aussi, et beaucoup, l'influence de ses lectures. »

Après la guerre, au collège, nous faisions nos études en espagnol. Et, contrairement à ce que l'on pense, quand on commence à écrire, que l'on est jeune, on n'essaye pas de réinventer la vie, la réalité qui nous entoure, mais on essaie d'imiter la littérature. C'est-à-dire les écrivains qu'on lit. Et moi je lisais les aventures de Tarzan, Salgari, Jules Verne, le tout espagnol. Et, par conséquent, je me suis mis à écrire dans cette langue. Je n'appartiens donc ni à la littérature catalane ni non plus au roman espagnol. Et je me sens très libre. »

« Je ne me considère pas comme un intellectuel, je m'inspire qu'à raconter des histoires. »

« Je n'ai jamais dit qu'en écrivant j'ignorais les problèmes de ton ou de structure. Je sais très bien ce que j'en coûte pour élaborer un récit et je suis très lent pour écrire. Ce que je veux dire, c'est que je ne suis guidé ni par le désir de détruire le langage ni d'en expérimenter de nouvelles formes. Je suis la rhétorique ainsi que les avant-gardes à la mode. Peut-être parce que j'ai compris que l'unique façon de ne pas passer de mode est de n'être jamais à la mode. Je ne suis pas doué pour appliquer les théories modernes. C'est bon pour ces experts et érudits dont les élocutions linéaires et structurées sont en train d'être aux gens l'envie de lire. On dirait qu'ils ont entrepris de tuer tout ce qui, moi, m'intéresse, surtout dans le roman : sa capacité à



Juan Marsé : « Je n'appartiens ni à la littérature catalane ni au roman espagnol. Et je me sens très libre. »

transmettre la vie, à créer des personnages à partir du néant, pour leur insuffler une âme et un corps, avec des ongles, des cheveux et des dents. »

« Je me rappelle avec davantage de précision l'homme que j'ai voulu être celui que j'ai été. Je ne prétends pas refléter la vie, mais la rectifier. »

« Cela, c'est un vieux phalangiste repentant qui le dit dans la *Fille à la calotte d'or*. Je n'ai pas à assumer tout ce que disent mes personnages. Il est sûr que, dans *Adieu la vie, adieu l'amour*, les quartiers que j'ai cités me servent de cadre pour recréer les aventures du garçon que j'étais à dix-sept ans, qui s'est initié au sexe, comme quasiment tous ceux de sa génération, en allant chez des putains. J'aurais aimé avoir une relation érotique pleinement satisfaisante avec une rousse aux yeux bleus de la petite bourgeoisie catalane, mais j'ai dû me contenter de « la Pepi » qui, la pauvre, faisait beaucoup d'efforts pour me satisfaire. Je ne le regrette pas et ne le rectifie pas non plus. »

« Le roman espagnol souffre de pénurie et est soumis aux conditions imposées par les quarante dernières années. »

« Il y a un manque de vitalité linguistique, une uniformité thématique que l'on observe également en Europe. Un demi-siècle de guerre et de franquisme n'est pas sans laisser de traces. Les dictatures peuvent tuer le langage, pas seulement le langage littéraire mais aussi celui de tous les jours. L'appauvrissement de la langue s'observe jusque dans la rue et se traduit dans le roman. »

Autres parutions

• Dans le domaine poétique, on remarquera l'œuvre violente et forte dans son inspiration mystique d'une jeune poétesse galicienne, Blanca Andueza. *Le Bâton de Babel* paraît dans une excellente collection bilingue, « Le fleuve et l'écho », et dans une traduction de Laurence Breyse (La Différence, 154 p., 89 F.).

• Il faut aussi saluer l'abondance et le plus souvent la qualité de publications de textes classiques. *La Cosquille du royaume de Mayra*, d'Angel Ganivet, est une pure merveille d'humour philosophique, l'œuvre d'un Voltaire qui aurait décidé de réécrire *Candide* à la manière d'*Ubu* (traduit par François Gaudry, Phébus, 286 p., 135 F.). Chez le même éditeur, un beau roman historique d'Enrique Lareta (1873-1961), *la Gloire de don Ramiro*, dans une traduction de Rémy de Gourmont (340 p., 145 F.).

• Deux bilingues dans l'excellent « Domaine hispanique » d'Azua, *le Mariage trompeur* et *le Colloque des chiens*, de Cervantès, dans une traduction nouvelle de Maurice Molho (246 p., 125 F.), et *la Célestine*, de Fernando de Rojas, dans une traduction de Pierre Heugues qui signe une remarquable introduction (560 p., 130 F.).

• Dans la collection « Renaissance », chez Balland, le grand roman picaresque de Francisco Quevedo, *Histoire de don Pablo de Ségovie*, pour lequel l'éditeur a commandé une traduction pour le moins approximative de... Restif de la Bretonne (220 p., 89 F.). Vont également paraître en GF/Flammarion, *Tristana*, de Pérez Galdós, *La Vie est un songe*, de Calderón, et *Fuente Ovejuna*, de Lope de Vega, les deux derniers en édition bilingue.

• Le Seuil publie, en collection « Points », le *Café des fous*, de Felipe Alfau, un policier « moderniste » publié en 1928, et l'excellent *Catalogne* de Jordi Bonal, en « Points-Planètes ».

Serra le contrebandier

JOURNAL DES SIGNES
SUIVI DE
Pénurie et autres défaits
et Avec un seul œil,
de Cristóbal Serra.
Traduit de l'espagnol,
par Adrien Le Bihan,
préface d'Octavio Paz.
Ed. du Félin, 278 p., 150 F.

Dans des Notes sur Baudelaire, Cristóbal Serra remarque que « tous ceux qui ont écrit des notes intimes ont été, un tant soit peu, des contrebandiers de la littérature ». Né en 1922 à Palma de Majorque et y vivant toujours, l'auteur de ces lignes se place lui-même dans cette tradition. Celle du secret et de la discrétion, de l'œuvre perçue comme impossible et trop vaste, trop lointaine, de l'accumulation, en son lieu et place, de notes et fragments, mystérieux destinés au vent ou rassemblés pour un hommage nostalgique à ce lointain impossible.

Le recueil des trois textes de Cristóbal Serra donne bien la mesure de ce penseur, de ce méditant plutôt, ironique et solitaire, certes tourné vers lui-même, mais dont la sensibilité reste ouverte au monde qui l'environne.

Cristóbal Serra a traduit Michaux et Lao Tseu, Swift et Max Jacob ; il cita Bloy et Chesterton, aime Góngora, Cervantes, John Donne et saint Joseph de Copertino : il est de pure paysage intellectuel et spirituel.

P. K.

Felix de Azua : « L'Europe est en train de régresser »

« Je me suis réduit à une seule passion, rancunière, farouche, ingrate. C'est une passion moderne et urbaine, sans les ornements de la tradition classique. »

« J'ai écrit l'*Histoire d'un idiot*... et le *Journal d'un homme humilié* pour mettre en ordre quelques aspects du nihilisme. Pendant de nombreuses années, je m'en suis tenu à une position de pure négativité, du non-servant. Mais je suis arrivé à la conclusion qu'il était masochiste de vivre dans le « je-m'en-foutisme », dire qu'on ne veut rien faire et gagner de l'argent, manger et s'envoyer en l'air, comme la plupart des Espagnols. Maintenant, j'essaie de reconstruire quelques valeurs. Et, à vrai dire, cela s'avère assez difficile : je m'aide des films de Truffaut. C'est curieux, quand on s'efforce d'être positif, c'est le cinéma français qui vient à l'esprit. »

« Juan Benet a eu beaucoup d'influence sur moi, plus par son sens critique que par son écriture. »

« On peut déceler dans tous les romans et poésies de ma génération des traits caractéristiques de Benet : la suppression de toute référence sentimentale, l'écriture volontairement froide qui produit une émotion – si tant est qu'elle la produise – par le biais d'autres mécanismes. Ce n'était pas le cas

en Espagne, et je pense par exemple à Martín Santos. En ce qui concerne le style, Benet n'a pas eu la même influence. Il est si radical qu'on tomberait immédiatement dans le plagiat. »

« En notre époque, qui s'exprime par le chant s'expose au ridicule. »

« On m'a traité de prétentieux, de traître à la poésie, surtout parce que J.-M. Cocteau m'avait sélectionné en 1970 parmi les neuf jeunes poètes espagnols. Je n'ai pas cessé de faire de la poésie, mais j'ai cessé de faire des vers, ce qui est très différent. La poésie, c'est Homère, Shakespeare, Rilke, Machado et c'est à peu près tout. En Espagne, il y a des poètes qui présentent un certain intérêt, comme Gil de Biedma, Gabriel Ferrater et le premier, Claudio Rodríguez ; mais je crois qu'eux-mêmes se rendaient compte de la distance entre leur poésie et ce que l'on entend par la poésie universelle. »

« La culture actuelle est prolétaire. »

« Je crois que le manque d'ambition, nous le devons au triomphe du prolétariat. Encore que, dit de cette manière, cela sonne plutôt mal. Disons que dans la société, c'est un fait, c'est une culture de masse qui a triomphé, ce que Jungler prophétisait,

comme le « triomphe du travailleur ». »

« Contre Franco nous vivions mieux. »

« Ce slogan, ou quelque chose de similaire, c'est Vazquez Montalban qui l'a inventé. Mais je suis d'accord que le fascisme avait une façade de religion, d'échelle des valeurs bourgeoises plus ou moins honnêtes. Nous savions que tout était mensonge, l'ennemi était visible. Lorsque le dictateur est mort, l'élaboration et l'habillage se sont immédiatement évanouis et la culture espagnole a montré sa véritable face : crétine, infirme – ce qui préoccupe tant Rafael Sanchez Ferlosio. A moi, il me semble que ce pays ne présentera plus jamais le moindre intérêt sur le plan intellectuel. »

« Le franquisme a été trop étouffant et a laissé des séquelles qui ne disparaîtront pas avant la fin de ce siècle. »

« L'Europe aussi est en train de régresser : ce n'est pas l'Espagne qui se rapproche de l'Europe, c'est l'Europe qui devient de plus en plus semblable à l'Espagne de Franco. »

Entretiens réalisés
par Ramon Chao

Toutes les Espagnes

Marsé, Vazquez Montalban, Torrente Ballester traquent, de Philippe IV à l'après-franquisme, les mensonges de la politique

ADIEU LA VIE

de Juan Marsé.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
Bourgeois, 402 p., 180 F.

GALINDEZ

de Manuel Vazquez Montalban.
Traduit de l'espagnol
par Bernard Cohen,
Seuil, 447 p., 130 F.

LE ROI ÉBAHI

de Gonzalo Torrente Ballester.
Traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
Actes Sud, 236 p., 110 F.

Adieu la vie, adieu l'amour, de Juan Marsé, a d'abord été publié au Mexique où il a reçu un prix en 1973, avant d'être édité en Espagne trois ans plus tard. C'est l'un des romans les plus importants de la littérature espagnole contemporaine.

Tout commence à la morgue de Barcelone, à l'arrivée de cadavres d'une famille tuée dans un accident de voiture. L'employé, Nito, reconnaît dans le père un ami d'enfance. C'est alors qu'il entre en scène ses souvenirs et ceux des amis du quartier, redevenus enfants à travers eux, nous avons que Java, un petit chiffonnier, est payé par un blessé de guerre, franquiste et voyeur, pour accomplir des prouesses sexuelles dégradantes avec des filles de l'orphelinat, qui est en fait une sorte de bordel. Java s'intègre dans un groupe antifranquiste qui dégénère en bande de voleurs et d'assassins. A la fin, il grimpe dans le monde des affaires, devient riche et respectable, pour trouver la mort trente ans plus tard au volant d'une Simca 1200.

Voilà, en résumé, une histoire qui ne s'est peut-être pas produite, car tout est raconté à travers la mémoire du commissionnaire de cadavres et de ses « aventures » - des histoires imaginées par les enfants pour oublier la misère et meubler l'ennui; des faits divers dont parlent les journaux et que l'on apprend aussi par ouï-dire; ou des rumeurs mystérieuses qui circulent dans le quartier.

Justement, les meilleures aventures étaient celles que racontait Java, le chiffonnier. Un jour de

pluie il eut l'idée d'introduire dans l'aventure inventée un personnage réel qu'ils connaissaient tous, Juanita « la Paille », une orpheline. Avec le temps, Java perfectionna sa méthode, s'introduisant lui-même dans les histoires et finissant par y mettre ses copains. Et le jeu devint alors pressant car Java planta des décorations urbaines véritables; derrière les acacias effeuillés s'élevaient les fantômes d'édifices en ruines, les fers squelettiques des balcons tordus, rougis par la rouille, et les fenêtres baillaient dans le vide, telles des bouches édentées.

La lecture avance parmi les répétitions, des labyrinthes de mémoires lointaines; elle bute sur les syntaxes imparfaites et sur les grands d'un langage aussi décoloré que l'existence quotidienne de cette époque. Toutes les ressources narratives - l'argot, le dialogue, le récit, le flux de la conscience, l'éloignement objectif, la profusion des images - s'associent pour établir un croisement systématique d'époques, de temps et de lieux où se mêlent des histoires grotesques de tortures, de petites filles violées, échos d'autres vies pratiquées par des Maures franquistes.

Lorsqu'il y est entré, qu'il a consenti à ce jeu fascinant, se laisse porter par ce torrent d'images et d'idées, tout lecteur qui le voudra habitera un monde miniaturisé, le Barcelone de ces années-là où se couvraient des âtres durs, cyniques, désabusés, qui ne continuaient à vivre que par une espèce de laisser-aller.

On n'a jamais raconté avec un tel pessimisme poétique la décadence des survivants, leurs mutilations morales, la perte de la jeunesse subie par ces enfants dans une ville vaincue et humiliée, paradigme de l'Espagne des années 40, celle que Franco avait promis de sauver du péché.

L'affaire Ben Barka

américaine

Le 12 mars 1956, en plein New York, le professeur Jesus Galindez s'engouffre dans une station de métro de la 8^e Avenue. Depuis, personne ne l'a revu. On suppose qu'il a été torturé, puis que son corps a été jeté aux requins. La FBI accuse les services secrets de Trujillo, mais sans preuves. L'affaire Ben

Barka américaine commence. Galindez, quarante-deux ans, avait combattu contre Franco au nom du nationalisme basque. Exilé en République Dominicaine, il occupe des postes officiels dans le régime de Trujillo pour se retrouver, en 1946 aux États-Unis, professeur à l'université Columbia. Trois mois après sa disparition, il reçoit in absentia son doctorat pour une thèse intitulée *L'ère de Trujillo*, réquisitoire accablant contre le « bienfaiteur » de Saint-Domingue (1). Pour effacer toute trace du crime, Trujillo fait tuer une dizaine de personnes ayant participé à l'enlèvement et au meurtre de Galindez. Six ans plus tard, Trujillo est lui-même sa propre victime: il est assassiné à la suite d'un coup d'État appuyé par les Américains. Son corps repose au cimetière du Père-Lachaise (2).

Dans le roman *Galindez*, la jeune Muriel, une étudiante américaine, prépare, trente ans après, une thèse très académique sur « l'éthique de la résistance ». Elle décide de reconstruire l'itinéraire de Galindez en commençant par l'Espagne. Ricardo, son ami d'enfance, jeune play-boy socialiste, l'accompagne dans un Pays basque troublé par les actions terroristes de l'ETA.

Dans son enquête, Vazquez Montalban adopte le point de vue du détective privé (3). Le poète, l'écrivain, l'rhéteur, le gastronomiste sont flanqués en lui d'un enquêteur acharné. La narration, à la seconde personne quand Muriel parle de Galindez, et à la troisième lorsqu'elle se réfère au contexte politique, donne au récit une grande fluidité entre un langage chaleureux et une prise de distance critique. L'auteur y incorpore des documents diplomatiques, des monologues introspectifs, des entretiens: il bâte et décrypte tout ensemble l'instant où l'être humain cesse de feindre, où quelque chose, venant d'en-dehors de lui-même, le confronte à cette sorte de vérité profonde que toute son activité, sa vie, s'ingénient à masquer: Galindez, agent du FBI, de la CIA, d'enseignant mondain, fouineur de salon

qui a dénoncé des antifranquistes en échange d'une aide hypothétique des Américains à l'indépendance basque, se cache au moment de sa mort lorsqu'il fixe ses yeux paralysés dans ceux du vieux Trujillo qui lui enfonce un revolver dans la bouche. C'est la duplicité des êtres et l'évidence du bien-fondé de tout soupçon qui sont observés là.

Qui n'est pas suspect dans l'univers de Carvalho? Mais la suspicion chez Montalban est, sinon de l'innocence, tout au moins un effort de compréhension. Montalban va jusqu'à offrir une possibilité de rédemption à l'inconsistant puppy socialist.

En somme, Montalban fait une distinction entre les institutions et les personnes. C'est à toutes les organisations de type stalinien, à toutes les idéologies qui écrasent l'homme, à tous les mensonges politiques qu'il s'en prend dans ce livre. Il nous dit qu'à travers les changements de l'histoire, il existe malgré tout une morale permanente qu'on peut définir comme la passion de la vérité. D'où sa fascination pour l'ombre et le mensonge organisés, ou pour la politique comme elle va.

La reine nue

« Sa Majesté le Roi a manifesté, avec une impudence qui n'est tolérable en l'occurrence que parce qu'elle est royale, son désir de voir la reine nue; les lois de Dieu s'y opposent, celles du royaume aussi. » Le roi en question est l'Espagne Philippe IV et ces propos véhéments sont tenus par le capucin Villaseca devant la Sainte Inquisition réunie pour débiter de cette question subversive.

C'est grâce aux bons offices du père Almeida, jésuite portugais qui a séjourné parmi les Indes brésiliennes à l'été d'une grande sagesse, que le roi peut enfin voir réalisé son rêve. Et alors quelle divine surprise, quels délices que ces ondules voluptueuses, ces contours, ce rythme de l'écriture! Car, en ce qui concerne la vision charnelle, Torrente Ballester a eu la sagesse de ne pas la matérialiser.

Depuis qu'il a pris sa retraite - en Espagne cela s'appelle *jubilacion* - le professeur Torrente Ballester a rompu avec le roman expérimental pour se tourner vers une littérature presque volatile, allant un peu au-delà du jeu mais restant en deçà de la jouissance. A quatre-vingt-deux ans, priscillaniste et jubilant, il nous offre un bon divertissement théologique, le *Roi ébaï*, plein de grâce et de truculence.

R. C.

- (1) *L'ère de Trujillo*, Maspero, Paris 1962.
- (2) *Voir Crime à Saint-Domingue*, Elena de la Souchère, Albin Michel, 1972.
- (3) Signalons également la parution de trois nouvelles de Vazquez Montalban: *Le crime de la rue de la Harpe*, *Le crime de la rue de la Harpe*, *Le crime de la rue de la Harpe*. Parmi celles-ci, *Le crime de la rue de la Harpe* est une parodie de la seconde partie du *Flaubert* (Bourgeois, 190 p., 100 F.). Par ailleurs, le Seuil réédite en « Points » *Ménage à quatre*, paru en 1990.

L'aria de Séville

Pour Dominique Fernandez, Séville est une scène d'opéra. Trois grands mythes occidentaux, exploités par le bel canto - Don Juan, Figaro et Carmen - sont nés ici. Les professions de la Semaine sainte sont des « chefs-d'œuvre de scénographie baroque ». Les virgées balancées aux rythmes des pénitents, drapés, masqués, sont des Caballé mariales qui prennent le deuil pour célébrer les matadors morts dans l'arène. D'ailleurs, la corté est à l'Espagne ce que l'opéra est à l'Italie, assure l'auteur qui évoque « l'espace circulaire et clos; la cérémonie minutieusement codifiée » et le « dépiement d'un spectacle total ». La première préférence le geste à la musique, voilà tout.

E. de R.

► *Séville*, de Dominique Fernandez. Photographies de Ferrante Ferranti, Stock, 150 p., 280 F.

Ramon Chao

(1) *Le Monde* du 17 janvier.

AU FIL DES LECTURES

par Pierre Lepape

Les sarcasmes de Tomeo

Javier Tomeo, qui entend que l'auteur disparaisse entièrement derrière ses livres, ne veut pas dire son âge. On estime qu'il a une cinquantaine d'années. On sait qu'il est né, comme Goya, comme Bunuel, en Aragon, dans la province de Huesca, et qu'il a fait des études de droit et de criminologie à l'université de Barcelone. Pour le reste, on a ses textes, qui ne ressemblent à rien de ce qui s'écrit ailleurs en Espagne. Trois de ses romans ont déjà été traduits en France par Denise Laroutis, le *Chasseur de lions*, le *Château de la lettre codée* et *Monstre aimé* (tous trois chez Christian Bourgois). Des merveilles d'humour acide, de logique qui s'emballe jusqu'à la folie, et d'absurdité baroque. Du Kafka, s-t-on dit, que réviserait l'imagination de Luis Bunuel.

Javier Tomeo ne laisse jamais un texte au repos, même lorsqu'il est publié. Ainsi *Préparatifs de voyage*, l'un des deux récits qui nous sont proposés aujourd'hui, est paru une première fois sous une autre forme en 1989, sous le titre *Ceguera al azul*; et le second récit du recueil, *la Ciudad de las palomas*, est paru en Espagne sous ce titre en 1989, mais la version qui est ici traduite est entièrement inédite. C'est dire si Tomeo aime brouiller les pistes. Son arme majeure pour y parvenir est l'extrême précision, la clarté du style, la décortication presque maniaque des éléments de la situation. Le héros de *Préparatifs de voyage* est envoyé par son employeur vendre des fauteuils tournants dans un pays, le Bénouhistan, dont chacun paraît s'efforcer de lui cacher où il se situe. Le personnage unique de la Ville des pigeons se réveille un matin dans une cité que tous les êtres vivants ont fuie, à l'exception des pigeons, dont il soupçonne les intentions malfaisantes. Dans les deux cas, confrontés à l'hostilité, au mensonge généralisé, à la menace de la folie, à des questions insolubles, la victime sort de son statut d'homme ordinaire pour sauvegarder, malgré tout et quel que soit le prix à payer, sa dignité.

Dernière des sarcasmes de Tomeo, derrière la mécanique tranchante de son humour, la virtuosité de sa dialectique, il y a aussi une vraie tendresse pour les déçus, les vaincus, les solitaires, les condamnés à la répétition et à la mort: nous-mêmes. On la retrouve dans les petits textes, des scènes de théâtre à un ou deux personnages réunies sous le titre *Histoires minimales*. Enigmatiques souvent, jouant avec l'absurde, la farce, la pantomime, le caricature, ces histoires gringantes et cruelles, ces morceaux de cauchemar pourraient accompagner harmonieusement des pointes-âches de Goya.

► *Préparatifs de voyage*, de Javier Tomeo. Traduit par Denise Laroutis, Bourgois, 230 p., 100 F.

► *Histoires minimales*, de Javier Tomeo. Traduit par Denise Laroutis, Corré, 129 p., 80 F.

L'hypocrisie de l'écriture

Helena ou la mer en été (*Helena o el mar del verano*) a été publié en Espagne en 1952 par un écrivain de trente-trois ans, Julian Ayesta. On ne peut que constater quel scandale il a pu provoquer dans les années de plomb du franquisme. Ayesta touche en effet aux deux tabous absolus de la censure: la religion et la sexualité. Et il le fait avec une puissance d'évocation et de subversion d'autant plus efficace qu'il emploie l'écriture la plus épurée et la plus subtile, des images aux tantes de pastels et un sujet des plus gracieux: les souvenirs de vacances d'un jeune garçon, en compagnie de ses cousins, ces histoires gringantes et cruelles, ces morceaux de cauchemar pourraient accompagner harmonieusement des pointes-âches de Goya.

Tout respire l'ordre et l'innocence, et il n'y a pas dans le livre un seul mot qui puisse blesser la pudeur. Contre l'hypocrisie de la censure, Ayesta fait le choix d'une hypocrisie de l'écriture. *Helena* est un livre troublant sur les troubles de l'adolescence et sur une société qui fait tout ce qu'elle peut pour écarter ou transformer en leideur l'éveil du corps et le besoin d'amour.

► *Helena ou la mer en été*, de Julian Ayesta. Traduit par Bernard Lesfargues, La Différence, 86 p., 39 F.

Géographie autobiographique

Julio Llamazares est l'écrivain âpre, sombre et lyrique d'une Espagne rurale qui est loin d'en avoir fini avec ses peurs, avec ses misères, avec la croyance en une histoire immobile marquée de toute éternité par l'affrontement perdu des hommes avec la nature et avec leur propre cruauté. Ses deux romans déjà traduits, *Les coups de la pluie jaune* (tous deux chez Verdier), ont été remarqués pour leur beauté crépusculaire et l'émotion intense, presque douloureuse, qu'ils habitent.

Récit d'un voyage à pied d'une vingtaine de kilomètres entre Barrio et les sources du Curuano, dans ce pays de Leon cher à l'auteur, le *Rivière de l'oubli* ne joue pas, d'embellie, sur les mêmes tons dramatiques. Llamazares, qui connaît chaque pierre de ce pays de montagnes et de dépressions, chaque mesure des minuscules bourgades qui s'y accrochent, chaque histoire de ses habitants, sauvages, solitaires, hautement colorés, raconte les lieux et les hommes avec l'allégresse d'un gamin qui veut faire partager les richesses de ses trouvailles. Ce n'est pas un guide mais plutôt une géographie autobiographique. Ces histoires, ces lieux, ces courtoises, ces arbres sont tout à la fois un ensemble réel et un ensemble magique, celui de l'enfance, de l'écrivain, celui qui imprime à sa vision des choses un tragique et un sublime dont elle ne se défera jamais.

► *La Rivière de l'oubli* (*El Rio del olvido*), de Julio Llamazares. Traduit par Jean-Baptiste Grassat, Verdier, 222 p., 120 F.

Deux continents, une littérature

Suite de la page 25

Les Latino-Américains occupent un espace qui demeure interdit aux Espagnols. Vazquez Montalban écrit des vases en prison; Juan Marsé lutait contre les censeurs; Juan Goytisolo, exilé à Paris, était édité chez Gallimard. Les écrivains latino-américains situent leurs œuvres dans le lointain Pérou, dans un Buenos-Aires métaphysique, dans la région la plus transparente du Mexique ou dans le mytique Macondo.

Plus cosmopolites, les Latino-Américains apportent informations et techniques nouvelles à des écrivains qui, la plupart du temps, ne pouvaient franchir la frontière. Les « latinos » apportaient dans leurs bagages, outre la tradition romanesque espagnole, l'héritage baroque de leurs prédécesseurs immédiats: Arques, Asturias et Alejo Carpentier entre autres. Un langage flamboyant qui contrastait avec l'écriture ankylosée de la Péninsule. Juste retour des choses: d'ailleurs ce pas Bernal Diaz del Castillo le « soldat inspiré » de Valladolid, qui, au seizième siècle, avait le premier pratiqué le « réalisme magique » dans son *Histoire véritable*. N'est-ce pas le Galicien Valle-Inclán qui inaugura le genre des romans sur les dictateurs latino-américains avec son *Trano Banderas*, où il réussit la symbiose des termes et des tournures espagnoles et latino-américaines?

Installés à Barcelone, Garcia Marquez et Mario Vargas Llosa établissent avec les Espagnols une relation semblable à celle qu'avaient maintenue au début du siècle le Chilien Vicente Huidobro et l'Argentin Borges avec Canisinos Assens et Gomez de la Serna. Plus tard, après la guerre civile espagnole, c'est en Amérique qu'allait s'exiler la poésie de Juan Ramon

Jimenez, Jaime Salinas, Leon Felipe ou de Luis Cernuda. Influences aller et retour qui finissent par créer une seule littérature, qu'elle soit produite en castillan du Mexique, de Colombie, de Catalogne, de Castille ou des Canaries.

En 1960, l'arrivée des écrivains latino-américains provoque une résistance des « réalistes » Ignacio Agustí, José Maria Lera, Tomas Salvador. Les plus lucides, toutefois, y voient la possibilité de renouveler la langue et de sortir de la littérature « engagée ». *Les Demeures du silence* de Luis Martin Santos (1961) marque la première tentative de rupture. En 1967, *Tu reviendras à Region*, de Juan Benet, avec son temps suspendu et ses références occultes à Faulkner, Proust, Groux, Buzzati, déroute définitivement le « roman à thèse » et constitue la réaction la plus extrême au réalisme traditionnel.

Mais ce seront Juan Goytisolo (*Pièces d'identité*), Miguel Delibes (*Parabole d'un naufrage*), Camilo José Cela (*Office des ténèbres*), Caballero Bonald (*Agata, ojos de gato*), Torrente Ballester (*La Soga-Fuga de J. B.*) et Juan Marsé (*Ultimas tardes con Teresa*) - les uns par le biais de l'imagination, les autres par l'intérêt porté à la structure et au texte - qui appliqueront le mieux les techniques nouvelles importées. La publication de *Pantaleon et les Visitantes* (1973) de Mario Vargas Llosa révèle aux écrivains espagnols, comme le fait observer un Vazquez Montalban goguenard, qu'ils pouvaient déjà écrire comme les Latino-Américains. Miguel Espinosa (*Escuela de mandarines*) et Eduardo Mendoza (*La Vérité sur le cas Savolta*), en racontant des histoires avec un langage très soigné, avec des intrusions discrètes dans l'avant-garde, ont

ouvert la voie à la génération des Guelbenzus, Félix de Azua et Javier Marías.

Après la mort de Franco et la suppression totale de la censure, on s'attendait à ce que surgissent des génies jusque-là occultés. Il n'en fut pas ainsi. Les six romans de qualité incontestable parus en Espagne au cours des cinquante dernières années ont tous été écrits avant 1975: *la Rucho* de Camilo José Cela, *El Jarama*, de Rabolal Sanche Ferlosio, *les Demeures du silence* de Luis Martin Santos, *Adieu la vie*, *Adieu l'amour* de Juan Marsé, *la Jeunesse d'Ulysse* d'Alvaro Cunqueiro et *Tu reviendras à Region* de Juan Benet. Il s'agit là d'une sélection très personnelle et pas trop risquée.

Quatrième producteur mondial de livres - 43 896 titres en 1991 - avec un potentiel de croissance de 40 % à 50 %, l'Espagne voit ses moyens et petits éditeurs disparaître au profit des multinationales. Avec leur stratégie à court terme, celles-ci publient presque tout et parfois n'importe quoi (1). Toutes les tendances, tous les courants coexistent en ces moments de confusion.

On ne peut plus parler d'influence latino-américaine stricte jensei, l'assimilation ayant été parfaite, mais d'une présence. Parfois perceptible, comme chez Landero ou Abaga, elle peut aussi être cryptique: Munoz Molina a gagné le dernier prix Planeta sous le pseudonyme de Brausen, qui est le personnage principal de *la Vie brève* de Juan Carlos Onetti, celui-là même qui était sorti de ce roman pour le terminer à la place du maître uruguayen.

Ramon Chao

(1) *Le Monde* du 17 janvier.

cerf



« Eric Alliez avec une audace et une érudition éblouissante, l'auteur réalise une tâche vertigineuse: faire l'histoire de ce qui institue la philosophie en histoire, faire l'histoire des rapports entre le temps de l'histoire et la pensée du temps »
LIBERATION

« Il n'y a pas beaucoup de livres de philosophie, et celui-ci en est un »
B. CASSIN

Préface de Gilles Deleuze

301 Pages • 362 p. 220 FF

INFOS : 44 18 12 02

LISEZ AUSSI LES LIVRES DE VOS ENFANTS

par Nicole Zand

Bologne prend de l'âge

BOLOGNE. — « Tout le monde veut vendre et personne ne veut acheter... » Cette remarque, on pouvait l'entendre murmurer à peu près sur tous les stands à la Foire du livre de jeunesse de Bologne — la vingt-neuvième du nom — qui fermait ses portes dimanche 12 avril. Ce qui ne veut pas dire que le livre de jeunesse se porte mal. Ce qui ne veut pas dire non plus que les éditeurs, de plus en plus nombreux chaque année, qui avaient fait le voyage pour être présents à cette foire internationale réservée aux professionnels étaient déçus. Simplement dans l'expectative, en ces temps de morosité pour l'édition dans le monde entier.

Il y a bien longtemps, en effet, qu'on ne vient plus dans les foires, que ce soit à Francfort ou à Bologne, uniquement pour faire des affaires. Le fax apporte désormais toutes possibilités de communication pendant toute l'année. On comptait, cette année, à Bologne 1 363 exposants (soit 150 de plus qu'il y a deux ans), dont 1 229 étrangers de 60 pays, sur 21 000 mètres carrés. Ce qui montre bien que l'édition pour la jeunesse n'est pas considérée comme un jeu d'enfants.

D'abord, un cocorico... mérité. Car les Français témoignent d'une inventivité, tant dans l'illustration que dans la conception de collections, qui fait de notre pays un des phares de la production de jeunesse d'aujourd'hui. Le succès de Pierre Marchand et de son équipe, qui vont fêter leurs vingt ans... de Gallimard Jeunesse, apparaît comme un des symboles de cette efflorescence : de talents, de collections, en même temps que de réussite financière, puisque Gallimard Jeunesse, qui compte dans doute pour quelque 40 % du chiffre d'affaires de la maison Gallimard, a été récemment filialisée.

Un catalogue prestigieux avec une quinzaine de collections pour tous les âges : des encyclopédies, des documentaires, de la littérature, classique ou inédite, des albums (à paraître) : des guides, des albums d'images inédites des siècles passés, des collections de culture religieuse, etc.), qui repré-

sentent une réussite fantastique et qui sont traduits dans presque toutes les langues. Avec une percée remarquable sur les marchés américains et japonais puisque les collections encyclopédiques ont été achetées par dix éditeurs japonais et sept éditeurs américains ! Ainsi, Abrams, aux États-Unis, va inaugurer sa première collection bon marché avec « Découvertes ».

« Maintenant, je vais jouer dans la cour des grands », nous disait Pierre Marchand il y a six ans en inaugurant le luxe à petit prix avec la belle collection « Découvertes Gallimard » (130 titres parus). Il n'a pas pour autant abandonné les petits. « Ce furent vingt ans de bonheur, dit-il. Maintenant, je pense aux vingt ans qui viennent. Dans quelle autre maison d'édition m'aurait-on laissé autant de liberté pendant aussi longtemps ? »

L'École des loisirs, le grand artisan de l'édition de jeunesse en France, on ne cesse de réimprimer les grands classiques : Sendak, Ungerer, Anno, Dumas, Solotareff, etc., sans cesser de donner leur chance aux jeunes. Surtout, on insiste sur la nécessité de donner envie de lire avec une production intensive (peut-être trop intensive pour les libraires, bibliothécaires, enseignants...) de vrais romans pour ceux qui découvrent la lecture, les lecteurs confirmés et même les adultes. À signaler, un répertoire thématique avec les titres classés par ordre de difficulté croissante, qui aidera ceux qui cherchent un livre selon un sujet : adolescence, agresseur, animaux, Europe, fantastique, Pâques, vieillesse, etc.

Albin Michel Jeunesse semble en pleine effervescence avec des idées pleines pages, des albums, des livres animés d'une rare ingéniosité (je vous recommande celui des serpents...) et des collections originales comme ces « Carnets du monde », voyages de jeunes particulièrement sagaces et bien documentés qui, après la Turquie des Kurdes, l'Albanie, l'Algérie, vous proposent (avec une couverture plus laide, plus à la mode qui, finalement, banalise le propos) Kourou, le Mexique, les enfants de la Chine, etc. Tout comme



« Un, cinq, beaucoup » de Kvetta Pacovska.

Castelman avec la petite collection documentaire « Des objets qui font l'histoire » pour tout savoir sur la puce électronique, l'amphore, le stylo-plume, le violon, ou bien encore « Moi », ces petits livres d'histoire présentés comme des Mémoires : *Moi Haribab*, *Moi Moeztawa*, *Moi Nefertiti*, *Moi Alexandre*.

Chez Bayard Presse, les magazines pour tous les âges sont également traduits dans toutes les langues : de l'anglais au vietnamien. A ne pas rater le dernier numéro de *Phosphore*, « le magazine des années-lycée », avec un dossier sur le communisme, des conseils pour la réussite du troisième trimestre et un sondage sur les 15-20 ans et la presse (96 % des lycéens pensent qu'il est essentiel de se tenir informé de l'actualité). Aux Éditions Milan également, toute une panoplie de périodiques pour se tenir « informé » : *Piccoli* (à partir de neuf mois), *Toupi* (à partir de deux ans), *Toboggan* (à quatre ans), *Diabolo* (dix ans), *Mikado* (pour les neuf-treize ans) avec, dans le numéro d'avril, Toulouse-Lautrec. Tout n'est pas gai dans le livre

pour la jeunesse, et on a appris à Bologne, parce qu'ils étaient absents, que les dirigeants des éditions Ouest-France avaient décidé d'interrompre leurs productions. Était-ce un signe que l'été soit là pour présenter son dernier album aux couleurs pastel ? L'histoire atroce du grand-père qui ne veut plus se voir vieillir et qui va se laisser tomber, engloutir. Un peu terrible de l'offrir cela à ses petits-enfants (le *Dimanche noyé de grand-père*, de Pef et Geneviève Laurencin, Éditions Ouest-France).

Enfin, Bologne a fait honneur aux illustrateurs, notamment Étienne Delessert, Stasys Eldrivičius, Lisbeth Zwerger, Kvetta Pacovska, Roberto Innocenti, dans des rencontres et des expositions qui ont permis, encore une fois, de découvrir ces artistes pour les petits qui sont de vrais grands.

Palmarès. — Prix graphique Enfant : *Oh!*, de Josée Goffin. (Ed. Rainbow Graphics International de Bruxelles. En France, Édition des musées nationaux). Mentions : *Morning Milling* de Linda Low Morris (Picture Book Studio, Saxonville, États-Unis); *Mes premières découvertes* (Gallimard, Paris); *See How They Grow* et *My First Word Book* (Doddling Kindersley, Londres); *Hans Christian Andersen Fairy Tales*, ill. Lisbeth Zwerger (Neugebauer Press, Salzburg, En France, Dreyer); *Zip y el dragon Panfarron* (Destino, Barcelone); *Anancy and My Dry Bone* (Frances Lincoln, Londres).

Prix graphique Jeunesse : *Jeder nach seiner Art*, ill. Klaus Enskait (Beltz & Gelberg, Weinheim, Allemagne). Mentions : *Babylonia* de Riitta Neimarkka (Seneca & Tammi, Helsinki); *La Mémoire des scorpions* de Christian Brul (Le sourire qui mord, Paris); *Jiffrow Kachel* (Querido, Amsterdam); *Harvest 2 karnen* (Albany, France); *Searching in The Forest* (Kai-ssi-Sha, Tokyo); *Moi Mathieu l'habile chef mon père* (Ippomé-Albin Michel, Paris).

Prix Critiques en herbe : *Iris*, ill. Carme Solé Vendrell (Ara Comunicación, Barcelone). Mentions spéciales : *Der kleine, der Riese und der Grossvater* (Bohem Press, Zurich); *Encyclopédie Découvertes Junior* (Gallimard-Larousse, Paris).

A lire, à offrir, à s'offrir

• *Lettre à l'écritain qui a changé ma vie*. — Les cent meilleures lettres du concours lancé par Télérama au Salon du livre 1991 à l'adresse des 16-22 ans. Rabelais, Balzac, Kafka, Goscini, Hierdie, etc. Tous les goûts de la jeunesse... (Gallimard, « Page blanche », 180 p. 64 F. A partir de douze ans.)

• *Le Roi de la Forêt des brumes*, de Michael Morpurgo. — Ashley, fils d'un missionnaire américain en Chine, traverse l'Himalaya et rencontre le yéti légendaire... (Gallimard, « Lecture Junior », 188 p. 42 F. A partir de onze ans.)

• *Jouons avec les lettres*, par Massin. — Un petit album-pochette qui joue à découvrir des formes dans les lettres de l'alphabet. (Seuil, « Petit point », 48 p. 35 F. A partir de sept ans.)

• *Paris*, de Claude Ponti. — La créature du Livre d'Adèle change de style pour nous amener en promenade à travers un Paris parfois peu connu dans ce bel album en couleurs où les dessins sont souvent plus évocateurs qu'une photo. (École des loisirs, 80 p. 120 F.)

• *Monelle et les baby-sitters*, de Geneviève Brisac. — « Les enfants, je suis embauchée ! », dit la mère. « On va devenir des drogués et on travaillera mal, et on aura plein de poux, et on se lavera jamais », dit Monelle. A l'incapacité de sa famille succèdent la ronde des baby-sitters et la zézanie dans la maison. (École des loisirs, 144 p. 78 F. A partir de dix ans.)

• *Les Peurs de Conception*, d'Agathe Desmarche. — Entre son psychanalyste et son professeur de piano, ses parents, ses copines, Conception ment à tous, prisonnière de ses monstres secrets, sa peur du noir. Comment grandir ? (École des loisirs, 196 p. 88 F. A partir de treize ans.)

• *Voyage en alphabet*, par Evguénie Loungue. — Un drôle d'abécédaire franco-russe, en cyrillique et en latin, pour connaître ses lettres en français et en russe et, aussi, pour apprendre à écrire en suivant les modèles d'écriture. Tout plein d'images du temps passé, petits métiers, paysages entre Fété-

bourg et Moscou. Pour rêver à la Russie... (Pierre Horay, 200 p. 270 F. A partir de quand on sait ses lettres.)

• *Avez-vous vu les nouveaux voisins ?*, de Colin Mc Naughton. — Une rue où tout le monde s'aime bien, ou fait semblant, où tout le monde se parle, s'invite, discute sur le pas de sa porte. « Des nouveaux voisins. Passe à ton voisin. » Benali, originaire, sympas, insatiable, ils ne vont pas supporter ces nouveaux venus très bizarres. Une sorte de rue mode d'emploi, comme disait Paro. Un petit chef-d'œuvre. (Albin Michel Jeunesse, 32 p. 78 F. A partir de sept ans.)

• *Un, cinq, beaucoup*, de Kvetta Pacovska. — Un album d'une artiste tchèque de soixante-trois ans dont on entend parler. Des couleurs qui claquent, des formes qui se dressent drolétement et qui se contorsionnent pour un livre d'une beauté et d'une originalité incomparables (hélas ! un peu cher). Apprendre à compter, apprendre à voir, c'est tout un art. (Éditions Ouest-France, 140 F.)

• *Samira des Quatre-Routes*, de Jeanne Benamer. — Une bête de la banlieue parisienne qui se sent déchirée et qui ne sait pas comment ne pas trahir les siens sans renoncer à ce qu'elle veut être. Le ton exact pour ce bon roman documentaire. (Castor Poche-Flammarion, 140 p. 23 F. A partir de treize ans.)

• *C'est la vie, Lili*, de Valérie Dayra. — Voilà un grand roman pour adolescents qui grandissent difficilement. Et pour leurs deux parents. Le journal intime d'une petite fille de douze ans qui part en vacances en voiture dans les embouteillages, les disputes, l'incompréhension familiale et qui se réveille dans son écriture. « Je ne crois pas que j'aime mes parents. Je suis restée avec eux parce que j'étais petite et qu'ils étaient utiles. Je ne pourrais pas me débrouiller sans eux. » A dévorer jusqu'au bout. Machiavellesque et si plein de désir d'aimer. Le ton juste, qui fait mal, et qui touche. (Amitié. Regaet. coll. « Casseco », 160 p. 40 F. A partir de treize ans.)

ACTUALITÉS

EN POCHE
Révolution poétique

La collection « Poésie » Gallimard n'a pas seulement modernisé récemment sa présentation en opérant un léger et heureux déplacement par rapport à sa couverture d'origine. Le contenu même et le choix des textes répond également à une louable et nécessaire volonté de renouvellement. Que ce soient les figures tutélaires de John Donne (première de l'édition Gallimard de 1962, traduit du français par J. Fuzier et Y. Denis, préface par J.-R. Poisson, bilingue), de Michel-Ange (édition de 1983 due à Pierre Leyris) ou encore du poète latin Martial (nouvelle édition des *Épigrammes* par Jean Malaplate), qui incarnent ce renouvellement, n'apparaissent comme un paradoxe qu'aux esprits superficiels.

Mais c'est avec *Face aux verrous* de Henri Michaux, que la collection, passant du blanc au noir, frôle l'esprit de révolution. Retenons de ce volume de Michaux, ces deux « Tranches de savoir » : « L'enseignement de l'arabique n'est pas pour le mouche » et « L'intelligence, pour comprendre, doit se salir. Avant tout, avant même de se salir, il faut qu'elle soit blessée. »

P. K. Restons dans le domaine poétique, moderne cette fois, avec la belle anthologie du grand poète trinitien Umberto Saba, due à Bernard Simone et Philippe Renard, récemment et tragiquement disparu (le Monde du 23 janvier). Les poèmes du *Canzoniere* et des autres recueils — notamment de *Choses dernières* — dont les auteurs proposent un choix, dessinent un admirable paysage intime où transparence et opacité alternent et s'équilibrent mystérieusement (la *Différence*, « Orphée », n° 115).

• Kateb Yacine fait l'objet d'un volume de la collection « Poètes d'aujourd'hui ». Sait l'ambassadeur le poète algérien mort en 1989, et propose un choix de son œuvre poétique (n° 286).

• Dans le domaine des lettres étrangères, Robert Merle présente les *Nouvelles Complètes* de Somerset Maugham (près de 1500 pages), dans la collection « Omnibus » aux Presses de la Cité.

• L'invention de la solitude, premier roman de l'Américain Paul Auster est repris en Babel dans la traduction de Christine Le Boeuf, avec une postface de Pascal Bruckner (n° 41). Dans la même collection paraît *Un chant d'amour* de Frédéric Prokosh, écrivain améri-

Le sexe de la lecture

A l'époque féodale, écrit Georges Duby, les femmes « apprennent à broder, à chanter (...) et de plus en plus à lire, c'est-à-dire à délasser les guerriers au repos ». Depuis toujours, hommes et femmes auraient-ils, face au livre, des rapports différents ? « La lecture est-elle (donc) sexuée ? » Telle était la question proposée dans le cadre du cycle sur la différence des sexes qui se déroule au Centre Pompidou jusqu'au 24 avril.

Pour en débattre, cinq universitaires — dont cinq femmes ! Ce qui ne facilite pas forcément les choses pour apaiser des vieilles querelles comme celles qu'exprimait Marie-Claire Hoock-Demard, professeur à l'université Paris-7 : « Toute lectrice doit-elle s'identifier à un Rastignac ou à un Werther au risque de s'aliéner totalement dans sa lecture ? » et comment « résister à une littérature marquée du sceau du masculin ? ».

Certes, toutes les statistiques le disent : si les femmes lisent plus que les hommes, la répartition des goûts n'est pas la même ; elles préfèrent la littérature romanesque, poétique, pratique ; ils se tournent vers l'Histoire, l'actualité, les livres « sérieux », scientifiques ou techniques. Aliénation ? Au contraire, affirme Marie-Claire Pasquier, professeur de littérature américaine à Paris-X Nanterre. Et pour Christine Planté, maître de conférences de littérature française à Lyon-2, la lecture est avant tout « exotisme », « claudestinité », lieu d'abolition des différences. « Virginia Woolf faisait de l'oubli ».

Précision. La traduction de *Papiers de Nouveau venu* et *continuation* de rien de l'écrivain argentin Macedonio Fernandez, attribuée à la seule Silvia Baron Supervielle, (« le Monde des livres » du 10 avril), est également due à Marianne Milon.

du sexe une condition nécessaire à l'écriture. On serait tenté d'en faire, tout autant, une condition nécessaire à la lecture.

Il convient néanmoins de souligner que le processus même d'apprentissage de la lecture, « le rôle discriminant des pratiques sociales et scolaires », remarque Anne-Marie Chartier, professeur à l'IUFM de Versailles. Dans un système où ce sont les femmes — mères, institutrices, professeurs — qui, majoritairement, initient à la lecture, « les filles apprennent à lire plus vite, les adolescents entrent plus facilement dans le territoire de lecture des mères, et les échecs graves concernent plus fréquemment les garçons ».

Serait-ce là l'origine du clivage que l'on retrouve plus tard ? Faut-il aujourd'hui s'en prendre aux femmes si les hommes ne lisent pas ? Anne-Marie Chartier insiste en tout cas sur « les inégalités dont sont victimes les garçons : l'urgence, ce n'est pas la lecture des femmes, c'est celle des hommes ! »

Florence Noiville

• Prix Clio. — Décernés lors du 1^{er} salon de l'histoire qui s'est tenu à Paris du 5 au 12 avril, les prix Clio ont été attribués à Bartolomé et Lucile Benassar pour 1492, un monde nouveau ? (Perrin. Livre de l'année), Jacques Le Goff et René Rémond pour leur *Histoire de la France religieuse* (Seuil. Ouvrage de référence), « Les lundis de l'histoire » sur Franco-Culture (Clio de l'audiovisuel), Christian Grand pour *Trois siècles de banque. De Neufville, Schlumberger et Mallet* (EPA. Histoire et culture d'entreprise), Jacques Martin pour *Orion* (Bagheera. Bande dessinée), Inag et Doc pour son dossier *Stéphane Colomb et Pierre Miquel pour du temps des grands découverts* (Hachette) ont reçu conjointement le Clio du livre de jeunesse.

■ Naissance de l'association Liber. — Liber, revue des livres publiée à l'origine par le Monde et plusieurs journaux européens, est désormais diffusée en France par *Actes de la recherche en sciences sociales*. Une association vient d'être créée, qui a pour objectif de favoriser les échanges en Europe en organisant des rencontres entre les artistes, les écrivains et les savants et en diffusant des publications. L'adhésion permet de recevoir les quatre numéros annuels de la revue et les documents d'information sur les colloques et les réunions organisés par l'association. (Club Liber, 57, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris, cotisation : 100 F (500 F pour les membres bienfaiteurs).

■ Hommage à Jean Prévert. — A la suite de la donation à la Bibliothèque nationale, par les héritiers de M^{me} Claude Jean Prévert, de nombreux manuscrits de l'écrivain Jean Prévert, une exposition sera ouverte, du 13 au 20 mai, dans le salon d'honneur de la Bibliothèque nationale. Le 14 mai, dans l'auditorium, un hommage sera rendu à l'écrivain et au combattant de la résistance. Y prendront part, notamment, MM. Maurice Schumann, Emmanuel Le Roy Ladurie, le général Alain Le Ray, Victor de Litto. On y lira également un texte de Vercors qui présidait l'association des amis de Jean Prévert.

1991
DE L'EST À L'OUEST
LES NOUVEAUX DÉFIS

LE JOURNAL DE L'ANNÉE, ÉDITION 1992 :
En un seul volume, tous les événements de l'année 1991.
225^e en librairie
Larousse Le Monde
12 MOIS D'ACTUALITÉ, 1 AN D'HISTOIRE

كتاب من الشعر